

Liste nominative des puissants cités dans les 'Panama Papers', et présumés voleurs de leur peuple (pas tous), et la plus complète du Net

Publié le 3 juin 2016 par CitiZen Nantes

Mise à jour - Initialement publié le 22 mai 2016

Avec leur biographie, les membres de leur famille impliqués, leurs condamnations antérieures et les banques, entreprises et cabinets d'avocats d'affaires les plus compromis, par pays et territoire

Article mis à jour le 3 juin 2016 à 22h11.

Depuis la nuit du 3 avril 2016, un groupe de recherche international de journalistes révèle jour après jour la substantifique moelle de 11,5 millions de documents représentant 2,6 teraoctets de données. Il s'agit de la plus importante divulgation en nombre jusqu'à ce jour, en se focalisant sur les noms des personnalités présumées frauder le fisc en dissimulant 'leur' argent dans les 'paradis' (enfers) fiscaux. Mais il faut avoir à l'esprit qu'il s'agit aussi pour beaucoup de détournements de fonds publics, de commissions occultes et donc de corruption, de marchés truqués et donc de rackets d'entreprises payant pour décrocher un contrat. Le but principal de ces fonds off-shore est et de loin de *blanchir l'argent* issu de telles pratiques, mais aussi celle des trafics illégaux, drogues et armes au premier chef. Une petite minorité de ces sociétés-écrans cachent le financement d'*opérations secrètes* (espionnage).

Nous avons conscience avoir affaire à un fourre-tout où se mêle des petits arrangements familiaux de nature privée afin de ne pas payer ses impôts, avec des sommes à cinq ou six chiffres 'seulement', et les traces laissées par de véritables kleptocrates haut-placés allant jusqu'à des sommes à dix chiffres, mais aussi des financements de nature politique, non crapuleux (Venezuela) ou destinés à contourner un embargo injuste (Cuba).

Ne perdez pas de vue que la règle dominante de ces sociétés off-shore est l'usage de prête-noms cachant les véritables bénéficiaires, en général des membres de sa famille ou sinon ses amis proches, ce qui fait fortement soupçonner la fraude mais facilite, dans un premier temps, les dénégations des intéressé(e)s ! En faisant le lien entre les 'affaires' déjà bien connues de la Justice on s'approche de politiciens de haut-rang qui peuvent ne jamais apparaître nommément. Enfin, une partie des faits délictueux peuvent être à présent prescrits.

Synthèse générale sur les Panama Papers

Cette somme constitue toutes les archives, courant de 1977 à décembre 2015, du cabinet d'avocats d'affaires **MOSSACK FONSECA**, avec 214 488 sociétés différentes, les fiducies et les fondations, et 14 153 clients. Il est situé dans l'état qu'il faut véritablement qualifier de 'voyou' (en anglais *rogue state*) de Panama. Il a été co-créé par Ramón FONSECA, auteur panaméen de romans à succès depuis 1994 et par un immigrant allemand, Jürgen MOSSACK, ancien waffen-SS dans sa jeunesse. Ramón FONSECA, co-président du cabinet voyou, était parvenu à devenir ministre-conseiller et chef du 1er parti du Panama, une formation nationaliste, conservatrice et pro-étasunienne. L'ironie est qu'il avait publié en 2012 'Mister Politicus' qui stipendiait la corruption et l'appétit d'argent ! Il a démissionné de ses fonctions le 11 mars, non pour ce scandale, mais parce que son cabinet avait été impliqué dans les versements de pots-de-vin par la société Petrolão au Brésil, qui éclabousse actuellement le Parti des Travailleurs de la présidente au pouvoir. Le cabinet panaméen travaille avec plus de 14 000 banques, cabinets d'avocats et sociétés, utilisant des **intermédiaires** à Hong Kong (2200), en Grande Bretagne (1950), en Suisse (1250), aux Etats Unis (600), à Panama (550), au Guatemala (450), au Luxembourg et au Brésil (425), en Equateur et Uruguay (400), pour les pays les plus 'mouillés'. Il était à ce moment là, en ordre d'importance, le quatrième cabinet d'avocats dans l'off-shore au Monde. Selon l'administration anti-drogues US, il rendit d'importants services financiers, dans les années 1980, au cartel colombien de Medellin.

L'informateur qui a fait fuiter ces documents est un inconnu, répondant au pseudonyme de 'John Doe'. Il a fait parvenir mails, notes, fax et tableaux début 2015 au journal allemand **Süddeutsche Zeitung** alors qu'il enquêtait sur l'évasion fiscale orchestrée par la seconde banque du pays, la CommerzBank. Ils ont été dépouillés dans le plus grand secret, durant neuf mois, par plus de 370 journalistes de 109 rédactions, venant de 76 pays et regroupés dans l'**International Consortium of Investigative Journalists** (ICIJ). En propre le consortium n'emploie que 12 personnes, pour coordonner le travail, et il est basé à Washington. Auparavant, il avait déjà dévoilé 6 millions de documents pour les affaires aussi importantes que Lux Leaks, Offshore Leaks ou Swiss Leaks en 2015. Leur travail est révélé au grand jour le dimanche 3 avril à 19 heures. Les premiers noms dans les **PANAMA PAPERS**, ainsi que l'on nomme ce nouveau scandale, ont commencé à paraître dans la presse le 4 avril. Ils mettent en évidence 214 500 sociétés off-shore, créées par ce seul cabinet, domiciliées dans 21 enfers fiscaux, pour un montant total de la fraude estimée supposé de 25 000 milliards d'euros, soit un tiers de la richesse mondiale produite en une année !! Ils mettent en cause des milliers de personnes venant de plus de 200 pays, dont 140 responsables politiques issus de 50 nations, parmi eux 12 chefs d'état dont 6 en exercice, 29 des 500 personnes les plus 'riches' du Monde, avec des noms parfois ... insoupçonnables, comme vous le découvrirez.

Par le nombre de sociétés constituées connues dans les Panama Papers, l'on peut donner le **top ten des 'paradis' fiscaux** : première et loin devant, les Îles Vierges britanniques avec 113 648 sociétés, puis le Panama, avec 48 360, suivis par les Bahamas, 15 915, les Seychelles, 15 182, l'île de Niue, petit territoire du Pacifique Sud peuplé seulement de 1000 habitants trouve le moyen d'en 'abriter' 9611, les Samoa, 5307, l'île d'Anguilla, 3253, le Nevada, aux États-Unis, 1260, Hong Kong, 452, le Royaume-Uni, 148.

Dans l'univers du SPORT de haut niveau sont impliqué quatre des seize dirigeants de Fédération Internationale de Football, avec une vingtaine de joueurs vedettes, évoluant notamment au **FC Barcelone**, au **Real Madrid** ou encore au **Manchester United**. Outre le football, d'autres sports comme le hockey et le golf sont également touchés par cette affaire. Enfin, la Formule Un est dans une moindre mesure éclaboussée.

La journaliste Elise LUCET et son équipe de l'émission **Cash Investigation**, qui a traité les PANAMA PAPERS avec **Le Monde**, seul journal français de Marché sur l'affaire (se demander pourquoi) a été jusqu'à 'balancer' l'ancien directeur de la régie publicitaire de **France Télévisions** qui l'emploie, le 5 avril, à 20h55, sur France 2. Un millier de citoyens français sont impliqués. Le ministère des finances estime à 250 000 le nombre de nos concitoyens fraudant l'impôt pour un montant de 250 milliards €. En 2015 les redressements fiscaux de multinationales ont rapporté 20 milliards € au budget de l'état français. Si quasi aucun nom d'Étasunien n'est révélé c'est dit-on parce que la très sévère administration du pays a pris en main les dossiers de ses ressortissants. Une fausse liste, en très grande partie, de ses bailleurs de fonds, probablement forgée de le milieu d'extrême-droite, antisémite ?, prétendait que cette discrétion venait de ce que de grosses firmes étasuniennes le finançait. Or il suffit d'aller sur le site du consortium pour voir qu'il accepte des dons individuels. Cash Investigation met en

cause particulièrement les banques françaises **Société Générale** et le groupe **Edmond De Rothschild**. Cette dernière eut pour salarié, de 2008 à mai 2012, Emmanuel MACRON, ancien fonctionnaire devenu banquier d'affaire, avant qu'il ne devienne ministre de l'économie et de l'industrie en août 2014. Elise LUCET dira au soir du 4 avril, sur RTL, à propos de la Société Générale : "**On s'est aperçu que** [la Société générale] **administrait des sociétés au Panama, aux îles Vierges britanniques et aux Seychelles**". En fait c'est 979 sociétés off-shore que cet établissement a monté pour ses plus riches clients de 1977 à 2015, la plaçant au 5e rang des établissements bancaires compromis avec le cabinet d'avocats panaméen. Le lendemain 5, mais la nouvelle n'est révélée que le 10, la justice française a fait perquisitionner le siège de la Société Générale. Le documentaire pointe aussi du doigt la **BNP Paribas** et le **Crédit Agricole**. Enfin, il nous apprend que le 'paradis' fiscal le moins cher pour ouvrir un compte off-shore est l'état du Delaware, sur la côte atlantique étasunienne.

Un "**grand parti politique**" français est mis en cause. Le 4 avril au soir, se sentant visé, le FN dément, mais tout est publié sur ce sujet le 5 avril. Certains politiques français de haut rang ont freiné des quatre fers toute enquête sur les pratiques de l'état voyou panaméen, ainsi que l'affirme Nathalie GOULET, sénatrice UDI (centriste), le 5 avril sur la chaîne publique Public Sénat. Avant que la France ne sorte le Panama de la liste noire des paradis fiscaux, le Sénat s'opposa à une convention fiscale entre ce pays et le notre, malgré "**une pression énorme**", affirme-t-elle, ajoutant que "**Nicolas SARKOZY a fait enlever le Panama de la liste**". En effet, le 30 juin 2011 une convention intervient en ce sens avec le Panama et qui fut appliqué à partir du début 2012. Depuis l'élection de François Hollande, le Panama n'y est toujours pas mais "**est sous surveillance**" jusqu'à ce que Michel SAPIN, ministre des finances, annonce le 5 avril à 18 h que le Panama sera réintégré sur "la liste des paradis fiscaux". Le 6 avril l'état de Panama menaçait la France de mesures de rétorsion, avant d'y renoncer piteusement le 9. Le Parlement de l'Union Européenne veut lancer le 14 avril une commission d'enquête, tandis que Michel Sapin veut renforcer la protection des 'lanceurs d'alerte', notamment en leur donnant une indemnité pour faire face aux frais d'avocats face aux procès dont on les accable.

Le web-journal Médiapart écrivait le 4 avril que "**Karachi, Guérini, Balkany, Cahuzac, UBS, HSBC... Tous ces scandales qui agitent depuis plusieurs années la chronique française ont un point commun : Mossack Fonseca**". On retrouve aussi les traces des affaires Elf, Technip et de l'Angolagate. Nous avons ainsi un récapitulatif des grandes 'affaires' depuis trente ans.

Le 4 avril, à 12h12, un Jérôme KERVIEL goguenard a posté ce tweet :

"Je souhaite une bien belle semaine @SocieteGenerale ainsi qu'à ses conseils. #panamapapers #PanamaLeaks"

Le même jour, le lanceur d'alerte exilé, Edward SNOWDEN, qui a demandé en vain à François HOLLANDE d'être accueilli en France et a réitéré par la même sa demande, écrivit :

La plus grande fuite de l'histoire du journalisme vient de voir le jour, et elle concerne la corruption.

Les médias de Marché, en fonction de leur propriétaire et de leur pays, donnent surtout les noms qui ne les touchent pas, ou ne lèsent pas les intérêts 'nationaux' à l'étranger, d'où pour avoir un panel varié, il faut chercher partout. Déjà pour la France, nous pouvons avoir un problème. Dans une pique à l'égard de ses confrères papiers, le web-journal Médiapart, fondé par un ancien journaliste du Monde et qui n'était pas dans le secret des recherches de l'ICIJ, a résumé le 6 avril le dilemme qu'est la confiance qu'on peut accorder à certains titres :

"Désormais, c'est donc bel et bien une coquille financière de Guernesey (Next Limited Partnership Incorporated), qui contrôle Altice IV SA, laquelle contrôle Altice Media Group, laquelle contrôle Altice Media France, laquelle contrôle... L'Express, Libération et bientôt NextRadioTV, avec ses titres BFM, BFM Business et RMC"

Nous avons dépouillé la presse en français, anglais, espagnol, portugais et italien et même, celle en roumain, allemand, néerlandais, danois, estonien et hongrois, nous aidant pour ces dernières de la traduction automatique Google. Notre incapacité à lire les écritures non latine, à part, mais difficilement, le grec, (traducteur automatique approximatif, moins qu'avec l'arabe où il peut provoquer des contresens), a limité mes investigations. Par chance, maints pays ont une presse, très majoritairement sur internet, en *anglais*, ce qui nous fait passer la difficulté des langues agglutinantes (telle que le turc) ou finno-ougrienne (telles que le finlandais et l'estonien) ou encore des langues slaves. J'ai consulté le site (anglophone) du consortium de journalistes, me suis abonné à Startfor, web-journal étasunien d'analyse stratégique vieux de vingt ans, et enfin, vu les sites d'associations internationales de lutte contre la corruption.

Voici donc les personnes, familles ou clans familiaux connus, leur nationalité, fonction et si besoin, la période. Pour les familles avec plusieurs membres impliqués, nous les citons tous. Chaque pays à ses ressortissants groupé en fonction de la nationalité, celle qui domine si elle est pdouble, et ils seront toujours *dans le même ordre* : chef d'état, puis 1er ministre, ministres, politiciens nationaux, locaux, milliardaires, hommes d'affaires et entrepreneurs, gros particuliers, monde de la création (plasticiens, galeristes, cinéastes, acteurs, couturiers, designers, mannequins), monde du sport (FIFA, présidents de club, sportifs en exercice, ancien sportifs du plus récent au plus ancien), espions et agents double, grand banditisme, escrocs en col blanc, banquiers, avocats d'affaires, et enfin pour des délits collectifs, les banques et entreprises toutes particulièrement impliquées, ainsi que les avocats d'affaires. Notez la place 'déhonorante' que j'accorde aux banquiers. En dehors de cette petite vengeance, mon ton sera mesuré, me refusant même à écrire 'dictateur' pour aucun chefs d'état, afin de conserver un ton posé. Il l'est un poil moins pour la France, car c'est mon pays ... Le style sera en général semi-télégraphique semi écrit, pour les notices courtes, et plus enlevé, pour les longues. Seuls les personnages hauts en couleur auront droit à quelque licence littéraire. Ni verbiage, ni considération morales oiseuses. Des faits ... dont vous êtes seul juge.

Ce qui va suivre peut se lire comme le *roman noir de la finance*. C'est la liste pays par pays *la plus détaillée* que vous trouverez en langue française. Les personnes sont classés selon *leur nationalité*, la première lorsqu'elle est multiple, indépendamment du lieu où elles vivent. De plus, sont listés les avocats d'affaires ou banquiers impliqués, les entreprises présumées complices ou auteure de fraude, recel ou détournement. Enfin, le 6 avril le magazine étasunien Fusion notait que 1 % des noms révélés étaient ceux de criminels de droit commun déjà bien connus. Nous ne les avons pas oubliés non plus.

Bonne lecture !

Post-scriptum de l'auteur & appel à contribution

Pour que les choses soient bien *claires*, les dizaines et dizaines d'heures de travail que représentent ce long compendium ne sont *pas rétribuées*, Citizen Nantes ayant eut le tord de déplaire pour UN article, les pouvoirs locaux ont coupé toute subvention ! Cet argent ne leur appartient pourtant pas, puisqu'il est au Peuple. De plus, notre principal mécène, un député écologiste usant, comme la loi le permet, de sa réserve parlementaire, n'a pas estimé avoir le droit de reverser l'argent public dont il bénéficie toujours aux mêmes. Après nous avoir subventionné deux fois, je crois, nous ne lui en tenons nullement rigueur, au contraire. Il est important que vous sachiez les conditions sociales réelles dans laquelle s'effectue la 'production' et le traitement de l'information.

Le fait que les 'réformes' ultra-libérales épargnent le statut des journalistes ne doit vous faire oublier que, derrière certains hommes-troncs et éditorialistes payés entre 4000 et 20 000 € par mois dans des grands médias, il y a une cohorte de petites mains polyvalentes et pressées comme des citrons et 40 % de journalistes *sans carte de presse*. Oui elle n'est pas obligatoire et la plupart d'entre vous l'ignorez. Oui, elle est une particularité pas si répandue dans le Monde. Oui elle constitue un privilège, celui de pouvoir aller presque partout, mais aussi une protection indispensable lorsque l'on est au 'front', là où ça chauffe, là où il faut être prudent et avisé. Non, elle n'est pas si difficile à obtenir. Il faut un certain nombre de piges sur une période donnée, mais des piges *déclarées*, dans n'importe quel organe d'information agréé. Or voila, Citizen Nantes n'est pas

une société de presse 'classique', alors ça compte pour rien. Nous sommes des milliers dans ce cas et certains se reconnaîtrons.

Si vous pensez que 'tout travail mérite salaire' et qu'il faut informer sur ce que les choses sont et non pas ce que nous voudrions qu'elles soient, vous pouvez aussi nous aider financièrement car mon 'boss' (une plaisanterie entre nous que ce terme, on fonctionne horizontalement) n'a plus un fifrelin depuis début 2015 pour payer les piges que j'accomplissais avant. L'information a un *prix*, bien faible au regard des sommes faramineuses détournées chaque jour du Trésor Public ... Ce n'est pas pour rien que je me suis personnellement attaché à rechercher et donner tout les noms que je puis trouver dans les Panama Papers.

Citizen Nantes a besoin de contributeurs ! Citizen Nantes a besoin de rémunérer du travail de journaliste ! Et je vous ferais cet aveu incroyable : depuis que Citizen n'a plus rien en caisse, je pond des articles meilleurs, voire même *unique*, en ce qu'ils collectent en un temps assez court des masses de données que peu de journalistes n'auraient le temps de faire dans un tel délais, en raison de leurs obligations de traiter sans cesse l'actualité et, tout bonnement de grailer à la fin du mois. Mon 'boss' et moi-même sommes de ceux qui, bourreaux de travail, ne comptent pas leurs heures. Mais dans le contexte actuel, avec cette sinistre loi Macron que les trois-quarts des citoyens de ce pays rejettent, et vu les programmes économiques plus terrifiants encore de l'opposition de droite, la rédaction s'interroge.

Dois-t-on 'suicider' notre honnête petit web-journal et renoncer à créer notre job ? Dois-t-on attendre que saint MEDEF créé à notre place un emploi où il saura, soi-disant, mieux que nous même quelles sont nos potentialités ? Hormis que oui, un format papier ce serait plus chouette, oui pouvoir ne pas être considéré comme nanto-nantais mais pouvoir se développer sur une plus large aire ce serait bien, non je ne suis pas un gars qui peut toujours travailler gratuitement, même l'extension de la gratuité et des relations non-marchandes c'est important face au fanatisme de Marché ... Le journal Fakir a bien commencé tout petit, sous le nom picard de T'chio Fakir, et c'est à l'énergie d'un seul homme, François Ruffin, qu'il doit d'avoir traversé tout les écueils. Comme cinéaste, j'accueille avec joie mon nouveau confrère. Comme ami de mon 'boss' je vois bien chez lui une *même ardeur* et crois en Citizen Nantes. J'y crois même de plus en plus fort puisque vous appréciez de plus en plus notre ouvrage. Comme Fakir nous aimons à penser que 'nos lecteurs sont formidables'.

Nantes, le 24 mai 2016

Liste des financiers du consortium de journalistes - Le Monde

- L'**Adessium Foundation** (Pays-Bas), qui finance notamment des initiatives d'intérêt public.
- L'**Open Society Foundations** du milliardaire américain George Soros, qui finance des initiatives variées dans le domaine de l'éducation, de la santé ou de l'information.
- Le **Sigrid Rausing Trust** (Royaume-Unis), qui finance des organisations de **défense** des droits.
- La **Fritt Ord Foundation** (Norvège), une organisation à but non lucratif qui finance des initiatives en faveur de la liberté d'expression.
- Le **Pulitzer Center on Crisis Reporting** (Etats-Unis), une organisation à but non lucratif qui finance des projets journalistiques.

- La **Ford Foundation** (Etats-Unis), qui investit notamment dans des programmes éducatifs, d'innovation ou des projets journalistiques.
- La **David and Lucile Packard Foundation** (Etats-Unis), qui contribue notamment à des programmes éducatifs, scientifiques et environnementaux.
- Le **Pew Charitable Trusts** (Etats-Unis), qui finance des programmes dans les secteurs de l'information, des politiques publiques et de la **culture**.
- La **Waterloo Foundation** (Royaume-Uni), qui contribue à des projets environnementaux ou éducatifs.

Il y a un mur pare-feu entre nos bienfaiteurs et notre travail. Ceux qui nous financent ne sont pas informés à l'avance des sujets sur lesquels nous enquêtons. Si jamais nous tombons sur leurs noms, nous continuerons bien sûr à enquêter », assurait à Libération .

Marina Walker Guevara, numéro deux de l'ICIJ (2013)

En savoir plus



" Panama papers " : les questions que vous avez le plus posées

Le Monde | * Mis à jour le | Par Les Décodeurs La création d'une société offshore à l'étranger est légale si cette dernière exerce une activité économique dans le paradis fiscal où elle...

http://www.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/06/panama-papers-les-questions-que-vous-avez-le-plus-posees_4897232_4890278.html

Comme il l'avait annoncé, le consortium international de journalistes, après un compromis entre vie privée et intérêt public, a **mis en ligne** le 9 mai à 18 heures GMT, soit 20 heures pour la France, une liste comprenant, à la date du 22 mai, plus de **320 000 sociétés off-shore**. Au moment de son introduction, elles étaient 214 000, selon France Télévision, et la veille France Soir en annonçait 200 000 et Le Soir 300 000. Elles sont basées dans au moins 21 'paradis' (enfers) fiscaux. Les deux tiers sont citées dans les Panama Papers et le tiers restant précédemment par les **OFFSHORE LEAKS**, divulgué par l'ICIJ en juin 2013. Le 6 mai, le cabinet panaméen voyou avait menacé de porter plainte contre le consortium s'il faisait une telle chose, en vain. Les journalistes, devant la masse documentaire à traiter, espèrent par ce moyen bénéficier du renfort des internautes. Vous pouvez maintenant naviguer vous-même, à partir de chez vous, dans la mare aux crabes ! Toutefois, lorsque j'ai cliqué sur le lien donné par Le Soir le 9 mai, il m'a été demandé de m'abonner au journal. Ce petit investissement

ne s'avérera pas nécessaire pour mener vos propres investigations, le site de France Télévisions donnant le lendemain matin le lien direct vers la base de données. Avant d'y rentrer, cochez en bas à gauche la petite case de la fenêtre qui apparaît, signifiant par là que vous avez bien lu leur courte notice. Ensuite cliquez en bas à droite sur l'onglet *submit*. Un grand journal australien raille ces données car beaucoup de noms de puissants **n'apparaîtront pas** en le recherchant, puisque dissimulés le plus souvent par des prête-noms.



Offshore Leaks Database

Find out who's behind almost 320,000 offshore companies and trusts from the Panama Papers and the Offshore Leaks investigations.

<https://offshoreleaks.icij.org/>

Base de donnée de l'ICIJ où vous pourrez explorer 320 000 sociétés off-shore !

Section I - FRANCE

Jérôme CAHUZAC (PS) - ancien ministre délégué au budget 2012-2013, député de la 3e circonscription du Lot-et-Garonne 2002-2012, président de la commission des finances à l'assemblée nationale 2010-2012, contraint à la démission dans une précédente affaire de fraude à l'impôt pour 600 000 € caché à Singapour. Les Panama Papers disent qu'auparavant ce compte se dissimulait en Suisse dans la banque UBS et que grâce à la banque suisse Julius Baer, il a tout transféré en Asie en 2009. Pour masquer ce transfert le cabinet voyou panaméens créa deux coquilles vides off shore pour faire écran à ce virement, Penderley Corps domiciliée à Panama 'contrôlée' par Cerman Group Limited basée aux Seychelles. En mars 2014 son ex épouse révéla un autre compte, crédité de 2,5 millions € caché à l'Île de Man (Grande Bretagne) et enfin, il est admis qu'il toucha des pots-de-vin entre 1988 et 1991 lorsqu'il travaillait auprès du ministre de la santé Claude Évin. Lors de sa mise en cause par Médiapart, sur pression des Seychelles, le cabinet voyou a cessé de collaborer avec Cahuzac en mai 2013 avant de clore le compte de la 2nde société-écran en janvier 2015.

Dominique STRAUSS-KAHN (PS) - ancien ministre des finances 1997-1999, directeur général du Fond Monétaire International 2007-2011, député de la 6e circonscription du Val d'Oise 1997, 2001-2007, ministre de l'industrie et du commerce extérieur 1991-1993, président de la commission des finances, comme Cahuzac, à l'assemblée nationale 1988-1991, député de Haute Savoie 1986-1988 élu à la proportionnelle, maire de Sarcelles 1995-1997. Son nom est cité par Le Monde sur les Panama Papers depuis le 6 avril. Il ne sera pas question ici de ses moeurs privés, où visiblement malade dans son rapport aux femmes, il a besoin des secours d'UN psychiatre, nous en tenant à ses activités financières. On se souviendra qu'il initia la pire vague de privatisations que connue le pays, réussissant à convaincre un 1er ministre, Lionel Jospin, d'abord très réticent, mais qui pour beaucoup était la transposition de décisions votées au Parlement Européen assez unanimement, députés PS compris. Auditionné par le sénat pour son expérience au sein du FMI en juin 2013 Strauss-Kahn avait eu des mots fermes et durs contre les paradis 'enfers' fiscaux. Six mois après, il est nommé directeur du fond

d'investissement Leyne, Strauss-Kahn & Partners (LSK) basé dans l'état voyou du Luxembourg, associé à Thierry Leyne. Les Panama Papers dévoilent que sa seule utilité fut de servir à aider ses clients à ouvrir des comptes off shore. Le moyen en fut une filiale, Assya Asset Management Luxembourg (AAML), dirigée par Jean-Christophe Montant. Elle ouvrit et administra 31 sociétés-écrans, enregistrées aux Îles Vierges, à Panama, aux Seychelles et à Hong Kong. Les bénéficiaires furent de riches particuliers français, un groupe d'aménagement parisien se développant en Asie et des producteurs audiovisuels asiatiques. La plupart de ces sociétés ont servies à créer des comptes bancaires où le nom du client est dissimulé, en Suisse, au Luxembourg, à Panama et à Hong Kong. Interrogé sur ces affaires de blanchiment de fraude fiscale il met tout sur le dos de son associé mort, disant n'être au courant de rien, ce en dépit du fait qu'il a apposé sa signature sur tout les documents.

Thierry LEYNE (1965-2014) - fondateur de la société Leyne, Strauss-Kahn & Partners (LSK) en association avec Dominique Strauss-Kahn qu'il bombarde président en octobre 2013. Cette société est en fait une coquille permettant d'englober AAML, qui est ancienne et à changé plusieurs fois de nom. Thierry Leyne dirigeait en effet une Assya compagnie financière qui fusionna avec MZ Finance en 2010, devint Anatevka en 2012 puis LSK l'année suivante. Le malheureux se suicide le 23 octobre 2014.

Jean-Christophe MONTANT - co-fondateur de MZ Finance avec Fabien Zulli, à l'initiale de leurs noms, dès 2007 leur société enregistre auprès du cabinet panaméen voyou des sociétés off shore pour ouvrir un compte en banque et pour un coffre en Suisse. Ils fusionnent avec la société de Thierry Leyne en 2010. On le retrouve quand ce dernier s'associe à Strauss-Kahn pour créer LSK, puisqu'il est directeur de leur filiale, l'AAML. À ce titre il échangea plusieurs mails avec le cabinet panaméen prouvant que cette filiale était actionnaire depuis juin 2014 dans cinq sociétés des Seychelles, non à son propre compte mais pour masquer l'identité de ses clients, des français tous détenteurs d'un compte bancaire au Luxembourg. Le Monde les a contacté en vain, tout comme les employés de l'AAML pour qui ces affaires c'est "*du passé*".

Fabien ZULLI - co-fondateur de MZ Finance, Le 30 septembre 2014, il discutait dans les bureaux luxembourgeois du fameux cabinet d'avocats panaméen pour connaître le prix de prête-noms pour sa société, FZ Finance rebaptisée FZ Services, domiciliée à Hong Kong. Il appert que l'AAML lui prêtait très certainement son concours.

Alain GAIGNAGE - numéro deux de la société AAML, filiale de LSK, il échangea plusieurs mails depuis 2014 avec notre cabinet panaméen voyou.

N... PDG d'une société française souhaitant se délocaliser à Malte afin de ne plus payer de TVA, client de l'AAML de Strauss-Kahn et Leyne, on ignore s'il a pu concrétiser son plan.

Jean-Noël GUÉRINI (ex PS) dit 'Nono Guérini' - maire du 2e secteur de Marseille 1983-1989, 1995-2001, président du conseil général des Bouches-du-Rhône 1998-2015, conseiller général depuis 1982 et sénateur depuis 1998 du même département, son clan familial est déjà largement mis en cause, mais comme pour le couple Balkany, l'arrosage tout azimut de l'argent public détourné, les marchés truqués, une gouaille et un franc-parler faisant 'peuple', alors qu'il s'agit du langage du milieu du banditisme, ont acheté son parti, les entrepreneurs et maints électeurs, qui le réélisent sans cesse. Lors de l'élection présidentielle de 2007 le PS local a falsifié ses votes internes pour faire triompher la candidature de Ségolène Royal, sensée être mieux disposée envers le clan Guérini, face à Martine Aubry. Ce n'est que le 21 juillet 2011 que les militants obtiennent sa démission de la présidence de la fédération des Bouches-du-Rhône du Parti Socialiste. S'il n'apparaît jamais nommément dans les Panama Papers, tout ses principaux complices déjà connus s'y retrouvent, avec la SARL ABT de Boudemaghe, au coeur d'une affaire de marchés publics truqués.

Alexandre GUÉRINI - frère de Jean-Noël Guérini, proche de Patrick Boudemaghe, déjà compromis dans l'affaire touchant son clan. Dans une note de synthèse du Service National des Douanes Judiciaires (SNDJ) transmise aux magistrats le 23

janvier 2014 elle notait "que les relations particulières entre les décideurs publics et Patrick Boudemaghe, Bernard Barresi et Alexandre Guérini sur d'autres dossiers pourraient expliquer la capacité de la SARL ABT a remporter des marchés publics au sein d'autres collectivités territoriales". Les Panama Papers prouve qu'il était lié à la société Farman Incorporated immatriculée au Panama en mars 2006, car son compte n°485 264 domicilié aux Îles Vierges a reçu de l'argent qui fut ensuite ventilé auprès de ceux qui avaient contribué à truquer les marchés au profit de la SARL ABT. Peut lui être relié la société Deliboz.

Bernard BARRESI - proche de Patrick Boudemaghe, déjà compromis dans l'affaire Guérini, alors qu'il préside la SMA Vautubière dans laquelle Damien Amoretti est gros actionnaire. Les Panama Papers montre que la société Deliboz, créé en mars 2006, remonte jusqu'à lui et qu'elle est liée à celle remontant à Alexandre Guérini parce que toutes deux ont donné procuration à la même avocate luxembourgeoise, De Meester.

PATRICK BOUDEMAGHE - entrepreneur, fondateur et ancien dirigeant de la SARL ABT, déjà compromis dans l'affaire Guérini, les Panama Papers révèlent qu'il possède un mandat de gestion sur cinq sociétés off-shore, toutes créées par le cabinet luxembourgeois Meester entre le 7 décembre 2006 et le 23 avril 2007, Delta Real Estate Group, Kenos, Islington Associates, Lamballe et Tarlac Business, toutes liquidées à partir de janvier 2010 et dans les mois qui suivent, soit un mois après les révélations par la presse qu'une enquête judiciaire a été ouverte sur le système Guérini.

DAMIEN AMORETTI - second dirigeant de la SARL ABT, avait été actionnaire à 49 % de la SMA Vautubière. Les Panama Papers ont révélé qu'il possède aussi un mandat de gestion dans la société off-shore Tarlac Business, comme Patrick Boudemaghe.

Patrick BALKANY (LR) - député de la 5e circonscription des Hauts-de-Seine 1988-1997 et depuis 2002, maire de Levallois-Perret 1983-1995 et depuis 2001, ancien co-fondateur du RPR avec Jacques Chirac, devenu l'UMP après la mise en cause de ce dernier, puis LR après la mise en cause de Nicolas Sarkozy. Déjà connu pour corruption, trafic d'influence, blanchiment et marchés truqués, les Panama Papers renseignent sur une des deux affaires déjà connue de fraude fiscale, celle du riad de Marrakech, l'autre étant une villa aux Antilles au nom de son épouse Isabelle. Le cabinet voyou a enregistré au Panama en juillet 2007 la société Hayridge Investments Group Corporation, propriétaire indirecte du riad, nommé villa Dar Guycy, à la demande de la fiduciaire suisse Gestrust, qui agissait elle-même pour le compte de Jean-Pierre Aubry. Affolée, la société suisse demande en janvier 2014 au cabinet panaméen de leur fournir un prête-nom pour masquer leur présence dans la SCI Dar Guycy, propriétaire du riad et se tourne en vain vers l'avocat d'affaire Arnaud Claude.

Jean-Pierre AUBRY - directeur général de la Semarelp, société d'économie mixte de Levallois-Perret, contrôlant les finances publiques de la ville. Bras droit du couple Balkany, déjà mis en cause avec eux pour blanchiment de fraude fiscale, les Panama Papers révèlent que la fiduciaire suisse Gestrust, agissant pour son compte, demanda au cabinet voyou de créer la société off-shore panaméenne où il sera prête-nom pour les Balkany.

Arnaud CLAUDE - avocat d'affaires, associé de Nicolas Sarkozy, ancien président de la république française 2007-2012, dans leur cabinet commun Claude & Sarkozy. La société suisse Gestrust lui écrit de l'aider à trouver un prête-nom pour la SCI Dar Guycy propriétaire du riad mal-acquit des Balkany, afin de masquer le nom d'une de leur employée, Diana Brush, qui apparaît dans le montage. Il n'a jamais répondu à leur courrier, mais un échange entre Gestrust et la cabinet panaméen du 19 octobre 2015 prouve que par le passé, maître Claude avait donné des instructions par téléphone, on est jamais trop prudent, à Gestrust au sujet de la société-écran panaméenne.

Ziad TAKIEDDINE - homme d'affaires franco-libanais, ayant servi d'intermédiaire avec Nicolas Sarkozy, ancien président de la république et chef du parti Les Républicains, Claude Guéant, son ancien ministre de l'intérieur, Jean-François Copé, maire de Meaux, député de Seine et Marne tous sous le coup d'inculpation, mais aussi de Dominique De Villepin, ancien

ministre des affaires étrangères sous la présidence de Chirac. Ce sont les rétro-commissions dans l'affaire de Karachi, une vente d'arme entre la France et l'Arabie Séoudite puis le Pakistan ayant servies à financer la campagne du 1er ministre Édouard Balladur, lors de la présidentielle de 1995, que révèlent les Panama Papers. De nombreux documents montre qu'une société-écran, Parinvest Management Corp, immatriculée aux Îles Vierges et incorporée par le cabinet panaméen voyou, servit à faire transiter plusieurs dizaines de millions d'euros supposés être issus de commissions versées aux intermédiaires. Sont-elles celles qui servirent à arroser le parti chiraquien comme l'affirma jadis Ziad Takieddine, donc le nom n'est jamais cité directement dans les Panama Papers ? Cette société à été fondée en octobre 1996 à la demande de la financière Indosuez et deux saoudiens possèdent un mandat de gestion sur elle, l'un homme d'affaire bien connu, l'autre banquier employé par Indosuez. Elle est administrée par Newgest Management. Par raison inconnu, la banque Indosuez retirera le mandat du second et mettra Parinvest et ses actifs sous la garantie de la fiduciaire Crédit agricole Indosuez, la banque des 'paysans' ayant entre deux rachetée Indosuez. Le Monde s'interroge les garanties apportées en échange par les deux saoudiens, Khalid Bugshan et Wahib Nacer et sur les liens du second avec Dominique Galouzeau De Villepin, alors secrétaire général de l'Élysée, avant de devenir ministre des affaires étrangères en 2002 et dont il a été un proche. On n'en saura rien de plus hélas, car le 29 décembre 2003 la société off shore Parinvest est dissoute.

Paul DUBRULE (LR) - ancien sénateur et maire UMP, co-fondateur du groupe hôtelier Accor, 234e fortune française mais résident fiscal suisse depuis 2006. Peu après, il a eu recours durant quelques mois en 2007 à une société panaméenne off-shore, Rymercu Securities Incorporated, afin d'investir dans Tok et Stok, chaîne brésilienne de magasins de meubles créée ... par son frère Régis DUBRULE. Il a ensuite repris directement les parts à son nom et dissout la société en 2008, rapporte le journal Le Monde.

Jean-Marie LE PEN (FN) - ancien président du Front National, a dissimulé 2,2 millions € d'abord en Suisse, puis à Guernesey (île anglo-normande). Avec le cabinet panaméen voyou se créé en 2000 une société off shore, 'gérée' par son ex-majordome, Gérald GERIN, Balerton Marketing Limited, pour transférer le tout sur un autre compte encore plus discret, basé aux Bahamas. Sans rapport avec les revenus de son ami, resté très proche, il comprend 97 000 € en billets de banque, 854 000 € en titres, et le reste en lingots et pièces d'or. Ainsi ce virement de 30 560 € avec la mention "*avance madame Le Pen*" pour l'achat de tableaux, qui semble ne pas le concerner du tout. Il semble bien être un prête-nom pour l'ancien fondateur et leader du FN et sa 2nde épouse, Jeanine. L'intéressé à répondu sur Canal + le 8 avril, arguant d'une "affaire privée", puisque Gérard Guérin est un parent proche de son épouse. La cellule anti-blanchiment française, TRACFIN, juge qu'il y a matière à caractériser une évasion fiscale.

Frédéric CHATILLON (FN) - ancien membre du GUD, groupuscule étudiant d'extrême-droite, ami de Marine Le Pen depuis le début des années 1990, proche d'Alain Soral, contribua à diriger la communication du FN avec sa société Riwal, du nom d'un roi breton, puis en obtint l'exclusivité lors de la campagne pour les élections de 2012. Peu après, il en sort 316 000 euros pour prendre les parts luxembourgeoises d'une société basée à Singapour dont son ami Pascal XATART est 'directeur', montant un système de fausses factures, transférant l'argent via une société-écran à Hong Kong dans une autre, basée aux Îles Vierges britanniques.

Nicolas CROCHET (FN) - expert-comptable, responsable du programme économique du FN, travailla de concert avec Frédéric Chatillon dans son montage. Selon Le Monde, il est le 'tiers payant' du FN au parlement européen. En juin 2011 il est choisi par Marine Le Pen pour être son directeur de campagne pour la présidentielle de 2012, avant de se voir préférer Florian Philippot en septembre suivant. Aussi commissaire aux comptes, c'est lui qui a validé les comptes de campagne de la candidate frontiste.

André GUELFY dit 'DÉDÉ la sardine' - natif de Mazagan, au Maroc, où il fut un coureur automobile émérite à l'époque du protectorat français dans la 1ère moitié des années 1950, puis pilotera lui-même son jet privé lors qu'il pourra s'en payer un. Devenant homme d'affaire, il s'installe à Paris en 1971, oeuvrant dans l'immobilier, puis en Suisse en 1975 où il restera un quart de siècle. Là, il rachète la marque de vêtement de sport Le Coq Sportif, se rapproche du patron d'Adidas et de Juan

Antonio Samaranch, président du Comité International Olympique, un espagnol resté franquiste et connu pour avoir couvert la corruption dans les affaires d'attribution du lieu des prochains jeux olympique. Ainsi le CIO savait-il que la candidature de Paris, face à Londres, n'avait aucune chance parce que personne n'avait payé les pots-de-vin requis pour acheter les votes. Mais revenons à Guelfi, avec son réseau d'influence, il devint entremetteur à partir de 1992, entre autre pour la société pétrolière française Elf, profitant de l'ouverture des ex pays de l'Est. En 1994 il s'entremet entre le pétrolier français Technip et le président ouzbek Islam Karimov pour un gros contrat de construction d'une raffinerie à Boukhara. Technip promet qu'il aura 18 millions de francs de commission. Une société off shore, Collister Overseas Corporation, basée aux îles Vierges britanniques, lui servit à faire transiter 3 millions provenant de cette somme afin de les reverser à ceux qui l'on aidé à l'obtenir de substantiels 'gros pourboires' de remerciement. C'est ce qu'on appelle rétro-commission. Il fera quelques mois de prison en 1997 pour cela et, à cette occasion, rencontre Bernard Tapie. Ils concluent un pacte afin de "*recupérer leur argent*", pour Guelfi celui d'Elf. Ils créent donc une discrète société britannique, Superior Ventures Capital Ltd (SVCL), chapeauté par une holding malaisienne. Dans son actionnariat on trouve trois sociétés off shore basées aux Îles Vierges, dont Umbrella International Ltd, pour 49 % du capital et qu'il dirige, les autres étant tenues par Tapis et un avocat d'affaire servant de lien. Le trio prévoit de reverser aux deux autres 5 % sur chaque contrat qu'ils concluraient. Tapie étant en difficulté, il lui concéda de généreuses avances, mais quand ce dernier reçoit en 2008 le pactole dans l'arbitrage privé où est impliquée Christine Lagarde, ministre des finances et actuelle directrice du FMI, présumablement sur instruction non écrite du président de la république Nicolas Sarkozy, Tapie ne veut rien céder à Guelfi ! Le redoutable escroc le sait empêtré dans le dossier Elf, où il écopa en 2003 pour recel d'abus de biens sociaux d'une peine de 3 ans de taule dont 18 mois avec sursis, peine qu'il n'effectua pas en raison de son grand âge. Entre temps, il élit domicile en 2000 à Malte puis, quoique relaxé en 2010 dans le dossier Technip, reste frappé d'assignation à résidence sur le territoire français d'où il choisit de vivre sur l'Île antillaise de Saint Barthélemy. C'est là que les Panama Papers ajoutent un chapitre entièrement nouveau : décidé avec son avocat Éric Duret à faire mordre Tapie, il fait demander au cabinet panaméen voyou de réveiller leurs sociétés respectives, Collister et Ridgetop, en sommeil depuis dix ans. Un accord interviendra en 2012 où Tapie lui concède 4 millions € sur les 11 réclamés par Guelfi. Insatiable, il exige ensuite de la pétrolière Technip 45 millions € pour les commissions non versées dans les années 1990 sur une affaire qui, au demeurant, ne s'est même pas conclue ! Peine perdue, tout cela est prescrit. Depuis Saint Barthélemy, il monte en février 2011, avec le cabinet panaméen, la société Darlen International SA destinée à faire construire une digue pour protéger le port de Gustavia, 'capitale' de l'Île, avec sa femme et sa fille comme associées, afin de profiter d'avantages fiscaux. Mais l'opération échoue et la société est dissoute en 2013. Ce très vieil homme de 96 ans, portant beau, conserve dans le sang le sens des affaires.

Georges KRAMMER - ancien patron de la société pétrolière française Technip, usa de l'entremise de Guelfi pour un contrat en Ouzbékistan et recevra de lui une rétro-commission via une société écran des Îles Vierges britanniques. Il fut condamné par la justice française en 2010 à trois ans de prison et 200 000 € d'amende.

Alfred SIRVEN (1927-2005) - ancien PDF d'Elf Aquitaine, reçoit d'André Guelfi une rétro-commission par le même moyen que Georges Kramer. Il mourra avant que la justice française n'ait eut le temps de le condamner.

BERNARD TAPIE - ancien patron d'Adidas, on ne résumera pas ici sa vie de malfrat en col blanc et l'on s'en tiendra à ses rapports avec André Guelfi. Rencontrant ce dernier en prison, ils font un pacte secret, "*recupérer leur argent*", pour lui celui d'Adidas. Co-initiateur de la société SVCL, il est actionnaire à 49 % avec sa société off shore Pacesetter Investments Ltd, domiciliée aux Îles Vierges. Quand en 2008, suite à un arbitrage privé, hors des juridictions habilitées et grâce au soutien probable du ministère des finances, il reçoit 405 millions d'euros dans son litige quant à la revente d'Adidas, Guelfi réclame en vain sa part et Tapie refuse de lui rembourser tout les prêts qu'il lui a consenti ! Son désormais ennemi étant à la manoeuvre, il doit lui concéder en 2012 une partie de ce qu'il réclame.

Éric DURET - avocat d'affaires, troisième actionnaire de SVCL, détenant 2 % du capital placés en fiducie, sous sa garde, dans sa propre société, Ridgetop Investments Ltd, chargée de trancher les différends en cas de bisbilles entre Guelfi et Tapie. En sommeil une décennie, il la réactive par les soins du cabinet panaméen voyou afin de faire valoir ses 2 % d'action dans la SVCL, expliquera-t-il au journal Le Monde. En fait, ses statuts prévoient qu'il a droit à 5 % sur chaque contrat des parties,

or Tapie à versé en 2012 une bonne somme à Guelfi. Il aide encore Guelfi à créer une société sur l'Île de Saint Barthélemy en 2011.

Richard HENNESSY - de la famille éponyme de producteur de champagne, à l'origine d'une partie de la branche vins et spiritueux du premier groupe de luxe français Louis Vuitton Moët Hennessy (LVMH) dont il est la dernière initiale. Ils sont associés à la création de deux sociétés off-shore en février 2000 par la banque privée Edmond De Rothschild Europe, Paradise Internet Capital Limited et Toso Management Company Limited, par lesquelles transitèrent plusieurs millions de dollars dont on en connait les bénéficiaires.

Patrick DRAHI - puissant homme d'affaires franco-israélien, PDG de l'opérateur de téléphonie mobile SFR, patron de presse, propriétaire des titres L'Express, L'Expansion, Studio Ciné live, Lire, Mieux vivre votre argent, Classica et Pianiste, actionnaire de Libération, BFM TV, résident en Suisse depuis 1999. Son empire est si complexe que seul l'économiste Benoît Boussemart a pu en dresser un organigramme sur son blog. Les Panama Papers révèlent qu'à la tête des activités de son pôle média figurait une mystérieuse société panaméenne, Jenville SA. Elle fut enregistrée en août 1994 par l'étude Wildgen, Ravarani et Ries, dont Drahi a été le client et qui serait "*le plus grand cabinet d'avocats luxembourgeois*", selon une employée du cabinet panaméen voyou interrogée par Le Monde. Pourtant ce n'est que le 9 décembre 2008 que Jenville SA est entrée au capital d'Altice IV, qui guère sa branche média. D'ailleurs, l'intéressé reconnaît le 4 avril dans Libération, "*avoir recouru à une société panaméenne entre novembre 2008 et décembre 2012*". Elle n'aurait été qu'un actionnaire "*de passage*" et selon Drahi répondant au journal Le Monde "*utilisée sur des opérations accessoires pour des raisons de stricte confidentialité et dans des conditions parfaitement légales*", mais sans "*aucune incidence fiscale*". On est en droit de s'interroger pourquoi Jenville SA n'aurait été, en définitive, qu'un actionnaire prête-nom pour ne pas faire apparaître le nom de Patrick Drahi ?

Regis Charles Claude MOUGEL - homme d'affaires français "*qui a apporté en Roumanie les chaînes de magasins Cora et Auchan*" écrit en mai 2016 le web-journal roumain Cotidianul.ro.

Roger ZANNIER - homme d'affaires français, 125e fortune française, à la tête du groupe textile Zannier, comprenant les marques Z, à l'initiale de son nom, IKKS ou Chipie, qui est implanté à Saint Chamond. Il a investi ensuite dans l'hôtellerie de luxe. Il avait été cité dans un article sur les exilés fiscaux, il est résident fiscal suisse. Les Panama Papers révèlent qu'il prend de concert avec Michel Reybier, une participation dans la société panaméenne AZTEC dont l'objet était d'intervenir dans ... les laveries à Saint Domingue ! Quand il s'en retire en 2010 et qu'elle est liquidée, il se reportera sur une autre société basée aux Îles Vierges britanniques dont l'objet est l'achat d'un jet privé.

Michel REYBIER - homme d'affaires français, 133e fortune française, exerce dans des domaines très variés, d'abord la charcuterie industrielle (jambon d'Aoste, Cochonou, Justin Bridou), il n'est plus propriétaire depuis 1996 de ces deux dernières marques, revendues à bon prix, pour aller ensuite sur l'hôtellerie de luxe en France et en Suisse, avec au passage du vin (Château Cos d'Estournel), et les cliniques suisses de régénération cellulaire (Genolier), avec les soins anti-âge (Nescens). Comme le précédent, il est résident fiscal suisse et avec lui entre dans le capital de la société panaméenne AZTEC de laverie. Ils la quitteront le même jour en 2010. Ses fonds vont ensuite s'investir dans le domaine aérien au Luxembourg.

Michel HERMANN - grand patron français, PDG de Medipôle Sud Santé, troisième groupe français de cliniques privées et 274ème fortune de France en 2015 selon Challenges. Il acquit, par le truchement d'un 'paradis' fiscal, des actions dans une holding luxembourgeoise qui avait investi ... dans son propre vignoble languedocien, le Mas de la Barben.

Alex BONGRAIN et sa famille - PDG de Savencia Fromage é Dairy, second groupe fromager français, propriétaire des marques 'Caprice des dieux', 'Elle & Vire', 'Coeur de Lion' etc.. Il se montre un as des montages compliqués, créant sept

holdings en Belgique pour gérer ses biens avant de fonder six sociétés off-shore basées dans quatre 'paradis' (enfer) fiscaux au cours des deux dernières décennies. Il met en place dans les années 1990 un système de prêts sans intérêt qui semble avoir permis à sa famille de rapatrier l'argent caché aux Îles Vierges britanniques et aux Antilles néerlandaises vers des holdings 'utiles' des Pays-Bas et de Belgique. Les montants sont respectivement d'un million de dollars et de 16 millions de francs. Le Journal de la Haute Marne, lieu d'origine de Bongrain, publia son enquête le 15 avril.

Didier PRIMAT et sa famille - héritiers du groupe Schlumberger, résident fiscal suisse comme l'atteste son adresse à Presinge, en Suisse, trouvée dans la base de donnée de l'ICIJ, le consortium international. Il est actionnaire depuis juin 2000 de l'entité Primone Incorporated, basée aux Îles Vierges britanniques et toujours active fin 2015.

Philippe FORIEL-DESTEZET - fondateur d'Ecco, ancêtre d'Adecco, selon le magazine étasunien Forbes, 690e fortune française en 2015, actionnaire à partir de 1994 de plusieurs sociétés domiciliées aux Îles Vierges et à Panama. L'intéressé à répondu au journal Le Monde que *"toutes ces sociétés renvoient à des activités réelles en Amérique Centrale ... dans le forêt au Costa Rica, au Panama ou encore à Sainte Lucie, sous le nom commercial de Rain Forest Adventures ou encore la construction (avortée) d'un parc d'attraction aux Îles Vierges britanniques"*. On voit 'l'attraction' qu'offre ces îles et on ne savait pas que l'île antillaise de Sainte Lucie avait une forêt tropicale humide ! Il ne précise pas ce qu'il faisait à la forêt.

Olivier GINON - PDG de GL Events, leader européen de l'évènementiel avec un milliard de chiffre d'affaire et 4000 employés répartis sur cinq continents. Elle est issue de sa première boîte fondée en 1978 à Lyon, Générale Location (GL). Il est aussi gestionnaire du Palais Acropolis à Nice. L'off-shore commence pour lui dans les années 1990 lorsqu'il souhaite s'implanter à Dubaï, le plus important des Émirats Unis. Selon Le Monde, sa filiale GL Events Middle East (Moyen-Orient) acquiert en janvier 1997 la société Eastern Exhibition Services Limited, fondée quatre ans avant par un britannique résidant à Dubaï et domiciliée aux Îles Vierges britanniques. Selon Erick Rostagnat, son directeur financier *"cette société avait la licence d'exploitation pour travailler à Dubaï"* car en effet, son marché est très bien protégé. Grâce à cela sa société décroche l'organisation de salons et soirées de prestige, jusqu'au concours international de parachutisme en 2012, rapporte Le Monde. Si elle n'a jamais caché son existence, GL Events a néanmoins choisi de la liquider en novembre 2014. Ce délai de dix-sept ans pour sa suppression est imputé au temps nécessaire pour se 'restructurer' croit savoir naïvement Le Monde, car les richissimes familles dirigeantes confondent assez biens propres et argent public.

Pierre PAPILLAUD - PDG du groupe Alma, comprenant l'eau de source 'Cristalline', reçu en mai 2002 une procuration de la société Krewitt, enregistrée quelques mois plus tôt aux Îles Vierges britanniques. La société sera dissoute en octobre 2011 et on ne sait rien de ses activités.

Gérard AUTAJON - patron d'une société d'emballage en Sarthe, cacha 26 millions d'euros dans une société-écran basée à Hong Kong dirigée par un prête-nom, une panaméenne ayant servi au cabinet panaméen voyou aussi pour plusieurs milliers d'autres sociétés off-shore ! En fait elle est une employée du cabinet et touche un salaire 'royal' de 1000 €. Notre entrepreneur ferma ensuite une de ses entreprises pour soi-disant *"difficultés économiques"*, faisant 36 chômeurs de plus. Son nom a été donné devant le ministre des finances lui-même, sur le plateau du Grand Journal de Canal Plus et il est particulièrement épinglé dans Cash Investigation comme cas d'espèce.

Philippe SANTINI - ancien directeur de la régie publicitaire du groupe public France Télévisions de 1997 à 2012, son nom sera révélé dans l'émission Cash Investigation sur France 2. Il a fondé en 2005 la société Araph, basée aux Samoa, dans le Pacifique Sud, dont l'objet est la détention d'un compte en Suisse. L'intéressé répond à Cash *"inconnu pour moi au bataillon"*.

Jean-Denis SARRAQUIGNE - ancien patron du café Sénéquier, quai Suffren, à Saint Tropez, célèbre brasserie fondée en 1887 et qu'il a revendu fin 2012, domicilié fiscalement en Belgique, il a été épinglé par le journal belge Le Soir, membre du

consortium international. Il a fait créer une société off-shore domiciliée aux Îles Vierges britanniques en faisant appel à la bien-nommée société luxembourgeoise Navilux. Elle aurait servi à loger son yacht acheté en 2013 grâce aux fruits de la vente de son affaire, qui se nommerait le 'Zingara' et aurait sa place réservée à la Marina de Vilamoura, au Portugal. Selon l'intéressé, c'était pour retrouver "*une certaine sérénité*" et en effet, quand on connaît le travail dans la restauration ...

Jean-Daniel GRUETTE - martiniquais, oeuvrant dans la restauration, gérant de la société off-shore Kreafood avec Hermann ROSE-ÉLIE, journaliste martiniquais selon Bondamanjak.com.

Patrick Henri DEVILLERS - architecte et homme d'affaires français, débarqué en 1987 à Shangaï pour apprendre le chinois, il y rencontrera sa future femme, étudiante en cithare antique au conservatoire, avant que le couple ne s'installe à Dalian. Il devint l'ami de Bo Xilai, maire de la ville, et de sa famille, se faisant rapidement embaucher par le département architecture et urbanisme de la cité. Il sera impliqué en 2012 dans ce qu'on appellera 'le scandale Bo Xilai', dont l'épouse Gu Kailai, avocate d'affaire, aurait commandité l'assassinat, en novembre 2011 à Chongqing, du consultant britannique Neil Heywood, accusé de s'être livré à des magouilles les mettant en cause. La jeune femme s'était persuadé des années avant que Devillers, qu'elle appelait jusque là affectueusement *shushu* 'tonton', avait parti liée avec l'anglais au moyen de deux sociétés off-shore, l'obligeant à fuir la Chine en 2005 "*sans rien*" dira-t-il, et à se réfugier au Cambodge. Sa femme obtiendra le divorce, la garde de leur fils et les biens qu'il laissait en Chine. Selon l'intéressé, il y a méprise, car ces deux sociétés n'auraient rien à voir avec l'indélicat Heywood, disant que la 1ère, concernant l'architecture, n'a jamais fonctionné et que la 2nde remonte à son père Michel DEVILLERS, fondateur de la Sogedim, entreprise faisant en France, seulement, des opérations immobilières depuis environ 1982. Arrêté le 13 juin 2012 au Cambodge sur réquisition de la justice chinoise, il est libéré le 16 juillet suivant sur demande du parquet chinois pour s'envoler libre, le lendemain, vers le pays plaignant afin de témoigner au procès de l'apparatchik déchu Bo Xilai. Il fut établi en 2013 qu'il avait aidé l'irascible Gu Kailai à créer une société écran afin de dissimuler l'achat d'une villa en France.

Jean 'Richard' CHARBIT - escroc français, habitait à Miami, Floride, arrêté pour fraude à la sécurité en 2010, il plaide coupable et sera emprisonné jusqu'en 2012. Il est par ailleurs condamné le 18 janvier 2011 par la juge Ursula Ungaro à neuf mois d'emprisonnement. L'agent du FBI qui l'a appréhendé, J. Timothy Wright, recevra le 5 août 2014 un mail d'un certain Ralf Henrich, qui se surnomme Ralfie the snitch, 'le mouchard', directeur d'une société de sécurité à Boquete, au Panama qui, découvrant son passé criminel, l'informe "*qu'il continu ses activités criminelles et (pour) ses attaques contre moi et ma famille*" et est toujours du ressort de sa juridiction, ce jusqu'en novembre 2014, bien que Charbit se soit installé à Boquete depuis environ l'été 2013, mentant sur son passé aux autorités panaméennes. L'homme a mené sa propre enquête et fournit un dossier à l'agent, disponible sur internet. Charbit agissait en tant que président de Vehoa, une association de propriétaires de résidences, faisant des affaires à la fois aux USA, à Panama et en Colombie. Henrich l'accuse même de s'être livré à un véritable 'assaut' à l'encontre de la soeur d'un des propriétaires de résidence, tentant de lui extorquer des fonds ! Les Panama Papers révèlent que bien que ses activités criminelles soient connues, le cabinet panaméen voyou se félicitait qu'il leur généra du cash avec 12 entités off-shore.

Jérôme VALCKE - ancien secrétaire général de la FIFA 2007-2015, licencié mi janvier 2015 après avoir été mis en cause dans une affaire de revente de billets du Mondial-2014. Il avait créé en juillet 2013 une société off-shore basée dans les Îles Vierges britanniques, pour acheter apparemment un yacht enregistré aux Îles Caïmans.

Michel PLATINI - ancien footballeur à Saint Étienne, quand elle fut championne de France, puis dans l'équipe nationale. Il a requis les services du cabinet d'avocats panaméen en 2007, l'année où il été désigné président de l'UEFA et celle où il est devenu résident fiscal suisse pour créer et administrer une société off shore, Balney Entreprises Corp, et qui serait toujours active selon le journal Le Monde. Il se défend en affirmant "*tous mes comptes, toutes mes participations et comptes bancaires sont connus des autorités suisses. S'ils veulent des informations sur cette société, qu'ils interrogent ma banque*" Il est déjà impliqué dans un présumé pot-de-vin dans les enquêtes sur le scandale de la FIFA.

Robert LOUIS-DREYFUS (1946-2009) - homme d'affaires français, naturalisé suisse en 1995 pour raisons fiscales, cousin au paternel de l'actrice Julia Louis-Dreyfus, il fut l'un des principaux actionnaires de l'Olympique de Marseille qu'il présida de décembre 1996 à sa mort, de leucémie, tandis qu'il était directeur du groupe familial Louis-Dreyfus depuis fin 2004. Il avait été auparavant, entre autres, PDG d'Adidas de 1993 à 2001, qu'il rachète grâce au Crédit Lyonnais, entreprise qui dégagera de tels bénéfices qu'il pourra rembourser les 5 milliards de francs de prêts qui lui avait concédé la banque, PDG de l'agence de publicité Saatchi and Saatchi de 1990 à 1993, qu'il restructura en licenciant 800 personnes et divisant par quatre son salaire, autre temps autre moeurs. Les Panama Papers montrent qu'avec des proches il est co-actionnaire d'United in Sports Parallel I GP Limited, créée le 6 novembre 2007, de UIS RLD 2 Limited, basée aux Îles Vierges britanniques, créée le 12 juin 2009, moins d'un mois avant son décès. Le journal Le Monde croit qu'il pouvait s'agir, avec la seconde entité, de soustraire une partie de l'héritage familial au fisc. Toujours est-il que son exécuteur testamentaire, Martin FOSTER, en devint l'actionnaire puis, en septembre 2009, Ivo HUNGERBÜHLER, l'avocat de sa désormais veuve, Margarita, chargé aussi de gérer sa succession, sera nommé directeur de cette seconde société. Les deux entités seront dissoutes en 2013.

Corinne VOLLET-LIMIDO - actionnaire majoritaire depuis avril 2013 de l'Association de la Jeunesse Auxerroise (AJ Auxerre), club de football, récemment veuve d'Emmanuel LIMIDO, décédé le 30 mai 2015, les Panama Papers révèlent qu'elle possède depuis 2006 une procuration dans une société panaméenne, Marron Investments Associates SA, dont est justement client depuis 2011 Centuria Capital Luxembourg, société fondée par son mari qui gèrera 4 milliards d'euros. Cette dernière est d'ailleurs cliente de six autres sociétés off-shore. L'intéressée, répondant au journal Le Monde, niera tout en bloc.

Jorge TREZEGUET - ancien footballeur professionnel, père et agent de l'ancien footballeur David TREZEGET, champion du monde 1998, dirigea la Diamond Vague Limited, société off-shore créé en 1997 et domiciliée aux Seychelles. En décembre 2014, alors qu'il est désormais résidant de Monaco, où il s'astreint de faire acte de présence, quand il n'est pas en Argentine, et possède un compte au Crédit Foncier de Monaco (CFM), banque privée monégasque, il cède la moitié de ses parts de sa société à son épouse Beatriz. Sollicité par Le Monde, il les renvoie vers les services juridiques de la CFM, sans expliquer à quoi servait sa société, ajoutant que "*ce ne sont pas des questions à poser à quelqu'un qui habite tranquillement à Monaco*".

Jacques GLÉNAT - patron et fondateur de la maison d'édition de bandes dessinées Glénat, célèbre pour publier la série des Titeuf, extrêmement rentable, mais aussi Le Triangle Secret, Le Troisième Testament, Peter Pan de Loisel, Sambre, Il était une fois en France etc.. Les Panama Papers indique qu'une certaine société Getway SA a donné des oeuvres d'art à ses enfants, mais répondra au journal Le Monde que "*il n'y a aucun lien direct entre cette société et moi-même*", ajoutant quelques jours après que "*s'agissant d'un compte de société, il n'a pas à être déclaré à l'administration fiscale*". Justement, n'a-t-elle pas servi à cela ?

Marina Ruíz PICASSO - petite-fille du peintre Pablo Picasso, ancienne éducatrice dans un centre spécialisé pour handicapés, hérite à 25 ans d'une fortune colossale et de la villa cannoise 'La Californie', aujourd'hui membre d'une ONG et mécène, mentionnée dans les Panama Papers. Selon la base de données *Panama Offshore Leaks* elle est co-actionnaire de Vislau Limited, basée à Gibraltar, avec la société North Atlantic Service Limited, dont l'adresse est à Pujiang City, province de Fujian, Chine, la même que celle donnée par l'héritière Picasso, et toutes deux sont sous juridiction des Îles Vierges britanniques. La société qui lui est associée est elle-même constituée de 23 entités actionnaires, dont certains des noms font référence à l'Irlande, la Suisse, le Canada ou la Virginie, aux États-Unis. Faut-il songer au marché de l'art, qui est en plein boom, et à un réseau de clients potentiels ? Nous l'ignorons. Cette ville abrite antiquaires et entreprises d'artisanat de prestige, tel que le cristal.

La multinationale VINCI - en mettant en relation un article du Monde Diplomatique de mars 2016, 'Le soleil ne se couche jamais sur l'empire Vinci' pages 4-5 et les révélations des comptes off-shore de certains proches de Poutine, il appert qu'elle est en relation par un jeu de sociétés-écran, à une personne qui se livre effrontément au détournement d'argent public et est

considéré comme 'prince de la corruption', l'oligarque Arkadi Rotenberg, cité dans les Panama Papers. Pour l'heure, Vinci n'apparaît nullement dans ce qui a été révélé, mais elle n'est pas étrangère à l'usage de sociétés off-shore. Dans l'appel d'offre et le tracé en partie absurde d'une autoroute en construction en Russie, elle passe en plein dans une forêt protégée alors qu'elle ne ferait que doubler, sur cette portion, une autre autoroute déjà existante, le journal "*souligne l'architecture aussi complexe qu'opaque du consortium choisi, la North West Concession Company, détenue à 100 % par Vinci Concessions Russie, elle-même propriété de deux filiales de Vinci en partenariat avec Sunstone Holding Ltd Limassol, basé à Chypre. Un jeu d'emboîtements de sociétés off-shore multiplie les écrans, des Îles Vierges britanniques aux Caïmans en passant par Chypre et les Bahamas. Une branche mène à Nicosie, vers Olpon Investments Ltd, détenue par l'oligarque russe Arkadi Rotenberg, grand ami de Poutine*".

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - grande banque française, une des trois plus importantes du pays avec LCL ex Crédit Lyonnais et la BNP Paribas. Son PDG actuel, Michel OUDÉA, pour avoir menti sous serment, chez les anglo-saxons cela s'appelle un parjure et ne pardonne pas, est auditionné devant la commission financière du Sénat, composée de 26 membres, le 11 mai 2016. Il se défend d'un "*Laisser penser que la Société générale serait au cœur de l'évasion fiscale serait une information erronée au vue de toutes les actions menées depuis plus de cinq ans*". Mais celle-ci décide le 26 mai au matin de ne pas transmettre le dossier à la justice, en dépit de ses mensonges lors de son audition devant la commission d'enquête du Sénat sur l'évasion fiscale en 2012 ! Il avait alors péremptoirement affirmé "*La Société Générale a fermé ses implantations (...) au Panama*". Or les Panama Papers, selon Le Monde, révèlent que son établissement à ouvert 1005 structures off-shore de 1977 à ... 2015. Selon la loi, Michel Oudéa risquait 5 ans de prison et 75 000 € d'amende mais c'était quatre ans auparavant. Le sénateur Philippe Dominati (LR), ancien président de la commission d'enquête de 2012, ne vit "*rien qui puisse amener le bureau du Sénat à poursuivre*" Frédéric Oudéa "*sur son témoignage de 2012*". Le groupe communiste est le premier à relever cette (à présent non)-forfaiture, parce que les faits sont prescrits au bout de trois ans, et le site de la chaîne de télévision Public Sénat rend fidèlement compte de l'affaire et s'attire un nombre sans doute jamais vu de 'like' Facebook sur un de ses articles en ligne, plus de 4360 en 16 heures.

Groupe EDMOND DE ROTHSCHILD - banque française fondée à Paris en 1953, elle est devenue 'internationale', ayant son siège à Genève, par l'achat en 1965 de la Banque Privée, suisse, et par la création d'une filiale au Luxembourg en 1968. Cash Investigation a pointé du doigt sa filiale luxembourgeoise dans son émission et de surcroit, elle figure au nombre des 17 établissements les plus accommodants que connaisse un employé du cabinet panaméen voyou, dans une liste qu'il envoie à des clients pouvant vouloir un compte off-shore anonyme.

Parmi les 500 plus grosses fortunes françaises, le journal Le Monde en a retrouvé une quinzaine liées à des comptes off-shores. Pour éviter de déséquilibrer notre article avec une section France trop disproportionnée nous renvoyons à l'un de ses articles :



" Panama papers " : de riches Français muets sur leurs montages offshore

Le Monde et 108 autres rédactions dans 76 pays, coordonnées par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), ont eu accès à une masse d'informations inédites qui jetten...

Section II - OCCIDENT D'EUROPE (moins la France)

Islande

Sigmundur David GUNNLAUGSSON - (ex) 1er ministre d'Islande depuis 2013, ancien président du Parti du Progrès (libéral) 2009-2013, fut le leader du mouvement InDéfense de refus de rembourser les créanciers, aboutissant à la nationalisation des trois principales banques islandaises en 2008. L'ironie est que ce parti, allié à un autre entre 1995 et 2007 avaient privatisé ces banques, avant de jouer les vertueux en récupérant le leader et ancien journaliste Gunnlaugsson ! Il dissimula sous le prête-nom de son épouse Anna Sigurlaug PALSDOTTIR, un millions de dollars aux Îles Vierges, dans une société off-shore Wentris Incorporated jusqu'en décembre 2009. Son épouse répond qu'elle fut fondée en 2007 quand ils hésitaient à partir vivre en Grande Bretagne ou au Danemark. Plus de 15 000 islandais ont signé en ligne une pétition pour son renvoi et entre 8000, selon la police, et 22000 ont manifestés. Le 5 avril après midi il démissionne, mais "*pour une durée non spécifiée de temps*".

Hrofur OLVISSON, conseiller du 1er ministre et leader du Parti du Progrès est lié à deux sociétés off-shore. Ce qui 'la fout mal' pour les islandais c'est qu'en mai 2014, devant le parlement, à la question de savoir si le fisc devait racheter des listes de fraudeurs fiscaux aux lanceurs d'alerte, il avait esquivé la chose en se demandant si cela était "*réaliste et utile*".

Bjarni BENEDIKTSSON - ministre des finances et de l'économie d'Islande, chef du Parti de l'Indépendance (conservateur) allié au Parti du Progrès dans la coalition gouvernementale, le cabinet panaméen voyou créé pour lui en 2005 la société-écran Falson & Co basée aux Seychelles et dont il est le directeur. L'intéressé répond qu'elle n'existe que pour gérer quatre appartements situés dans un immeuble en construction à Dubaï, aux Émirats Arabes Unis et il prétend qu'il croyait qu'elle était domiciliée au Luxembourg. Pourtant, il avait affirmé en février 2015 "*Je n'ai jamais eu d'actifs dans les paradis fiscaux*".

Ólöf NORDAL - ministre de l'intérieur d'Islande depuis le 4 décembre 2014, mandataire d'une société créée dans les Îles Vierges en novembre 2006, sur commandite de son époux, Tomas Mar SIGURDSSON, directeur d'exploitation en Islande d'ALCOA, multinationale étasunienne de l'aluminium. Pour sa défense il répond au consortium de journalistes que cette société devait abriter une éventuelle revente de stock-option d'ALCOA, mais comme cela ne s'est pas fait, il peut répondre qu'il n'a jamais eut de compte off-shore.

Júlíus Vífill INGVARSSON - conseiller municipal de la ville de Reykjavík, la capitale, milite à l'Indépendance Party, il créa en 2014 une holding, Silwood Foundation, basée au Panama, dont le but était de tenir un compte à son nom dans la banque Julius Bär, en Suisse. Suite à la mention de son nom dans les archives Mossack Fonseca, il démissionna le 5 avril.

Sveinbjörg Birna SVEINBJÖRNSDÓTTIR - conseillère municipale progressiste de Reykjavik, elle est en lien avec deux comptes offshore enregistrés en 2007, seule actionnaire de 7Callinvest Incorporated, domiciliée à Tortola, une des Îles Vierges britanniques, inscrite fin novembre 2007 puis rayée des listes en 2009. L'autre entité, Ice 1 Corp, est propriété d'une société islandaise, P-10 ehf. où Sveinbjörg est toujours répertoriée présidente de son conseil d'administration. L'intéressée, qui ne les a pas déclarées à son entrée en fonction, répond qu'elles sont liées au développement de l'immobilier au Panama mais qu'elle n'ont pas servies en raison du krach bancaire islandais de 2008. Le maire de la ville a annoncé le 5 avril que la conseillère avait demandé un "*prolongation de son congé maternité*".

Thorbjorg Helga VIGFÚSDÓTTIR et son mari - conseillère municipale de Reykjavik, nommés dans les Panama Papers, le couple a enregistré en 2005 une société dont ils sont seuls propriétaires, Ravenna Partners, à Tortola, toujours aux Îles Vierges britanniques. L'intéressée a répondu que cette société n'a jamais fait de l'argent.

Loftur JOHANNESON - originaire de Reykjavik, âgé aujourd'hui de 85 ans, ex agent secret de la CIA étasunienne, surnommé 'the Icelander', selon l'ouvrage *Private Warriors* (guerriers privés) de Ken Silverstein et Daniel Buron-Rose, publié en 2000, nous le trouvons, page 69, associé en 1978 à un collègue cadet, un certain John Miley, trafiquant d'armes vivant dans une banlieue de Tampa, en Floride, tandis qu'il était attaché à l'ambassade des États Unis à Londres. Selon une émission d'investigation de la télé suédoise diffusée début mai 2016 il est notoire qu'il a bâti sa fortune dans l'espionnage et le trafic d'armes durant les années 1970-80. Il fut l'intermédiaire, depuis l'Europe de l'Est, dans des ventes d'armes à destination de l'Afghanistan et la Somalie. Pour cela les services secrets US l'on payé des millions de dollars. Les Panama Papers révèlent que des sociétés off-shore à son nom furent montées en Suède par la Nordea.

Norvège

Leif O. HØEGH et Morten HØEGH - cousins d'une famille norvégienne milliardaire, représentant la troisième génération depuis le fondateur de leur entreprise, les Panama Papers révèlent, selon le journal norvégien Aftenposten du 27 avril, que le cabinet panaméen voyou a aidé, depuis les années 1990, la famille HØEGH à créer 42 sociétés fictives sous juridiction des Îles Vierges britanniques et dont 20 étaient encore actives aujourd'hui. Le 1er intéressé répond ne rien commettre d'illégal, ses membres étant inscrits sous leur propre nom, ni anonymat ni prête-nom, et que leurs propriétaires paient les impôts de leur pays de résidence. Les deux encore jeunes cousins n'auraient fait que de l'optimisation fiscale.

La DNB, ancienne DnB NOR ASA - banque nationale de Norvège, détenue à 34 % par l'État norvégien et première du pays, a été sommée par le gouvernement de présenter ses excuses pour avoir, via sa succursale DNB Luxembourg, aidé 40 concitoyens à monter leur société off-shore aux Seychelles entre 2006 et 2010. Son directeur, Rune BJERKE, a assuré, le 4 avril devant la presse, que c'était fini. On s'interroge aussi sur le fait que Håkon HANSEN, directeur de la branche luxembourgeoise depuis 2005, ait été promu il y a quelques mois en étant mis à la tête de l'activité 'banque privée' de DNB.

L'entreprise YARA INTERNATIONAL - société chimique détenue à 36,21 % par l'État norvégien, un des plus importantes au Monde dans les nitrates fertilisants. Les Panama Papers l'ont éclaboussé en révélant qu'elle a eu recours à une banque autrichienne, Hypo Landesbank Voralberg, afin de bénéficier d'un compte off-shore pour verser de l'argent à deux fonctionnaires d'un producteur russe de phosphate, Eurochem Mineral and Chemical Company. Prenant les devants, la compagnie chimique a avoué s'être livrée à des "*paiements inacceptables*" à Eurochem, avant que le journal Aftenposten ne le révèle le 7 avril. L'entreprise norvégienne avait déjà fait l'objet d'investigations en 2011, ayant elle-même prévenue la police dit-elle, pour corruption. L'enquête avait abouti à sa condamnation en 2014 pour paiements de pots-de-vin en Libye, en Inde et en Russie, lui valant la plus forte amende jamais donnée en Norvège, 295 millions de couronne norvégienne, soit 35,6 millions de dollars ! L'on retrouva alors le versement de 15 millions \$ par sa filiale en Suisse, effectué en deux fois, en 2006 et 2010, dont une partie alla aux deux russes afin de faciliter les transactions sur tout le territoire de l'ancienne Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS).

Une commission d'enquête parlementaire se penche à présent sur les affaires de trois grosses entreprises où l'État détient une participation, la compagnie pétrolière STATOIL, la société de télécommunications TELENOR et le producteur d'aluminium NORSK HYDRO, à propos de leur propre chef ou de leurs relations avec leurs filiales en Angola, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, respectivement. D'avance, elles ont nié tout acte délictueux. Monica Maeland, ministre du commerce et de l'industrie, a convoqué pour juin une trentaine de firmes à une table ronde sur l'évasion fiscale. Norsk Hydro sera heureuse d'y participer, mais Statoil, en revanche, n'est pas convoquée. Notons qu'une fondation de ce pays très démocratique a participé au financement du consortium international de journalistes.

Nonobstant le cas DNB, le 4 avril le journal norvégien Aftenposten, qui a participé au consortium international, rapporta que 220 norvégiens apparaissent dans les Panama Papers. Quand l'ICIJ a rendu public sa base de données ce sont plusieurs centaines de noms, selon le web-journal The Nordic Page, édition de Norvège, qui cite aussi 117 agents (*office*), 17 intermédiaires, 17 entités off-shore et 97 adresses en Norvège. Enfin, il n'est pas dans les moeurs norvégiennes de donner des noms en pâture, parce que ce pays est l'un des moins corrompu au Monde et que la justice y fonctionne mieux, par exemple, qu'en France. La presse norvégienne s'est concentrée sur les entreprises et la *responsabilité collective* de leurs administrateurs.

Danemark

Harry ROSENBERG - homme d'affaires danois, qui entre autres a possédé Illum à Copenhague et l'hôtel Marienlyst à Elseneur, selon les Panama Papers il était à la manoeuvre dans la vente en 2009 par la société danoise limitée KBUS d'une de ses filiales au Panama pour un million de couronnes danoise. Or, sa valeur ayant été estimée à 32 millions, c'est 31 millions qui ont ainsi quitté le Danemark et se sont soustraient aux autorités fiscales en arrosant ces deux sociétés. Toutefois, il n'en profitera pas longtemps, puisque KBUS fera peu de temps après faillite, ne laissant que des créances se montant à 100 millions de couronnes !

Stein BAGGER - homme d'affaires et entrepreneur danois, "*grand filou déjà condamné*" selon un journal danois, il naquit en 1967, étudia dans une école de commerce à Edimbourg, en Grande Bretagne, fut directeur de l'entreprise Agios United, qu'il détenait avec son partenaire en affaire Allan VESTERGAARD. Tout deux ont requis le cabinet panaméen voyou pour déplacer en 2006 des fonds de cette entreprise afin de les cacher aux Seychelles. Par ailleurs, son entreprise possédait la moitié de IT Factory, dont il était le PDG, et qui lorsqu'elle fut déclarée en faillite en 2008, il apparut que Bagger avait commis une fraude généralisée portant sur plus de 500 millions de couronnes. Le curateur de la succession de faillite de IT Factory, Boris Frederiksen, interrogé, dira ne s'être jamais expliqué le pourquoi du transfert dans les Seychelles.

Brian STEEN NIELSEN - directeur sportif de l'Aarhus Gymnastikforenig, ancien footballeur danois 1988-2002, n'évolua qu'en équipe nationale, à part une sélection au Malmö Fotbollförenig, en Suède. Les Panama Papers prouve qu'il a créé en 2002 la société Ress Star Team Incorporated, basée aux Îles Vierges britanniques. Six ans plus tard, grâce à une banque danoise, elle passe au Luxembourg. Il signa une procuration le 7 décembre 2009 pour une personne donnant l'autorisation à sa banque de contacter le cabinet panaméen voyou. Une photocopie de sa signature, remise par le journal danois Nyheder à un expert de la police, Per F. Andersen, fera conclure à ce dernier qu'elle offre de grandes similitudes avec celle, parfaitement authentifiée, qu'il apposa sur sa déclaration fiscale de 1998. Malgré cela, l'encore 'beau gosse' a répondu qu'il niait toute implication, affirmant ne rien savoir de cette société.

Mark RIEPER - ancien footballeur danois 1988-2000, n'évolua qu'en équipe danoise. Les Panama Papers révèlent qu'il créa en 2007 la société Bolsover Corporation au Panama et une autre dans un 'paradis' fiscal connu dans les Caraïbes. Il répondra ne rien savoir à ce sujet.

Suède

Frank BELFRAGE - ancien secrétaire d'état aux affaires étrangères du ministère suédois 2006-2014, diplomate de longue date, premier suédois dont le nom fut révélé par le journal Dagens Nyheter, impliqué par les Panama Papers. La directrice générale adjointe de l'agence fiscale, Helena DYRSENN, qui le connaît, l'a appelé pour lui dire qu'on cherchait à savoir où il place son argent en consultant des documents d'ailleurs en ligne en vertu des lois de transparence édictées par le gouvernement. Au courant, le directeur de l'administration fiscale lui-même, Ingemar Hansson, ne trouva rien à redire à la démarche de Dyrssen. Cela a été vivement critiqué par la Magdalena Anderson, ministre des Finances, qui dit à une agence

de presse qu'il était "*tout à fait inapproprié*" d'appeler Frank Belfrage et que "*les conséquences peuvent être dommageables à la réputation de l'agence fiscale*".

Anders WALL - financier suédois et ancien directeur de Volvo, selon l'ICIJ, il devint en 2005 actionnaire de la société Golden Delta Limited, basée aux Bahamas et aujourd'hui dissoute.

Mattias ASPER - ancien goal suédois 1993-2015, évolua au Real Sociedad de Madrid 2000-2002, tout comme pour sept autres joueurs du Real mentionnés dans le scandale des Panama Papers, le club espagnol avait opéré des montages financiers pour les payer.

L'autorité de surveillance financière suédoise (FI) a déclaré le 4 avril qu'elle allait lancer une enquête sur les pratiques de la NORDEA, une des plus grandes institutions financières des pays scandinaves, qui est citée 10 000 fois dans les Panama Papers. Ils ont révélé que le bureau luxembourgeois de l'entreprise avait aidé à mettre en place près 400 sociétés off-shore pour ses clients. Suite à un entretien sur SVT le 4 avril, Casper VON KOSKULL, directeur de Nordea, affirme avoir coupé tout lien avec le cabinet panaméen voyou. La FI a fait remarquer qu'il existe de "*graves lacunes*" dans la façon dont Nordea surveille le blanchiment d'argent et a donné à la banque deux avertissements. En 2015, elle a dû payer la plus grosse amende jamais vue dans le pays, plus de 5 millions d'euros. Autre révélation gênante des Panama Papers, peu appréciée ici, le fait que cette banque suédoise ait prêté des millions et des millions à un oligarque kazakh pour construire les bureaux Metropolis au centre de Moscou. Pour la petite histoire, elle a montée pour un espion islandais travaillant pour la CIA plusieurs sociétés off-shore.

Au total 500 ressortissants suédois ou résidents sont nommés dans les Panama Papers. La FI a également déclaré vouloir enquêter sur les trois autres grandes banques de Suède : Swedbank, Handelsbank et SEB, citées respectivement 764, 576 et 47 fois.

Finlande

Kimmo VESANDER - homme d'affaires finlandais d'Espoo, commune rurale de 9000 habitants, fut client du cabinet panaméen voyou dans les années 1990 par le biais de son entreprise, Vesmark Limited, mettant en place 30 sociétés fictives domiciliées aux Bahamas. Pour cela il reçut en retour une offre spéciale, peut être conclue lorsqu'il rencontra en 1995 en personne Jürgen Mossack à l'Hôtel Palace à Helsinki, l'un des co-fondateurs de l'entreprise panaméenne. Il demanda par télécopie au cabinet voyou si oui ou non il aiderait quelques clients russes souhaitant déposer des dollars en espèces, à intervalles réguliers, sur des comptes dans des banques occidentales, soulignant que l'argent en question n'a pas issu du commerce de la drogue. Les Panaméens ont bien compris et répondirent qu'ils ne fournissaient pas de services bancaires adaptés à cette fin. L'intéressé refusa de répondre à la presse.

Hannes KULVIK - homme d'affaires finlandais, fut un client fidèle du cabinet Mossack Fonseca depuis 2000. Les Panama Papers ont révélé que Kulvik et sa famille avaient été actionnaires ou administrateurs de plusieurs sociétés dans des 'paradis' fiscaux, principalement les Îles Vierges britanniques. Les questions d'affaires seront traitées principalement à Genève, en Suisse, par un cabinet de conseil en investissement ad hoc, Kulvik et CIE. Bien que non-avocat, Kulvik a aidé d'autres personnes à mettre en place des sociétés fictives dans des 'paradis' fiscaux. L'intéressé s'est refusé à tout commentaire, disant qu'il était trop vieux.

Sami SAARINEN - avocat d'affaires finlandais, les Panama Papers indiquent qu'il fut client du cabinet panaméen entre 1992 et 2007, qu'il mis en place l'entreprise International Company Lawyers, qui à son tour a créé au moins 178 autres sociétés, respectivement aux Bahamas, dans l'île minuscule de Niue, dans l'océan Pacifique Sud, et dans un autre État

insulaire, Samoa, tous des 'paradis' fiscaux connus. Saarinen, qui vit maintenant en Espagne, a dit aux journalistes de MOT qu'il ne pouvait pas répondre aux questions pour cause de maladie.

Keijo AHTIAINEN - avocat d'affaires finlandais, nommé dans un rapport interne de Mossack Fonseca comme un client VIP en 2014. Entre 2001 et 2010, le cabinet panaméen voyou l'a aidé à mettre en place au moins 15 sociétés dans des 'paradis' fiscaux. Certaines d'entre elles étaient pour ses clients finlandais, d'autres ont été mise en place pour son propre compte. Ahtiainen n'a pas répondu aux nombreux appels téléphoniques et courriels de MOT.

Esa VUORENPÄÄ - riche avocat fiscaliste finlandais, à présent retiré et habitant à Tampere, spécialisé dans la planification fiscale. Comme trois des quatre précédents, fit partie de ces cinq clients finlandais du cabinet panaméen voyou les plus actifs. En d'autres termes, ils ont agi comme intermédiaires pour des tiers. Ces personnes avaient mis en place et géré plusieurs sociétés *post-box* pour leurs clients, voire pour eux-mêmes. Vuorenää fut client de Mossack Fonseca de 1992 à 2006, mettant en place des dizaines de sociétés fictives dans les Îles Vierges britanniques pour ses clients. L'intéressé répond à MOT que toutes ces sociétés ont été démantelés au milieu des années 1990, lorsqu'une nouvelle loi a rendu illégal de détenir des sociétés étrangères dans des juridictions à faible imposition.

N... - avocat d'affaires finlandais, il a aidé un client lorsque les huissiers de justice ont voulu saisir une Porsche en raison d'une dette. Le même avocat a également demandé au cabinet Mossack Fonseca de modifier rétroactivement la date d'un contrat de vente pour un yacht.

Kalevi NUMMINEN - joueur et entraîneur de hockey sur glace de l'équipe national finlandaise, un des clients de l'avocat Vuorenää, dans les années 1990, avec son fils Teppo NUMMINEN, l'un des joueurs finlandais les plus talentueux de la LNH, la ligue de hockey sur glace du pays.

N... - client finlandais de Kimmo Vesander, figurant sur la liste des personnes recherchées par Interpol, finalement interpellé en 2001 à Torremolinos, Espagne, en compagnie d'un complice, un patron de la mafia italienne. Par soucis de discrétion, Vesander avait demandé en 1996 au cabinet panaméen voyou de retirer le nom de cet homme de tous les documents.

L'entreprise METSO - firme finlandaise d'ingénierie, s'est compromise dans un contrat de fourniture de matériel pour une mine gérée par des russes avec compte basé au Panama.

Selon Yle, seul média en finnois du consortium et la rédaction suédophone de Spotlight, aucun politicien finlandais de haut rang n'est cité dans les Panama Papers. En tout 300 finlandais ou résidents de ce pays, dont entrepreneurs, fonctionnaires de la banque, investisseurs, athlètes. Certains sont en relation avec des russes du clan Poutine, tels les frères Arkady et Boris Rotenberg et Gennady Timchenko. "*Nous devons avoir une taxe sur les transactions financières. Chaque entreprise devrait être obligée de publier ses profits dans les pays où elle les fait*" déclara Paavo Arhinmäki, de l'Alliance de Gauche, politicien d'un parti actuellement dans l'opposition. Yle constate qu'il semble n'y avoir aucun véritable contact entre les véritables propriétaires des sociétés off-shore et le cabinet panaméen voyou qui, par ailleurs, a eu de vifs échanges avec des businessmen et des avocats d'affaire finlandais.

Estonie

Rainer NÕLVAK - chef d'entreprise estonien, un article du journal Maljandus, en langue estonienne, lui donne longuement la parole, dans son édition du 10 mai. Il reconnaît avoir "*été impliqué dans la société Ivonshire Properties, à la fin du siècle dernier*", enregistrée aux Bahamas parce que, selon lui, il résidait là-bas et avoue sans peine qu'il optimisait ses impôts qu'il aurait pu tout aussi bien choisir les États-Unis "*mais que les Bahamas étaient moins chères*" et qu'avec l'administration

fiscale étasunienne cela demandait beaucoup de temps et de discussions. Il termine en disant qu'il est à présent associé à une entreprise de technologie opérant à l'étranger et est heureux que ce scandale lui ait permis de clarifier les choses.

Kalle NORBERG - homme d'affaires estonien, dirigeant de la société d'investissement Kalle Norberg, études de philosophie à l'université de Tartu et Tallinn (Estonie), à la Pacific Lutheran University (États-Unis), maîtrise en administration des affaires à Helsinki (Finlande) en 1997. Le média *Aktuaalne kaamera* (caméra actuelle) a confirmé que son entreprise avait été cliente du cabinet panaméen voyou et il fut l'un des 1er estonien nommé parce connu pour être un peu sulfureux. Il avait débuté dans le basket-ball professionnel, "*la tête pleine d'idées pour faire de l'argent*" écrit le web-journal *Ärileht.ee*. Au printemps 2011, il dira à un autre, *Eesti Ekspress*, aimer les vins fins de la Riviera, faire des voyages en yacht en Méditerranée, a des attaches en France, en Suisse et à Hong Kong. Il est sous les feux de l'actualité en 2009 quand sa société Norberg rachète, par l'intermédiaire de Luxembourg Financial Services (LFS), le groupe Bonnier en Lettonie, avec Diena, le journal phare de la Baltique. Il n'a pas voulu révéler le nom de ses prêteurs. Dans le capital du journal une part était tenue par la famille Rowland, britannique, qui les revendue à l'homme d'affaire letton Viesturs Koziolsile, qui ne serait qu'un prête-nom pour trois autres lettons. Diena s'ajoute ainsi au groupe de presse Ekspress Group, où Norberg siège dans son conseil d'administration, sans que la rédaction ne connaisse leurs véritables propriétaires. Son empire a atteint à son apogée 850 millions d'euros dans sa trésorerie, mais l'effondrement de Lehman Brothers et le krach boursier précipite sa chute, le tribunal de commerce prononce sa faillite en novembre 2011.

Fjodor BERMAN - entrepreneur estonien, propriétaire majoritaire du groupe BLRT, à présent officiellement conseiller d'une de ses agences, créa deux sociétés off-shore de même nom, Marim Limited, la première en 1998, inscrite aux Bahamas, et la seconde en 2001, à Niue, une île du Pacifique Sud, leurs adresse commerciale, à Tallin, Estonie, renvoie à Amiant Limited, une société fournissant de la comptabilité et du conseil. L'intéressé expliqua, si ses souvenirs sont justes, qu'il s'agissait de faciliter des expéditions à l'étranger.

Alo STREIMANN - entrepreneur estonien, membre du conseil d'administration de plusieurs entreprises livrant des yacht en Europe de L'Est. Selon la base de donnée *Panama Offshore Leaks* actionnaire de DOM Limited, adresse commerciale à East London, Afrique du Sud, placée sous juridiction des Seychelles, avec trois autres personnes, mauricienne, australienne et islandaise, la première étant par ailleurs actionnaire dans douze autres sociétés. L'intermédiaire est ukrainien. Dans un média estonien complaisant, il se contentera de dire qu'il est habituel d'utiliser l'off-shore et ne mentionnera jamais DOM.

Hillar TEDER - estonien, ancien PDG, un des entrepreneurs les plus riches du pays, il répond dans le journal en estonien *Äripäev*, le 10 mai, qu'il a eu recours aux off-shore parce que "*notre économie est microcopique*", parlant du marché estonien, et parce qu'il avait besoin de compétences commerciales afin de s'ouvrir au monde anglophone. Les Panama Papers le montre lié à la société Faith Foundation, 'fondation de la foi' en 2015, dont il déclare ne rien savoir. Or, selon le site *swissinfo.ch* celle-ci offre à ses clients de cacher leurs actifs. Teder est encore lié à AS *Ühendatud Kapital*, à traduire en anglais United Capital SA, où interviennent des russes. L'intéressé la reconnaît, dit qu'elle date des années 2000, fut longtemps inactive et est à présent liquidée. Il avoue avoir eu recours à des sociétés basées aux Îles Vierges britanniques, en Irlande et à Chypre et dira du cabinet panaméen voyou "*C'est un supermarché, qui vend non des saucisses, des meubles ou des voitures, mais des entreprises*".

Carl-Jüri PIHT - propriétaire et membre du conseil de Green Marine au port de Tallinn, selon les Panama Papers bénéficiaire de la société Trobalt Investment Ltd domiciliée aux Îles Vierges britanniques. L'intéressé répond que c'est faux, qu'elle appartient en fait à Crédit Suisse & Pensions. Le journaliste lui redit que son nom figure bien. Il répond que ce doit être à cause d'une police d'assurance souscrite il y a environ quinze ans. On peut donc l'identifier à M. Piht, propriétaire d'Altraplan Bermuda Limited, actuelle détentrice de la police d'assurance n° 97512338, délivrée le 3 juillet 2003 par le Crédit Suisse Bermuda.

Timo SAS - entrepreneur estonien en carburant, ce négociant en pétrole s'était associé à un trouble personnage, l'ombrageux banquier russe Mikhael Nadel, fondateur de l'Asia Universal Bank (AUB) qui fut durant dix ans la plus grande banque commerciale du Kirghizistan, où il fut soupçonné de blanchiment d'argent et d'avoir siphonné des millions d'euros juste avant le coup d'état de 2010. Cette même année, toujours selon bbn.ee, web-journal estonien anglophone des affaires, Nadel est en Estonie et s'associe à Sas, Madeleine Tults et Magnar Michelson dont la société M & M Suhtekorraldus avait Nadel dans son conseil d'administration. Timo Sas, sur les instructions de Nadel, fonda Tianbank Limited en 2010, dont les actionnaires sont Nadel et son partenaire d'affaire britannique Georgy Chesnokov. Le web-journal écrit en octobre 2015 que Sas "*fait maintenant des affaires de carburant en Pologne et la Biélorussie*" tandis que Nadel a perdu tout intérêt pour l'Estonie. Il faut dire que Nadel est depuis 2010 sous le coup d'une condamnation à trente ans de prison par un tribunal du Kirghizistan, qu'il vécut depuis entre la Hongrie, le Royaume-Uni, l'Estonie et l'Italie, où il est arrêté, en vacance de Noël, en 2013. Comme il n'a pas été extradé, il a repris ensuite ses affaires en Europe. Mais revenons à Sas et aux Panama Papers. Sur la base de données du consortium de l'ICIJ nous le trouvons actionnaire de Triza Express Incorporated depuis mai 2000 et domiciliée aux Îles Vierges Britanniques. Cette société était toujours active fin 2015.

Aivar URM - homme d'affaires estonien mystérieux, connu comme intermédiaire pour Paldiski SADAMATE, Aleksandr KOVALJOV, *AS chief* et Aleksei MÜÜRISEPP, président de société. Selon la base de données de l'ICIJ, il est co-actionnaire depuis décembre 2004, avec un russe, de Executive Management Group Limited, basée aux Îles Vierges britanniques mais dont l'adresse commerciale est aux Seychelles. Elle est toujours active fin 2015.

Mihhail GNIDIN - estonien, selon la base de données *Panama Offshore Leaks* bénéficiaire depuis février 2003 de la Jerhill Holdings Limited, associé à une personne anonyme parce qu'ayant des actions au porteur, la société étant sous juridiction des Îles Vierges britanniques.

Maarten Herman VAN GENT - homme d'affaires estonien et entraîneur de basket-ball, l'intéressé répond au journal Tānane Leth qu'il n'a pas fraudé l'impôt mais a fait appel à Mossack Fonseca.

Dragan PEROVIC et Aivar PIHLAK - avocats du cabinet Legalia, les Panama Papers nous apprennent que le second possède trois entités off-shore aux Îles Vierges britanniques.

Mart VITAAS - avocat au département des finances employé par le cabinet Aavik & Partnerid.

Kari KADAK - Il y a des années, l'Estonie a eu un prêt rapide sous forme de *creditmarket* dirigé par le mannequin Carmen Kass, Jürgen Jarvik et ce dernier, seul cité dans les Panama Papers.

Le 9 mai au matin, le journal Postimees publia tout les noms des chefs d'entreprises liés à une société off-shore dans les Panama Papers puis, le lendemain, en anglais, la totalité des 108 personnes physiques et morales liées à l'Estonie, y compris étrangers et anonymes, ainsi que les 10 intermédiaires (*mediator*), personnes ou entreprises, et poussant toujours plus loin que les autres pays, ajoute les adresses complètes mentionnées jusqu'au numéro de rue ou block d'immeuble près, sans toutefois les rapporter aux noms, qui sont sur une liste séparée. Ce sont 881 sociétés qui se trouvent liées à l'Estonie. Un très grand nombre d'entre elles ont été mis en place par l'intermédiaire de Larssen Corporate Services SA.

Lettonie

Aivars LEMBERGS - hommes d'affaire, maire de Ventspils et sa fille Liga LEMBERGA, déjà connu dans un certain nombre de procédures criminelles, dans lesquelles le bureau du procureur a tenté de prouver que Lembergs est bénéficiaire d'un certain nombre d'entreprises locales qui utilisent des régimes off-shore. Par ailleurs, il aurait été, avec Andris Lembers

et Ainars Slesers, les trois hommes d'affaires lettons derrière leur compatriote Viesturs Koziolsile à tenir des parts dans le journal Diena qui, tomba dans l'escarcelle de l'estonien Norberg.

Ralf Dieter MONTAG-GIRMES - nouvel actionnaire du transporteur national letton, airBaltic. Re: Baltica a rapporté qu'il a activement eu recours aux services du cabinet panaméen voyou. En 2013, Montag-Girmes avait trois sociétés off-shore, ARQ Aviation Limited, ARQ Investment Limited et ARQ Real Estate Holdings Limited, créées en 2008. Il montra cinq ans plus tard de l'intérêt pour leur fermeture. Les Panama Papers révèlent encore ses activités sur le marché russe, y compris dans l'immobilier.

Gunars KIRSONS - fondateur de la chaîne de restauration Lido, il avait essayé de garder le contrôle sur son entreprise en difficulté financière en 2010, en signant un accord avec trois sociétés, Carcel Holdings et Joyton International, enregistrées au Panama, et Joondaloo Financial Corp, placée dans les Îles Vierges britanniques. Re: Baltica souligna que lors de la crise de 2008, les hommes d'affaires utilisèrent de tels régimes pour retenir leurs actifs de valeur en créant de faux créanciers off-shore afin d'éviter le paiement de leurs dettes réelles. Kirsons affirme qu'il s'était proposé de se livrer à des solutions de solvabilité douteuses, mais qu'ensuite il a choisi une négociation équitable avec ses créanciers.

Ainars GULBIS - homme d'affaires letton, selon les Panama Papers, détenteur de deux sociétés off-shore dont Farber & Associates où il est co-administrateur avec son fils Ernests GULBIS, joueur de tennis professionnel. Gulbis père a expliqué au média Re: Baltica qu'il avait acheté cette dernière au milieu des années 1990, quand il a senti un danger sur ses propres fonds, et sa seule tâche a été de détenir des actions dans SWH Group. Elle est maintenant en cours de liquidation. Gulbis rejette l'affirmation selon laquelle les entreprises off-shore sont liées à la carrière sportive de son fils.

Selon le média estonien Re: Baltica, les Panama Papers donneraient 10 lettons clients de Mossack Fonseca, 1380 entreprises lettones, 21 bénéficiaires et 81 actionnaires de Lettonie, au total leur base de données contient 15 951 entrées sur la Lettonie. La majorité des clients avaient des comptes dans les banques lettones au service des non-résidents, tandis que la banque scandinave Nordea, opérant également en Lettonie, y vendait activement des sociétés off-shore. Certains des bénéficiaires et actionnaires sont des citoyens de Russie et les anciens pays de l'ancienne Union soviétique.

Lituanie

Vladimir ROMANOV - homme d'affaires et banquier lituanien vivant maintenant en Russie parce qu'il est recherché par la justice lituanienne. Propriétaire du club de football de la capitale, le FC Kaunas, qui a toujours dominé les championnats nationaux, et d'un club écossais, le Heart of Midlothian, mieux connu sous le nom d'Edimbourg Heart. Il a pu transférer les joueurs entre ses deux clubs. Il avait de grandes ambitions dans le football lituanien. Plusieurs de ses entreprises ont fait passer plusieurs millions de dollars vers une société off-shore détenue par Liutauras Varanavičius. Il fit entrer ce dernier au conseil de surveillance de Balkan Investment Bank, qu'il possède. Mais en 2009, il se fâcha avec Varanavičius parce qu'il ne soutient pas FBK Kaunas, et l'accuse de prendre part à des transactions de paris illégaux.

Liutauras VARANAVIČIUS - ancien président de la Fédération lituanienne de football de Lituanie (LFF) 2000-2012, selon le web-journal lituanien 15min.lt, qui participa au consortium international de l'ICIJ, il apparut propriétaire d'une société off-shore qui a traité des transactions de plusieurs millions de dollars avec des entreprises appartenant à Vladimir Romanov à propos du Palais des Sports de Vilnius et est soupçonné d'avoir été corrompu. Le 6 Avril, l'intéressé a d'abord prétendu qu'il n'a pas été le véritable propriétaire de cette société et a déclaré que les opérations décrites dans les fichiers n'ont jamais eu lieu, mais le lendemain affirme qu'il "*ne se souvient pas*" si de l'argent en entraînait ou sortait. Au cours de sa présidence, il siégea au conseil de surveillance de Balkan Investment Bank et en tant que président au conseil d'AB Ūkio Bankas. Varanavičius a également joué un rôle dans le club de football écossais de Romanov. Son nom avait déjà été entaché par le scandale Swissleaks où il apparut qu'avec des actions au porteur il se dissimulait derrière la société Pallas First Investments

SA (PFI) et immatriculée aux Îles Vierges britanniques. Même s'il n'est pas identifié dans la PFI, il est nommé dans d'autres documents de 2003, telle une lettre d'ouverture d'un compte bancaire pour PFI en Suisse. Là, nous apprenons qu'il est le bénéficiaire effectif du compte. Le 7 avril 2016, il admet volontiers qu'il était le propriétaire de la PFI. "*J'ai acquis la société auprès d'intermédiaires en 2003. Son but était de participer au projet du Bankas Investment Group Ūkio (ŪBIG) d'acquérir le Palais des concerts et des Sports de Vilnius*". Il dira que l'argent Les Panama contiennent également une lettre de 2009 signée par Varanavičius, dans laquelle il demande que tous ses comptes soient fermés, et de transférer les actifs restants à un autre compte, Centrotex Impex Cororation, autre société off-shore, en tant que bénéficiaire. Il dira plus tard que Centrotex faisait partie du réseau Ūkio Bankas. Le montant des actifs déplacé n'est pas indiqué. Dans une conférence vidéo en direct avec 15min.lt, il a admis avoir fermé PFI et ses comptes en Suisse en 2009, disant qu'il l'a fait en raison d'un grave différent avec Romanov. Cette année-là, il démissionné de son poste à AB Ūkio. Dans les Panama Papers, il existe trois accords de prêt en 2003, tous entre PFI and Balkans Investment Bank, totalisent environ 2 millions \$! L'intéressé à répondu le 6 avril a dit que c'était seulement une "*planification*" des prêts, mais n'avait pas vraiment à les prendre. Le lendemain, il se refusa à commenter cette question. Enfin, est révélé un accord fiduciaire entre la PFI et une société suisse, Cofis Compagnie Fiduciaire SA, autorisée à acquérir une valeur immobilière dans le centre de Vilnius, le Palais des concerts et des Sports et ses environs, l'infrastructure et le droit au bail de la terre. La transaction future est estimée au minimum à 4 millions de litas, soit 1,4 million \$. La société suisse Cofis Compagnie acquiert le Palais des Sports puis, en avril 2006, elle est devenue aussi l'actionnaire majoritaire dans une société lituanienne appelé finansinio ir Nekilnojamojo turto valdymas.

Saulius ŽOSTAUTAS - dirige en 2003 la Balkan Investment Bank pour Vladimir Romanov, signa par les administrateurs de procuration de la PFI trois prêts de cette dernière à Liutauras Varanavičius, par ailleurs membre du conseil de surveillance de la seconde !

Irlande

Franck FLANNERY - ancien stratège de longue date du Finn Gael, le grand parti nationaliste qui obtint l'indépendance de la plus grande partie de l'île et ancien patron de Rehab, l'une des plus grande association de bienfaisance du pays. Des documents montrent qu'il a déménagé en 1996 en Grande Bretagne pour poursuivre là-bas certaine des entreprises de Rehab, mais à sa façon où charité bien ordonnée ... Une société basée aux Îles Vierges, International Funding Promotions Limited a fourni la sécurité à la succursale londonienne de la Bank of Ireland Private Banking contre un prêt de 615 000 £ à Franck Flannery et sa femme pour l'achat d'une maison à Primrose Hill à Londres, donnant ensuite le contrôle à cette même banque d'un compte à Jersey, dans les anglo-normandes, provisionné à hauteur de 250 000 £ dans le cadre de ce prêt. L'intéressé répond qu'il n'a jamais entendu parlé de cette société off-shore, ignorait 'l'aspect Jersey' de la transaction, que ce prêt était à cent pour cent hypothécaire et que son couple l'on payé ensuite avec le financement d'une autre banque. Rien à voir avec Rehab terminera-t-il. La maison sera revendue en 2012 à 2,8 millions de livres sterling.

John Ignatius QUINN dit Seán QUINN - businessman irlandais et ancien milliardaire, était en 2008 l'un des hommes les plus riche d'Irlande mais a fait faillite en 2011, à tel point qu'on ignore sa fortune aujourd'hui. Il tenta de frustrer l'Anglo Irish Bank, puis la Résolution Corporation Irish Bank, la banque d'Etat qui a absorbé l'Anglo effondré, affirmant contrôler un portefeuille immobilier international de 500 millions \$ qui lui avait été donnée en garantie contre des prêts. Les Panama Papers montrent qu'il agit pour une société des Îles Vierges britannique, Lyndhurst Trading Development, aussi objet du scandale parce qu'ayant à voir avec un centre commercial du centre de Kiev, en Ukraine. L'Irish Bank Resolution Corporation, actuellement en liquidation, dit que cette société off-shore fit partie de la "conspiration" que la famille Quinnà mis en place. La cour suprême à Dublin est en train d'auditionner l'affaire.

James STANLEY - ancien chef de la direction de Bula Resources plc, il avait défrayé la chronique dans les années 1990 quand il en avait transféré 2 millions \$ vers une société domiciliée aux Îles Vierges britanniques, Mir Oil Development Trading, soit-disant pour payer à une entité russe sa participation dans un champ pétrolifère sibérien. Mais un agent du

gouvernement avait prouvé qu'il contrôlait lui-même cette société off-shore. Mir avait été constituée par le cabinet panaméen fantôme qui a agi à titre de mandataire. Mais encore, à la fin des années 2000, le cabinet voyou lui créa d'autres sociétés et que l'avocat d'affaire dublinois Giles J. KENNEDY lui servit de référence. Ce dernier sera le seul à s'exprimer sur cette affaire.

Ray GREHAN - développeur irlandais, le cabinet panaméen voyou a agit pour une société off-shore liée à lui, mais il fera faillite en Grande Bretagne fin 2011. Le même cabinet répondra en mars 2012 aux autorités régulatrices des Îles Vierges britanniques, où elle était enregistrée, que celle-ci avait pour seul intéressé un espagnol, bien que Ray Grehan ait affirmé par ailleurs, aux autorités de Londres, qu'il y avait une participation.

Dermot DESMOND - businessman irlandais, actionnaire principal du Celtic Football Club, âgé de 65 ans, sa fortune est estimée à 1,38 milliard de livres sterling. Il est mentionné dans un courriel de 2005 envoyé par le cabinet panaméen voyou à la banque suisse HSBC à propos de la société panaméenne Ard International Incorporated, dont les directeurs lui ont accordé une procuration. Cinq mois après, il démissionne et demande aux directeurs de donner la procuration à deux avocats suisses. N'étant pas résident fiscal en Irlande, rien ne dit qu'il a enfreint la loi, mais l'on sait maintenant que comme J. P. McManus, il a requis le cabinet voyou pour créer des sociétés auxquelles il est associé de façon hautement confidentielle car leur capital est constitué d'actions au porteur, c'est-à-dire détenues par un porteur de certificat.

J. P. MCMANUS - riche homme d'affaires irlandais, propriétaire de chevaux de course, il apparaît en tant que client de la société de droit panaméen Ard International Incorporated mais, comme il n'est pas résident fiscal en Irlande, on ne peut pas assurer qu'il a fraudé.

Stanley WATSON - avocat d'affaires irlandais de premier plan, du cabinet Matheson, comme il partait pour prendre la direction du bureau de Londres, une structure off-shore fut créée dans laquelle il fut associé. Quittant ensuite son emploi il devint consultant, déposant son (meilleur) salaire dans une structure comprenant une société chypriote.

Seán MANNING - ancien banquier irlandais, il posséda l'Anchor Bar à Graiguenamanagh, dans le comté de Kilkenny, par le biais d'une société off-shore basée aux Îles Vierges britanniques, Kylmar Holdings, qu'avait créée pour lui le cabinet panaméen voyou.

'PAUDIE' - irlandais de Co Cavan connu par ce surnom, cité comme un cas d'espèce. En 2014, il trouve par Google le cabinet panaméen voyou et lui envoie un courriel demandant ses conseils à propos d'une structure fiscale internationale proposée pour une entreprise qu'il pensait mettre en place, impliquant une société à Hong Kong et une fondation aux Seychelles. En dépit des efforts du cabinet, il semble que ce client potentiel lui a glissé entre les doigts.

L'ANGLO IRISH BANK - banque irlandaise dont le siège est à Dublin, elle a dégagé un bénéfice de 1,2 milliard durant l'année financière sept. 2006 - sept. 2007, gonflée aux actifs immobiliers, elle est sévèrement déstabilisée après le krach boursier d'octobre 2008 et sera nationalisée par l'Irlande en janvier 2009. Dans les Panama Papers c'est sa filiale autrichienne, acquise en 1995 et revendue en 2008, qui est sur la sellette. On trouve maints courriels échangés entre le cabinet panaméen voyou et des clients de la filiale mécontents que les banques veuillent connaître le nom des détenteurs de comptes off-shore. Un employé du cabinet panaméen répondit en février 2006 à l'un d'eux que "*Une grande partie de mon travail tourne autour de trouver des banques qui ont des conditions assez détendue*". De fait l'Anglo Irish Bank en Autriche a souvent demandé au cabinet panaméen de trouver pour ses clients des comptes off-shore anonyme. Cet employé l'inclut dans une liste de 17 banques l'admettant très bien.

Ian Donald CAMERON (1932-2010) - riche agent de change, décédé, père de David CAMERON actuel 1er ministre de Grande Bretagne, laissa une fortune de 2,4 millions de livres dont son fils David reçut 300 000 livres. Son père détint le fond panaméen Blairmore Holding Incorporated de 1998 à sa mort en 2010. Domicilié aux Bahamas et créé à l'origine pour ses clients, il ne fait guère de doute qu'il fut administré comme étant ses fonds propres. Celui-ci permit à son père de ne pas payer d'impôt en Grande Bretagne. Selon Fortune, un document de 2006 relatif à ce fond indique qu'il doit être géré comme si son détenteur ne résidait pas en Grande Bretagne et que donc, il n'est pas imposable. En 2012, le fond est 'rapatrié' par David Cameroun vers les îles britannique pour être domicilié ... en Irlande. Début 2016, il gère encore plus de 31 millions \$. L'intéressé a d'abord répondu qu'il s'agissait "*d'une affaire privée*" avant de revenir s'expliquer. Ce que les médias britanniques lui reprochent au premier chef, avant même l'optimisation fiscale, c'est d'avoir menti sur sa fortune et de faire preuve "*d'hypocrisie*". En 2014 il avait pourtant demandé que les territoires d'outre-mer et les dépendances de la couronne fassent preuve de transparence en tenant un registre ouvert des sociétés et des personnes inscrites, or en avril 2016, il appert que seuls Gibraltar et l'île de Montserrat s'y sont pliés ! Pour donner le change, Cameron a rendu public dès le 13 avril sa déclaration d'impôt.

sir Mark THATCHER - fils de l'ancienne 1ère ministre Margaret THATCHER (1925-2013) 1979-1990 et chef du Parti conservateur 1975-1990, son fils est connu pour ses frasques et plus encore ses échecs, comme pilote de voiture de course où il interrompit sa brève carrière après avoir accidenté plusieurs de ses bolides, comme businessman où sa 1ère société fit faillite, comme apprenti aventurier lorsqu'il recruta une troupe de mercenaires 'blancs' de l'ancienne Rhodésie, actuel Zimbabwe, pour renverser le dictateur kleptocrate de Guinée Equatoriale dont le pays est riche en pétrole, opération qui échoua piteusement par la capture du commando, incarcéré et jugé puis condamné, sa mère le fera rapidement libérer. Il est bénéficiaire d'un trust qui est seul propriétaire d'une maison à la Barbade, dans les Antilles.

Sara Margaret FERGUSON surnommée 'Fergie' - duchesse de York, ex-épouse du prince Andrew, second fils de la reine Elizabeth II. Selon le quotidien The Guardian "*les documents révèlent un degré de chaos autour des finances de la duchesse de York*". Dans les échanges entre ses représentants et le cabinet panaméen on la voit "*essayant de donner un sens à ses actifs*" contenus dans la société Essar Company Incorporated initiée en 2000 et domiciliée aux Îles Vierges. Elle a fait répondre que des partenaires l'on créé pour elle afin de développer des opportunités d'affaires et qu'elle a toujours tout déclaré au fisc.

Paul BURRELL - britannique, ex-valet de chambre pour la reine Elizabeth II, ancien majordome de la princesse Diana, sa fonction paraîtra de peu d'importance, mais pas pour les anglais. Les Panama Papers révèlent qu'il fut actionnaire en 2005 de la société off-shore Black Dragon Group Limited, domiciliée aux Îles Vierges britanniques.

lord John ASTOR, 3e baron ASTOR OF HEVER - businessman et politicien conservateur britannique, pair héréditaire du royaume, entré à la chambre des Lords en 1999, parlementaire sous-secrétaire d'état au ministère de la défense depuis 2010, son grand-père fut propriétaire du Times, l'un des plus anciens quotidiens anglais, jusqu'en 1966. Il apparaît avoir été en lien avec le cabinet panaméen voyou avec société Vicata pour qui il travailla lorsqu'il était en France et qu'il a quitté il y a plus de vingt ans. Pour sa défense il affirme qu'elle n'a pas portée ses fruits et ne servit jamais et que de toutes façons ceci ne regarde pas le fisc britannique puisqu'il était alors "*résident et contribuable français*".

baronne Pamela SHARPLES - veuve en 1° de sir Richard SHARPLES épousé en 1946, ancien gouverneur des Bermudes de 1972 au 10 mai 1973, archipel caraïbe britannique, tué par arme à feu dans sa résidence par Erskine Burrow, 2° Patrick D. de Laszlo épousé en 1977, mort 1980, 3° Robert Douglas Swan épousé en 1983, mort 1995 - anoblée en 1973, politicienne conservatrice, membre de la chambre des Lords, seule actionnaire de Nunswell Investments Limited, basée aux Bahamas, qui lui servit pour des investissements. Pour sa création elle passa par un avocat d'affaire britannique sans avoir de contact direct avec le cabinet panaméen voyou. En 2000 elle en devient la directrice, associant en 2001 son fils David Richard SHARPLES à la direction quand il en devint co-actionnaire. La vieille dame et son fils assurent n'avoir pas fraudé l'impôt.

baron Howard FLIGHT - député à la chambre des Lords, ancien député conservateur à la chambre des Communes 1997-2005, occupa trois postes successifs au Secrétariat à la Trésorerie 1999-2004, il fut anobli le 19 novembre 2010 et créé baron en janvier 2011. Six jours après la 1ère distinction il déclara avec un humour *so british* qui si le gouvernement coupait dans les allocations familiales ce serait "*décourager la classe moyenne de l'élevage*". Ayant travaillé dans la banque avant sa carrière politique, il connaît donc bien son affaire. Les Panama Papers révèlent que sa société Guinness Flight Trustees en incluait une autre, Guernsey Trust Company, basée sur l'île anglo-normande de Guernesey qui elle, requerra les services du cabinet panaméen voyou pour ses clients. L'intéressé répond qu'il a cessé en 1998 d'être administrateur de cette dernière lors de son rachat par le groupe Investec et qu'il n'y a plus de participation "*depuis 18 ans et ne sien savoir de son activité au cours de cette période*". Il avoue bien avoir dirigé Investec Asset Management, qui lui a succédé, mais n'être pas impliqué dans la société de fiducie. Enfin, il prétend que sa société mère n'a jamais rien commis d'illégal.

baron Michael ASHCROFT - businessman milliardaire, ancien député à la chambre des Lords, gros investisseur du Belize, ancien Honduras britannique, indépendant depuis 1981. Selon les Panama Papers la Belize Corporation Service (BCS), filiale de Ashcroft's BCS Holdings, est propriétaire de la Belize Bank Limited Company et de la Belize Bank International Limited Company. La première contacta le cabinet panaméen voyou en 2006 pour faire du business. La seconde créa en novembre 2013 une nouvelle société, en jargon une IBC, *international Business company*, dont les premiers propriétaires sont ... les fondateurs du cabinet panaméen voyou associés à un certain Christopher Zollinger. L'intéressé fit répondre par la voix de son porte-parole que tout cela est faux et que d'ailleurs, rien n'est vrai.

baron Antony BAMFORD - businessman britannique, PDG de la J. C. Bamford Excavators (JCB) depuis 1975, succédant à son père, multinationale fabricants des engins et du matériel pour la construction, les bâtiments et travaux public, l'agriculture, au total plus de 300 types de machines, et domiciliée à Rochester, en Grande Bretagne. Il possède 23 usines à travers le monde, en Europe, Asie et sur les deux Amériques et sa fortune est estimée en mars 2013 à 4,2 milliards \$ par le magazine étasunien Forbes. Il est l'un des gros donateurs du Parti conservateur lui offrant lui-même, par sa firme, 4 millions de livres sterling avant les élections de 2010. Il est épinglé pour être seul actionnaire d'une société off-shore, Casper Limited Company, domiciliée aux Îles Vierges britanniques, de 1994 jusqu'à sa dissolution en 2012. Ainsi put-il l'esprit tranquille être créé pair du royaume avec le titre de baron, le 3 octobre 2013. Il avait été anobli en 1990 et élevé au rang de *knight bachelor* (chevalier).

baron Karan Faridoon BILIMORIA - né dans l'état d'Hyderabad, en Inde, dans une famille parsi zoroastrienne son père était un général indien qui commanda un régiment gurkha qui participa à la guerre d'indépendance du Bangladesh en 1971. Après des études en Grande Bretagne il épousa en 1993 une sud-africaine ayant la nationalité britannique et se fit naturaliser. Il sera anobli par la reine avec le titre de baron et sera en 2013 chancelier de l'université d'Edimbourg, un poste honorifique mais prestigieux qui fut occupé par plusieurs anciens et célèbres premiers ministres britanniques. En 1989 il fonde la société Cobra Beer. Les Panama Papers révèlent qu'il est l'un des plus de 100 actionnaires de la société Mulberry Holdings Asset Limited domiciliée dans les Îles Vierges britanniques. Entre temps sa société Cobra s'effondre en 2009 et le laisse avec une dette, l'obligeant à abandonner ses créanciers avec une dette de 71 millions de livres sterling. Pour sa défense, lord Bilimoria que Mulberry était une société dormante constituée "*pour mes ex-actionnaires de Cobra, dont beaucoup ne sont pas résidents au Royaume-Unis*" ajoutant "*Je suis imposé au Royaume-Uni sur tout mon revenu global et tous mes intérêts soient déclarés aux autorités compétentes*".

sir Antony 'Tony' BALDRY - ancien député conservateur britannique 1983-2015, ancien ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation 1995-1997, éduqué dans une école quaker, quitta l'université puis s'engagea dans l'armée, la quittant en 1990 avec le grade de *acting major*. En parallèle il entre en politique, devenant aux élections d'octobre 1974 l'assistant personnel de Margaret Thatcher, qui s'était fait connaître en 1972 quand, ministre de l'éducation et des sciences, elle supprima le verre de lait gratuit à l'école, pourtant institué durant la dernière guerre par Winston Churchill, pour faire faire des économie à l'état. Les Panama Papers le montre dirigeant de la Westminster Oil Limited Company, ces deux derniers termes s'abrégant Ldt, basée aux Îles Vierges britanniques. Elle détient des actions dans une 2nde société, Westminster Caspian, qui opérait au Kazakhstan et comptait des actionnaires anglais, étasuniens et kazakhs. En raison de

cette diversité, l'intéressé rétorque que forcément, une partie de ses administrateurs et actionnaires auront préféré ce statut off-shore.

sir Edward DILLON LOTT DU CANN / sir Edward DU CANN - ancien député conservateur 1956-1987, politicien britannique aujourd'hui retiré, âgé de 91 ans, fut l'un de ceux qui propulsa au sommet du pouvoir Margaret Thatcher. Les Panama Papers le font apparaître en 2007 comme directeur de la société Sunshine Technology Group. L'intéressé répondit qu'il n'avait aucun lien avec les sociétés dont il est question, "*dont l'activité était tout à fait légitime*".

Michael MATES - ancien député conservateur britannique 1974-2010, représentant du East Hampshire, gros donateur du Conservative Party, actionnaire de la société Haylandale, créée en 2003, chargée de gérer une station balnéaire de l'île de la Barbade, dans les Antilles. L'intéressé répond qu'il ne devait pas être rémunéré avant qu'elle soit développée et qu'au final "*cette société n'a jamais eu réellement la moindre valeur*".

Antony Leslie ROWLAND BUCKINGHAM dit 'Tony' BUCKINGHAM - businessman britannique, gros donateur du Conservative Party, à qui il a versé plus de 100 000 livres sterling, auparavant dans une entreprise de matériel militaire, puis dans le pétrole et les diamants. Il a fait 'voyager' une société dont il est propriétaire, Heritage Oil, d'un 'paradis' fiscal à l'autre afin d'échapper au fisc. Basée en Ouganda mais enregistrée aux Bahamas, pour ne pas acquitter les 280 millions de livres sterling d'impôt dues à ce pays africain, il requiert en février 2010 un cabinet de l'île anglo-normande de Guernesey pour domicilier dans "*les onze prochains jours*" Heritage Oil (HGOL) à l'île Maurice où grâce à un traité de *double taxation* entre elle et l'Ouganda, il n'aura rien à payer, tâche dont s'acquittera finalement le cabinet panaméen voyou.

David ROWLAND - businessman britannique, gros donateur du Conservative Party qui reçu de lui presque 3 millions de livres sterling, ce multimillionnaire quelque peu fantasque - il avait obligé le prince Andrew à dévoiler une statue en bronze de lui devant son palace de Guernesey - était déjà connu pour une affaire d'évasion fiscale, ce qui lui avait valu en août 2010 de devoir quitter son poste de trésorier du Parti conservateur. 25e fortune du pays, elle était alors évaluée à 730 millions de livres. Les Panama Papers prouvent qu'il est actionnaire d'une douzaine de sociétés off-shore domiciliées dans les Îles Vierges britanniques. Comme il avait de la suite dans les idées, la première lettre de leur nom composait l'alphabet dans l'ordre : Asherton Limited Company, Binbrook Ltd, Coalburn Ltd, Docking Ltd etc.. L'une de ses sociétés, Blackfish Capital, a acheté une division de la banque islandaise Kaupthing, effondrée en juin 2009, qu'il restructura par des opérations bancaires dans la Banque Havilland, basée au Luxembourg, qui prendra ensuite le nom de Rowland's Jersey Mansion.

La famille FLEMING - richissime, aida David Cameron à accéder à la tête du Parti conservateur dont ils sont donateurs pour plusieurs millions de livres. Après avoir vendu en 2000 la banque d'affaire Flemings pour 7,7 milliards \$, elle a ouvert un bureau privé, Fleming Family and Partners, afin de gérer leur argent. Dans les années suivantes, l'activité de FF&P s'est élargie, s'occupant du portefeuille de riches familles souhaitant l'optimisation fiscale grâce à un bureau ouvert au Liechtenstein. Maintenant connu sous le nom de Stonehage Family, celui-ci a enregistré au moins 18 sociétés off-shore du cabinet panaméen voyou de cette principauté.

Arron BANKS - businessman britannique et ex gros donateur du Conservative Party, initiateur, avec Richard Tice, de la campagne *Leave EU* en faveur du retrait de la Grande Bretagne de l'Union Européenne, il fera don en octobre 2014 à l'UK Independence Party, plus connu sous le nom d'UKIP, un parti nationaliste, de la somme de un million de livres. Il apparaît dans les Panama Papers comme actionnaire de la société PRI Holdings Limited, des actions ayant aussi été transférées à Elizabeth BILNEY, directrice générale de Leave EU. Enfin, PRI Holding est l'unique actionnaire d'une 2nde société, African Strategic Resources Limited, domiciliée aux Îles Vierges britanniques et gérée depuis le rocher de Gibraltar.

Bernard 'Bernie' Charles ECCLESTONE - homme d'affaires milliardaire et magnat britannique, âgé de 85 ans, sa fortune est évaluée en 2015 à 3,8 milliards de dollars contre 3,1 milliards en 2016, fils de pêcheur, débute à 16 ans comme assistant

dans un laboratoire de chimie, se met à la vente de deux roues motorisés après la Guerre, puis s'intéresse à partir de 1949 à la Formule 3, participant modestement à quelques courses locales. En 1958, il manage son 1er coureur de Formule 1 à un grand prix, Monaco. Il acquiert fin 1971 l'écurie Brabham pour 120 000 \$ qu'il revendra à un suisse en 1987 pour 5 millions \$. Devenu peu à peu patron de la Formule 1 comme directeur exécutif de Formula One Group, qu'il co-fonda en 1974, il peut édicter les règles de ce sport, définir les droits de retransmission dans les médias. De plus, avec son partenaire Flavio Briatore il fut propriétaire du club de football anglais Queen Park Rangers de 2007 à 2011. Il provoque la polémique avec le Parti travailliste en 1997 par de la publicité clandestine pour le tabac. Politiquement, il cultive 40 ans d'amitié avec Max Mosley, fils du leader fasciste des années 1930 Oswald Mosley, un admirateur d'Hitler dont il dit qu'il "*aurait fait du bon boulot*" s'il avait été 1er ministre ! Le rédacteur du The Jewish Chronicle dira sur lui à propos d'une de ses sorties, sur Hitler, qu'il est "*idiot ou moralement répulsif*". Les Panama Papers révèlent que via la société Valper Holdings, il versa un pot-de-
vin représentant des millions à Gerhard Gribkowsky, banquier allemand de la Bayern LB, avant de la liquider ensuite. La justice allemande déjà avait enquêté sur leurs liens dès 2011 avant de lui faire payer en août 2014 pour terminer le procès 60 millions de livres sterling. Par ailleurs, le fisc britannique enquêta sur lui durant neuf ans, envisageant de lui réclamer la somme colossale de 1,2 milliard de livres, mais il abandonna ses poursuites en 2008 et se contenta d'un petit .. 10 millions.

sir David et sir Frederick BARCLAY - magnats britanniques du commerce de détail et des médias, selon Forbes ils sont la 8e fortune de Grande Bretagne et la 286e dans le Monde, évaluée à 5,5 milliards de dollars en 2016, contre 1,8 milliard, selon le Sunday Times, en 2007. Ces frères jumeaux sont issus d'une famille écossaise de dix enfants, perdent leur père à 12 ans, quittent l'école à 16, commencent comme comptables. En 1962 ils transforment des bureaux londoniens en hôtel puis vendant des biens immobiliers avec une bonne plus-value et rachetant pour recommencer, finissant par acquérir après 1983 l'hôtel Ritz à Londres. Pour leur activité 'philanthropique' et en faveur de la recherche médicale ils sont anoblis par la reine. C'est beaucoup dire quant au 1er terme car ils sont discrets et préfèrent vivre reclus : acheteurs en 1993 de l'îlot de Brecqhou, caillou long d'un kilomètre et protégé de hautes falaises au large de l'île anglo-normande de Serq, ils en ont fait leur résidence. Le Monde la décrivait ainsi, en août 2013 : "*Un château aux remparts crénelés, copie d'un manoir de style Tudor du XVIe siècle, des jardins à la Giverny, un étang à carpes, des vignes, une vingtaine de canons et une énorme croix (...) L'intérieur est un vrai musée baroque, avec des lustres gigantesques, des plafonds peints sur le modèle de la chapelle Sixtine, des marbres, d'immenses tapisseries et cheminées ainsi qu'une salle de banquet somptueusement décorée ... Mais à observer l'héliport, les caméras de surveillance et les antennes paraboliques, on a moins affaire au domaine de l'impératrice Sissi qu'à celui du maléfique Docteur No... Les propriétaires, visiblement paranoïaques, vivent reclus sur ce petit bout de terre au milieu de la Manche*". Serq est une seigneurie, mais les frères veulent modifier la loi féodale du lieu à leur avantage pour faire des travaux qu'ils désirent. La population s'y oppose et aux 1ères élections démocratiques de l'île, en décembre 2008 leurs opposants l'emportent. En représailles, ils fermeront tout leurs établissements sur l'île, mettant un quart de la population active en chômage ! Les Barclay ont aussi une maison à Monaco. En décembre 2014, une pétition anti-Barclay en faveur des îliens de Sercq, en anglais Sark, adressée au secrétaire de la justice, avait récolté 12 000 signatures. Ils n'ont commencé à se constituer un empire de presse qu'à partir de 1992 et sont entrés dans la distribution en 2002 en rachetant Littlewood, principale chaîne britannique de commerce de détail. En décembre 2012, une émission de la BBC One, Panorama, présenta les jumeaux en fraudeurs fiscaux, révélant que leur hôtel, le Ritz, n'a payé aucun impôt depuis 17 ans ! Mais parfaitement légalement, en profitant de toute une série de déductions fiscales. Depuis Monaco les Barclay répondent que depuis vingt ans ils ont peu de pouvoir en Grande Bretagne, jouant les modestes, que le Ritz, Littlewood et le journal The Telegraph sont tenus par des fiducies, que leurs entreprises en Grande Bretagne sont gérées par le fils du 1er, Aidan BARCLAY. Selon la base de données de l'ICIJ, les frères sont actionnaires depuis mai 2002 de Kentala Limited, adresse à Jersey mais sous juridiction aux Îles Vierges britanniques, devenue inactive en septembre 2008, puis radiée des fichiers du cabinet panaméen voyou en 2009. Les autres possesseurs sont trois sociétés off-shore dont deux au moins ont leur adresse sur l'île anglo-normande de Jersey.

Joseph 'Joe' LEWIS - milliardaire britannique à présent installé aux Bahamas, autrefois principal actionnaire de Christie's, célèbre maison de ventes aux enchères et à présent propriété de son homologue français François Pinault. En novembre 1997 Christie's procéda à ce qu'elle appela 'la vente du siècle' en proposant pour 2 millions de dollars la collection d'oeuvres d'art accumulée durant un demi-siècle par un couple d'étasuniens passionnés par l'avant-garde des années 1960, Victor et Sally Ganz. En une seule soirée les ventes atteignirent ce qui fut un record, 206 millions de dollars. Mais voilà, les héritiers

de cette collection ne l'étaient en fait plus, l'ayant cédé quelques mois plus tôt pour 168 millions \$, le 2 mai 1997, à la société off-shore Simsbury International Corp, domiciliée dans l'île pacifique de Niue et créé un mois avant par le cabinet panaméen voyou dont les employés constituèrent la totalité de son conseil d'administration ! Le propriétaire réel en était Lewis lui-même. En droit étasunien cela s'appelle "*la garantie d'une tierce personne*" et c'est parfaitement légal, précise Le Monde, puisqu'il s'agit de garantir aux vendeurs une certaine somme quelque soit le montant des adjudications, sauf que Lewis n'en a pas averti qui de droit, ce qui est illégal. Lewis fut si heureux de sa plus-value, sans compter que l'action de Christie's grimpa en bourse, qu'il revendit rapidement, en 1998, ses parts dans la maison au groupe Pinault !

Kevan HENDERSON (?) - directeur de Henderson Group, compagnie d'investissement fondée en 1934 par Alexander Henderson, 1er baron Faringdon, commença en 1975 à gérer les fonds de pension, introduite en bourse en 1984, ses recettes furent de 601,8 millions de livres sterling en 2015, jeune frère de Conrad Henderson. Nous n'avons trouvé que son nom dans une liste des personnes citées dans les Panama Papers ... dont il est rayé en mai 2016.

John JENNINGS - ancien président britannique de Shell, compagnie pétrolière néerlandaise.

Richard MORRIS - industriel britannique.

Anthony GUMBINER - homme d'affaires britannique, président du Groupe Hallman.

Rocco FORTE - hôtelier britannique.

Peter GOLDSTEIN - co-fondateur britannique de Superdrug.

lady Maureen MILLS - entrepreneuse et épouse de Keith MILLS.

Heather MILLS - entrepreneuse britannique et écologiste.

Nigel RUDD - homme d'affaires britannique.

Anthony J. GUMBINER - businessman britannique, directeur de Hallman Group, jetsetter dans les années 1980, il était connu pour son train de vie fastueux à Monte-Carlo, en France. Il est président pour la région de Dallas, au Texas, état avec lequel il a tissé des liens forts, de Hallwood Group Incorporated. Pour cette société, il fut reconnu coupable en 1995 par la Securities and Exchange Commission, le gendarme de la bourse étasunienne, de délit d'initié et condamné à payer 1,7 million \$ de pénalité. Plus récemment, il fut lié à un litige quant à des investissements sur des champs pétroliers par sa société Hallwood Energy qui a demandé en 2009 à se mettre sous le chapitre 11 de la loi de protection contre la faillite. De là, ses sociétés off-shore devinrent inactives à partir de 2011 et ce ne fut pas avant 2015 qu'il sollicita le cabinet panaméen voyou à propos de problèmes juridiques.

Sergei KURZIN - gestionnaire britannico-russe du pétrole et du secteur de l'uranium.

Edward TROUP - président exécutif de la Her Majesty's Revenue and Customs (HMRC), l'administration fiscale britannique, il a joué sur les deux tableaux. Formé à la Oundle school et à l'université d'Oxford, cet ancien avocat d'entreprise, âgé de 61 ans, supervisa justement une enquête officielle sur les révélations des Panama Papers ! Il se livra à un mauvais jeu digne d'un 'braconnier', écrit The Guardian, quand en 2004 il quitta le brillant cabinet d'avocats d'affaire de la Cité de Londres, Simmons & Simmons, pour travailler au Trésor sous la férule du chancelier de l'échiquier, le ministre des

finances, le travailliste Gordon Brown, sur la politique d'imposition des sociétés, puis en entrant en 2012 à la HMRC en tant que commissaire d'assurance de l'impôt, où son rôle était de superviser une large implantation des grandes entreprises, qui, au cours de la période où il officia comprenait Starbucks. Son rôle à la HMRC et son passé dans le privé sembla, à l'éclatement du scandale Panama Papers, pouvoir être de nature à entacher la réputation du service public. Mais le secrétaire au cabinet, sir Jeremy Heywood, prit sa défense en louant sa "*profonde analyse fiscale*". Une certaine Margaret Hodge, élue travailliste, s'était 'clashé' avec lui lors d'un contre-interrogatoire en 2013 pour savoir s'il était apte à poursuivre sa mission. Elle voulait connaître pourquoi il avait osé déclarer, en 1999 dans le Financial Times, que "*la fiscalité légalisait l'extorsion*". Il dirigeait alors une coterie d'avocats d'affaires londoniens opposés aux mesures de Gordon Brown visant à lutter ... contre l'évasion fiscale. Pourtant, Jolyon Maugham QC, un expert en droit fiscal, décrit Troup comme dévoué au bien public, "*très brillant, très sophistiqué et extrêmement agréable*".

David DAVIES - ancien conseiller en chef scientifique au ministère de la défense.

Simon COWELL - entrepreneur, philanthrope, producteur de film, de musique et pour la télévision, plus connu comme juge de la télé-réalité pour Pop Idol, X Factor et Britain's Got Talent sur les antennes britanniques et pour American Idol, X Factor, American's Got Talent. Il est actionnaire de deux sociétés basées aux Îles Vierges britanniques, Southstreet Limited, installée en février 2007, et Eaststreet Limited en octobre 2007, apparemment pour acheter des terres sur l'île de la Barbade. L'intéressé fait répondre que ces sociétés ont été créées par son comptable, puis que Cowell a préféré agir dans la transparence et ne s'en ai jamais servi. Sa valeur est estimée, selon le magazine Fusion, à 459 millions de dollars.

Jurgen WOLFF - nationalité inconnue, sans doute britannique, auteur de neuf ouvrages tous de coaching personnel avec des titres comme *Your Creative Writing Masterclass*, *Creativity Now!* ou *Marketing for entrepreneurs*, mais bien plus connu comme auteur pour la télévision, écrivant plus de 100 épisodes de sitcoms populaires dans les années 1980, inconnus en France. Il passe sa vie entre Londres et la Californie méridionale et son site le dit "*praticien de la NeuroLinguistic Programming et certifié hypnothérapeute*". On frémit qu'il n'ait pas cherché à la manipuler les masses par le neuro-marketing à la télévision ;-) ... Les Panama Papers indiquent qu'il est relié à Barkerwill Foundation, dont on sait presque rien et à Moonjade Capital Incorporated, une entreprise domiciliée au Panama et incorporée en 2008.

Micheline ROQUEBRUNE - artiste-peintre née française, épousa en 1974 Sean CONNERY, acteur britannique qu'on ne présente plus, anobli en 2000 par la reine, retiré du cinéma en 2003 après son dernier film, *La ligue des gentlemen extraordinaires*, même s'il prêta sa voix en 2012. Devenu l'un des principaux contributeurs dans les années 1990 du Scottish National Party, militant pour l'indépendance de l'Écosse, il est connu comme exilé fiscal depuis 1974, d'abord en Espagne, où il sera poursuivi en 2010 pour des opérations immobilières douteuses dans le sud du pays, puis aux Bahamas. Les Panama Papers ne citent que son épouse, actionnaire de la société Blue Cedar Investment Limited, constituée justement ... aux Bahamas.

Heather MILLS - ex-mannequin britannique, femme d'affaire, ambassadrice de l'ONU pour la lutte contre les mines anti-personnel, parce que suite à un accident en 1993 elle sera amputée d'une partie de sa jambe gauche, ex épouse divorcée de l'ex-Beatles Paul McCartney qui a annoncé leur séparation en mai 2006, elle touchera 26 millions de livres sterling. Les Panama Papers la disent actionnaire de la société Water 4 Investment Limited. La compagnie détient une marque déposée pour V Pure, mais e est considérée comme une marque de produit pour la santé. Selon The Guardian l'investissement a échoué et l'entreprise n'a jamais vue le jour. L'intéressée répondit "*Je peux le dire la main sur le coeur, je suis une contribuable droite*". Son porte-parole a ajouté qu'elle avait "*investi un million de livres dans une société qui vise à utiliser les algues [plutôt que de poissons] pour récolter les huiles oméga 3, préservant ainsi l'écosystème marin*". Un bien belle oeuvre qu'on aurait tort de condamner.

Emma WATSON - actrice britannique née en 1990 dans le quartier du Marais à Paris d'un couple d'avocats exerçant en France, mondialement connue depuis qu'elle incarne Hermione Granger, l'un des trois rôles principaux dans la saga filmique

des Harry Potter, entre 1995 et 2011, date du dernier opus. Engagée dans une cause féministe, l'éducation des jeunes filles, elle est nommée en juillet 2014 ambassadrice de bonne volonté de l'ONU Femmes. Quoiqu'elle n'ait que 26 ans, le journal britannique The Spectator annonce le 11 mai qu'il a trouvé son nom dans le moteur de recherche les Panama Papers, ce qu'a démenti aussitôt son service de presse, avant d'affirmer qu'il s'agissait de cacher son nom vis à vis d'une société afin de garantir sa sécurité. Sa fortune est évaluée en 2016 à 40 millions (de livres sterling ?).

Richard OSMAN - présentateur télé britannique.

Andy COLE - ancien footballeur britannique 1989-2008, n'évolua qu'en Grande Bretagne où il sera l'attaquant du Newcastle United de 1993 à 1995, marquant 55 buts en 70 matchs, avant de passer chez son grand rival, le Manchester United, lors d'un transfert qui fut contesté. On le verra terminer au Sunderland où il jouera sept matchs durant la saison 2007-08. Il sera l'une des dernières personnalités britanniques à être cité dans la grande vague initiale de révélations, le 7 avril. Les Panama Papers montrent qu'il s'est servi d'une société, Crewzen Finance Limited, pour acheter en 2009 une maison à Nottingham, selon le Guardian, pour 84 000 livres sterling. Sollicité par la presse, l'intéressé s'est refusé à tout commentaire.

Nicholas 'Nick' Alexander FALDO - joueur de golf professionnel britannique, à présent analyste de golf, un des meilleurs joueurs de son temps, remportant par trois fois le tournoi des Masters et la British Open entre 1988 et 1996. Il fut le seul actionnaire de la société Blenheim Road Limited de 2006 à 2008 et s'est refusé à tout commentaire malgré les sollicitations du consortium international. Il a été anobli chevalier par la reine en 2009.

Nigel COWIE - banquier britannique, employé à Hong Kong par la banque HSBC puis la Hong Kong and Shanghai Banking Corporation, il s'installe en 1995 en Corée du Nord, travaillant à Pyongyang au sein de la Daedong Credit Bank et fit si bien, il parle avec aisance le chinois et le coréen, qu'il en devint le PDG. En 2006 il dirige un consortium, 'acquérant' une participation de 70 % au sein de la banque, après quoi il lui crée une filiale, DCB Finance Limited, dont il partage la 'propriété' avec un fonctionnaire nord-coréen dont le rôle est de permettre à 'sa' banque d'effectuer des transactions financières internationales, afin que l'état nord-coréen puisse vendre des armes et développer son programme de missiles nucléaires et balistiques, contournant ainsi l'embargo international. Il enregistra une autre société, Phoenix Commercial Ventures Limited, en joint-venture avec le ministère de la culture nord-coréen, officiellement destinée à la fabrication de CD et de DVD, grâce à l'aide du cabinet panaméen voyou. Suite à une lettre de l'agence d'investigation financière des Îles Vierges l'avertissant des liens entre DCB Finance et la Corée du Nord, Mossack Fonseca cessa en 2010 d'en être l'agent. En juin 2013 les États-Unis ont imposé des sanctions à l'encontre de Daedong Credit Bank et DCB Finance. En témoigne un échange de courriers acrimonieux entre le cabinet panaméen et sa filiale des Îles Vierges, ce dernier pointant l'incompétence de la maison-mère sur le dossier Cowie ! L'intéressé a répondu pour sa défense qu'il avait quitté en 2011 la banque coréenne pour se concentrer sur d'autres affaires dans lesquelles il était engagé.

Soulieman MAROUF - homme d'affaires britannique d'origine syrienne, résident à St John's Wood à Londres, ami du président syrien Bachar al-Assad, qui vécut longtemps en Grande Bretagne avant de recevoir le pouvoir, il est appelé son 'London fixer'. Marouf a vu ses actifs gelés en octobre 2012 avec interdiction de voyager dans l'Union Européenne, étant le 1er citoyen britannique à être soumis aux sanctions de l'UE. Elles ont été levées en mai 2014. Les Panama Papers ont révélé que par l'intermédiaire de plusieurs sociétés off-shore il détient au moins six appartements, dont plusieurs luxueux, à Londres, évalués au total à 6 millions £.

Riad G. - britannique, étudia à Londres et se rendit en Libye plusieurs fois. Il est apparu à la tête de nombreuses sociétés fictives, auparavant attribuées par les enquêteurs libyens, à la recherche de l'argent détourné par le régime Kadhafi, au clan du libyen Ali Dabaiba, ancien directeur de l'ODAC, organisme de financement des marchés publics de Libye. Ses liens avec Dabaiba sont parfaitement assumés sur page Facebook, consultée en avril 2016 par le quotidien Süddeutsche Zeitung. Les Panama Papers montrent que Riad G. disposa apparemment, mais pour un temps, de la moitié des parts dans un hôtel des Highlands, en Écosse. Dans la société sous-jacente pourrait avoir été caché de l'argent libyen a été caché. La société derrière

l'hôtel de luxe est géré selon le Registre du Commerce britannique par deux hommes qui ont tout deux inscrits en 2008, bien avant la guerre civile libyenne, plusieurs millions de dollars de contrats avec l'ODAC. Les autorités britanniques ont confirmé qu'elles mènent l'enquête.

N... - britannique résidant en Allemagne, au service de saoudiens amis du clan Kadhafi. Au début avril 2011, dans un contexte difficile et dangereux, il accepte de remplacer un saoudien à la tête de Vision Oil Services Limited, une société off-shore domiciliée aux Îles Vierges britanniques servant de paravant à un fond souverain libyen chargé officiellement d'investir en Afrique. L'intéressé répondra au *Süddeutsche Zeitung* ne rien savoir des opérations de la société puisqu'il n'en est qu'un directeur fictif et n'être qu'un obligé des saoudiens qui l'emploient. Pour des raisons de sécurité, son nom n'a pas été révélé.

Le butin caché de la *Brink's Matt robbery* - le 26 novembre 1983 avait été dérobé à l'Heathrow International Trading Estate par un gang trans-européen pour un montant record de 26 millions de livres sterling de l'époque, environ 79 millions en valeur actuelle, comprenant du *cash*, des diamants, 10 lingots de tungstène et plus de 3,5 tonnes d'or ! La plupart des auteurs de ce grand cambriolage ont été arrêtés mais le larcin n'est récupéré qu'en partie, l'or étant porté manquant. Après une longue enquête on mis la main en 1997 sur à peu près la moitié du métal précieux porté manquant. Ce qui est passionnant c'est que les Panama Papers nous disent ce que le reste est devenu ! Plus de 10 millions de livres sterling ont été blanchis suite à la vente de l'or grâce au cabinet panaméen voyou, d'abord à son insu puis avec sa complicité par la société panaméenne Feberion Incorporated, mise en place pour un client anonyme douze mois après le vol. L'argent a été transféré sur des sociétés-écran au moyen d'actions au porteur, garantissant le secret de son identité, avec le concours de banques en Suisse, au Liechtenstein, à Jersey et l'île de Man. Deux administrateurs de l'île de Sark, dans les anglo-normandes, ont été nommés à la tête de Feberion parce qu'ils étaient à Jersey des spécialistes des opérations off-shore. Dès la fin de 1986 la police avait perquisitionné les locaux de Feberion, société au sein de laquelle le marchand de biens Gordon PARRY a blanchi l'argent provenant de ce casse. Les avocats de la *Brink's Matt* ne purent en prendre le contrôle qu'en 1995.

Groupe HSBC - banque internationale britannique, son nom complet soit Hong Kong & Shanghai Banking Corporation. L'ironie est qu'elle fut fondée à Hong Kong en 1865 par l'écossais Thomas Sutherland pour financer le commerce avec l'Asie et à l'origine, le trafic d'opium, une drogue produite en Inde et que les britanniques introduisirent en Chine par la force, militairement, provoquant des dégâts humains et sociaux considérables ! Présente vers 2009 au plus tard dans 84 pays et territoires, euphémisme pour 'paradis' fiscaux. HSBC est en particulier compromise par les Panama Papers et sa duplicité est écrite noir sur blanc dans un courriel envoyé par un employé du cabinet panaméen voyou en février 2006 à ses clients : trois de ses établissements, à l'île de Man, en Grande Bretagne, à Hong Kong et à Panama sont recommandés comme acceptant les comptes off-shore anonymés. Stuart THOMSON GULLIVER, chef exécutif britannique de HSBC britannique est particulièrement désigné.

Terminons avec une mystérieuse société off-shore, Juniper Equities Trading, mise en place en juillet 2004 aux Îles Vierges britanniques et qui prêta en décembre suivant 250 000 livres sterling au Parti conservateur. Quand le scandale *cash-for-honors* a éclaté en 2005, la loi électorale a été modifiée pour obliger tout les hommes d'affaires à déclarer les dons qu'ils feraient aux partis politiques. En 2013 la société Juniper est transférée en Suisse. Un e-mail du cabinet panaméen voyou précise que cette société fut créée "*pour faire des Prêts à des entités proposées et choisies par l'actionnaire de la société*". Après neuf ans à lui emprunter, le Parti conservateur a remboursé toutes les sommes dues en mai 2014, sans jamais révéler l'identité de son propriétaire. Pour l'ironie, notons que le magazine *Fortune* écrit ironiquement que le journal THE GUARDIAN, un de ceux qui ont travaillé sur les Panama Papers, est bien connu pour utiliser lui-même des sociétés off-shore aux fins d'optimisation fiscale !

Pays-Bas

Toine MANDERS - président du Parti Libertarien jusqu'à la mi-2015. Manders était, selon le quotidien Trouw, chef du Haags Juristen College (HJC), comprenant des avocats du genre du cabinet panaméen voyou et qui donc aida des néerlandais à esquiver l'impôt !

Jos VAN DER VORM - néerlandais, d'une famille d'entrepreneurs, membre de la chambre fiscale de la Haute Cour de 1979 à 1986, les Panama Papers prouvent qu'il utilisa une construction compliquée, des fiducies basée aux Bermudes et des sociétés aux Îles Vierges britanniques, pour garder ses actifs cachés et que sa famille en profita.

John BREDENKAMP - entrepreneur néerlandais, détail piquant, son nom est sur une liste de sanctions des États-Unis pour raison de commerce illégal d'armes avec le Zimbabwe.

Rattan CHADHA - homme d'affaires et entrepreneur néerlandais né indien en 1949, d'une famille dans l'acier, s'installe aux Pays Bas en 1971, fondateur et ancien PDG de Mexx, entreprise de confection lancée en 1986 et plus récemment directeur de la chaîne d'hôtel CitizenM qu'il a fondé en 2007. Il possède un yacht de 50 mètres, livré en 2013 par les chantiers de Heesen Yards et qu'il a baptisé Crazy Me, qui pourrait se rendre par 'Ma folie'. Les Panama Papers le montrent directeur d'une société basée aux Bahamas.

Bert MEERSTADT - homme d'affaires néerlandais, PDG de Baarsma Wine Group depuis avril 2015, grand distributeur de vin sur l'Europe au chiffre d'affaire de 300 millions d'euros, ancien président du conseil d'administration de la direction et chef de la direction de la Nederlandse Spoorwegen (NS), les chemins de fer néerlandais, de janvier 2009 à octobre 2013, quittant la société au moment où elle est en pleine débâcle, administrateur d'ABN-AMRO cité 2001, banque commerciale et d'investissement néerlandaise, rachetée en octobre 2007 par un consortium composé de Fortis, RBS et Santander. Il est titulaire d'une maîtrise en génie architectural à l'Université de Technologie de Delft en 1986 et d'un MBA de l'INSEAD en 1988. Dès que son nom est apparu, Meerstadt a démissionné du conseil de surveillance de Lucas Bols le 8 avril, ainsi que de celui de ABN Amro, dont le président, Rik van Slingeland, se fend d'un communiqué aux allures d'épithète "*Nous exprimons notre gratitude pour sa contribution*". Dans les Panama Papers, Meerstadt est mentionné en mars 2001 comme actionnaire de Morclan Corporation, une BVI, acronyme anglais pour British Virgin Islands, soit 'société immatriculée aux Îles Vierges britanniques'. Elle fut créée deux semaines avant par le cabinet panaméen voyou pour gérer des investissements, actions et obligations. Cela compromet ABN.

Robert R. - néerlandais, auteur d'une des plus grandes faillite frauduleuse au Pays-Bas.

Bernard STUIVINGA - néerlandais, président du conseil de surveillance et de négociation d'ACOMO, groupe de sociétés, coté en bourse, vendant et distribuant des produits de l'agriculture naturelle, ancien associé du cabinet d'avocats Greenberg Traurig, firme internationale de juristes fondé à Miami, Floride en 1967.

Bram VAN DER KOLK - programmeur néerlandais qui a travaillé en Nouvelle-Zélande avec le célèbre Kim Dotcom, de la société de téléchargements Megaupload. Van der Kolk craint que la Nouvelle-Zélande l'extrade vers les États-Unis pour violation du droit d'auteur.

Clarence SEEDORF - ancien footballeur néerlandais 1992-2014, débute à l'Ajax d'Amsterdam, il ira au Real Sociedad à Madrid 1996-1999, à l'Inter de Milan. Les Panama Papers révèlent des opérations douteuses autour de Seedorf Racing, une équipe de sport automobile qu'il a monté en 2003. Elle conclut avec Building Limited, une société qui basée juste avant aux Îles Vierges britanniques, un contrat de sponsoring et d'image pour 640 000 €, mentionnant dans le contrat une chaîne de bijoux italienne, Morellato, commanditaire ultime. Mais le contrat est vendu à la société néerlandaise GP Sport Investments & Hospitality (GPSIH), Morellato finissant par payer GPSIH pour construction d'image en donnant 3 millions €, alors que Seedorf Racing était extimée à plus de cinq fois moins peu auparavant !

Sander WESTERVELD - ancien goal néerlandais 1994-2013, évolua à Liverpool, au Real Sociedad de Madrid 2001-2005, enfin termina à l'Ajax de Cape Town, en Afrique du Sud.

Les premiers noms sont publiés dans le quotidien Financieele Dagblad. Ce sont plusieurs centaines de ressortissants néerlandais et pas seulement des célébrités mais beaucoup de moyennes et petites entreprises, et des particuliers. 200 sociétés off-shore où sont impliqués des néerlandais ont utilisé les conseils de Mossack Fonseca. Elles sont principalement situés au Panama et les Îles Vierges britanniques, mais aussi aux Seychelles, à Samoa et aux Bahamas. La justice étasunienne "*soupçonne que les Pays-Bas ont été la cheville ouvrière de paiements illégaux et de pots de vin à des hommes influent de la FIFA*", selon le journal néerlandais Welingerlichte Kringen. Les autorités assurent qu'elles vont enquêter, que leur pays n'est pas, c'est vrai, et ne saurait passer pour un 'paradis' fiscal. Le journal autrichien Der Standard indique le 10 mai que la justice fiscale néerlandaise a entamé des recherches contre 250 personnes ou entreprise. La fondation de recherche multinationale Somo estime les autorités fiscales néerlandaises ont perdues 15 millions € entre 2005 et 2014 en raison de l'évasion fiscale par les entreprises. Ceci est l'équivalent de 200 € par travailleur et par an, selon le syndicat FNV.

Belgique

N... - homme politique belge, selon Le Soir du 4 avril et dont le nom n'a pas été révélé.

Patokh CHODIEV - milliardaire ouzbek, de nationalité belge mais résidant à Londres. Il étudia le droit international et le japonais à Moscou, appartient au groupe des trois oligarques d'Asie Centrale ex-soviétique ayant fait fortune en vendant minerais, gaz, pétrole et en exerçant une activité bancaire au Kazakhstan, voyez ce pays. Cet homme d'affaires est déjà connu pour avoir échappé en 2012 à de la prison ferme en Belgique pour corruption, ce grâce à une enveloppe occulte de 9 millions d'euros. Une enquête en cours, indépendante des Panama Papers où Patokh Choviev apparaît, est menée en France par les juges Roger Le Loire et Guillaume Daleff. Elle établit que ce montant fut reversé en rétrocommissions à des intermédiaires, des sénateurs français et belges. Cet argent provient, comme 9 autres millions dissimulés à Singapour, de pots-de-vin versés lors d'un contrat commercial franco-kazakh initié lors de la visite d'état de Nicolas Sarkozy chez son homologue Noursoultan Nazarbaïev. La seconde somme fut donnée en 2011 par Astrium, ancien nom de la filiale satellite d'Airbus.

vicomtesse Amicie DE SPOELBERCHT (+2008) et ses deux fils adoptifs - les Spoelbercht sont un des trois grands actionnaires familiaux du géant brassicole AB InBev et une des familles les plus riches de Belgique, propriétaires du groupe brassicole Interbrew. La vicomtesse est une des ayant-droits de l'héritage, avec ses deux enfants. À propos de cette dynastie de la bière, leLe Soir annonce le 4 avril la couleur : "*Un conflit sordide où se mêlent trahison et cupidité, paradis fiscaux et sociétés-écrans, oppose les héritiers du groupe brassicole Interbrew*". Au départ, il y a une avocate, Farida CHORFI, spécialisée dans la gestion de patrimoine, chargée de la gestion des 8 179 600 actions au porteur de la société InBev possédée anonymement par Amicie De Spoelbercht dans les coffres d'une banque luxembourgeoise. Mais les choses tournent au vinaigre en 2005 quand un avocat du grand duché reçoit la vicomtesse et sa conseillère. Celui-ci lui apprenant que son avocate tente de se faire désigner comme sa légataire universelle. Estomaquée, elle refuse de signer et une plainte pour captation d'héritage sera déposée. Elle mourra dans l'intervalle. Fin 2015 Farida Chorfi est condamnée à 30 mois de prison avec 15 mois de sursis au Luxembourg et radiée du barreau. Elle est en revanche acquittée du soupçon d'avoir fait main basse sur 915 000 actions au porteur d'Amicie. Un procès en appel de cette dernière décision se tiendra en été 2016. Ce que les Panama Papers révèlent c'est que Farida Chorfi et les deux fils adoptifs d'Amicie De Spoelbercht étaient liés par quatre sociétés off-shore, montées par le cabinet panaméen voyou. Celle des frères De Spoelbercht fut dissoute en 2015 et semble n'avoir jamais servie.

Willy VERDONCK (1931-2011) - ancien concessionnaire des casinos d'Ostende, Spa et Chaudfontaine, ancien opérateur du Thermae Palace Hotel d'Ostende, d'une fiche famille propriétaire des filiales de la CLEMACO, fournisseur et sous-traitant de l'armée belge. Les Panama Papers ne relèvent rien de 'patriotiques' mais au contraire une forte propension à

tromper le fisc ! Clemaco Contracting CA assure la maintenance et Clemaco Trading fournit du matériel, mais leur société-mère, Nasuco SARL, est enregistrée auprès de la Banque Nationale comme une société luxembourgeoise. Une 3ème société ostendaise, de conseil, Targets SA, gérée en parallèle, renvoie vers la Mercurius Finance SA, aussi au Luxembourg. Derrière elles apparaissent Frank, Vim et Peter VERDONCK, auquel s'ajoute leur frère Jan pour Target SA. Ce sont les quatre fils de Willy Werdonck. Ce dernier a regroupé le patrimoine familial dès 2008 dans une fondation de droit panaméen, The Horizon Saturnus Foundation. Son épouse Maria MALDEGHEM, une fois veuve en août 2011, est devenue la bénéficiaire de substitution, ses fils étant les bénéficiaires finaux. Cette fondation héberge entre autres Quintail Incorporated, une seconde fondation panaméenne qui chapeaute l'entièreté de l'actionariat de Mercurius Finance SA, elle-même détentrice de la totalité de Nasuco SA.

Lievens et Marc SENTENS et leurs familles - entrepreneurs belges actifs dans le textile, détenteurs du groupe flamand Sentens, un des plus importants fournisseurs de tissus-éponge et de linge de maison en Europe, avaient été déjà poursuivis entre 2008 et 2015 pour fraude fiscale par la justice belge, avant d'y mettre fin en payant une forte amende de 4,5 millions d'euros. Les Panama Papers révèlent trois entités off-shore au Panama et aux Îles Vierges.

Dimitrios KESTEKOGLOU - patron de la chocolaterie belge Leonidas, par un intermédiaire luxembourgeois, a débuté en juillet 2006 une coopération avec le cabinet panaméen voyou, créant successivement, grâce à celui-ci, trois sociétés off-shore, Dometrans en 2006, Uniprof en avril 2007 et Nouera en novembre 2008, selon Le Soir du 12 avril.

Fabien DEBECQ - entrepreneur et homme d'affaires belge, président et actionnaire à 95 % du club de football Sporting Charleroi depuis début septembre 2012, autodidacte, très discret, cet ancien champion de body building s'est lancé dans les affaires en 1993 en créant QNT, une entreprise de complément alimentaire, associé à une société étasunienne. S'étendant rapidement au Bénélux (Belgique, Pays Bas et Luxembourg) puis à l'Europe et enfin sur les cinq continents. Elle comprend aussi à présent la nutrition sportive et les produits dits 'minceur' et 'bien-être'. Selon les Panama Papers, il aura dissimulé deux comptes bancaires, ouverts au Luxembourg, derrière trois sociétés off-shore, la première créée en 2003 aux Îles Vierges britanniques et inactive depuis 2010, la seconde en 2007 aux Seychelles, dissoute en 2014, ne restant en lice qu'un trust, au profit de ses deux enfants, hébergé depuis 2004 aux Îles Vierges britanniques. Du rôle exact de ces sociétés, on n'est pas sûr et selon l'intéressé, soucieux de conserver les sponsors, elles ne concernent en rien le Sporting. Il est vrai de ce côté là qu'il n'a pas à ajouter de sa poche vu que le club est bénéficiaire.

La famille BRACKX - propriétaire de l'Hôtel Belroy à Benidorm, très populaire auprès des belges, dont les Panama Papers nous apprennent qu'en fait, il fut 'détenu' durant quinze ans par deux sociétés off-shore, Siegel International Incorporated domiciliée au Panama et Lumineous Holding NV basée à Curaçao, ancienne île des Antilles néerlandaises. Selon un ancien 'réviseur d'entreprise', un intitulé professionnel propre à la Belgique, ces deux sociétés sont récemment passées luxembourgeoises et "*ont été régularisées sur l'aspect fiscal*". Cette famille est par ailleurs actionnaire de Jet Air, compagnie d'aviation belge.

Didier BELLENS (1955-2016) - homme d'affaires belge, administrateur délégué de Belgacom 2003-2013, révoqué en septembre 2013 par le conseil des ministres représentant l'état belge, principal actionnaire de Belgacom. En 2011 il fit scandale pour avoir touché un salaire (annuel) de 2,6 millions d'euros, bonus compris. Il meurt naturellement le 28 février. "*Il s'est retrouvé directeur de deux fonds d'investissement au sein desquelles (sic) figuraient également des financiers de haut vol, dont deux pas trop fréquentables*" écrit Le Soir du 7 avril. Un fax par une fiduciaire de Gibraltar envoyé en août 2007 au cabinet panaméen voyou confirme qu'il est directeur depuis quelques semaines de deux sociétés, Calpe Investment et Calpe Management, toutes deux domiciliées aux Îles Vierges britanniques.

Éric SWENDEN - homme d'affaires belge, les Panama Papers révèlent qu'il siège au conseil d'administration d'Uteron Pharma où il investira du capital en 2011. Selon La Libre Belgique cette société elle-même faisant partie de la société liégeoise Mithra Pharmaceuticals, "*spécialisée dans la contraception et l'hygiène féminine. Un des projets phare d'Uteron*

était la pilule contraceptive Estelle", mais en 2013 la vente d'Uteron aux étasuniens Watson puis Actavis, pour l'euro symbolique, firent revenir le projet à Mithra.

Michael GRAHAMMER - belge (?), président de l'Hypo Landesbank Vorarlberg depuis 2012, banque publique autrichienne, après les révélations des Panama Papers sur ses pratiques off-shore, il a subitement démissionné de son poste le 6 avril au soir, invoquant la pression médiatique. Néanmoins, il nie avoir commis la moindre irrégularité durant son mandat.

Léon-François DEFERM - belge, déjà impliqué dans le dossier Intradel, les Panama Papers révèlent qu'en 2010 il a créé une société off-shore domiciliée aux Îles Vierges britanniques qui vira 160 000 euros sur son compte, somme qui ensuite fut transférée à des proches.

Stéphane BLEUS dit 'le Madoff belge' - escroc d'affaires, déjà connu pour avoir monté une pyramide de Ponzi ayant volatilisé une trentaine de millions d'euros, les Panama Papers ajoutent le montage en 2009 d'une société off-shore au Panama grâce au cabinet panaméen voyou et par l'intermédiaire de la banque Pasch Trust and Limited. Auparavant le journal belge L'Echo avait révélé en 2014 que l'intéressé avait créé deux sociétés luxembourgeoises en 2012 qui étaient domiciliées à Panama. Inculpé d'escroquerie en 2009 par la justice belge pour escroquerie, blanchiment d'argent et exercice illégal de la profession d'intermédiaire financier, il a donc constitué la même année la société off-shore Protheus Associates, mise en sommeil en janvier 2012. Actuellement en liberté conditionnelle dans l'attente de son procès.

Franco DRAGONE - metteur en scène belge et italien, directeur artistique du Dragone, travailla avec le Cirque du Soleil et pour Céline Dion, par ses montages offshore via la société Lina International, immatriculée aux îles Vierges britanniques, il rémunéra certains prestataires de services du spectacle The House of Dancing Water à Macao, en Chine.

Le groupe DEXIA - grande banque siégeant à Bruxelles, née en octobre 1996 de la fusion du Crédit communal de Belgique (1860) et du Crédit local de France (1987), devenue célèbre après le krach boursier de 2008 pour n'avoir pu suer la dose de toxicité de certains de ses produits, elle s'est depuis restructurée et recentrée vers sa mission d'origine, après avoir coûté 6,6 milliards € au contribuable français. Néanmoins, elle est à nouveau sur la sellette pour avoir facilité la fraude fiscale en Belgique par sa filiale luxembourgeoise, la Banque Internationale à Luxembourg (BIL), dont elle ne s'est séparée qu'en ... 2011 pour la revendre à un fond qatari. C'est une filiale de la BIL qui est plus encore en cause, Experta Corporate & Trust Management, un cabinet de conseil fiscal aussi domicilié dans le grand duché. Possédé par Dexia de 1996 à 2011, il s'avère que ce dernier était le plus gros client mondial du cabinet panaméen voyou ! Ce cabinet a commandé en effet pas moins de 1659 sociétés off-shore à Mosseck Fonseca. Les Panama Papers attestent que le conseil d'administration de Dexia était parfaitement au courant des pratiques de la BIL, ce qui met donc en cause ceux qui furent dans le conseil d'administration de la banque, à savoir : Jean-Luc DEHAENE (1940-2014) ancien 1er ministre de Belgique 1992-1999, du Parti chrétien-démocrate flamand (CD&V) - Stefaan DECRAENE banquier entré à Dexia en 2001, puis à son comité directeur en janvier 2006 et enfin son directeur général de 2008 à 2011 - docteur Jacques ROGGE, chirurgien orthopédiste belge, anobli chevalier par le roi Albert II en 2002, président du Comité national olympique (CIO) du 16 juillet 2001 à 2013, ex-joueur de rugby à XV, skipper émérite, ayant concouru pour la Belgique aux épreuves de *finn* aux jeux olympiques de Mexico (1968), Munich (1972) et Montréal (1976), entré au comité international olympique en 1991, à l'Agence mondiale antidopage en 1999, co-opté administrateur de Dexia BIL par son conseil d'administration en mars 2002 - baron François NARMON (1934-2013) homme d'affaire, dernier directeur du Crédit communal de Belgique - Axel MILLER, businessman belge, entré au conseil d'administration en janvier 2002, puis directeur général de janvier 2003 à octobre 2008, quand il est poussé vers la sortie après que la Cour des comptes française se soit opposée au montant de sa retraite-chapeau, 3,6 millions €, réduite finalement à 825 000 €.

Au total, 732 belges ou étrangers résidents en Belgique sont impliqués. Le Soir qui note que "*Sans surprise, leur plus forte concentration se produit dans le district d'Anvers, les communes d'Uccle, d'Ixelles et Bruxelles-centre, Woluwe-St-Pierre, St-Gilles, Waterloo, Knokke, Etterbeek, Ostende, Rhode-Saint-Genèse, Lasne ou encore Auderghem*".

Luxembourg

Marc AMBROISIEN - banquier luxembourgeois, ex CEO de la banque Rothschild Europe, remplacé depuis septembre 2015, selon le Luxemburger Wort. Dans sa filiale luxembourgeoise son établissement à monté plus de 200 société off-shore dont celle du riche émirati Khadem al-Qubaisi, sans se poser de question sur l'origine de ses fonds. Un enregistrement révélé par Cash Investigation prouve qu'il accepta son argent tout en sachant que d'autres banques concurrentes auraient été beaucoup plus scrupuleuses et auraient refusé.

Véronique DE MEESTER - avocate luxembourgeoise, possède une procuration dans les sociétés off-shore Farman Incorporated, immatriculée au Panama et Deliboz, créée en mars 2006 et remontant toutes deux à deux complices du clan Guérini, auteur de marchés truqués centrés sur la ville de Marseille. Par ailleurs son cabinet a créé cinq sociétés off-shore ayant servi au principal entrepreneur complice des Guérini.

Simone RETTER - avocate d'affaire, membre du conseil de la BCL.

La société BIL abréviation de Banque Internationale à Luxembourg - filiale du groupe DEXIA de 1996 à 2011, elle avait été pointée du doigt dès 2009 par l'Inspection spéciale des impôts (ISI), le fisc belge, comme logeant parfois des comptes d'évadés fiscaux. En juin 2009 l'inspecteur régional de l'ISI à Gand signale à qui de droit le cas d'un contribuable dissimulant son compte à la BIL derrière une société panaméenne, mais rien ne se passe. Les journaux Le Soir et De Tijd, avec Mo* and Knack, membres du consortium international étudiant les Panama Papers ont produit une véritable avalanche de fraudeurs ! L'on découvre que Experta, filiale de la BIL, a créée 1659 sociétés off-shore et les preuves que DEXIA savait.

Allemagne

Joachim ZU BALDERNACH - milliardaire allemand, semble "*miné par cette mésaventure*" écrit avec ironie le Süddeutsche Zeitung. "*Il y a quelques années, il cherchait, comme en témoignent les documents des Panama Papers, désespérément à partager sa société boîte-aux-lettres*" où son nom, dissimulé par des actions au porteur, cachait qu'il en était propriétaire.

Anton POLHMANN - entrepreneur allemand né en 1939, formation de boulanger à Neuenkirchen-Vörden, district de Vechta, où il fonde son entreprise en 1968, devenant un temps le plus grand fournisseur d'oeufs en Europe, occupa plusieurs postes en Allemagne jusqu'à sa radiation en 1996. Le "baron du poulet" est condamné le 1er février 1996 par le tribunal régional d'Oldenburg à deux ans de prison et 3 100 000 deutchmarks d'amende pour cruauté envers les animaux et viol de la réglementation sanitaire, le magazine télévision Panorama ayant révélé que pour lutter contre les parasites dans ses cages il utilisa ... de la nicotine ! Un millions de poulets moururent, les oeufs furent contaminés et un de ses employé fut grièvement blessé. Ne pouvant plus produire en Allemagne, il le fit encore jusqu'en 2003 aux États Unis avec Buckeye Egg, avant de tomber pour fausses déclarations sur les mauvais oeuf, mort des poissons dans la rivière où il déversait le fumier des poulets, élimination illégale des carcasses de poulets, contamination de la nappe phréatique avec des vaccins et conditions de travail dangereuses pour ses salariés ! Il essaiera en 2004 d'approvisionner le marché allemand avec des oeufs de République Tchèque et de Hongrie. Dès 1984 un documentaire dénonça ses pratiques, mais sa proximité avec la CDU, le parti conservateur, lui valu une protection politique, renforcée autour de 1986 par la pratique de la corruption. Son fils Stephan POLHMANN, qui prit la suite et détient un véritable empire à la tête de Bayern-Ei GmbH & Co. KG fait encore pire, provoquant une épidémie de salmonellose en 2014 dans cinq pays d'Europe, contaminant des centaines de personnes et faisant deux morts. Le procureur de Regensburg l'a placé mi 2015 en détention provisoire dans l'attente de son procès. Le père est mentionné dans les Panama Papers et nous rappellent que justement, une enquête pour fraude fiscale est en cours contre lui. Le fait d'avoir utilisé une adresse en Allemagne pour correspondre avec le cabinet panaméen voyou est maladroit. Il usa d'une fondation basée au Panama pour rembourser un prêt de plusieurs millions.

Florian HOMM - investisseur allemand controversé et spéculateur, condamné à des millions d'euros d'amende pour fraudes, apparaît comme de bien entendu dans les Panama Papers.

Helmut KIENER - homme d'affaires allemand jugé "*douteux*" par le Süddeutsche Zeitung, est mentionné avec plusieurs autres de son espèce par les archives du cabinet panaméen voyou.

Hans-Joachim KOHLENDORF - allemand, ancien directeur de Siemens, âgé de 57 ans, il était pratiquement inconnu avant les révélations des Panama Papers, il appert être un personnage plus important que ne le laissa supposer les auditions de la justice dans 'l'affaire des caisses noires' du groupe allemand Siemens, le plus grand scandale de corruption que l'économie allemande ait jamais connue, car nous découvrons qu'en novembre 2013 fut transféré 480 millions de dollars, et en or, sur un compte de Kohlendorf aux Bahamas, dirigé par la banque française Société Générale ! Il a travaillé longtemps pour cette société, avec des fonctions importantes dans ses filiales en Amérique Latine où il fut un de ses gestionnaires principaux, dirigeant dès 1997 des magasins dans la région andine et de 2003 à 2009 au Mexique. Des années d'enquête avaient établies que durant des décennies, des centaines de gestionnaires de Siemens avaient un réseau mondial de comptes secrets et que les sociétés exploitées ont soudoyé des fonctionnaires, des politiciens ou des partenaires commerciaux et que plusieurs milliards d'euros des pots de vin ont été payés ! Interrogé par le procureur de Munich, il a bien reconnu l'existence de caisses noires en Amérique Latine, mais aucun juge n'a pu prouver qu'il avait soudoyé directement des gens. Mieux, il s'est montré apparemment très collaboratif, contribuant à l'enquête, convainquant la justice qu'il avait agi "*exclusivement dans l'intérêt mal compris de l'entreprise*". Il parla de 100 millions de dollars d'argent noir qui aurait fait en 2008 un "retour complet" à Siemens. Ainsi, présenté en 2012 devant le procureur de Munich, Kohlendorf avait simplement payé une amende de 40 000 €. Or les Panama Papers font soupçonner qu'il n'en fut pas ainsi et qu'il ait pu se servir et ne pas avoir remboursé la totalité à Siemens. Le cabinet panaméen voyou s'est révélé être un partenaire important pour Siemens, en supervisant plusieurs sociétés fictives. Pour ce dernier, Kohlendorf et d'autres gestionnaires de Siemens étaient considérés comme des clients spéciaux, des "*personnes avec beaucoup d'argent*", selon une note interne du greffe du cabinet, devant être traités avec la plus "*stricte confidentialité*". Ainsi, le nom de Kohlendorf est presque toujours abrégé dans les documents "*Señor K.*". Même anonymat avec les comptes e-mail, avec des noms de code tels que "*Azkaban*", signifiant assistant de prison ... dans le monde de Harry Potter ! Parfois, les administrateurs des sociétés de façade et leurs clients ont été négligents ...

Werner MAUSS alias Claus MÖLLNER - homme d'affaires et agent allemand dans la lutte anti-criminelle, petit homme décharné faisant encore, à 76 ans, ses 50 flexions par jour, il débuta comme détective privé pour des entreprises allemandes, depuis 1965 oeuvre avec le bureau fédéral de la police, Bundeskriminalamt (BKA) et les services secrets, Bundesnachrichtendienst (BND) comme agent de renseignement. Dans les années 1960-70 ses 'chasses à l'homme' concernèrent, entre autres, le Hezbollah et le groupe Fraction Armée Rouge (RAF) ainsi que des bijoutiers fraudeurs et les voleurs d'art. Il opéra en Amérique du Sud au milieu des années 1980, spécialement en Colombie pour l'entreprise Mannesmann AG désireuse de protéger la construction d'un pipeline transportant du pétrole et de délivrer quatre de ses cadres aux mains des guérilleros marxistes de l'ELN. Il est arrêté en 1997 par les autorités de ce pays alors qu'il allait le quitter porteur d'un passeport falsifié et accusé de 'complot' en faveur de l'ELN. Les Panama Papers révèlent qu'il a créé depuis les années 1990, au fil des ans, un réseau de 12 sociétés fictives grâce au cabinet panaméen voyou, certaines lui appartenant, détenant comptes, terrains ou maisons, mais jamais sous son vrai nom mais celui de l'espion Claus Möllner. L'intéressé répondit à la presse que c'est là "*affaires privées*" et qu'il est "*non autorisé*" pour en parler. En voici quelques une. Il est propriétaire de Nolilane, basée à Panama, qui détient une propriété dans le sud-ouest de l'Allemagne, un immeuble résidentiel avec manège et petit aérodrome. Transacta Valores, aussi enregistrée au Panama, possède deux appartements à Francfort, dont un est utilisé pour y parler en toute sûreté avec des personnes, des *safe house* dirait-on dans un film d'espionnage. Boreal Management, créée en 1992, est dotée d'un compte à la banque UBS à Hambourg, des entreprises 'boîtes aux lettres' avec Ressources Baird, Capriccio, Bradler international, Nerbal Enterprises et Zabo, achetée en lot, prétendument jamais utilisées alors que l'une d'elle a duré vingt ans et que l'ensemble lui revenait à 1000 \$ de frais annuel, et qui toutes fermées depuis 2013. Pour les maintenir toutes Mauss déboursa 23 725 € en tout en 2011. Anysberg international est créée en 2014, Claus Möllner, un vrai-faux passeport à cette identité lui a été délivré en mai 2014, en est

seul actionnaire et propriétaire pour un million de dollars, bien que l'intéressé nie en avoir fait parti, selon un protocole du 10 décembre 2014. Il a utilisée l'adresse de la *safe house* de Francfort. Il prétend n'avoir plus travaillé pour les services allemands depuis 2000, difficile à croire.

Nico ROSBERG - allemand et finlandais, né en Allemagne de l'ancien champion du monde finlandais de Formule 1 Keke Rosberg, a grandi à Monaco et court sous licence allemande, champion du monde de Formule 1, il est cité par les Panama Papers dans son contrat avec l'écurie du constructeur Mercedes-Benz, qui a remporté cette année deux fois le grand prix de Formule 1, contrat conclu par la société Ambitious Group Limited, domiciliée aux Îles Vierges et appartenant à deux entreprises dont le siège est à Jersey.

Corinna ZU SAYN-WITTEGENSTEIN - femme d'affaires et médiatrice de nationalité allemande, née d'un père hongro-danois et d'une mère allemande, mais domiciliée fiscalement à Monaco. Son 2ème ex-époux fut un prince de la noblesse allemande, ce qui lui permet d'usurper le titre de 'princesse' dans les salons de la jet-set germanique. Elle apparaît comme une intermédiaire de haut vol, voire un intrigante, un terme un peu vieilli aujourd'hui, dans les négociations entre l'Algérie et l'Espagne, au cours des années 2000, pour des livraisons de gaz. Un article dans Le Matin d'Algérie de Djilali Hadjadj, porte-parole de l'Association Algérienne de lutte contre la corruption, retrace son parcours. Alors que les négociations connaissaient de nombreux accroc, elle serait intervenue et, comme par enchantement, tout se serait débloquent ! Elle s'en attribue en tout cas le mérite dans une interview de 2012, alors qu'elle se met en retrait, au grand quotidien El Mundo "*J'ai mené plusieurs missions délicates pour l'Espagne*". Un juge espagnol, Castro, a tenté alors d'en savoir plus sur ces missions. Le journal français Libération dévoile en juin 2013 qu'elle accompagna le roi Juan Carlos en visite officielle en Algérie, du 13 au 15 mars 2007, avec une smala devenue obligée d'entrepreneurs ibériques, ayant même la primeur d'une escapade royale privée où le ministre algérien de l'énergie serait de la partie ! C'est en 2004 en Allemagne qu'elle rencontra le souverain pour la 1ère fois. C'est de là que commence l'acmé de ses affaires. En 2005 elle crée la société Apollonio Associates, basée à Malte. Objectif, "*mettre en rapport des institutions, nationales ou internationales, privées ou publiques*" et de définir son rôle, plutôt ses ambitions personnelles, avec une ingénuité faisant sourdre la cupidité sont un tapis d'orgueil "*mais aussi en contact des chefs d'état, des dirigeants politiques et de puissants entrepreneurs, le tout en échange d'émoluments conséquents*". Pour le Matin d'Algérie il s'agit de percevoir des commissions et des pots-de-vin à placer notamment en Suisse. À partir de 2006, selon la presse espagnole, elle joue un rôle actif dans l'obtention de marchés pour les entreprises espagnoles. Ainsi, en 2011 elle est l'intermédiaire dans un contrat de près de 7 milliards d'euros entre un consortium espagnols et l'Arabie Saoudite pour la construction d'une ligne de chemin de fer et naturellement, accompagna encore le roi Juan Carlos en voyage officiel dans ce pays. Après des années sans faire parler d'elle, les Panama Papers lèvent un peu du voile entourant ses médiations. Ainsi, nous la croisons, selon le quotidien économique Les Échos du 20 avril, tentant de vendre des actions d'une société basée dans le Wyoming aux USA à une autre, domiciliées aux Îles Vierges britanniques, par le biais d'une société-écran située à Gibraltar. La 'princesse' a prévenu que "*Si jamais les autorités espagnoles ou quiconque lui cherche querelle, a-t-elle averti, elle n'hésiterait pas à riposter : elle a fait savoir qu'elle possédait des copies de "tous" les documents officiels liés à ses missions très spéciales*". Selon certaines sources proches du palais, elle passe pour avoir été la maîtresse du roi Juan Carlos.

Gerhard GRIBKOWSKY - banquier allemand, ex-directeur exécutif de la Bayern LB, banque d'état bavaroise, les Panama Papers révèlent qu'en tant que tel il reçut un pot-de-vin de 44 millions de dollars d'une société off-shore appelée Valper Holdings qu'il a administré, puis coulé après l'opération, de la part du magnat britannique de la Formule 1, 'Bernie' Ecclestone. On notera que d'autres sociétés fictives sont en rapport avec une affaire pharmaceutique ou un scandale impliquant de la corruption dans les achats de sous-marins. La justice allemande l'avait déjà poursuivi avec Ecclestone qui s'en tira en payant une forte amende.

La DEUTSCHE BANK (DB) - la grande banque allemande, les autorités du fisc savaient qu'elle avait fondé ou géré 426 sociétés off-shore jusqu'en 2007, en fait, les Panama Papers nous apprennent que 50 sont toujours actives ! Ainsi en mars 2014 demande-t-elle conseil au cabinet panaméen voyou pour un client qui ne veut pas apparaître à propos d'un compte domicilié sur l'île anglo-normande de Guernesey.

La BERENBERG BANK - banque d'investissement mondiale allemande, deuxième plus vieille banque du Monde, fondée en 1590 par les frères hollandais Hans et Paul Berenberg et la plus ancienne en Allemagne. Elle est l'un des 17 établissements bancaires recommandés par le cabinet panaméen voyou dans une liste envoyée en février 2006 à ses clients désireux d'en trouver qui accepte les comptes off-shore anonymes. Selon le fisc, elle tint 13 sociétés fictives.

Les Panama Papers impliquent en tout 28 banques allemandes dont 6 grandes, comme la Commerzbank, HSH Nordbank, banque d'état de l'Allemagne du nord qui tenait 20 sociétés off-shore, et les deux précitées. Le ministre des finances Wolfgang Schäuble a présenté le 10 avril des propositions à discuter la semaine suivante, notamment celle de tenir des registres nationaux des noms de tout les propriétaires de société-écran, registres qui seraient ensuite "*systématiquement mis en réseaux à travers le monde*". Mais pour cela, il faut une vraie 'liste noire' et un système de sanctions contre les pays non coopératif quant à cette transparence. Berlin veut modifier les règles de la prescription des délits fiscaux et entraîner leur quasi-suppression. Selon le quotidien Süddeutsche Zeitung constate qu'avec des sociétés comme Mossack Fonseca tout est si bien fait pour cacher les noms et obscurcir les choses avec des coquilles vides que la lutte contre l'évasion fiscale en devient "*une farce*", terme repris par Erwin Huber de la CSU qui constate railleur "*L'entraînement aux économies d'impôt des Allemands est encore plus élevé que leur instinct de reproduction*", allusion au faible taux de natalité du pays. Ainsi, les conseils d'administration des grandes et très grandes entreprises allemandes ont utilisé des sociétés off-shore "*pour acheter des villa aux îles Baléares et ailleurs*".

Suisse

Mauro POGGIA - conseiller d'état du canton francophone de Genève.

Jean-Claude GANDUR - magnat suisse, résident fiscal à Malte depuis 2014, possède une collection d'art, il a des liens à un des gisements aurifères les plus importants en Roumanie.

Yves BOUVIER - homme d'affaires et marchand d'art suisse, spécialisé dans le transport et l'entreposage d'oeuvres d'arts et d'objets de valeurs. Il est le fondateur des néfastes ports francs de Genève, Singapour et Luxembourg, véritables puits où viennent se dissimuler dans des zones d'entreposage des oeuvres volées durant parfois des décennies ! En février 2015 il est arrêté et mis en garde à vue 96 heures à Monaco, sur plainte de l'oligarque russe Dmitri Rybolovlev qui l'accuse d'escroquerie, de marges trop importantes sur certains tableaux vendus, comme le *Salvatore Mundi* de Léonard de Vinci, sur lequel Yves Bouvier se 'prit' 50 millions d'euros. Une belle amitié de douze ans, intéressée aussi sans doute, s'achève. L'oligarque demande à ce que l'on bloque les avoirs du marchand d'art dans le monde, Singapour obtempère, puis allège la mesure en août 2015, mais Hong Kong le mois suivant le gèle. En septembre 2015 toujours, on l'incolpe pour recel et vol de deux Picasso à Paris, accusé par Catherine Hutin-Blay de les lui avoir volé. Sa défense parvint à faire la preuve qu'il a eu transaction par l'intermédiaire d'un trust domicilié au Liechtenstein, Nobilo Trust Reg. Shaan, la plaignante ayant été payée de 8 millions d'euros. Sans doute eut-elle regretté d'avoir cédé pas assez cher ces oeuvres. Non-lieu en décembre. Les Panama Papers montrent qu'il se servit de six sociétés off-shore.

Gianni INFANTINO - natif de Suisse, de nationalité suisse et italienne, président de la FIFA depuis le 26 février 2016, succédant à l'intérim d'Issa Hayatou, a fait sa carrière au sein de l'UEFA de 2000 à 2016, l'intéressé dénie toute relation avec le cabinet panaméen voyou.

Bruno VALSANGIACOMO - partenaire suisse en affaires du polonais Mariusz Walter dans la société off-shore Global Director Services, liée au Liechtenstein et basée aux Îles Vierges.

Alain BIONDA - avocat et vendeur de pétrole vivant en Suisse, impliqué par un rapport des Nation Unies pour des transactions illégales, en raison d'un cruel embargo, avec l'Irak. En contact avec le cabinet panaméen Mossack Fonseca, il

mit en place des sociétés off-shore pour Filip Zepter, riche homme d'affaire serbe qui, en retour, l'a nommé directeur de plusieurs des entreprises off-shore qu'il détenait, basée dans les 'paradis' fiscaux.

La Suisse est le troisième pays, après la Grande Bretagne et Hong Kong a avoir le plus d'intermédiaire avec le cabinet panaméen voyou. Parmi eux figurent les groupes bancaires UBS, Crédit Suisse et HSBC Suisse, qui auraient ainsi contribué à la création de plus de 34.000 entités offshore, soit 16 % du total des sociétés impliquées. Le cabinet panaméen, à propos de la société d'un ex-ministre géorgien précise encore en 2011 que le Crédit Suisse propose "*systématiquement*" des sociétés off-shore à ses clients.

Seref DOGAN ERBEK - banquier suisse, inculpé en 2014 par les autorités étasunienne avec son complice et instigateur Benjamin Wei businessman étasunien. Il est accusé d'avoir dissimulé une participation dans des sociétés chinoise cotées en bourse.

David MUINO - banquier suisse, gestionnaire du compte off-shore Penbur Holdings appartenant à Eduardo Cunha, président de la Chambre des députés du Brésil, qui servit à ce dernier à toucher des pots-de-vin à l'étranger, mais aussi d'un autre brésilien, Joao Henriques.

Diana BRUSH - employée de la fiduciaire suisse Gestrust, possédant des actions dans le capital de la SCI Dar Guycy, propriétaire du riad du couple Balkany, elle était censée en transférer 1 % vers la société panaméenne créée par le cabinet voyou avec Aubry en prête-nom.

Marc BONNANT - avocat d'affaires suisse, apparaît avec Clive Khulubuse Zuma, neveu affairiste du président sud-africain Jacob Zuma, dans le montage de sociétés off-shore initié par un avocat d'affaire à Gibraltar pour le compte de Dan Gertler, riche israélien, permettant à celui-ci de ne jamais apparaître en raison de ses activités en République Démocratique du Congo.

La CLARIDEN BANK - banque privée suisse fondée en 1973, elle est vantée comme un des 17 établissements bancaires les plus accommodants par un employé du cabinet panaméen voyou en février 2006 quant à autoriser les comptes off-shore anonymes. En 2007 elle a fusionné avec Leu, vieille maison fondée en 1755, pour donner Clariden Leu.

La société GLENCORE PLC - géant anglo-suisse du négoce, du courtage et de l'extraction minière, que nous plaçons ici puisque domiciliée en Suisse à Baar, canton de Zoug. Elle est issue de la fusion le 2 mai 2013 de Glencore, fondée par le trader Marc RICH, et de Xstrata. En 2011 Glencore employait 2700 personnes au marketing et 54 800, dans 30 pays, aux opérations industrielles. Cette année là ce géant contrôlait environ 60 % du zinc mondial, 50 % du cuivre, au moins 45 % du marché du plomb, 30 ou 38 % de l'aluminium, 25 ou 28 % du charbon, environ 10 % du grain et 3 % du pétrole. Cette situation est inquiétante car Marc Rich fut poursuivie à plusieurs reprises pour corruption et évasion fiscale. En 2008 la multinationale reçue le prix du Public de l'ONG Watch Eye de "*la multinationale la plus irresponsable*". Classée 6ème entreprise européenne en 2005, elle est entrée en bourse en 2011. Son fondateur en 1974, Marc Rich, d'origine belge et de nationalité israélo-étasuno-belgo-espagnole, fut condamné par la justice étasunienne avec plus de 60 chefs d'inculpations et 325 ans de prison, dont fraude, délit d'initié, violation de l'embargo contre l'Iran et pour la plus grande fraude fiscale de toute l'histoire des Etats-Unis ! Il se réfugia en Suisse pour échapper à la justice, mourant à 78 ans en juin 2013. Les Panama Papers nous apprennent que la société Mumi fut créée pour que s'associent ses deux actionnaires, Glencore PLC et la société Rowny Asset Limited, elle-même détenue par le sulfureux 'empereur' des diamants, l'israélo-congolais Dan Gertler.

Liechtenstein

Avant que le scandale ne soit connu, depuis cinq ou six le Liechtenstein liquide des milliers de sociétés off-shore, annonçant fièrement être passé de 90 000 sociétés à 40 000, soit plus de la moitié, se félicite Katja Gey, "*qui pilote la diplomatie fiscale de la principauté*" selon le quotidien suisse Le Temps dans son édition du 6 avril. Jusque là, pour 3000 francs suisses par an, un patron de PME européenne pouvait en créer une dans ce petit pays, qui au passage en prélevait 1000, s'assurant de 90 millions FS de revenu annuel. Il faut dire qu'une fuite massive, analogue à nos Panama Papers, avait déjà ébranlé l'ex état voyou en 2000. Les bureaux qui se livraient à cette pratique ont déjà perdu 80 % de leur clientèle et certains, même, ne survivent qu'avec les frais de liquidation de leurs fondations. Pis, dès 2017, le Liechtenstein appliquera l'échange automatique d'information, soit un an avant la Suisse.

Autriche

N... - chef et co-proprétaire d'un concessionnaire automobile d'une grande famille de Salzbourg, l'intéressé a refusé de commenter le fait qu'il soit en lien avec la société off-shore Argo Yachting, également enregistrée dans les îles Vierges britanniques, selon Der Standard.

N... - éminent chirurgien autrichien d'une clinique privée de Vienne, possède une société off-shore basée aux Îles Vierges britanniques. Le médecin a confirmé au journal autrichien Der Standard son existence, mais insiste sur la légalité de son montage.

N... - propriétaire bien connu d'une agence de mannequins autrefois florissante et maintenant bien flétrie, s'est assuré la discrétion du cabinet panaméen voyou en créant la société Models Look international à Chypre et une adresse Jumeirah Islands, l'île artificielle de Dubaï .

HYPO LANDESBANK VORARLBERG - banque publique autrichienne, les Panama Papers ont montré des liens entre la banque et des comptes off-shore, notamment ceux impliquant un scandale de corruption touchant un de ses clients, l'entreprise chimique norvégienne Yara International. De plus, il est admis qu'elle a créée des entités basée au Liechtenstein. Les autorités financières de marché autrichienne ont fait procéder à l'audition de Vorarlberg et d'une seconde banque, la Raiffeisenbank International (RBI).

Lors de la mise en ligne de données par l'ICIJ, le journal autrichien Der Standard du 10 mai relève 121 noms de ressortissants autrichiens et des entreprises qui sont associés à 76 entités.

Andorre

Jordi CINCA - ministre des finances de la principauté d'Andorre.

Juan Pau MIQUEL I PRATS - ancien PDG de la Banca Privada d'Andorra, compromis dans une société off-shore où il apparaît avec son propre directeur financier, un banquier espagnol.

La BANCA PRIVADA D'ANDORRA (BPA) - Il appert qu'elle a depuis 2010 créée un réseau de société off-shore basées au Panama pour ses clients VIP, telle la famille d'un ancien gouverneur de la Catalogne, les Pujol, contribuant ainsi à frauder le fisc de la principauté.

Espagne

Francisco et Juan José FRANCO SUELVES - arrière-petits fils du caudillo Francisco FRANCO, général espagnol, institua un régime national-clérical fascisant en Espagne de 1936/39 à 1975.

princesse Pilar DE BORBÓN - duchesse de Badajoz, soeur de l'ex roi d'Espagne Juan Carlos, fait des collectes de charité et passionnée de chevaux, est devenue la présidente de la Fédération Internationale Équestre. Elle est mentionnée avec son mari Luis GÓMEZ-ACEBO et leur fils Bruno GÓMEZ-ACEBO par La Sexta et El Confidencial, les seuls journaux espagnols qui ont étudiés les Panama Papers comme ayant été présidente et directrice d'une société off-shore, Delantera Financiera SA, créée par le cabinet panaméen voyou et enregistrée au Panama par le cabinet d'avocats Gomez-Acebo & Pombo, fermée le 24 juin 2014, peu après la montée sur le trône de Felipe (Philippe) VI. L'intéressée a répondu aux médias espagnols qu'elle a bien été propriétaire avec son mari d'une compagnie au Panama, de 1974 à 2014, mais que celle-ci n'a généré aucun revenu "*hors du contrôle des autorités fiscales locales*".

Amalio DE MARICHALAR - 9e comte of Ripalda, frère of Jaime de Marichalar, ancien mari de la princesse Elena de Borbón, fille du roi Juan Carlos I et soeur de l'actuel roi d'Espagne Felipe VI.

Cristina VALLS TABERNE - amie proche de la reine d'Espagne, Letizia Ortiz.

Inaki URDANGARIN - ancien duc consort de Palma de Majorque, époux de l'infante Cristina.

Maria GARCIA VAQUERO - épouse actuelle de Felipe GONZÁLEZ ancien premier ministre

Jesús BARDERAS - homme d'affaires et ami proche de l'ancien 1er ministre Felipe González.

José Manuel SORIA - ministre de l'industrie, de l'énergie et du tourisme d'Espagne, deux sociétés off-shore basée aux Bahamas et à l'île de Jersey. Il a démissionné le 15 avril.

Micaela DOMEcq SOLIS-BEAUMONT, aristocrate espagnole, épouse de Miguel ARIAS CAÑETE, ministre de l'agriculture et de l'environnement d'Espagne 2000-2004, 2011-2014, commissaire européen au climat et à l'énergie depuis 2014, alors contesté pour ses liens avec l'industrie pétrolière, montèrent tout un système d'évasion fiscale avec une dizaine de membres de leurs deux familles, au moyen d'une société-écran panaméenne de 2005 à 2010.

Demetrio CARCELLER COLL et ses fils - fils de Demetrio CARCELLER SEGURA ancien ministre de l'industrie et du commerce au début de la dictature du caudillo Franco. L'un de ses fils, Demetro CARCELLER Y ARCE, né en 1962, est directeur et actionnaire de Sacyr à 6,4 %, directeur de Gas Naturel, président et actionnaire à auteur de 23 % de la bière Estrella Damm, président de Disza Oil et actionnaire Natural Gas, Ebro et CLH.

Rodrigo RATO - ancien vice-président du gouvernement, ancien président de Bankia et IMF.

Cándido CONDE PUMPIDO Junior - fils de Cándido CONDE PUMPIDO ancien procureur général d'Espagne et magistrat à la cour suprême d'Espagne depuis 1995.

Antonio HERNÁNDEZ MANCHA - sénateur retiré, ancien président du parti Alianza Popular, à présent Partido Popular (PP), le grand parti de droite président l'actuel gouvernement Raroy.

Jordi PUJOL I SOLEY - ancien président de la généralité de Catalogne 1980-2003, membre du parti Convergence Démocratique de Catalogne (CDC), âgé aujourd'hui de 85 ans, selon le journal catalan El País, la famille Pujol a déposé une grande partie de sa fortune à la Banca Privada d'Andorra (BPA) et lui-même, son épouse et ses enfants auraient bénéficié d'un système mis en place par la BPA visant à échapper au fisc andorran. Déjà, fin juillet 2014, Jordi Pujol avait dû reconnaître devant la presse s'être livré à la fraude fiscale. Selon des documents fournis par Andorre à la cour nationale chargée d'enquêter sur la famille Pujol pour blanchiment de capital, les sociétés panaméennes en question ont été gérées par une autre, domiciliée au Belize, elle-même détenue par BPA Serveis, filiale de la BPA.

Jordi PUJOL FERRUSOLA - fils du précédent, selon le journal catalan El País, les enquêteurs le soupçonnent d'avoir tenté de dissimuler de l'argent au Panama par le truchement de cette même banque andorrane. Coïncidence, les transferts débuteraient en décembre 2012, précisément dans le mois où il a été dénoncé par sa compagne d'alors, Victoria Alvarez. D'autres sociétés panaméenne, comme Clipperland, ont été mises à disposition de parents aussi détenteurs de comptes chez elle par la banque andorrane, à sa mère Marta Ferrusola, à son fils Pere, sa fille Marta Mireia. L'argent ainsi planqué proviendrait, selon les intéressés, d'un héritage venant du grand-père, Florenci Pujol, thèse à laquelle ni le juge ni le procureur anti-corruption n'ajoutent foi, soupçonnant que le pactole provienne de pots-de-vin en échange de l'attribution de travaux publics et de commissions du gouvernement Pujol.

José Luis JUSTE - député aux cortès d'Aragon.

Arturo GONZÁLEZ PANERO - ancien maire de Boadilla del Monte.

Marta FERNÁNDEZ-PIRIA - numéro deux du département d'économie du conseil municipal de Madrid, désignée par la mairesse Ana Botella, se démet le 28 avril à cause des Panama Papers.

Elisabeth RODRÍGEZ (PP) - conseillère municipale de la ville d'El Vendrell.

X MONEDERO - membre de la fondation espagnole CEPS qui reçut d'Hugo Chávez de l'argent pour le 'parti' Podemos, qui dément le 5 avril avoir reçu quoique ce soit du CEPS, affirmant que ses fonds proviennent du seul financement participatif. Il a vécu au Venezuela, employé au Centre Miranda, apparaissant sur la télévision publique entre 2006 et 2009. Il sera rémunéré de 425 000 € par le gouvernement chaviste pour avoir aidé le Venezuela à étudier avec la Bolivie, l'Équateur et le Nicaragua la possibilité d'une monnaie unique latino-américaine.

X IGLESIAS - ancien communiste, rejoignit en 2008 la boîte à idées (think tank) du Centre des Sciences Politiques et Sociales (CEPS), basée à Madrid, dont l'état vénézuélien finançait 60 % des revenus de 2004 et 2012. C'est un homonyme du porte-parole de Podemos.

X ERREJÓN - rejoint la même boîte à idées en 2013.

Francisco PAESA SANCHEZ - célèbre agent des services secret espagnol.

Alberto RUIZ THIERY - consul d'Espagne en Zambie.

Rafael ANSON OLIART - président de l'Académie Royale of Gastronomie et de l'Académie Ibéro-américaine de Gastronomie et ancien directeur général de la RTVE, la radio télévision espagnole 1976-1977, diplômé de l'ENA en France,

docteur en droit, il présida dans les années 1980 la Fundación de Estudios Sociológicos (Fondation d'Études Sociologique) et lança en 2005 avec son frère Luis María Anson le quotidien gratuit Ahora, âgé de 80 ans.

Juan Luis CEBRIÁN - espagnol, président du groupe de presse Prisa, éditant le quotidien El País, dont il fut co-fondateur et son ex-épouse Teresa ARANDA, journaliste et femme d'affaire.

Alberto CORTINA et son cousin Alberto ALCOCER - hommes d'affaires espagnols, propriétaires de Grupo ACS, la plus grande entreprise de construction dans le monde et de 21% de Ence, la plus grande entreprise de pâte à papier et de l'énergie de la biomasse en Europe.

Edmundo RODRÍGUEZ SOBRINO homme d'affaires exécutif de Canal Isabel II (CYII), compagnie privée de fourniture d'eau à la communauté autonome de Madrid, cité dans les Panama Papers.

Eugenio MORA OLIVELLA - homme d'affaires du textile, ancien président de Burberry Espagne.

Carlos ORTEGA - chef de la direction de Pepe Jeans, groupe espagnol de vêtements.

Manuel FERNÁNDEZ DE SOUSA, ancien président de la société de pêche Pescanova.

Javier SANCHÍS - PDG de Multiópticas, impliqué avec les autres dirigeants exécutifs, Ana ISABEL, responsable produit et Francisco RUANO MARTÍN, responsable de l'expansion.

Josep Maria TORRENS - PDG de Petromiralles et ancien maire de Santa Maria de Miralles.

Jordi MIRARNAU BANÚS - ancien PDG de COMS.

famille PUIG - propriétaire de Flamagas.

famille RODÉS - entreprise familiale de l'industrie.

famille ESCARRER - espagnole, dirigeant de Meliá Hotels International.

famille RIU - propriétaires espagnols de RIU Hotels & Resorts.

famille MARTINÓN - propriétaires espagnols de l'entreprise hôtelière Grupo Martínón.

famille SARASOLA MARULANDA

Javier DE LA ROSA et sa fille, Gabriela DE LA ROSA - homme d'affaires et avocat espagnol.

Carlos CASSINA - homme d'affaires espagnol.

Jordi ROBINAT - développeur.

Francisco ORTIZ VON BISMARCK - économiste et homme d'affaires espagnol, fils de Gunilla von Bismarck, descendant d'Otto von Bismarck chancelier allemand de Prusse, du IIe Reich.

Borja THYSSEN - fils de Carmen CERVERA baronne douairière Thyssen-Bornemisza, dont la collection privée d'Art forme le noyau du musée Thyssen-Bornemisza à Madrid, cité ensemble.

Pedro ALMODÓVAR - réalisateur, auteur et producteur espagnol, ancien acteur et son frère cadet Agustín ALMODÓVAR, producteur de films, sont mentionnés dans les Panama Papers, selon le journal espagnol El Confidential. Agustín a répondu qu'il a mis en place la société off-shore Glen Valley Corporation dans les années 1990 dans l'intention d'entendre l'entreprise cinématographique de son frère et qu'elle a été fermée en 1994.

Lalo AZCONA - journaliste espagnol, populaire pour ses premières transmissions et éditions du Telediario, le journal télévisé, durant la transition démocratique 2nde moitié années 1970.

Bertín OSBORNE - chanteur espagnol et personnalité de la télévision.

Imanol ARIAS - acteur espagnol.

José Manuel GARCÍA OSUNA - homme d'affaires espagnol, administrateur de football et ancien actionnaire du modeste club espagnol CD Castellón, cité dans le scandale des Panama Papers.

Josep Lluís NUÑEZ - homme d'affaires espagnol, président du FC Barcelone 1978-2000.

Carles VILARRUBÍ - homme d'affaires espagnol et deuxième vice-président du FC Barcelone.

Àlex CRIVILLÉ - ancien pilote espagnol de vitesse moto, remporta un grand prix.

Eufemiano FUENTES - médecin du sport espagnol, impliqué dans l'affaire de dopage Puerto.

Miguel BLESA - financier espagnol, banquier et président du conseil d'administration de Caja Madrid de 1996 à 2009, qui subit une enquête depuis 2013 pour des irrégularités judiciaires pendant son mandat qui s'interrompt avec ce scandale de corruption.

Luis PINEDA - espagnol, PDG de Ausbanc.

Santiago ROSSELLÓ - banquier espagnol, directeur financier (CFO) de Banca Privada d'Andorra, apparaît dans la même société off-shore que Joan Pau Miquel i Prats, cf. Andorre.

Miguel Ángel MARCANO - espagnol, consultant de Abanca Holdings.

Javier DEL VALLE PETERSFELD - avocat et conseiller fiscal, impliqué dans l'affaire Gürtel.

Petrus BECERRA - avocat d'affaires espagnol et exécutif de Bufete G. Petreus.

Arturo FASANA - courtier espagnol, impliqué dans les affaires Gürtel et Emperador.

Mauricio COHEN ASSOR - homme d'affaires espagnol, âgé de 82 ans, reconnu coupable en 2010 par la justice fédérale étasunienne de "*complot en vue de frauder les États-Unis et de dépôt de fausses déclarations fiscales*" avec son fils Leon COHEN LEVY pour avoir caché au fisc plus de 150 millions \$ d'actifs dans des sociétés fictives, comprenant maisons à Miami Beach, yachts, voitures de luxe et comptes bancaires, ils sont condamnés à dix ans d'emprisonnement et chacun à plus de 9 millions de dollars d'amende au titre de restitution. Les Panama Papers révèlent qu'ils sont bien les propriétaires de ces sociétés et que le cabinet panaméen voyou gérait pour eux 13 comptes bancaires. L'intéressé s'est défendu en faisant publier sur internet une curieuse '*Lettre aux Français*', écrite à Miami le 12 février 2014 depuis sa prison et que nous avons parcouru. Il affirme qu'il est victime "*de plusieurs injustices juridiques et physiques aux États (sic) Unis*" et que "*toutes ces condamnations ont été programmées*" par la société publique française Consortium De Réalisation (CDR) l'accusant "*de manipulations et de mensonges*" et qui, en outre, lui réclame 546 millions de dollars. Il y résume ensuite 24 ans de sa vie. Résidant à Paris de 1970 à 1995, il s'est installé ensuite à Monaco jusqu'à ce qu'il y soit arrêté en 2010 et transféré aux USA dans ce qu'il qualifie de "*rapt*". Au fil des pages nous apprenons que l'ex Crédit Lyonnais, actuel LCL, avait contourné la législation étasunienne en rachetant en avril 1991 une grosse compagnie d'assurance californienne, Executive Life, au moment où elle faisait faillite à cause de ses *junk bonds* (actions pourries) et que l'État français avait alors écopé d'une amende de 750 millions de dollars ! Il accuse la CDR de "*fraude*" et met en cause son président, ancien président de la chambre de commerce qui prononça la dissolution d'une société où lui, est impliqué. Il demande que la justice étasunienne saisisse ses biens immobiliers pour se rembourser, le libère afin qu'il soit rapatrié sanitaire en France, au vu de son grand âge. Reconnaissons que ce vieux fraudeur fait presque pitié quand on sait que tant de multinationales étasuniennes fraudent largement et en toute légalité grâce à la législation avenante du Luxembourg.

Marcelino ALVAREZ GARCIA - espagnol, donné en mars 2012 par le cabinet panaméen voyou comme seul possesseur d'une société off-shore appartenant en fait à l'irlandais Ray Grehan.

Le REAL SOCIEDAD - club de football professionnel de Madrid, il se livra de 2000 à 2008 à des combinaisons financières off-shore pour payer sept de ses joueurs étrangers, qu'on retrouvera dans leur pays respectif, au moyen de comptes basés au Panama, aux Îles Vierges britanniques et sur l'île anglo-normande de Jersey, à savoir l'attaquant serbe Darko Kovacevic, les turcs Nihat Kahveci et Tayfun Korkut, le néerlandais Sander Westerveld, le suédois Mattias Asper, le russe Valeri Karpin et l'argentin Gabriel Schürer.

Portugal

José SÓCRATES - ancien premier ministre portugais 2005-juin 2011, secrétaire général du Parti Socialiste 2004-juillet 2011, il a été démissionné par l'assemblée à l'occasion de la présentation de son 4ème plan de 'rigueur'. Il est alors cité dans deux affaires de corruption et placé en détention provisoire pour fraude fiscale, corruption et blanchiment d'argent de novembre 2014 à septembre 2015, puis en résidence surveillée. Il s'était inscrit en 2012 à Sciences-Po Paris pour suivre notamment des cours sur ... les *gender studies*, les études portant sur le genre. Dans une des affaires le concernant, surnommée 'l'opération Marquês', il aurait été payé, selon l'Expresso, par une société off-shore panaméenne appartenant au Grupo Santo Espírito, que nous détaillons plus bas. L'intéressé nie tout en bloc et assure que tout nouveau soupçon issu des Panama Papers seraient "*sans fondement, injuste et diffamatoire*".

Ângelo CORREIA - ancien ministre portugais de l'administration interne 1981-1983, ancien député du parti Social Démocrate Portugais (PSD) 1976-1995, et à la Constituante 1975-1976, entrepreneur et ingénieur, âgé de 70 ans, apparu le 22 avril dans les données de l'ICIJ où il appert que pendant neuf mois, à un moment où il n'occupait pas de postes

gouvernementaux, il a été administrateur d'Anchorage Group Assets, basé aux Îles Vierges britanniques. On ne sait pas qui sont les vrais propriétaires, puisque la société a travaillé avec des actions au porteur. Interrogé par l'Expresso, l'intéressé répondit "*Je travaillais pour beaucoup de gens et peut-être m'a-t-on fait nommer pour cette société et que j'ai signé*".

Pedro QUEIROZ PEREIRA - un des portugais le plus riche du pays, propriétaire de Portucel et Semapa. son nom est sorti le 22 avril des travaux du consortium international de journalistes sur les Panama Papers (ICIJ). Il a été gestionnaire de deux sociétés off-shore créées par le cabinet panaméen voyou. La première, Neeley Marketing, a été utilisée pour la location de jets privés et a disparue en 2010, mais la seconde, Grantfield Overseas, a cessé de fonctionner après que Queiroz Pereira ait fait ses déclarations à la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire BES. On ne sait pas à quoi été consacrée à cette société.

Luís PORTELA - homme d'affaires portugais, président non exécutif du groupe pharmaceutique Bial, impliqué dans les premiers jours du scandale. Il apparaît lié à une société off-shore au Panama qu'il contrôle indirectement, ayant pouvoir de transférer de l'argent et des actifs vers un compte bancaire auquel il est associé. L'intéressé n'a dit les raisons de sa création mais assuré que tout est légal : "*Bial a une succursale au Panama, d'où nous coordonnons notre activité dans les différents pays d'Amérique centrale où nous opérons*" et qu'il n'y a pas d'off-shore à son nom ni ceux de ses enfants et qu'il a tout régularisé avec le fisc.

Idalécio DE CASTRO RODRIGUE DE OLIVEIRA - homme d'affaires portugais, PDG du groupe Lusitana, groupe de sociétés établies dans les 'paradis' fiscaux, potentiel *briber* d'Eduardo Cunha, le président du parlement argentin, selon les Panama Papers le cabinet panaméen voyou était responsable d'un compte off-shore appartenant à Idalécio De Oliveira, ouvert un mois avant qu'il ne conclut une affaire avec l'état brésilien, où il vendit en 2012 à la société pétrolière d'état Petrobras, depuis objet d'un scandale éblouissant la classe politique brésilienne, un domaine situé au Bénin où cette dernière perdit gros. Ceci apporte des éléments au plus vaste scandale de corruption, autour de Petrobras, que connu le Brésil et à l'opération judiciaire nommée là-bas *Lava Jet* 'nettoyage rapide'. De Oliveira aurait transféré de l'argent à des politiciens. Il fut le seul portugais nommé le jour où furent divulgués les 'papiers'.

Ilídio PINHO - portugais, président de la fondation portant son nom, les Panama Papers montre que Pinho et d'autres qui travaillent avec lui ont pendant de nombreuses années été associés à des sociétés off-shore, dont une au Panama. L'intéressé nie l'avoir créé, tant en son nom propre que celui de son groupe, et dit respecter ses obligations fiscales.

N... - orfèvre portugais.

N... - responsable du développement du tourisme dans la région de l'Algarve.

un fils et la petite-fille de CHAMPILAMAUD - portugais.

Manuel VILARINHO - ancien président du Benfica 2000-2003, club de football de Lisbonne, a admis qu'il détenait une société off-shore, qu'il a "*péché*" mais ajoute que "*ce n'est pas un crime*" et que c'est parce qu'il a eu "*un grave problème*" avec la Banco Espírito Santo, sans préciser lequel, mais affirme être "*un citoyen respectueux des lois*".

Le GROUPO ESPÍRITO SANTO (GES) - ses membres dirigeants ont maintenu durant 21 ans une mystérieuse société non inscrite dans les rapports et les comptes du groupe. Environ 300 millions d'euros sont passés par cette société, ES Entreprises, créée en 1993 par tous les membres du Conseil supérieur de la GES. ES Entreprises possédait d'autres sociétés off-shore, qui à leur tour en tenaient encore d'autres, "*un système labyrinthique*", écrit l'Expresso. Le cabinet panaméen voyou a créé plus de 300 sociétés-écrans connectés au GES ! Parmi les concernés, Ricardo SALGADO, ancien président de

BES, n'a pas commenté ces révélations, citant le secret judiciaire. Son ancien bras droit, José Manuel ESPÍRITO SANTO SILVA, dont le comité d'enquête sur l'effondrement du BES a dit qu'il avait eu connaissance de ES Entreprises déclara à l'Expresso et TVI qu'il ne se souvient pas "*avoir eu une certaine position*" dans cette entreprise et maintient ignorer ce qu'elle faisait.

Jorge CUNHA - gestionnaire de fortunes portugais, a 'soulevé' des clients pour Mossack Fonseca, y compris des "*anciens ministres et / ou des politiciens*", selon un document interne du cabinet panaméen voyou. Au 23 avril leurs noms n'ont pas (encore) été révélés. Face aux médias, Jorge Cunha répondit que "*Ceci est totalement faux. Je n'ai jamais eu des clients qui ont été politiquement exposés*", cette dernière chose étant interdite.

Le cabinet ABREU ADVOGADOS - identifié comme l'un des intermédiaires portugais qui ont participé à des opérations liées à des sociétés off-shore comme clients de Mossack Fonseca. Il s'est refusé à commenter, arguant des "*limitations du secret professionnel*", mais a assuré respecter "*toutes les procédures juridiques pour conseiller leurs clients*".

Selon le journal l'Expresso et TVI, 240 citoyens portugais ou résidant au Portugal avec des liens directs ou indirects à des sociétés off-shore créées par la société Mossack Fonseca.

Monaco

David NAHMAD - ancien marchand d'art monégasque, natif de Beyrouth dans une famille juive libanaise, se réfugie avec son père Hillel et ses frères Joseph (Guiseppe) et Ezra à la fin des années 1960 à Milan, en Italie. Il est milliardaire et retiré des affaires réside à Monaco. Sa fortune ainsi que celle de sa famille est estimée en août 2013 par le magazine Forbes à 3 milliards de dollars. Le journal Le Monde a révélé le 8 avril dernier qu'il était propriétaire de la société panaméenne Art Center International (IAC), laquelle avait acheté une oeuvre de Modigliani, *L'homme assis*, peinte en 1918. Ce tableau fut vendu jadis sur les possessions du marchand d'art juif parisien Oscar Stettiner par un administrateur nommé sous l'occupation nazie. Le petit-fils du marchand d'art ainsi dépouillé a intenté une procédure judiciaire de restitution du tableau. Ses avocats répondent n'avoir aucun lien ou connaissance de l'IAC. Toutefois, le Modigliani a été mis finalement sous séquestre par les autorités suisses.

monsieur T*** - employé de Bedrock, bureau d'investissement privé, prestataire de services d'investissement et de conseil domicilié à Monaco mais aussi présent à Londres et Genève. Il est l'objet peu avant le 7 février 2007 d'un transfert de gestion sur son nom, à la demande Samir Abdelli, avocat d'affaire tunisien, quant à la société panaméenne de ce dernier, Shrack Holding. Une semaine après, T*** écrit au cabinet panaméen voyou de changer le nom de cette société pour celui de Global Petroleum Management. Selon nom est cité par le site tunisien Inkyfada.

Le CRÉDIT FONCIER DE MONACO (CFM) - banque privée monégasque, les Panama Papers montrent, selon le journal Le Monde, qu'elle a monté de nombreuses sociétés off-shore pour ses clients, dont le père de David Trezeguet, ancien grand footballeur français.

Italie

Silvio BERLUSCONI surnommé jadis Il Cavaliere - ancien premier ministre d'Italie 1994-1995, 2001-2006, 2008-2011, président fondateur du parti Forza Italia 1994-2009, depuis novembre 2013 à sa recreation, débuta à la fin des années 1960 dans la construction, homme d'affaire italien et patron d'un empire médiatique, 6ème fortune d'Italie estimée en 2012 par le magazine Forbes à 5,9 milliards \$. Homme politique controversé, on ne reviendra pas sur toutes ses affaires, politiques,

financières ou de mœurs, ni sur ses liens supposés avec la Mafia pour nous en tenir à celles qu'éclaireront ou divulgeront les Panama Papers ...

Stefano et Roberto OTTAVIANI - frères et hommes d'affaires italiens, le second est le gendre de Gianni LETTA, ancien conseiller de Silvio Berlusconi.

Santiago VACCA - comptable italien désigné par Silvio Berlusconi et Giovanni TOTI comme coordinateur du parti Forza Italia dans la province de Savone, dans la région de Gênes.

Giuseppe Donaldo NICOSIA - gestionnaire italien, antérieurement reconnu coupable de corruption aux côtés de Marcello DELL'UTRI, ancien sénateur de Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, il est sous le coup d'une enquête pour fraude quand arriva le présent scandale.

Nicola DI GIROLAMO - ancien sénateur italien du parti Il Popolo della Libertà (PDL), fondé par Silvio Berlusconi. Il était déjà connu en 2010 dans l'enquête nommée Punchard-Broker.

Luca CORDERO DI MONTEZEMOLO - homme d'affaires et politicien italien, vice-président de Unicredit, un des deux établissements financiers, avec UBI Banca, mis en cause par les Panama Papers. En ouvrant son conseil d'administration il lui sa réponse quant à ses comptes off-shore : "*En ce qui concerne la société panaméenne et son compte bancaire associé à mon nom ces jours-ci, je suis en mesure de rétablir les faits. Il y a neuf ans, étant à un moment où j'étais fortement impliqué, entre autres, avec la Confindustria, Fiat et Ferrari, ils m'ont été offerts par mes conseillers financier (..) Je peux confirmer que je n'ai pas de sociétés off-shore, ni aucun compte à l'étranger et, surtout, je n'ai rien fait de mal.*"

Silvio SACCHI - ancien juge au tribunal de Naples, cité dans les Panama Papers avec son associé Fabio FRAISSINET et son comptable, Salvatore BIZZARRO, consultant financier.

Michele ANTI - procureur financier italien.

Rodolfo DE BENEDETTI - entrepreneur italien, président du groupe Compagnie Industriali Riunite (CIR), la holding qui contrôle le groupe éditorial Espresso, fils du célèbre Carlo De Benedetti. Selon les Panama Papers, il est administrateur d'une société off-shore, McIntyre Holding Limited, enregistrée en 1995 et basée aux Îles Vierges britanniques, information que publia l'Espresso lui-même, le 21 avril. Il en partage la direction avec Antoine Berheim, qui vit à New York. Leur grand patron répondra dans leurs pages que "*la société a été fermée pendant de nombreuses années*" et d'expliquer que "*dans le passé, McIntyre était préoccupée par les investissements financiers aux Amériques, gestion d'anciennes économies de la famille*" et que cela "*a été régularisé par les autorités fiscales italiennes en 2003*" justement l'année où il démissionne de la direction de McIntyre, et qu'il n'en a jamais été actionnaire ni propriétaire.

Gian Angelo PERRUCCI - homme d'affaires italien dans l'industrie du pétrole.

Gabriele BENFENATI - armateur italien.

Giovanni FAGIOLI - homme d'affaires et armateur italien.

Adriano CHIMENTO - joaillier italien.

Francesco AMBROSIONE - entrepreneur italien.

Ercole ASTARITA - entrepreneur italien.

Antonio DANIELE entrepreneur italien.

Alfio et Carlo FAZIO - entrepreneurs italiens.

Simone CIMINO - homme d'affaires italien.

Marco PERELLI CIPO - homme d'affaires italien.

Carlo FOCARELLI - homme d'affaires italien.

Daniele BODINI - promoteur immobilier italien, basé à New York, fut promoteur d'opérations importantes à Milan et Florence, Bodini est qualifié de "*directeur*" d'une société off-shore.

Marco Angelo ANGIOLINI - promoteur immobilier italien.

Gianfranco MORGANO - propriétaire du Grand Hotel Quisisana à Capri.

Domenico BOSATELLI - italien, fondateur, président et unique actionnaire du groupe Gewiss de Bergame, âgé de 82 ans, actif à travers le monde dans les systèmes électriques, des simples interrupteurs aux systèmes complexes pour l'industrie et la domotique. Il est mentionné des dizaines de fois dans les Panama Papers qui nous révèlent la part d'ombre de ses activités, avec une galaxie de société offshore allant des Caraïbes à Monte Carlo. En 1998 le cabinet panaméen voyou enregistre Koster Limited dans les Îles Vierges britanniques. À cette époque, l'unique actionnaire était Polifin, société luxembourgeoise dirigée par Bosatelli. "*Trois ans passent et c'est le coup d'envoi d'un tourbillon d'acronymes*" écrit l'Espresso. Dans le rôle des actionnaires ou des administrateurs sont, entre autres, la société Koster Limited dans l'île de Madère, territoire portugais aux faible taux d'imposition, le Koster Im dans la principauté de Monaco et enfin, en 2015, Polibis, société par actions (spa) de Bergame, détenue par Bosatelli. Pendant de nombreuses années, le groupe Gewiss, 300 millions de chiffre d'affaire, cotée à la Bourse de 1988 à 2011, constituait la tête d'une certaine société holding basée au Luxembourg, UNIBIS, qui en 2002 cède la place à Polifin. En 2007, cette dernière est expulsée du grand duché vers l'Italie et quelques mois plus tard, il a vendu une partie de ses actifs à la spa Polibis nouvellement formée. En 2010 Polibis est absorbée à son tour par la Koster de Madère, quelques semaines plus tôt, elle avait déménagé son siège social à Bergame. Quand en 2011 Bosatelli promu une offre de rachat de Gewiss pour enlever l'entreprise familiale de la bourse, l'acheteur ne sera autre que Polifin la luxembourgeoise en attente de devenir italienne ! L'intéressé répond par un porte-parole que "*la Koster des Îles Vierges britanniques est le propriétaire d'un bien qui n'a qu'à Monte Carlo,*" et que Polibis, en tant qu'actionnaire unique de Koster, est imposée comme si elle avait établi en Italie. Mais pourquoi faire si compliqué ?

Silvio GARZELLI - gestionnaire italien ayant déjà administré, de 1995 à 2009, un certain nombre d'activités internationales du groupe Ferrero, basé à Alba. Dans les mêmes années, il a également travaillé pour une partie de la société holding internationale du géant Nutella, au Luxembourg, en Suisse et en Irlande. Beaucoup de Panama Papers lui sont dédiés. Il est l'administrateur unique et actionnaire de l'off-shore Glenhouse Business Incorporated, basée à Panama. Cette société n'est "*cependant pas imputable en aucune façon au groupe Ferrero dont la famille homonyme contrôle la société de confiserie*" écrit l'Espresso.

Gianluca APOLLONI - consultant financier italien.

Domenico DE LEO - comptable et consultant financier italien.

Marco TOSERONI - courtier romain, connu en 2010 dans l'enquête Punchard-Broker.

Valentino GARAVANI - créateur de mode italien et fondateur de Valentino SpA, la marque et l'entreprise avec son associé Giancarlo GIAMMETTI, figure dans une première liste de 100 italiens tirés des Panama Papers, l'Espresso divulgua son nom avec d'autres le 8 avril.

Carlo VERDONE - acteur, auteur et réalisateur italien de films, posséda une société offshore au Panama, Athilith Real Estate, enregistrée en 2009 et liquidée en 2014. L'intéressé fait répondre qu'il n'a ni compte ni revenu de l'étranger, même par l'intermédiaire d'un tiers et qu'il "*protégera sa respectabilité devant tous les tribunaux*". Le journal italien L'Espresso rétorque avoir prévenu son avocat avant de publier leurs révélations sur son client.

Barbara D'URSO - actrice de télévision et chanteuse italienne, plus connue comme présentatrice, elle est 'directrice' c'est-à-dire administratrice de la société off-shore Melrose Street, domiciliée aux Seychelles. L'intéressée fait répondre par son avocat au journal L'Espresso de prendre garde à ne pas publier d'informations incomplètes qui donc, serait de nature à lui nuire. Selon son avocat, cette société fut créée afin d'effectuer une transaction immobilière à l'étranger et que, celle-ci ne s'étant pas faite, la société a fermé en 2012.

Jamo TRULLI - ancien pilote italien de Formule 1.

Jessica RIZZO - star italienne du porno, apparaît sous le nom de Eugenia Valentini.

Près de 800 italiens sont nommés dans les Panama Papers, le 6 avril le procureur de Turin a ordonné à la *Guardia di Finanza* une enquête plus approfondie sur chacun d'entre eux. Le seul journal italien présent dans le consortium international de journalistes, L'Espresso, a publié les 100 premiers noms de la liste le 8 avril. Deux sociétés dont il avait beaucoup été question en 2010 revinrent en lumière : l'enquête Punchard-Broker, impliquant les dirigeants de Fastweb, qui s'en sortirent en s'absolvant les uns les autres, et Telecom Italia Sparkle, cette enquête durant laquelle avait eu lieu le suicide tragique et mystérieux en prison, de Niki Avril Gatti. Au 21 avril l'Espresso ajoute 80 noms aux 200 qu'il a alors livré, dont celui de leur propriétaire, Rodolfo De Benedetti. C'est le pays pour lequel on dispose du plan grand nombre de noms.

Saint Marin

néant - la minuscule république, enclavée dans le territoire italien, n'a aucun ressortissant, mais notons qu'un italien exerçant une fonction de représentation dans ce micro-état est mentionné.

cité du Vatican

néant - le journal britannique, le Catholic Herald, conclut le 4 avril avec une certaine joie : "*Enfin, il semble y avoir aucune mention du Vatican, du moins pas encore. Un scandale financier sans la participation de la banque du Vatican ? (Cela) ne semble pas juste, en quelque sorte*".

Malte

Konrad MIZZI - ministre de l'énergie et de la santé de Malte, membre en vue du Parti travailliste, un cabinet d'avocats maltais a aidé plusieurs membres de ce parti à ouvrir des sociétés au Panama. Comme Keith SCHEMBRI, responsable du *staff* du 1er ministre maltais, il possède des sociétés off-shore domiciliées au Panama et à Auckland, en Nouvelle Zélande. Elles sont liées à des comptes bancaires ouverts à Dubaï, aux Emirats Arabes Unis. L'opposition va déposer une motion de censure contre le gouvernement à cause de lui.

Les Panama Papers désignent encore un groupe de figures du business maltais regardés comme proches du premier ministre Joseph MUSCAT. Ainsi un certain Pierre SLADDEN, détenteur d'un million de dollars dans une société immatriculée aux Îles Vierges britanniques, Blue Sea Portfolio Limited Company, lors de sa clôture en novembre 2015.

Grèce

Stavros PAPASTAVROU - conseiller des anciens premiers ministres grecs Antonis Samaras 2012-2015 et Costas Karamanlis 2004-2009, plus particulièrement proche du premier, selon les Panama Papers, il était membre du conseil d'administration de trois sociétés off-shore nommées respectivement Green Shamrock Foundation, Diman et Aisios, qui existèrent de 2005 à 2014. Il est même devenu le président de Aisios Foundation en 2006. L'intéressé répond qu'il ne se souvient même pas de ces sociétés. En outre, qu'il n'a aucune obligation envers les autorités fiscales vu qu'il ne possédait pas ces entreprises, auprès desquelles il n'aurait accompli qu'un devoir du service, ce sans aucune contrepartie financière.

Konstantinos LANARAS et Spiros METAXAS - grecs impliqués dans deux des sociétés offshore où était Papastavrou. Ils sont également mentionnés dans la liste Lagarde, directrice du FMI.

Sokratis KOKKALIS - milliardaire et espion.

N... - directeur de la pharmacie à l'hôpital public. Il a également été un membre éminent de la commission créée par le ministère de la Santé pour contrôler les dépenses pharmaceutiques !

N... - professeur d'économie au Panteion.

Doda VORIDIS - collectionneuse grecque d'art, soeur de l'armateur Basil GOULANDRIS.

Selon le web-journal Greek Reporter, édition du 10 mai, les Panama Papers donnent le noms de 223 entreprises off-shore et de 400 bénéficiaires connectés à la Grèce. La base de donnée du site se contente de captures d'écran de listes nominatives du consortium international. Elle comprend des hommes d'affaires, des journalistes, des joueurs de football, des avocats et d'autres qui leur sont associés et, leurs entreprises. Le site d'information grecophone NewsIT ajoute médecins, avocats, professeurs d'université, hauts fonctionnaires, mais aussi directeurs de discothèques, personnes du monde du golf et enfin, des laïcs parfois connu pour leur générosité publique à la tête de fondations caritatives !

Chypre

Andreas GEORGHADJIS - président du cabinet d'avocat Andreas Georghadjis & Co, pointé par les Panama Papers pour sa collaboration avec le cabinet panaméen voyou, il s'est refusé au moindre commentaire. Il est encore pour le moins curieux de constater qu'il est l'époux de la banquière Chrystalla GEORGHADJI, de la banque centrale de Chypre.

Le pays apparaît dans les Panama Papers en raison surtout du fait que le cabinet panaméen voyou avait un bureau à Limassol et se voit traité de 'paradis' fiscal, ce que récuse certains habitants en arguant que certes les impôts y sont faibles, mais son taux d'imposition sur les sociétés est de 12,5 % soit le même qu'en Irlande, qui n'en est pas un. Enfin, la banque centrale annonce qu'elle prendra "*si nécessaire, les mesures appropriées*". Or selon le web-journal Cyprus BusinessMail, dans son édition du 26 mai, le consortium international de journaliste a recensé 1061 personnes ou sociétés basée à 896 adresses différentes à Chypre et agissant comme *officer* ou *master clients* en lien avec 2761 compagnies off-shore ! Elle a une base de donnée s'étendant sur environ trente ans et courant jusqu'en 2010. Selon l'ICIJ, l'île a aidé entreprises, politiciens, criminels et célébrités à éviter les impôts et cacher de l'argent. Ainsi les présidents russe et ukrainien Poutine et Poroshenko sont-ils en rapport avec Chypre.

Pologne

Pawel PISKORSKI - ancien maire de Varsovie 1999-2002, ancien député européen 2004-2009, membre du parti Union pour la Liberté, il le quitte pour se joindre à sa scission, la Plate-Forme Civique, dont il devient le secrétaire général en 2004, avant d'en être exclu le 26 avril 2006. Il siègera dans ses derniers mois de mandat, à partir de janvier 2009, sous la bannière du Parti Démocratique ... dont il est le seul député. Il faut dire qu'entre temps il avait été l'objet d'un scandale de corruption. Pawel Piskorski et sa femme avaient acheté en 2005 plus de 320 hectares de terres pour le boisement pour un total de 1,25 million de zlotys. Le journal polonais Dziennik en est informé en avril 2006 et publie un article où il appert que ce montant a dépassé la valeur des actifs qu'il a dû déclarer la même année en tant que député européen ! Pawel Piskorski avait expliqué qu'ils provenaient de la vente de logements, de crédit, de l'épargne et des revenus courants de son couple. Bien que non officiellement contesté quelque autorité publique, sa réputation est atteinte, son parti l'excluant au lendemain de sa déclaration, avant que le 17 mai suivant tous ses dix collaborateurs se retirent. Il rebondit en février 2009, devenant président du Parti Démocratique, où il était entré depuis peu. Mais, une nouvelle déclaration de patrimoine, évalué à 5 millions de dollars avec trois appartements et une ferme importante l'oblige à s'expliquer de nouveau. Il ne convainc personne en disant qu'il s'agit de gains au casino et du fruit du commerce d'oeuvres d'art. Cela torpille la campagne électorale du Parti démocratique. En janvier 2010 un procureur l'accuse d'avoir produit à l'administration fiscale un document contrefait, un contrat avec un antiquaire, mais il plaidera non coupable. Le journal Gazeta Wyborcza l'interroge en 2012 sur sa société Taxways, basée à Chypre, et il répondra qu'elle a été créée pour acquérir des obligations à ... Singapour, aussi connu comme port franc, donc idéal pour dissimuler des oeuvres d'arts d'origine douteuse. Les soupçons de corruption pesant sur lui seront relancés avec sa mention dans les Panama Papers. Ils révèlent qu'il a contacter le cabinet panaméen voyou afin que sa société Taxways soit actionnaire de Stardale Management, basée au Panama. L'année où il crée un compte panaméen à Stardale, grâce à la banque suisse UBS il peut y transférer 1 million de dollars. Au printemps 2014, Stardale a fait ouvrir un compte à Eurobank Cyprus, à Chypre mais nom à son nom mais à celui de Kubala et Małgorzata T., résidents chypriote. Curieusement, sa société panaméenne coule en 2015, alors qu'en Pologne est voté une loi obligeant à déclarer au fisc ses entreprises à l'étranger. L'intéressé répondra qu'il n'a jamais agit personnellement à Stardale.

Marek PROFUS - homme d'affaires polonais, commença à faire des affaires en 1976, passionné d'électronique, formé dans une société d'informatique en Allemagne de l'Est, il travailla dans la fourniture d'équipements audiovisuels et finalement fonda une société basée à Hong Kong qui produira des cassettes et des vidéos. Il lance en 1993 l'Exchange International Commodity et se concentre sur les pays de l'ex-Union Soviétique et dans le secteur de la défense, les contacts avec les entreprises étant facilité par sa femme Gabriela, titulaire d'un brevet de pilotage sur avion de chasse russe. La même année, selon les Panama Papers, lui et son épouse font enregistrer aux Bahamas par le cabinet panaméen voyou la société West Management Limited. Il commerce armes, canons, hélicoptères et chars, grâce à son association depuis 1992 avec WASO, l'un des plus grands fabricants mondiaux d'avions et de l'armement, pour l'achat en commun d'un club de football provincial, le Fakiel de Voronezh. Mais il peut vendre aussi de la nourriture, du bois, des produits chimiques : toute occasion de faire

des affaires est bonne. Sa société off-shore est liquidée à la fin de 2015. L'intéressé jure que cette société n'a jamais été active et qu'il n'a jamais eut recours à l'optimisation fiscale.

Mariusz WALTER - polonais n'ayant jamais caché qu'une partie de ses activités sont off-shore, ayant enregistré avec ses associés sa société ITI au Luxembourg. Les Panama Papers montrent qu'il fut longtemps actionnaire de Global Director Services et Dimension Communications, toutes deux enregistrées en 1995 aux Îles Vierges britanniques et retirées des registres du cabinet panaméen voyou en octobre 2015. L'intéressé nie avoir été actionnaire de l'une d'elle. Dans la première, il avait un associé suisse et elle était liée à Nasturtium, 'capucine' en polonais, une fondation constituée selon le droit de la principauté du Liechtenstein. L'intéressé répondra à la Gazeta Wyborcza, journal polonais, à propos de Nasturtium, que *"son but est de fournir un moyen de subsistance pour moi et les membres de ma famille"*.

Waldemar KITA - homme d'affaires franco-polonais natif de Szczecin, en Pologne et résidant en France, âgé de 63 ans, cofondateur de Cornéal en août 1987 avec Jean-Charles Halimi et Bruno Willerval, entreprise spécialisée dans les lentilles intra-oculaires pour la cataracte et le traitement du glaucome, qui deviendra vingt ans plus tard le 1er groupe français et 4ème européen sur son secteur, avec 56 millions € de chiffre d'affaire en 2005. Cornéal est revendu fin 2006 au géant californien Allergan pour 170 millions €. Il avait été propriétaire du club de football suisse FC Lausanne-Sport de 1998 à 2001, qui fit faillite un an après son départ et il fut accusé d'en porter la responsabilité, puis il deviendra propriétaire et président du club de football FC Nantes, après son rachat en août 2007 pour 10 millions € à la Socpresse, appartenant au groupe de l'avionneur Serge Dassault. Les Panama Papers le montrent actionnaire de Dylan Limited créée le 31 août 2007 et domiciliée aux Îles Vierges britanniques, la mention de son adresse à Uccle, en banlieue huppée de Bruxelles. L'intéressé nie que ce soit lui, car le nom Kita se retrouve en Asie et en Afrique subsaharienne, mais n'a jamais démenti par le passé la rumeur qui veut qu'il posséda une belle demeure à Uccle. De plus, la holding qui détient le FC Nantes y est aussi domiciliée. Nous savons encore que la société off-shore est détentrice d'un yacht, battant pavillon de complaisance, comme le permet une loi Rocard.

Selon l'agence de presse polonaise PAP, le ministre de la justice et procureur général Zbigniew Ziobro a déclaré le 4 avril que les données des Panama Papers seront examinées, ajoutant qu'il était encore trop tôt pour dire dans quelle direction les enquêtes se poursuivront.

République Tchèque

Petr KELLNER - multimilliardaire tchèque et homme le plus riche du pays, assez mystérieux, son patrimoine est estimé en mars 2016 par le magazine Forbes à 10,9 milliards de dollars et depuis 2014 fait de lui la 106e personne la plus riche dans le Monde. Il est l'actionnaire majoritaire du groupe financier le plus puissant du pays, PPF Group et s'est enrichi par les privatisations. Il fut pendant longtemps, partenaire d'affaires de Daniel Kretinsky.

Daniel KRETINSKY - un des plus jeunes milliardaires tchèques, magnat enrichi de même, il a fait d'énormes investissements dans les médias et l'énergie, propriétaire de Energetic and industrial Holding (EPH), un groupe énergétique opérant principalement en République tchèque, Slovaquie, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne, Pologne et Hongrie et du Slavia Football Club. Il est encore co-propriétaire du groupe médiatique tchèque New Center, qui produit deux des plus grands tabloïds tchèques, Blesk et Aha!. Selon les Panama Papers, Kretinsky possède la société Wonderful Yacht Holdings, basée aux Îles Vierges britanniques.

Radek MENSÍK - un des anciens et plus puissants hommes d'affaires tchèques, ancien directeur du groupe CEZ, axé sur de l'énergie, partenaire de Martin ROMAN. Récemment, Mensík a investi massivement dans des projets de développement immobilier à Prague, ainsi que l'ex-épouse de Roman, Lenka ROMANOVA. Selon les Panama Papers, Mensík est l'actionnaire unique de la société Investdevelop Limited, basée aux Seychelles.

Petr SPEYCHAL - homme d'affaires tchèque, enrichi par les privatisations, il possède un club de hockey sur glace, Sparta Praha, et l'usine de machinerie lourde ČKD. Speychal a été inculpé récemment pour fraude fiscale. En 2014, ses bureaux, ainsi que beaucoup d'autres, furent perquisitionnés par la police qui a confisqué des milliers de documents. Les enquêteurs disent que Speychal et un certain Petr GREGOR seraient impliqués dans un montage financier dans lequel leurs entreprises ont transféré des fonds entre différents comptes, ce d'une manière qui a attiré l'attention de l'Unité d'analyse financière du ministère des Finances (FAU). L'enquête est complexe et se continue, impliquant environ 70 personnes avec des gigaoctets de données et de multiples entreprises. Gregor et Jan KUTIS représentent la société Investment Consulting Limited, qui est examinée comme pouvant relever de la fraude fiscale. Selon les Panama Papers, tous possèdent au moins une société offshore : Speychal et Kutis sont actionnaires de Branson Ventures, constituée aux Seychelles, tandis que Gregor et Speychal sont co-proprétaires Woodward & Bradley Corporation, basée aux Bahamas.

Tomas NEBESKY - propriétaire de Wotan Invest, du nom du dieu de la guerre germanique, il a construit un empire commercial sur les privatisations, disposant d'un portefeuille allant des jeux à une agence de sécurité et une entreprise de munitions, Sellier & Bellot. Il est l'unique actionnaire d'une société basée aux Seychelles, H & T Limited, constituée en 2010 avec une valeur de ... un dollar. Aucune autre d'informations n'est disponible.

Tomas QUIS - tchèque, propriétaire de l'entreprise tchèque Small Arms (SRO) qui produit de petites armes à feu et de fournir des certificats de destruction d'armes. Il détient également plusieurs brevets liés aux armes à feu. Il possède une société basée au Panama, General Trading & Consulting Corporation, dont on ne sait encore rien.

Petr SKOPAL - 'baron du solaire' tchèque, directeur exécutif de centrales solaires avec une production de plus de 6 mégawatts. Une de ses centrales est co-détenue par ... un sportif !

Petr LUKOVICS - 'baron du solaire' tchèque, directeur exécutif des centrales Sun Ship basé près de la ville de Uherske Hradiste avec une production d'environ 7 mégawatts. Lui et son partenaire d'affaires Petr SLABY sont actionnaires de Lafleur Enterprises, basée aux Bahamas.

David TREŠL et Zdeněk VANČURA - 'baron du solaire' tchèque, actionnaires d'une société basée aux Seychelles, Newsun Limited, qui conduit également un réseau de plus de vingt entreprises traitant de travaux d'ingénierie, de la revente de biens et de centrales solaires.

Filip RYBIN et Petros MICHOPULOS - tchèques partenaires dans un agence de relations publiques, Previa. Ils ont travaillé en étroite collaboration avec les sociaux-démocrates durant les campagnes électorales, fournissant des chanteurs qui étaient des stars de la pop à l'époque communiste. Ils sont aussi connus pour leur lobbying en faveur de trafiquants d'armes et comme soi-disant conseillers de journalistes britanniques infiltrés sur les pratiques de corruption dans l'affaire Gripen, un des plus grands scandales tchèque. Co-proprétaire depuis 2006 de Couva Holdings SA, dans les Îles Vierges britanniques.

Tomáš BERDYCH - meilleur joueur de tennis tchèque actuel, 7ème au classement mondial, les Panama Papers nous révèlent qu'il co-détient une centrale solaire du 'baron' Petr Skopal.

Radovan KREJCIR - criminel le plus connu en République Tchèque, purgeant actuellement en Afrique du Sud une peine de 35 ans de prison pour enlèvement et tentative d'assassinat. Dans la base de données des Panama Papers, un échange de courriels de 1998 se réfère à un montage financier où Krejcir siphonna l'argent de son entreprise Corado Holding et l'envoya à sa société off-shore aux Îles Vierges britanniques, Ducane Finance. La police et les magistrats ouvrirent une enquête, mais la Cour Suprême ne trouva aucune faute. Toutefois, en 2011, la justice tchèque le condamna par contumace à huit ans de réclusion.

Premysl SYNEK - trafiquant de diamants, partenaire d'affaire de Krejcir, reconnu coupable en 2011 avec ce dernier de fraude financière impliquant une société appelée Leasing Technology. Selon la justice, Synek a signé de faux contrats avec deux entreprises afin de transférer l'argent d'un prêt de plusieurs millions fournis à Leasing Technology. Il est alors condamné par la justice tchèque à cinq d'emprisonnement. Dans les Panama Papers, Synek et son partenaire d'affaire en diamants, Lubos RIHA, sont actionnaires de deux sociétés liées à leur commerce, SYS Jewellery Limited et Jakubella Limited, enregistrées dans les Îles Vierges britanniques.

EBANKA - ancienne banque tchèque gérée par une filiale de PPF, société financière basée au Pays-Bas et fondée en République Tchèque. Entre 2000 et 2006 elle détenait une participation majoritaire dans eBanka. Aujourd'hui, elle n'existe plus comme institution indépendante, ayant été achetée en 2006 par Raiffeisen International P3. En février 2006, elle se voyait encore décerner la palme de la complaisance. Un courriel d'un employé de Mossack Fonseca à ses clients désireux d'avoir un compte anonyme, après une liste de 17 établissements bancaires à recommander pour leur discrétion, croit bon d'ajouter que "*La seule banque où nous avons jamais réussi à ouvrir un compte sans nommer l'UBO [propriétaire bénéficiaire ultime] du tout était eBanka*", soulignant avant que "*Pas même les banques panaméennes (...) et encore moins de Hong Kong*" le faisaient aussi systématiquement !

MOSSACK FONSECA CZ - branche tchèque du cabinet panaméen voyou. Dans la langue tchèque, le vocable anglais *proxies* se traduit par *bílý kůň* (cheval blanc) et la cabinet et sa branche tchèque en eurent assez "pour remplir des écuries entières" écrit l'ICIJ, pointant les cas d'une panaméenne et d'un néo-zélandais et surtout d'un escroc résidant à Saint Kitts, dans les Antilles et qui servirent tout trois aux résidents tchèques de prête-noms à des centaines de sociétés off-shore et que nous listons dans leur pays.

Le consortium international de journalistes (ICIJ) résume ainsi sa situation "*La petite République tchèque occupe une place importante à l'échelle mondiale des systèmes d'affaires offshore. Plus d'un quart de million dans la 'mine' Mossack Fonseca ont une connexion tchèque, alors que près de 300 clients et actionnaires tchèques apparaissent dans les Panama Papers. Parmi eux sont des personnes poursuivies et condamnées pour des crimes financiers, des lobbyistes, des négociants en diamants ou des personnes liées aux grandes privatisations et aux scandales de corruption de ces deux dernières décennies*". Parmi les 283 actionnaires tchèques connus, 40 utilisent des actions au porteur, qui offrent le niveau le plus élevé d'anonymat parce qu'aucun nom n'est attaché aux certifications. Toutefois, les adresses des actionnaires sont indiqués, ce qui conduit à des résultats intéressants, ainsi celle d'une femme liée à quelques anciens membres du Parti Démocratique Civique (ODS), un des plus puissants de cette dernière décennie. Pour les clients tchèques, la localisation préférée pour cacher une société était aux Seychelles, où plus de 800 ont été enregistrées par Mossack Fonseca. Suivent en popularité les Îles Vierges britanniques (BVI), les Bahamas, Niue et le Panama. Le plus éloigné était Samoa, dans l'océan Pacifique, à 16 000 km de Prague. L'économiste et expert tchèque Petr Jansky, travaillant sur un projet de network sur la justice fiscale, dira au consortium "*Le nom de paradis fiscal est trompeur. Il est pas un paradis, et est souvent sans rapport avec les impôts, mais plutôt avec le secret financier*" ajoutant que "*Dans de nombreux cas tchèques de corruption, nous voyons plutôt que (...) ce sont les enfers de corruption obscurcissant les véritables propriétaires d'entreprises ou aidant à blanchir de l'argent*".

Dans les Panama Papers, il y a un grand nombre d'hommes d'affaires très riches, dont la richesse est basée sur la privatisation des entreprises d'État dans les années 1990. Certains se cachent à la vue du public, certains sont poursuivis pour fraude fiscale, et d'autres sont souvent répertoriés dans les tableaux du magazine Forbes, écrit l'ICIJ. Une des particularités de la criminalité financière tchèque de cette dernière décennie est la fraude à la centrale solaire, basé sur le système de soutien économique du pays pour les sources d'énergies renouvelables, introduit en 2005. Les subventions ont fait fortement augmenter le nombre de centrales solaires, passé de 1500 à près de 13 000, entre 2009 et 2010, croissant plus encore en 2012-2013, pour stagner depuis, en raison du fait que le gouvernement a réduit son soutien. Il y a maintenant plus de 28 000 centrales solaires en République Tchèque. Cela stagne en partie parce que le réseau de transport électrique n'a pas été mis à jour assez rapidement, en partie parce que l'État a dépassé en 2010 son plafond d'aides, de sorte que le Parlement a réduit l'enveloppe et durcit ses conditions : ne sont éligibles à la totalité des subventions que les centrales terminées avant

fin 2011. Un audit commandé par l'Office de régulation de l'énergie tchèque (ERU) a constaté que certains employés d'ERU ont gonflé le prix garanti pour l'achat de cette énergie solaire ou ont délivrés des certificats à des installations solaires inachevées pour garantir les subventions. L'État a perdu des centaines de millions d'euros sur ce programme. L'ancien patron de l'ERU a récemment été poursuivi.

Notons enfin que la plupart des étrangers figurant sur les Panama Papers liés aux tchèques viennent de pays de l'ancienne Union Soviétique. La plupart sont dans le secteur de l'immobilier ou font fonctionner des fonds d'investissement en République Tchèque.

Slovaquie

Robert FiCO - premier ministre slovaque 2006-2010, depuis avril 2012, issu d'une famille plutôt modeste, fondateur en 1999 et président du parti Direction-Social Démocratie (SMER-SD), qui a fédéré la gauche de gouvernement, sitôt docteur en droit pénal à l'université de Bratislava, il est directeur-adjoint de l'Institut du droit au ministère de la Justice 1992-1995. Il est à noter qu'il a perdu la majorité absolue récemment au parlement le 5 mars 2016 et a monté une coalition hétéroclite, pour se maintenir, avec le Parti National Slovaque (SNS) d'extrême-droite et deux formations de centre-droit. Il est mentionné dans les Panama Papers. En 2003, il a lancé la société Elwing Slovakia dont le but était de construire des immeubles d'habitation dans le quartier de Bratislava Rača. Dans le passé, il a dit à l'hebdomadaire Plus 7 Dni qu'il avait vendu la société et n'avait rien à voir avec elle. Or, sa femme Svetlana en dirigeait le conseil de surveillance jusqu'en 2007. Un an après son départ, un Stanislav JANKOVIČ a pris un siège au conseil de surveillance de Elwing. Ainsi l'ancienne société de Fico est liée à des intermédiaires coopérant avec Mossack Fonseca, mais sont entrés dans celle-ci qu'après Fico l'ait quitté.

Zuzana HERICHOVÁ - originaire de Bratislava, mais vivant maintenant à Prague, Herichová ou bien ses collègues ont été en lien avec un appel d'offres douteux concernant un système de péage d'autoroute à partir de 2009, assez similaire au cas Interblue. Les Panama Papers la montre agissant conjointement en 2008 avec Stanislav Jankovič au sein plusieurs entreprises tchèques dans la société Elwing Slovakia, fondée par le 1er ministre.

Jana LÜTKEN - slovaque, représentante légale d'une société, Interblue Group, impliquée dans le scandale de l'émission-quotas du premier gouvernement Robert Fico, scandale qui en 2008 avait coûté à l'Etat slovaque environ 75 millions de dollars et où personne n'avait été poursuivi. Selon le Centre tchèque pour le journalisme d'investigation, Jana Lütken est mentionnée dans cette affaire comme le 'chevalier blanc' par les Panama Papers.

Selon Finstat.sk, base de données slovaque, le cabinet panaméen voyou a basé à Panama neuf sociétés-écrans détenant des actions dans ... 79 entreprises slovaques ! L'une d'elle est Transam Solution, qui possède les sociétés anonymes Medipark Košice et Blackstorm Group. Ces deux là ont essayé de faire des affaires dans la sphère publique et d'obtenir des subventions. Medipark Košice est derrière un projet avorté de parking dans la ville slovaque de Michalovce et cherche maintenant 7 millions € à titre de compensation pour la perte de ce marché. Blackstorm Group a également essayé de faire des affaires avec un parking, dans le quartier Rača à Bratislava. On a découvert aussi que les avocats de Mossack Fonseca administrent des biens immobiliers en Slovaquie, par exemple un hall industriel à Piešťany. La salle est détenue par une société basée aux Seychelles, Tuscaro Invest, créée et administrée par Mossack Fonseca, mais ses véritables propriétaires ne sont pas connus.

Milan Seliak, un consultant en développement commercial chez Bisnode Slovensko, interrogé par The Slovak Spectator estime "qu'il y a un besoin de faire la distinction entre ce qui est légal et ce qui est illégal. Quand une entreprise est à la recherche d'un endroit avec de meilleures conditions pour faire des affaires, c'est légitime et légal. Mais il est nécessaire de mettre de côté les cas où les paradis fiscaux servent à cacher des revenus d'activités illégales ou criminelles". En gros l'optimisation fiscale, pas de problème. Il précise néanmoins que le Panama n'est pas le 'paradis' (enfer) fiscal le plus

populaire pour les entreprises slovaques, mais bien plutôt, selon la société Bisnode Slovensko, les Pays-Bas, les États-Unis, où certains États comme la Floride ou le Delaware offrent de telles conditions qu'ils peuvent être perçus comme des paradis fiscaux, et enfin, Chypre. Entre 2005 et 2015 il avoue ingénument un véritable hémorragie : ce sont 3121 entreprises, soit 66 % du total, qui ont déplacé leur domicile fiscal de la Slovaquie vers ces trois pays. Pour le Panama, ils enregistrent seulement 174 entreprises !

L'Agence nationale criminelle slovaque (NAKA) et l'administration financière ont réagit, cette dernière par la voix de Patrícia Macíková, "*nous avons commencé à vérifier leur situation*". Le nouveau cabinet issu de l'élection du 5 mars dernier a promis "*une loi plus efficace contre les sociétés fictives se rapportant à toutes ressources publiques et de prévenir la possibilité d'offrir des avantages indus aux porteurs de la puissance publique*" écrit The Slovak Spectator, programme approuvé par le gouvernement le 13 avril. Antérieurement, Radoslav Procházka, à la tête du SIET, un des quatre partis de la coalition, a conditionné la survie du cabinet à la condition que soient exclues des marchés publics les sociétés fictives. Il s'agit de renforcer la loi antérieure, promulguée en septembre 2015, contre ces sociétés.

Hongrie

HORVÁTH Zsolt - ancien secrétaire d'état hongrois, commissaire ministériel pour les pharmaciens dans le deuxième gouvernement Orbán en 2012, ancien député du Fidesz durant 16 ans, parti chrétien-démocrate auquel il a adhéré en 1989, retiré de la politique en 2014, âgé de 52 ans, médecin et économiste diplômé de l'Université Semmelweis, débuta comme infirmier, puis médecin à l'hôpital du comté de Kiskun, dentiste à Kecskemét. Au tournant du millénaire, il occupa plusieurs postes dans les bureaux du premier ministre et du ministère de la santé, prenant le poste de secrétaire parlementaire. Les Panama Papers montrent qu'il a été nommé directeur d'une société off-shore enregistrée aux Seychelles en octobre 2013, Excella Media Internationalnek (International), puis en septembre 2014, il est devenu co-proprétaire d'une autre société, Mayer & Collins Trading Company (Company). Leur but est la production et la commercialisation de jeux de sociétés entre la Chine, Hong-Kong et la Hongrie. Il a pris par ailleurs des parts en février 2014 sur les bénéficiaires du jeu hongrois Okostojás, inventé en 2007 par l'architecte Zagyvai András, aujourd'hui décédé, gérés par deux entreprises hongroises engagées dessus, Art Egg Kft et Art & Smart Egg Kft, *kft* signifie *limited*.

BOLDVAI László - ancien député hongrois socialiste (MSZP), trésorier de son parti jusqu'au 5 avril 2016 et membre du conseil régional du comté de Pest où il présidait le MSZP local, impliqué dans une société panaméenne, au nom de son épouse, et qui a transférée un peu moins de un million de dollars de 2012 à 2013. Celle-ci fut trouvée par le journaliste hongrois Pethő András qui est remonté jusqu'à son époux. Elle était si discrète que c'est parmi certains de ses proches qu'il a pu faire le rapprochement. Le couple n'a pas voulu commenter. Tóbiás József, chef d'une faction du parti, a rendu publique la suspension de Boldvai de ses rangs. Il pourra rester adhérent de son comité local mais ne pourra plus se présenter sous son étiquette mais en 'indépendant'. Tóbiás indique que l'intéressé a admis les faits.

Plus de cent personnes et entreprises hongroises sont impliquées dans les Panama Papers, étudié par les journalistes hongrois du web-journal d'investigation Direkt36 et par l'un de ses créateurs, Pethő András, du portail d'information 444.hu, d'inspiration radicale libérale. Dans le quotidien de gauche Népszabadság, Varga G. Gábor remarque que le gouvernement hongrois avait abandonné une loi contre les 'chevaliers du offshore' il y a des années, bien que cela ait été l'un des principaux thèmes du Fidesz dans sa campagne électorale, avant sa victoire écrasante en 2010. Il a fait remarquer que le ministre du développement national a "*un réseau d'entreprises internationales*", vu qu'il a été avocat d'affaire, avant sa prise de fonction, et avait mis en place des sociétés offshore pour ses clients. Le gouvernement assure qu'il prendra des mesures contre les fautifs mais répondit le 5 avril au journal magyarophone Beföld "*En ce qui concerne la question spécifique de la protection du secret fiscal, nous ne voulons pas que les informations soient rendues publiques*". Pour ce média, "*il est douteux que les organismes d'état (...) osent lancer leur propre enquête*". **NDR** : Petite indication onomastique, en hongrois, comme en coréen ou en chinois, le nom de famille se place devant le prénom.

Slovénie

Uroš SLOKAR - joueur de basket-ball slovène, évoluant dans maints clubs étrangers depuis 2003, changeant souvent d'équipe, en Italie où il fut champion en 2006 et 2010, Allemagne, Espagne et même Canada, actuellement dans l'équipe italienne Juvecaserta Basket.

Mihael KARNER alias Jozef TOPOLOVEC - "*baron slovène à la tête d'un petit empire de stéroïdes anabolisants*" selon le web-journal francophone Le Courrier des Balkans, qui ajoute qu'il est "*parmi l'un des plus grands narcotraficants de la planète*". Sa biographie antérieure est une page blanche, on sait juste qu'en 2000 il se lance dans son petit commerce, faisant importer des précurseurs chimiques produits en Asie du Sud-Est par Asie Pharma, entreprise chinoise, mais aussi aux Maldives, dans l'Océan Indien, et en Grèce, ce afin de les transformer en stéroïdes dans une entreprise d'Europe Orientale. Il utilisera internet pour vendre en ligne ses produits, passant par des intermédiaires en Grande Bretagne et en Italie, ramassant au total plus de 50 millions de dollars. La Grande Bretagne et l'Italie ont commencé à enquêter sur lui en 2003, suivis par l'Autriche en 2005. Enfin, après plus de dix ans d'enquête, la cour de l'État américain du Massachussets l'a inculpé en 2010, ainsi que sa femme Alenka avec ses père et mère et son frère, Goran HRIBAR, pour blanchiment et trafic de drogues. Mais il réside en Slovénie, pays qui n'a pas de convention d'extradition avec les États-Unis. Au final son jugement de 2011 ne retient que son épouse, lui même et son frère Matevž. En 2013 des sanctions sont décidées contre Karner seul, renforcées et étendues en février 2015 contre son frère, sa femme et un associé, ainsi que Uroš SLIVNIC, cousin de Karner, associé à Dejan DONKO, mentionnés comme liés à 14 entités off-shore. Les Panama Papers montrent qu'il a dissimulé au fisc slovène un chalet en Autriche, une Porsche et un yacht mais surtout, révèlent comment il dissimulait ses ventes illicites au moyen d'une douzaine de sociétés off-shore ! Deux d'entre elles ont été domiciliées aux Seychelles en 2001, Ammersham Commercial Ventures, entièrement détenue par Karner, Northstar Trading Group, répartie entre Karner et un collègue slovène. En avril 2005 tout deux font du cabinet panaméen voyou l'agent de ces sociétés bidons puis, en octobre elles sont remises à FIFCO (Offshore) Services Limited, aussi basée aux Seychelles, et disparaissent de la documentation de Mossack Fonseca !

Savo STJEPANOVIĆ - slovène, détenteur de la moitié de Northstar Trading Group, société basée aux Seychelles et dont l'autre part est au trafiquant de drogues Mihael Karner. Dans un échange de courriels avec le journal Delo en juillet 2013, il a fermement nié toute connexion avec des sociétés offshore. Pourtant, les Panama Papers le montrent établissant en novembre 2014 une nouvelle société, Green Software Limited, basée dans l'île antillaise d'Anguilla, aux Indes Occidentales anglaises. Il a pour partenaire Gregori VERĆ, qui l'étaient déjà dans une compagnie basée à Ljubljana, la capitale slovène, censée s'occuper de jeux et applications pour mobiles. La justice étasunienne a prit en février 2015 des sanctions contre lui.

Uroš PETROVIĆ - selon les Panama Papers, propriétaire de la société UPC Consulting Group, il écrit au cabinet panaméen voyou que Stjepanović n'est pas un trafiquant de drogues et n'est pas connu non plus pour des sites de vente en ligne de tels produits.

Croatie

Miroslava PLIŠO - avocate croate de premier plan, du cabinet Plišo i Marković, domicilié rue Smičiklasovoj, à Zagreb, propriétaire, propriétaire du célèbre domaine de la Villa Meneghetti, en Istrie, province du nord-ouest du pays, qui sur la moitié de ses 12 hectares produit un vin exceptionnel et de l'huile d'olive excellente. Un article de I. Delić sur le portail 7Dnevno, venant de découvrir ce nom dans la base de données Panama Papers, publia le 11 mai le témoignage d'un artisan du bâtiment, père de trois enfants, qui avait dû bosser (au noir) pour lui durant plus d'un an sur son domaine istrien et à son cabinet et qui, n'étant pas payé veut porter plainte. Il le prévint qu'il ne devait pas même y songer, vu qu'il avait lui des relations haut-placées dans la politique, la police, la justice et les médias. "*Malgré son arrogance et son insolence, j'ai poliment essayé d'expliquer que j'avais payé la TVA sur les factures, mais Plišo ne voulait rien entendre*".

Zoran MARKOVIĆ - avocat croate associé à Plišo au sein du même cabinet. Leur firme a souvent travaillé pour le gouvernement croate et les entreprises publiques. En 2009, par exemple, le ministère de la comptabilité, des Finances et des marchés publics et le ministère de l'Économie, du Travail et de l'esprit d'entreprise ont conclu un contrat de service valant des millions. Ainsi, une forêt croate se trouva-t-elle sous contrat avec un cabinet d'avocats pour la collecte et l'analyse de documents du registre foncier et du cadastre. Zoran Marković fut par ailleurs impliqué dans des négociations avec le gouvernement en 2006-2007 à propos de la privatisation de Ine et HT-a. Comme avocat directeur de la société Fima Ami Limited, il a approuvé un prêt de 34 millions d'euros représentant le montant d'une dette dues à Merrill Lynch. Or cette dernière société, qui pratiquait le conseil financier auprès du gouvernement, avait à son tour engagée le cabinet d'avocats Plišo i Marković !

Le ministère des finances de la Croatie a déclaré qu'il suivait les développements en ce qui concerne les Panama Papers et promet, soit-disant pour certains, de prendre toutes les mesures envisageables par les lois pertinentes concernant l'implication possible de sociétés ou de ressortissants croates. Seules trois entreprises croates sont prétendument mentionnées dans les documents, mais le ministère a refusé d'en révéler le détail, arguant de la protection sur la vie privée. Le journal croate Slobodna Dalmacija reprend ce nombre de trois le 4 avril et ajoute, que sont aussi connus trois clients du cabinet panaméen voyou, 8 propriétaires et 22 actionnaires de sociétés off-shores. Le web-journal croate 7Dnevno donne au 11 mai le nombre de 20 entités, 27 adresses et 44 noms d'intermédiaires.

Bosnie-Herzégovine

Zoran ČOPIĆ - condamné en Bosnie-Herzégovine pour blanchiment des profits de la cocaïne pour le gang de Darko Sarić, a coopéré étroitement avec l'homme d'affaire serbe Igor Szabo. Le cabinet panaméen voyou, dans un échange de mails avec ce dernier disent savoir ses crimes.

Serbie

Slobodan MILOŠEVIĆ (1941-2006) - ancien président de Serbie 1989-2000, d'abord au sein de la Yougoslavie puis comme état indépendant à partir de janvier 1992, unis en avril suivant dans une nouvelle Yougoslavie avec le Monténégro, mais que la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine, encore hésitantes auparavant, refusent de rejoindre. Arrêté le 1er avril 2001 pour abus de pouvoir et corruption, après un siège de 33 heures par la police, livré à l'ONU en juin suivant, inculpé de crimes contre l'humanité il est jugé par le TPIY à partir de février 2002 et meurt de maladie avant la fin de son procès. Selon le réseau serbe KRIK, les Panama Papers révèlent que dans les années 1990 et alors qu'il était en poste, il a sorti beaucoup d'argent du pays, canalisant plus d'un milliard de deutschmarks "*volés aux citoyens de la Serbie*" avec ses collègues par l'intermédiaire de sociétés offshore à Chypre.

Siniša MALI - économiste serbe, maire controversé de Belgrade depuis avril 2014, politiquement indépendant, études économiques à Belgrade en 1993 puis curieusement master en Art en 1998, tandis qu'il travailla pour l'agence belgradoise de la firme étasunienne Deloitte & Touche, qui conseille les multinationales, de 1995 à 1997, avant de passer à celle de Prague de 1999 à 2001. Plusieurs de ses collaborateurs sont impliqués. Il fonde en 2004 sa propre société de conseil, spécialisée dans les fusions-acquisitions et la consolidation des entreprises. Il fut président de plusieurs conseils d'administration, tels que Fiat Automobili Srbija, Komercijalna Banka et Air Serbia. Analyste financier agréé (CFA) et un gestionnaire de portefeuilles, sous licence, à la Bourse de Belgrade. En 2003, alors qu'il travaillait pour l'agence de privatisation de la Serbie, il a aidé Vladimir Delić dans une privatisation. Mali n'a pas utilisé Mossack Fonseca pour les entreprises qu'il avait déjà enregistrées, mais plutôt pour user des services de d'autres sociétés off-shores. Selon les journalistes de KRIK, il a travaillé, il y a plus de dix ans, avec Mark Harrison, représentant du cabinet panaméen voyou en Serbie, le faisant embaucher par l'agence de privatisation quant à la vente d'une compagnie publique de carburant Beopetrol, passée ensuite aux mains des russes dans des conditions douteuses. Les Panama Papers montrent qu'il était directeur des

sociétés off-shore Brigham Holding & Finance Incorporated et d'Etham Invest & Finance Corporation en juillet et août 2011. Elles ont été utilisées pour acheter des appartements sur la côte bulgare. Il les a fait enregistrer par une autre société, Trust Company Trident, n'apparaissant pas ainsi comme client direct du cabinet panaméen. L'année suivante, il se lance en politique, devenant conseiller pour l'économie du premier vice-premier ministre Aleksandar Vucic. Après l'éviction du maire Dragan Djilas en 2013, il fut nommé président du Conseil provisoire de Belgrade avant de lui succéder.

Vladimir DELIĆ - proche partenaire d'affaire du maire Belgrade Siniša Mali, apparaît dans les données de Mossack Fonseca en tant que propriétaire de plusieurs sociétés off-shore. En 2003 l'édile l'a aidé, ainsi que son père, à privatiser Bratstvo, un équipementier ferroviaire mais l'entreprise a finalement fait faillite et ses travailleurs ont perdu leur emploi. Les autorités serbes ont ouvert une enquête sur cela, mais le procureur a abandonné les charges criminelles. Delic a promis des actifs de l'entreprise privatisée pour que sa société chypriote Unibros puisse lever un emprunt d'environ 3,7 millions d'euros (4,1 millions \$ US). Les Panama Papers montrent que Delic est de retour dans le jeu, avec la création de deux sociétés dans les Émirats Arabes Unis (EAU) en 2014 et 2015. Grâce à l'une d'entre elle, il est propriétaire d'une société panaméenne traitant de livraisons trans-océaniques par navires.

Zoran DRAKULIĆ - homme d'affaires serbe, les Panama Papers montre qu'il était l'avocat d'une entreprise qui contrôlait une société off-shore par laquelle a transité, dans les années 1990, une partie de l'argent volé au peuple serbe par leur ancien président Slobodan Milošević.

Vuk HAMOVIĆ - magnat de l'énergie dans les Balkans, fournisseur d'électricité bien connu, est nommé selon KRIK dans les Panama Papers comme partenaire d'affaire de Zoran Drakulic.

Slobodan ANDJIĆ - serbe, présumé ami proche de Milošević, les Panama montrent qu'en 2012 il est devenu le directeur d'une société off-shore enregistrée dans les Îles Vierges britanniques.

Serdjan SAPER - homme d'affaires serbe, acteur majeur de l'activité publicitaire en Serbie, considéré comme un des plus puissants dirigeants des médias de Serbie. Les Panama Papers indiquent qu'il a utilisé des sociétés off-shore pour expédier environ 3 millions € hors de Serbie, gagnés en vendant des espaces publicitaires pour les plus grandes chaînes de télévision serbes, RTS et PINK. Nous avons les détails sur comment cela fut géré.

Filip ZEPTER - un des hommes d'affaires serbes les plus riches du pays. selon les Panama Papers Il a coopéré avec Alain Bionda, avocat et *trader* de pétrole. Bionda, depuis la Suisse, fit créer pour Zepter par le cabinet panaméen voyou plusieurs sociétés off-shore, domiciliées dans les Îles Vierges britanniques, à Panama et à Chypre. Leur partenariat est plus étroit encore, puisque Bionda fut nommé directeur de plusieurs d'entre elles.

Miodrag KOSTIĆ - homme d'affaires serbe au sommet, engagé dans l'agriculture et le secteur bancaire, apparaît dans les Panama Papers en 2008 en tant que participant au transfert de 368 000 euros, ce qui représente 510 000 dollars, entre deux sociétés off-shore. Une de celles-ci à des parts dans la banque AIK, que contrôle Kostic.

Vladimir BANJAC - fournisseur de pétrole serbe, ancien pilote d'avion qui jadis a volé pour la compagnie publique JAT et qui, parce qu'il a effectué plusieurs atterrissages d'urgence avec succès, a été surnommé 'le héros' par les médias serbes. Les Panama Papers montrent une autre face moins avenante. Banjac et son partenaire d'affaire établirent en novembre 2014 une société off-shore, Nanoinpekt Solutions Limited, basée aux Seychelles. Or, quelques mois plus tôt, leur société homonyme, basée à Belgrade, avait remporté un appel d'offres qui fit de celle-ci la seule entreprise en Serbie avec une licence attestant que le carburant qu'elle fera venir pour le vendre dans le pays proviendra d'un fournisseur légal.

Vojin LAZAREVIĆ - homme d'affaires serbe, apparaît dans les données des Panama Papers. Sa société serbe, Rudnap Group AD, créa en 2007 une entité appelée Giralia Resources Limited dans le 'paradis' fiscal des Seychelles, mais on ne sait pas ce que cette société faisait.

Miroslav MIŠKOVIĆ - homme d'affaire serbe, les Panama Papers révèlent que son épouse Ljiljana a utilisé en 2014 un intermédiaire pour demander aux agents de Mossack Fonseca d'établir une société off-shore pour elle, destinée à des investissements à faible risque.

Milan POPOVIĆ - homme d'affaires serbe, les papiers du cabinet panaméen montrent qu'il a formé un partenariat avec un magnat russe proche de Vladimir Poutine, Konstantin Malofeev.

Roksanda ILIĆ - créatrice de mode serbe, native de Belgrade où elle étudia l'architecture et le design, elle partit en 1999 afin de poursuivre à Londres où elle demeure et travaille depuis. Elle compte dans ses clients plusieurs *A-listers*, des noms en tête d'affiche, tels que Kate Middleton, Michelle Obama, Samantha Cameron, Anne Hathaway ou Emma Stone. Avec son mari Philip Dermot BUENO DE MESQUITA ils sont actionnaires de la société Greenland Property Limited, partiellement propriétaire d'une entreprise en Serbie qui a été utilisée pour vendre des ordinateurs à des agences de l'état serbe et, plus tard, pour des activités de conseil. Le network KRIK, basé à Belgrade et qui enquête sur le crime et la corruption, déclare que la société du couple est basée aux Îles Vierges britanniques. L'intéressée fait répondre au web-journal étasunien Fusion qu'il n'y a rien d'obscur dans ses actifs, qu'elle ne permet pas d'éviter l'impôt, est imposée en Grande Bretagne sur ses revenus dans le monde entier, sous réserve de 'double imposition' éventuelle, un système de convention entre état permettant, justement, de ne pas payer d'impôt et enfin, que la société est dormante et sans actif.

Darko KOVAČEVIĆ - ancien joueur de football yougoslave serbe 1992-2009, passa à Sheffield, la Juventus de Turin 1999-2001 et deux fois au Real Sociedad de Madrid 1996-1999, 2001-2007. Il a bénéficié des montages du club madrilène puisqu'étant censé toucher 2000 € par mois lors de la saison 2006-2007 le buteur a reçu en réalité 1,4 millions ! L'opération s'est effectuée par le truchement d'une société basée aux Pays-Bas.

Predrag LUČIĆ - serbe, possède Serbia's Lučić Invest et Panonka AD, selon les Panama Papers, il a fondé deux sociétés off-shore basées aux Seychelles, LP Line Investment et Bluering Limited, sans que nous sachions ce qu'elles font. L'intéressé a déclaré aux journalistes de KRIK que ces deux sociétés ne font pas du tout du *business*. Il dit les avoir établies dans l'intention d'investir en Afrique, mais qu'il a changé d'avis parce que l'Afrique n'a pas assez sûre pour investir. Quel manque de flair dans les affaires ! Par ailleurs, Lučić est propriétaire de la société serbe de location d'avion auprès de particuliers, en anglais *airtaxi*, Prince Aviation. Cette dernière figure dans un acte d'accusation italien comme l'une des sociétés utilisées pour transférer les bénéfices de la contrebande de cigarettes par des groupes issus du crime organisé italien, ce sous une 'protection' contre les agents de l'État monténégrin !

Igor SZABO - homme d'affaires serbe, impliqué depuis la dernière décennie pour divers crimes financiers, depuis début années 2000, il a utilisé les services du cabinet panaméen voyou pour mettre en place des groupes de sociétés offshores. Plusieurs procureurs serbes disent que Szabo a utilisé ses entreprises pour drainer l'argent des entreprises privatisées. Il a été inculpé pour abus de pouvoir dans le cas Azotara. Il est également établi qu'il a coopéré étroitement avec Zoran Čopić, un blanchisseur bosniaque de l'argent de la cocaïne. Dans un échange de mail avec lui, le cabinet panaméen voyou dit ne pas ignorer les activités criminelles de Čopić. Mais voilà, il en exonéra Szabo en continuant à travailler avec lui après qu'il ait fourni une procuration à un employé de sa femme. L'intéressé répondra au network KRIK qu'il ne possédait pas les sociétés établies avec Mossack Fonseca, mais qu'il était simplement un représentant et qu'elles ont été mises en place pour la commercialisation d'engrais chimiques avec la Slovaquie et l'Afrique du Sud. Enfin, il dit ne pas avoir d'affaires en Serbie.

Mark HARRISON - nationalité inconnue, représentant en Serbie du cabinet panaméen Mossack Fonseca, grâce à Siniša Mali, maire de Belgrade, il est embauché par l'agence de privatisation de la Serbie en tant que consultant dans la privatisation de la compagnie de carburant Beopetrol, ensuite vendu à l'entreprise russe Lukoil, transaction qualifiée par le conseil anticorruption d'entreprise de corruption. Le network KRIK avait publié une enquête sur Mali qui le bouleversa. Les Panama Papers montrent qu'une semaine après la publication de l'article, il a envoyé un courriel au siège du cabinet panaméen voyou, l'interrogeant après aout 2011 au sujet de deux sociétés off-shore dans lesquelles Mali était directeur, en demandant l'état de ces sociétés et insistant pour qu'il lui réponde immédiatement. L'agence a répondu que le maire n'est pas leur client car Mali a utilisé une autre société-écran pour les enregistrer.

Au sujet des hommes d'affaire serbes impliqués, "*certaines de ceux qui sont mentionnés dans les documents étaient sous enquête ou mis en accusation pour des actes criminels liés à des opérations en mer. D'autres, cependant, ont utilisé ces entreprises dans un cadre légal*", a déclaré le network KRIK, réseau serbe de recherche contre le crime organisé et la corruption, premier à donner en Serbie une liste de compatriotes, le 5 avril. Ainsi, les Panama Papers montrent que l'usine sidérurgique serbe Zelezara Smederevo a signé un contrat en 2013 avec une société enregistrée aux Îles Vierges britanniques et contrôlée par un groupe d'ukrainiens objets d'investigations par l'agence financière de ces îles pour blanchiment d'argent et qu'on soupçonne en Ukraine de contrebande de charbon.

Montenegro

Au moins 13 sociétés, deux clients, deux or trois bénéficiaires et 16 actionnaires du Montenegro sont mentionnés dans les Panama Papers, selon la carte interactive publiée par l'Irish Times. Le nom d'un blanchisseur serbe d'argent de contrebande de cigarettes, organisée par des groupes maffieux italiens, apparaît dans les Panama Papers. La justice italienne, par ailleurs, suspecte que des agents de l'État monténégrin aient pu se laisser corrompre, puisque ce trafic passait par leur petit pays et qu'il dura en bénéficiant de 'protections'.

Kosovo

Rappelons qu'au 20 mai 2015, seulement 111 états le reconnaissaient, qu'il n'est pas admis à l'ONU, tout comme Taïwan ou le Vatican, alors que la Palestine à 60 % occupée l'est par 136 états vers juin 2015. Le directeur de l'Unité de renseignement financier, Dardan Nuhiu, dit à Radio Free Europe que ses services analysent tous les cas d'implication potentielle de citoyens Kosovar dans les sociétés off-shore mentionnées par les Panama Papers et ajoute qu'ils seront transmis à la police s'il y a lieu. Le fonctionnaire ajouta finement, "*15 % des pays du Monde sont considérés comme des paradis fiscaux et nous surveillons toutes les transactions avec tous ces états*". Même le Delaware, aux États-Unis ?

Albanie

Ismail MULLETI - albanais, selon le journal israélien Haaretz, qui lui donne le nom de 'Mulati', il était propriétaire, avec la firme canadienne Global Fluids International SA et un avocat d'affaire israélien, de la société off-shore GFI Technologies, créée en mai 2013 et domiciliée à l'île caraïbe d'Anguilla. Quelques semaines plus tard, elle reçoit du gouvernement albanais de l'époque l'un des contrats les plus controversés, mais aussi l'un des plus lucratif, celui du 'marquage' des carburants. Mais GFI ne remporta pas seule cette concession de dix ans sur la coloration du carburant car elle unie ses forces avec la société Petroleum Consulting Partners, enregistrée mai 2013 en Suisse et dont l'actionnaire est inconnu. Encore quelques semaines et elles s'unissent dans un consortium. La valeur du contrat est de près de 200 millions d'euros. En septembre 2015, GFI a disparu en ne gardant symboliquement que seulement 0,07 % des actions, vendant le reste à Petroleum Consulting Partners. Cette opération est typique d'un société off-shore, fermée afin de ne laisser aucune trace.

Efraim DIVEROLI - trafiquant albanais de munitions militaires.

Le journal Tirana Times a mentionné le nom de deux entreprises, de 3 bénéficiaires et 22 actionnaires liés à des sociétés off-shore d'après les archives du cabinet panaméen. Les Panama Papers révèlent plusieurs contrats de concession en Albanie détenus par des entreprises créées dans des 'paradis fiscaux' et cela ne semble pas être un hasard.

Macédoine

Gjorge IVANOV - président de la république macédonienne depuis 2009, réélu en avril 2014, débuta en 1988 comme éditeur à l'office national de radio-télédiffusion macédonienne, du temps de la Yougoslavie, puis enseigne la théorie et la philosophie politique à la faculté de droit de Skopje. Professeur agrégé en 1992 puis titulaire en 2008 à l'Université Saints Cyrille et Méthode, toujours dans la capitale. L'année suivante, le parti VRMO-DPMNE en fait son candidat aux présidentielles, bien qu'il n'en est pas membre et, il les remporte ! Il est un promoteur des marchés 'libres'. Au début de l'année 2015, un scandale d'écoutes téléphoniques massives et illégales atteint gravement son autorité, quand Zoran Zaev, chef du Parti social-démocrate macédonien (SDSM) a commencé à publier des enregistrements qu'il dira être issus de la mise sur écoute illégale de plus de 20 000 citoyens macédoniens, commandée par l'ancien premier ministre et chef du parti au pouvoir, Nikola Gruevski ! Ce dernier aurait également mis sur écoute les membres de son propre cabinet. Ces enregistrements prouveraient pour plusieurs hauts responsables du gouvernement Gruevski une influence sur le pouvoir judiciaire, le népotisme, la fraude électorale, l'abus de pouvoir, des dépenses publiques illégales, des arrestations politiquement motivées et ... une tentative pour couvrir un assassinat. Le président Ivanov a pris ensuite, le 12 avril 2016, une décision controversé mais la constitution lui en donne pouvoir, de pardonner aux 56 accusés dans l'affaire des écoutes. Encore plus maladroit, son cabinet a appelé l'opposition politique accusant sa famille d'être impliquée dans les Panama Papers, de publier des preuves, selon l'Independent Balkan News Agency. Petre Shilegov, porte-parole du SDSM, déclara le 24 avril suivant, au cours d'une conférence de presse que Saso TONEVSKI, beau-frère du président, avait des liens d'affaire avec la société LIP Corporation, enregistrée au Panama, qui a fondée Delfino Travel Balkans en Macédoine que justement, le frère de la première dame Maja IVANOVA, dirige. Selon Shilegov cette dernière a été rayée des tablettes de Mossack Fonseca : "*Il y a quelques jours, à un moment où les scandales de blanchiment d'argent au Panama ont commencé à se répandre, la société Delfino Travel a été effacé du registre central. Quelle est la cachette de la famille Ivanov ?*". De plus en plus de macédoniens veulent sa démission.

Bulgarie

Bilyan BALEV - co-président de la Banque de Développement Bulgare, qui appartient presque exclusivement à l'État bulgare et est supervisé par le ministère des finances du pays. Balev, un ancien journaliste qui a été l'un des trois chefs de la direction de la Banque de développement bulgare depuis 2013, a mis en place l'an passé, en 2015, une société off-shore, Finco Grace Limited, pour gérer la location de son yacht à 650 000 €. Cependant, l'entité a été incluse dans sa déclaration fiscale au Bureau national de vérification de la Bulgarie.

Les noms de 50 sociétés et 6 firmes intermédiaires, de 16 propriétaires et 78 actionnaires, tous bulgares et liés à des comptes off-shore, ont été trouvés dans les Panama Papers, mais aucun politicien n'était impliqué quand le scandale éclata, selon le quotidien bulgare 24 Chasa, partenaire du consortium international de recherche (ICIJ). Ces comptes sont situés dans les 'paradis' fiscaux des Bahamas, des Seychelles, des (petites) Antilles, à Panama, sur l'île pacifique de Niue et aux Îles Vierges britanniques. Le premier nom de 'personnalité politique exposée' a été publié le 4 mai par 24 Chasa qui n'a, hormis ce dernier travaillant dans la sphère publique, publié que ceux d'entrepreneurs oeuvrant dans le privé. Il faut enfin ajouter 100 autres personnes, administrateurs, agents, avocats ou liquidateurs, certaines d'entre elles étant des étrangers résidant en Bulgarie ou ayant des passeports bulgares.

Roumanie

Ionut COSTEA - roumain, vice-président de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) et président de l'Eximbank, directeur de OMV Petrom etc.

Corneliu IACUBOV - homme d'affaires roumain, ancien vice-président du Parti social démocrate (PSD) à Bacău, considéré comme un politicien controversé. Sous le gouvernement Vacaroiu (1992-1996) fut à la tête de FPP Moldova, puis partira aux États-Unis, pour en revenir en 2000, rachetant les raffineries Dărmănești puis Rafo Onești. Il sera accusé d'enrichir ses amis, tel Dorinel Umbrărescu surnommé 'le roi de l'asphalte', par des prêts qu'ils souscrivent pour des millions avec l'argent provenant du FPP qu'il dirigeait, prêts qui ont été retournés à Bancorex et Bankcoop. En mars 2005, il est arrêté avec Teodor Găureanu pour complicité d'évasion fiscale, blanchiment d'argent, fraude et détournement de fonds. Selon les médias roumains, Iacubov avec la complicité de Tender et Iancu frères, ont pris de l'argent à Rafo Onești. Le préjudice a été évalué à 700 milliards de lei. Le 28 juin 2012, les juges de la cour de cassation le condamnent à sept ans de prison pour la faillite de Rafo Onești. Dans la même affaire Toader Găurean prend six ans prison et Marin écope de sept ans. Le malfrat avait encore créé en 2004 Iacubov Southern Media Group Company, entreprise de transport avec un réseau de minibus 'maxi taxi'. Le journal Romania Libera a révélé en 2006 que cette compagnie était proche de la faillite, avec une dette de 4 milliards de lei.

Dinu PATRICIU (1950-2014) - homme d'affaires roumain, PDG de la multinationale pétrolière Rompetrol Group qui détient la majorité de ses actifs en Roumanie, France, mais aussi Ukraine, Géorgie et Moldavie. Quand il ouvre un bureau à Moscou, quelques mois après, en août 2005, est créée Markside Holdings Limited une société off-shore basée aux Îles Vierges britanniques où il est partenaire d'affaire avec Ion Sturza, son responsable du développement dans l'ex-URSS et Constantin Loutchenko, chef de son bureau moscovite. Elle est liquidée après sept ans sur décision commune des actionnaires en 2012. Entre temps, il vend 75 % des parts de Rompetrol en 2007, puis les 25 % restant en 2009, à une entreprise du Kazakhstan, KazMunaiGaz (KMG), un pays notoirement corrompu. En échange, les khazaks auront accès à deux raffineries roumaines, Petromidia sur la Mer Noire et Vega à Ploiești, ainsi qu'au terminal maritime de Midia, à Năvodari. Devenu milliardaire à l'issue de cette vente et l'homme le plus riche de Roumanie, il n'en profitera pas longtemps, décédant d'un cancer à 64 ans.

Gabriel COMĂNESCU - PDG roumain de l'entreprise GSP.

Ilie BASUIOC - propriétaire roumain d'une flotte de bateaux de pêche.

Remus TRUICĂ - roumain, en relation avec Beny Steinmetz, homme d'affaire israélien.

Elan SCHWARTZENBERG - en relation avec Rupert Murdoch, magnat australien des médias.

Robert ROȘU - roumain, fondateur du cabinet d'avocats Tuca, zbarcea and Associates.

Ion ȚIRIAC - homme d'affaires roumain, ancien joueur professionnel de tennis, les Panama Papers montrent qu'il eut des liens avec Klaus Mangold, important businessman allemand.

Selon Rise Project, site internet de journalistes indépendants membre du consortium de l'ICIJ, outre l'homme d'affaire roumano-australien Frank Timis, qu'on retrouvera à 'Australie', et l'ancien premier ministre moldave ci-dessous, sont associés à des 'paradis' fiscaux d'autres hommes d'affaires roumains, dans les secteurs du football et des médias. Les Panama

Papers jettent encore la lumière sur le projet Rosia Montana de mine d'or en Roumanie et les privatisations controversées de la raffinerie Rafo et du producteur d'aluminium Alro.

Moldavie

Ion STURZA - ancien premier ministre de Moldavie 1999, resté en poste neuf mois, de nouveau désigné à cette charge le 21 décembre 2015, il présente son gouvernement le 4 janvier 2016 devant le parlement pour l'investiture, mais n'ayant pas le quorum nécessaire, seuls 47 des 101 députés sont présents, il démissionne le lendemain, sans doute quelque peu dégoûté du peu d'intérêt qu'on lui porte ! Ion Sturza se retire définitivement de la politique pour entrer dans les affaires, intégrant en 2002 la multinationale roumaine Rompetrol Group, devenant vice-président pour le développement des affaires en Russie et dans la Communauté des États Indépendants, vestige de l'ex-URSS. C'est à ce titre qu'il subordonne à partir de 2005, dès son ouverture, le bureau de Rompetrol Group en Russie. Peu après il devient co-actionnaire d'une société off-shore initiée par son patron, Markside Holding Limited. En 2007, puis 2009, Ion Sturza est l'intermédiaire dans la vente en deux temps des actifs de la Rompetrol à une entreprise khazake. Quittant alors la multinationale pétrolière, il devient président du fond d'investissement Fribourg Capital, une société luxembourgeoise, au travers de laquelle il fera maintes affaires en Moldavie et en Roumanie. Nous le retrouvons enfin comme secrétaire de la réunion des actionnaires de Markside Holding lors de la dissolution en 2012 de cette société.

Anatol STATI - milliardaire, considéré comme l'homme le plus riche en Moldavie, avec une fortune estimée à deux milliards de dollars. Stati est le propriétaire de la société Ascom Group depuis 1994, agissant dans le secteur du pétrole, au Kazakhstan et au Soudan.

Selon l'édition du 4 avril du web-journal en langue roumaine Ziare.com ce sont 22 citoyens moldaves qui apparaissent dans l'enquête du consortium international de journalistes.

Ukraine

Petro POROCHENKO - président de la république d'Ukraine depuis juin 2014, ministre du commerce et du développement économique mars-déc. 2012, ministre des affaires étrangères oct. 2009- mars 2010, député 1998-2005, 2006-2007, 2012-2014, milliardaire initiant sa fortune dans le chocolat. Quand il a pris ses fonctions il avait promis de vendre le groupe Roshen, son entreprise de bonbons, mais moins de deux mois après son entrée en fonction, le 21 août 2014, il fait enregistrer par le cabinet panaméen voyou la société Prime Asset Partners Limited dont il est l'unique actionnaire, à une adresse à Chypre, sous juridiction des Îles Vierges britanniques où il 'déplaça' son entreprise, permettant d'éviter des millions de dollars d'impôt du fisc ukrainien. L'intéressé répondit sur sa page Facebook, pour faire 'moderne' qu'il "*gère de manière très sérieuse la déclaration de ses actifs, les paiements de ses impôts et les problèmes de conflit d'intérêts et ce dans le respect total du droit privé ukrainien et international*". Devant la population il est plus disert, disant que cette société off-shore n'avait pas d'actif et avait été une restructuration d'entreprise légitime destinée à vendre Roshen. Les révélations des Panama Papers tombent au plus mal, alors que son gouvernement fait campagne contre les sociétés off-shore. Depuis plusieurs mois déjà, au parlement ukrainien, le Bloc de Porochenko s'affronte au Parti du Front Populaire de son 1er ministre Arseniy Yatsenyuk, qui se renvoient mutuellement des accusations de corruption ! Oleh Lyashko, chef du Parti Radical, a exhorté la justice à entamer une procédure de mise en accusation.

Pavlo LAZARENKO - ancien premier ministre d'Ukraine 1996-1997.

Ioulia TYMOCHENKO - ancienne première ministre d'Ukraine janv.-sept. 2005, 2007-2010, vice-première ministre chargée du fuel et de l'énergie 1999-2001, député 1997-2000, 2002-2005, 2006-juin 2007, nov.-déc. 2007, depuis novembre 2014, dans la coalition au pouvoir.

Oleksi AZAROV - fils de Mykola AZAROV ancien premier ministre d'Ukraine 2010-2014, ministre des finances 2006-2007, vice-premier ministre 2002-2005, sous présidence Viktor Ianoukovitch.

Guennadi TROUKHANOV - maire d'Odessa.

Igor KOLOMOÏSKI - oligarque ukrainien, bref gouverneur de la région de Dnipropetrovsk.

Viktor MYKHAÏLOVYTCH PINTCHOUK - oligarque ukrainien, diplômé de métallurgie en 1983, baron de la sidérurgie, cultivant ses amitiés en 'Occident' et une image de mécène.

Igor AKHMETOV - frère du plus riche oligarque ukrainien, Rinat AKHMETOV.

Sergueï TAROUTA - oligarque de l'Est ukrainien.

Le journal français Le Monde écrit le 4 avril "La liste des personnalités ukrainiennes présentes dans les fichiers de Mossack Fonseca est une promenade dans la vie politico-financière de ces vingt dernières années" et c'est en effet le gratin (corrompu) du pays qu'on retrouve.

Belarus

Alexander LUKASHENKO / fr. LOUKACHENKO - président du Belarus depuis 1994, apparaît dans les Panama Papers comme propriétaire de l'off-shore Avonlea Industry Corporation, domicilié aux îles Vierges britanniques. Le site d'information bélarussien Charter 97 pense qu'il faut l'identifier à un homonyme russe, Alexander Lukashenko Mikhaïlovitch, mais outre qu'ils n'ont pas tout à fait le même nom, pourquoi le premier n'a pas de mention de nationalité ?

Nikolay BELONOGOV et Mikhail BELANOHAU - dirigent un groupe d'hommes d'affaires de Minsk traitant du commerce des produits dérivés du pétrole. Ils ont également co-propriétaires d'une société basée aux Îles Vierges britanniques appelée Anabelle Trading.

Vadim VELICHKO et Dmitry AEROV - bélarussiens, selon le rapport de kyky.org s'identifient aux homonymes co-fondateurs de la Latvian Baltimex Trading, possèdent deux sociétés off-shore.

Sergey TKACHUK - homme d'affaires bélarussien, co-propriétaire de la chaîne de magasins Rublevski et d'un certain nombre de centres commerciaux, propriétaire du groupe Mostra qui développe la restauration rapide Burger King et d'autres entreprises en Bélarus. Orthographié Sergey Tchachuk dans la base de données ils s'identifient selon Radio Svaboda.

Igor OBMETKO - bélarussien, propriétaire de LBR-Agromarket, le réseau de distribution de machines agricoles et de pièces détachées en Russie, mentionné trois fois.

Valery BASHMANOV - propriétaire du distributeur de machines agricoles LBR-Agromarket. En 2015, il était dans le top 10 des importateurs de la région de Smolensk, en Russie.

Igor CHERNY - biélorussien, propriétaire de Isostroï promstroï, Isopanel et Isospan. Ses entreprises furent confrontées à des problèmes en 2015, Isostroï n'a pas fonctionné durant plusieurs mois, provoquant le licenciement de ses employés.

Alexander LASKOVICH - propriétaire des tricots Panda pour femmes de la région de Brest.

Andrei KARTSEV - biélorussien, directeur de Minsk SITEK Group, qui traite de la révision supérieure des machines, de la distribution et de l'équipement de service Siemens et d'intégration de logiciels pour l'automatisation de l'usine.

Vadim GITLIN - biélorussien, un des fondateurs de Alfa-Trans, qui fournit des services d'expédition de fret et de transport à la frontière russo-biélorussienne.

Inna ANIKEVICH - vice-présidente du conseil d'administration de la lotterie Sport-Pari.

Alexander VASHKEVICH - professeur de l'BSU, ancien expert de la Commission constitutionnelle 1991-1993 et ancien juge de la Cour constitutionnelle du Bélarus mai-décembre 1996, expert du Conseil de l'Europe et membre du groupe d'experts sur la liberté des réunions pacifiques.

Vladimir SHISHKO - biélorussien, à la tête du département Forensics du comité central d'enquête du Bélarus et en même temps, ancien directeur de Brestenergo.

Alexander METLA - biélorussien nommé dans les Panama Papers, ami de Victor SHEIMAN, directeur du Fond de la Mémoire Afghane et le directeur général de la ligne Staline.

Larisa VASILKO - biélorussienne, présidente du conseil de surveillance de Eurotorginvestbank, par ailleurs le co-propriétaire de la société Evroopt est Vladimir VASILKO.

Asya ZUBARIK - biélorussienne, actionnaire de Polish Gas Company, sans doute à rapporter à l'homme d'affaires biélorussien Artur ZUBARIK, distributeur de gaz et autres ressources.

Leonid BELY - biélorussien, charter97.org se demande s'il faut le connecter à Pavel Bely, joueur de hockey de l'équipe de Loukachenko et propriétaire d'entreprises de construction, entre autres, Tapas, et à Alexander Bely, ancien directeur général de Minsk HC Dinamo.

Vyacheslav CHERNYAVSKI - biélorussien, selon le même site, peut-être est-il en rapport avec Igor Chernyavski, propriétaire de plantations agricoles, d'entreprises dans les domaines de l'immobilier, de la location et de l'entretien des distributeurs automatiques de billets.

Viatcheslav TCHERNIAVSKI - biélorussien cité dans les Panama Papers.

Mikhail PETROVITCH TSYPLAKOV - aussi écrit Tsyplakov Mikhail dans les Panama Papers.

Ce n'est qu'avec la mise en ligne d'une partie de ses données que l'ICIJ a permis au site biélorussien d'information d'opposition charter97.org de donner des noms de compatriotes impliqués. Le 11 mai ce dernier comptabilisa environ 98 dossiers de biélorussiens liés à l'enregistrement de 35 sociétés off-shores. Toutefois, en corrigeant les doublons et noms mal orthographiés. Selon les journalistes, seuls 76 noms des propriétaires sont fiables.

Russie

Sergueï ROLDOUKINE / ang. RODULGIN - violoncelliste professionnel, décrit par le journal Novaïa Gazeta comme le meilleur ami de Vladimir POUTINE, président de Russie, et le parrain de sa fille aînée, aurait servi de prêtre-nom à ce dernier pour qu'il détourne, de 2009 à 2011, avec l'aide de banques et de sociétés écrans, un milliard de dollars volés à des sociétés publiques. On s'étonnera qu'il ait pu acquérir des actifs d'au moins 100 millions de dollars et une participation de 12,5 % dans Video International, la plus grande société russe de publicité télévisée. Interrogé par Novaïa Gazeta, il répond prudemment qu'il doit voir le contenu l'intéressant afin de savoir ce qu'il peut dire et ne pas dire, parce que les questions financières sont "*délicates*". Selon les Panama Papers, il est lié à la société Troika Dialogue, domiciliée aux îles Caïmans, elle même filiale de la banque russe Sberbank. Selon l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), Troika Dialogue est directement connecté au réseau qui a canalisé l'argent pour le président russe, Vladimir Poutine. On trouve parmi ses gestionnaires de comptes un certain Tony Podesta, ancien conseiller du président 'Bill' Clinton.

Les frères Arkadiy et Boris ROTENBERG - oligarques milliardaires ayant fait fortune dans la construction, amis d'enfance de Poutine, Arkadi ayant fréquenté les tatamis de judo avec Poutine dès 1964, le premier est le plus grand entrepreneur travaillant avec l'État en Russie. Il a été inscrit sur une liste de sanctions par l'Union Européenne. Les deux frères furent déjà sanctionnés en mars 2014 par la justice étasunienne qui les accuse d'avoir bâti leur fortune sur la corruption. Les Panama Papers révèlent qu'ils dirigent au moins sept sociétés off-shore, toutes basées dans les Îles Vierges britanniques. Selon le Monde Diplomatique de mars 2016, la société Olpon Investments Limited Company, détenue par Arkadi est liée à Vinci Concession Russie, géant français des Bâtiments et Travaux Publics (BTP).

Igor ROTENBERG - fils de Arkadiy Rotenberg, homme d'affaires russe, les Panama Papers indiquent qu'il a utilisé des compagnies off-shores pour acheter des actions dans l'entreprise de construction serbe privatisée, PPT Inzinjering (Engineering).

Konstantin MALOFEEV - magnat russe proche de Vladimir Poutine, les papiers du cabinet panaméen voyou montrent qu'il fut partenaire avec Ilan Popović, homme d'affaires serbe. Son père est inscrit sur une liste de sanctions envers la Russie par l'Union Européenne.

Alisher USMANOV - magnat des affaires russe, proche de Poutine.

Gennadi TIMCHENKO - milliardaire russe, proche de Poutine.

Aleksei PATROUCHEV - russe, proche parent du secrétaire du conseil de sécurité russe Nikolai PATROUCHEV, il est lié à l'Estonie par l'intermédiaire de Larssen Corporate Services SA.

Parmi d'autres proches du président, les Panama Papers mentionnent l'épouse de son secrétaire à la Presse, son cousin et un de ses anciens collègues du KGB sont actionnaires de sociétés off-shore comme ses amis oligarques. Pourtant, en 2011 Poutine avait critiqué les compagnies off-shore en disant que cela était une chose "*non-patriotique*".

Alexander BABAKOV - millionnaire, né à Chisinau, Moldavie, ex-URSS, citoyen russe, député à la Douma d'État. Il aurait de nombreuses propriétés de luxe tant à Paris, Londres, qu'en Russie.

Elena BATURINA - femme d'affaires russe, milliardaire, épouse de Iouri LOUJKOV ancien maire de Moscou 1992-2010, démit de ses fonctions le 28 septembre 2010 par le président Dmitri Medvedev, il est fils d'un menuisier de Tver, elle est fille d'ouvriers à l'usine d'outillage Fraser, ouvrière elle-même dix-huit mois après ses études de secondaire, puis passe un diplôme supérieur en cours du soir d'ingénieure-économiste spécialisée dans le management, fondatrice en 1991 et PDGère de Inteko, devient milliardaire en 2004, achète en 2008 le château de Witanhurst, comprenant 65 pièces et situé au nord de Londres puis envoie ses enfants étudier en Grande Bretagne en 2010 par crainte de représailles du pouvoir.

Dmitry EVGUENIEVITCH RYBOLOVLEV - homme d'affaires russe, milliardaire, réside à Monaco, actionnaire majoritaire à 66,67 % et président de club de football l'AS Monaco, depuis décembre 2011, grand collectionneur d'art, classé en 2014 par le magazine Forbes 146e fortune mondiale avec plus de 8,8 milliards de dollars. Il détint jusqu'en 2010 les deux-tiers d'Uralkali, l'un des plus grands producteurs d'engrais potassique au Monde. En mai 2014, il est condamné à verser la somme démentielle de 4 milliards de francs suisse à Elena Rybolovleva dont ce qu'on a appelé 'le divorce du siècle' alors que ce dernier .. n'avait que quatorze ans. En juin 2015 le tribunal de Genève ramène la somme à seulement 564 millions. Le 20 octobre suivant les époux trouvent un accord à l'amiable dont le montant n'a pas été révélé. Fils de médecin, il avait commencé en 1990 comme cardiologue à Perm, puis directeur de Magnetics, entreprise médicale, de 1991 à 1993. Profitant des privatisations à marche forcée de l'ère eltsinienne, il achète des actions dans la potasse, parvenant à devenir PDG en 1996 d'Uralkali. Il est arrêté et emprisonné fin 1996 pour le meurtre d'Eugenia Panteleimon, directeur général d'une société dont il détenait 40 % des parts. Il est libéré après 11 mois de détention et une caution de 150 000 euros. En 2006 une de ses mines de potasse s'effondre, une explosion entraînant un désastre écologique et des milliers de déplacés. Une commission d'enquête conclut à une "*catastrophe naturelle inévitable*". Cinquante millions de tonnes de potasse sont perdues. Fort bien, il entre en bourse et l'action de sa société prend 300 % en huit mois, faisant de lui en 2007 une des 100 plus grosses fortunes de la planète. Mais en 2008, Poutine veut rouvrir l'enquête sur le désastre d'Uralkali et réclame une amende colossale. Le cours de l'action s'effondre. Il se rétablit en vendant une grosse partie de ses actions à un oligarque proche du Kremlin, obtenant ainsi un prêt géant pour créer une oligopole de la potasse. Dans la même période, il commence à placer ses avoirs de façon massive dans les 'paradis' fiscaux, entre autre deux sociétés basées à Chypre, Aries et Virgo. Selon le journal français L'Express, la première contrôle Odella Resources, enregistrée aux Îles Vierges britanniques. Par son intermédiaire, il prend 9,7 % de la plus grande banque de Chypre en septembre 2010. Durant son divorce, le trust Aries permettra à son ex-épouse de racheter certaines sociétés appartenant à Athina Onassis, de la grande famille d'armateurs bien connue, à qui elle achète deux îles grecques, Skorpios et Sparti, pour 117 millions €. Les Panama Papers révéleront trois autres sociétés off-shore.

Constantin LOUTCHENKO - directeur du bureau russe de la compagnie pétrolière romaine Rompetrol Group nommé en 2005, avait déjà travaillé pour grandes entreprises russes, Gazprom et Novochimtrans, et des compagnies pétrolières et pétrochimiques aux États-Unis et en Allemagne. Peu après il est co-actionnaire de la société off-shore Markside Holdings Limited créée par le PDG roumain. On ignore s'il reste en place quand son patron vendra sa multinationale à une société du Kazakhstan.

Magomed BILALOV - l'homme d'affaires russe lié à la fonte des médailles aux Jeux olympiques d'hiver de Sotchi en Russie, via Larssen SA, Carolon Place Holdings Limited est liée à l'Estonie.

Grigoriy SHEKULA et Ivan FOMYCHANKO - russes, outre le partage d'une société off-shore, Shelf Universal, placée par Mossack Fonseca aux Îles Vierges britanniques, ils dirigent également une société tchèque, RIUP s.r.o. Les rapports financiers indiquent qu'elle est à présent en sommeil. Son chiffre d'affaire annuel était de 10 000 dollars.

Kirill ERMOLAEV - russe, co-actionnaire de Executive Management Group Limited avec l'estonien Urm, s'identifie au Kirill Ermolaev de Doblesti, nom d'une rue pétersbourgeoise.

Valeri KARPIN - entraîneur du FC Torpedo d'Armavir, en Arménie, ancien footballeur russe 1986-2005, footballeur milieu de terrain russe, passa au Real de Madrid 1994-1996, 2002-2005.

Alexander LUKASHENKO MIKHAÏLOVITCH - russe de Korolev, région de Moscou.

Alisher ARIPKHODZHAEV de Omsk et Ellina BALAKIREVA de Moscou - consultants en investissements avec des entreprises aux Seychelles et aux Îles Vierges britanniques. Les adresses d'actionnaires qu'il ont fournis sont toutes à Prague.

L'entreprise EUROCHEM MINERAL & CHEMICAL COMPANY est impliquée dans un scandale de corruption, deux de ses fonctionnaires ayant perçu chacun un pot de vin de l'entreprise chimique Norvégienne Yara International. Sa direction assure le 7 avril que les deux responsables ont été licenciés en 2014 et poursuivis par la justice russe.

Le journal allemand Süddeutsche Zeitung, qui a publié les connections off-shore des proches de Poutine a conclut que la Russie était bien comme on le croyait antérieurement un "état-maffia" kleptocratique dirigé par Poutine et son clan rapproché. Néanmoins ce dernier a été assez avisé pour ne jamais apparaître, apparemment, dans les Panama Papers. Au total, les proches du président Poutine ont caché 2 milliards de dollars. Le porte-parole du président, Dmitry Peskov, fidèle à la rhétorique ultra-nationaliste officielle, accuse bien évidemment la CIA d'avoir monté une conspiration contre la Russie et de s'être engagé dans une "Poutinophobie". Le président s'est exprimé plus tard, niant "tout élément de corruption". Les médias russes ont ignorés les informations des Panama Papers et lorsqu'un politicien de l'opposition a demandé pourquoi ce black-out, le chef de Rossiya Segodnya s'est refusé à tout commentaire. Par la suite c'est au milieu de la nuit que les programmes informaient du scandale, mais en ne mentionnant que des célébrités internationales étrangères, sans lien avec la Russie. Selon le web-journal anglophone The Moscow Times, axé surtout business et culture, édition du 10 mai, la base de données du consortium international de l'ICIJ, mise en ligne la veille, comprend 11 516 sociétés liées à la Russie et 6285 noms de personnes sont en provenance de ce pays ! Malgré cela, les médias contrôlés par le pouvoir botte ont été assez efficaces : "Un sondage réalisé par l'institut indépendant Levada a montré que plus de 50 % des Russes n'ont jamais entendu parler des Panama Papers ni de leur contenu" écrit ce web-journal.

Géorgie

Bidzina IVANISHVILI - ancien 1er ministre de Géorgie 2012-2013 (13 mois), oligarque milliardaire, sa fortune est évaluée à 5 milliards de dollars en 2015, quand le PIB de la Géorgie était cette année-là de 16,5 milliards. Né dans une famille très modeste, il séjourna vingt ans en Russie, surtout à Moscou, où il fit sa fortune dans l'exploitation minière et le secteur bancaire, profitant des privatisations anarchiques de l'ère Eltsine, avant de rentrer en Géorgie en 2003. Connue comme un excentrique vivant en reclus, mais se voulant philanthrope, il amasse une des plus importantes collections d'art privé au Monde ainsi que ... des animaux exotiques, se faisant construire un palais de verre et d'acier à 50 millions \$ sur une colline historique surplombant la capitale, Tbilissi, qui est son *Xanadu*, du nom de la propriété du magnat du film Citizen Kane, écrit le web-journal Georgia Today. Ce dernier, avec l'héliport sur le toit, appartenait à deux sociétés off-shore, selon un rapport de 2014 de la branche géorgienne de l'ONG Transparency International. Dans la province d'Adjara, il arracha un arbre rare et ancien pour le mettre dans un jardin privé qu'il a là-bas. Profitant du mécontentement des Géorgiens contre leur gouvernement il entre en politique en 2011 et réunissant une coalition sous l'étiquette porteuse du 'Parti du Rêve Géorgien', il remporte les élections de 2012. Curieusement, alors que son parti a remporté les présidentielles de 2013, il démissionne, ce qui est habile car il pourra continuer de diriger en coulisse. En mars 2016, comme s'il pressentait le scandale Mossack Fonseca, ses avocats portent plainte pour lui auprès du procureur de Genève contre le Crédit Suisse Group AFG, s'estimant

victime d'une fraude de la part d'un des employés de la banque. Or, les Panama Papers révéleront le mois suivant qu'en 2011, le bureau de Singapour du cabinet panaméen voyou confirmait aux autorités des Îles Vierges, où est domicilié depuis 2006 le trust Lynden Management Limited, que Ivanishvili en était le principal propriétaire bénéficiaire grâce à une fiducie montée justement par le Crédit Suisse. Il le sera jusqu'en 2013. Durant son ministère, la loi l'obligea à divulguer son patrimoine. Il le publia sur 72 pages, listant des douzaines de propriétés de part le Monde, ses avoirs en actions, comptes bancaires et entreprises, mais une seule manquait, la société Lynden Management. L'intéressé ne niera rien de cela mais affirmera n'en avoir touché aucun bénéfice. Or, écrit le site du consortium de journalistes, "*Ivanishvili et ses associés proches des États-Unis ont récemment perdu 100 millions \$ dans une autre société, Raptor Pharmaceutical, dont il détient (20 %) des actions par le biais de sociétés liées à la gestion Lynden. Ivanishvili a déclaré Raptor dans ses déclarations fiscales en 2012 et 2013*". Selon les autorités géorgiennes il est soupçonné d'avoir violé la loi de 2012 relative aux "*conflit d'intérêts et de corruption dans la fonction publique*". Il est déjà cité dans des affaires de corruption par la presse et ce pour ses seules affaires en Russie.

Davit KEZERASHVILI - ancien ministre de la défense géorgien 2008, qui a servi durant la courte guerre perdue contre la Russie, il était alors âgé de ... 29 ans. Le journal suisse La Tribune de Genève a rapporté, sur la base des Panama Papers, que trois sociétés off-shore ont été ouvertes pour Kezerashvili dans les dix jours suivant sa démission, à la fin de 2008, et ont été utilisées, prétendument, "*pour le transit des sommes importantes dans le commerce de pétrole*". Il est actuellement le géorgien le plus recherché au Monde, un mandat d'arrêt d'Interpol Géorgie a été lancé contre lui, provoquant son arrestation en France, avant août 2015, mais les autorités françaises avaient refusées de l'extrader vers son pays d'origine.

Archil CHKHARTISHVILI - géorgien, connu le 10 mai.

Vano CHKHARTISHVILI - géorgien habitant à Tbilissi, cité le 10 mai, selon la base de données de l'ICIJ, il s'identifierait à Ivane Chkhartishvili, son prénom étant ici russifié, actionnaire depuis juin 2008 de Claren Ventures Limited, incorporée en juin 2008 à la juridiction des Îles Vierges britanniques et inactive depuis novembre 2015. Son adresse commerciale se situe à Moscou, en Russie. Identique à l'homonyme qui est membre du comité directeur de la société Alumax Services Incorporated, incorporée en janvier 2008, active fin 2015, dont l'adresse commerciale à Londres, avec le géorgien Revaz SHARANGIA et la Standard Directors Limited, liée aux Îles Vierges britanniques. Ces deux entités off-shore ont le même intermédiaire, Unitrust Corporate Service Limited, russe, qui a des liens avec le Canada. Comme actionnaires de Alumax on trouve Sonata Alliance Incorporated, liée aux Seychelles, et un certain Teymuraz ARONIYA, adresse en Russie. Ceci est un exemple de montage encore assez 'simple'.

Zaza OKUASHVILI - géorgien, connu le 10 mai.

Koba NAKOFIA - géorgien, connu le 10 mai, son prénom est le surnom affectueux que porta dans sa jeunesse et pour les intimes un géorgien célèbre, le futur Staline.

Davit YAKOBASHVILI - géorgien, connu le 10 mai.

Selon le site web Georgian Journal du 10 mai, lors d'une conférence de presse, les journalistes Nino Bakradze et Dave Bloss, représentants du projet 'Rapport sur le crime organisé et la corruption', ont présenté leur analyse des Panama Papers, qui donnent en tout 82 géorgiens. Ils sont propriétaires de parts de sociétés enregistrées en territoires off-shore, tandis que d'autres sont les représentants des leurs propriétaires. Bakradze affirma "*Ce n'est pas un problème ou un crime que quelqu'un soit propriétaire d'une entreprise en zone off-shore, cependant, en règle générale, ils possèdent de telles sociétés afin de se cacher du fisc ou de mener des activités financières hors du contrôle des autorités*". Conséquence, le gouvernement va faire voter une nouvelle loi, contre les déclarations incomplètes de ses actifs aux impôts, où le

contrevenant sera passible d'une fabuleuse amende de ... 1000 lari, soit 442,48 dollars, note le 12 avril le Tamada Tales, web-journal du Sud Caucase.

Arménie

Mihran POGHOSYAN - major-général de la justice arménienne, chef du service de mise en application obligatoire d'Arménie (CES) 2008-2016, démissionne le 18 avril, après les révélations des Panama Papers. Son rôle était de veiller à ce que les décisions de justice soient exécutoires. L'ironie est qu'il apparaît comme un maître de l'off-shore. Précédemment, il avait déjà été impliqué dans un trafic de ... bananes ! Dans son édition du 4 avril, le web-journal d'investigation Hetq.am, basé à Erevan, révèle qu'il a des parts dans trois sociétés off-shore, toutes enregistrées au Panama, Sigtem Real Estate Incorporated, Hopkinten Trading Incorporated, dont il est seul actionnaire, et Bangio Invest SA. Sigtem et Hopkinten étaient propriétaires à part égale de la société arménienne Best Reality Limited qui, selon Hetq avait été utilisée pour des évaluations de biens pour le CES, l'institution publique dont il était le chef. Le CES le défendit d'abord, disant qu'il "n'a aucune affiliation avec les entreprises citées" mais l'intéressé répondra au journal arménien Haykakan Zhamanak qu'il avait possédé des entreprises rentables avant de travailler pour le gouvernement. En fait, quatre fois, en 2013-2014, il récupéra des demandes de prêts, y compris la somme énorme de 5 147 000 \$, pour un particulier ! Dans sa déclaration d'impôt de 2015, Poghosyan n'avoue que 46 300 \$ de revenu, plus 200 000 \$ et 12 000 € (13 500 \$) de liquidité. Son épouse n'a déclaré aucun revenu en 2014 et 2015, mais a fait acheter une Range Rover à 70 000 dollars et est accusée de shopping luxueux. Sont associés plusieurs membres de la famille de ses oncles Mikhail POGOSHYAN et Grigor HARUTYUNYAN. Le 8 avril, le centre anti-corruption arménien de l'ONG Transparency International a déposé une requête en haut-lieu afin d'enquêter sur lui. Laissons l'intéressé conclure lui-même, outré dans sa fierté nationaliste et militaire d'être associé au président azéri Ilham Aliyev : "*Je trouve inacceptable que je puisse être la cause de l'établissement d'un possible parallèle entre mon pays, civilisé, et le dictatorial Azerbaïdjan. Aussi, je donne ma démission*".

Aram HARUTYUNYAN - ancien ministre arménien de la protection de la nature juin 2007-2008, 2013-2014, ministre du développement urbain 2004-2007, membre de l'instance dirigeante du Parti Républicain d'Arménie, gouverneur de Kotayk Marz depuis le 8 mai 2014 et chef du Comité d'état pour les économies d'eau pour le ministère de l'agriculture depuis le 2 avril 2015, selon sa page gouvernementale et l'agence de presse Armenpress. Il est mentionné le 10 mai comme présent dans les Panama Papers.

Selon la version web en anglais du journal arménophone Massis Post, édition du 10 mai, la base de données du consortium international donne 37 noms de personnes et d'entités en rapport avec des arméniens, comprend 32 adresses en Arménie, ainsi que trois sociétés off-shore avec le mot 'Arménie', Armenia Group SA, Armenia Development Limited et GPM Armenia Limited, dont deux sont enregistrées aux Îles Vierges britanniques. Celui de la troisième est inconnu. Dans le même temps, ces trois entités sont indirectement liées au Luxembourg, au Panama et au Royaume-Unis. Selon l'économiste Vardan Bostanjian "*Cela signifie la sortie de capitaux du pays. Cela a un effet très négatif sur l'économie*".

République d'Artshak (état non reconnu)

Selon le Tamada Tales du 12 avril, web-journal anglophone du Sud Caucase, la publication des révélations des Panama Papers dans la nuit du 4 avril a stoppée le lendemain la courte guerre qui aura duré finalement trois jours et qui s'était engagée entre l'Azerbaïdjan et les 'séparatistes' arméniens du Haut-Karabagh, un état indépendant depuis le 2 septembre 1991 sous le nom de 'République d'Artshak', mais reconnu par presque personne, sauf trois autres de même non-reconnus, la Transnistrie, séparée de la Moldavie et peuplée de russes, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, petits peuples séparés de la Géorgie et qui bénéficient de passeports russes, de leurs services sociaux, de leur monnaie et ... de leur protection armée. Le Haut-Karabagh fut en conflit de 1988 à mai 1994 avec l'Azerbaïdjan qui voulait supprimer son autonomie, accordée sous l'URSS, mais qui refusa leur rattachement à l'Arménie, un corridor l'en séparant. Ce dernier s'est vidé de sa population azéri,

fuyant les combats et s'est retrouvé 'épurer ethniquement' de fait, tout comme jadis, la région pauvre de l'enclave azéri, au sud de l'Arménie, du Nakhitchevan, s'est vidée sous l'URSS de ses arméniens, pourtant majoritaires, parce que non-rattachée à leur république. S'il y a de ses ressortissants dans les Panama Papers, légalement, ils ne pourront être inscrits que sous passeport ou carte d'identité azerbaïdjanais.

Azerbaïdjan

ILHAM ALIYEV - président d'Azerbaïdjan depuis octobre 2003, a monté avec l'aide d'un de ses ministres un véritable empire off-shore peu avant la mort de son père et prédécesseur Güeïdar ALIYEV au cas, assez improbable, où il ne serait pas élu à sa suite, au nom de son épouse Mehriban ALIEVA, nommée vice-directrice de UF Universe Foundation par le ministre en question. Les enfants du couple 'détiennent' des parts du capital : 15 % chacun pour ses filles Arzu et Leyla ALIYEVA et 20 % pour leur fils, âgé de six ans, Heydar ALIYEV. Par ailleurs, les deux filles sont actionnaires d'Exaltation Limited, censée gérer des propriétés situées au Royaume Uni. Sa valeur est estimée à plus d'un million de dollars. Selon le journal britannique The Guardian, Leyla possède un manoir au Nord de Londres, évalué à 17 millions de livres sterling. Selon l'OCCRP, un réseau de journalistes indépendants d'Europe de l'Est et d'Asie Centrale ex-Soviétique anti-corruption, nous savions en 2012 que le président Aliyev avait donné en 2008 la concession de six mines d'or azerbaïdjanaises à plusieurs entreprises dont deux off-shore, Globex International LLP et Londex Ressources SA, cette dernière étant une société sous juridiction panaméenne. Or les Panama Papers révèlent que ses deux filles Arzu et Leïla en 'détiennent' à elles seules 56 % des actions.

Fazil MAMMADOV - ministre de l'impôt d'Azerbaïdjan depuis le 11 février 2000, après avoir été directeur de l'inspection des impôts juin 1999-2000, oligarque azéri, fondateur de la société AtaHolding, devenue un immense conglomérat réunissant banques, télécoms, entreprises du bâtiment, mines, pétrole et gaz où le clan Aliyev est très vite associé. Quelques mois avant les élections présidentielles, mi 2003, grâce au cabinet panaméen voyou il monte deux sociétés off-shore, FM Management Holding Group SA et UF Universe Foundation dont il est le directeur. Dans la 1ère se dissimule son empire, via une filiale basée en Grande Bretagne, la Financial Management Holding Limited, qui détient 51 % des actions d'AtaHolding et dont la valeur est estimée à 490 millions \$ en 2014. Dans la 2nde c'est son propre fils qui détient 30 % des actions aux côtés des enfants du couple présidentiel.

Emin AGALAROV - homme d'affaires azéri et pop-star, ex-époux de Leyla Aliyeva, fille du président azéri, divorcés en 2015. Il aura profité, alors marié, d'un *penthouse* de luxe à Londres, avec vue sur Hyde Park, quand son ex-épouse en était la propriétaire, selon The Guardian.

Selon la web-édition du journal arménien Massis Post du 10 mai, la base de données du consortium international comprend 127 personnes en provenance de l'Azerbaïdjan.



Section III - MONDE 'ARABE' (du Maroc au Koweït)

Maroc

Mohammed Mounir MAJIDI - secrétaire particulier de MOHAMMED VI roi du Maroc, par sa société SMCD Limited Company, domiciliée aux Îles Vierges britanniques, il acquiert en janvier 2006 l'Aquarius W, majestueux trois-mâts de 41 m de long construit dans les années 1930, et rebaptisé El-Boughaz 1, grâce à quatre juristes basés à Londres et Casablanca. Liquidée en août 2013, ses comptes sont transférés dans autre société des Îles Vierges, Langston Group SA, qui servira de véhicule à une convention de prêt pour une société de droit luxembourgeois, Logimed Investments SARL. En 2003, il en crée une autre aux Îles Vierges, EPOS International Corp qui 'prêtera' 42 millions de dollars à une société immobilière dont il est président, afin d'acquérir un luxueux hôtel particulier à Paris. Selon le site Ledesk.ma, il s'agit de l'hôtel de Broglie, proche des Invalides, superbe bâtisse comprenant 200 pièces agrémentées de 400 hectares de parc en plein cœur du 7^e

arrondissement. Selon Le Monde, cité par Yawatani.com, site des marocains de l'étranger, Mohammed VI est en réalité le "prêteur, emprunteur et bénéficiaire du montage". Les Panama Papers font bien du roi l'unique bénéficiaire.

Mohcine BENYAGOUB - membre du cabinet et président de l'Académie Mohammed VI de football, administrateur de l'Immobilière Orion S.A, dont Mounir Majidi est le président.

Miloud CHAÂBI - entrepreneur marocain, PDG d'Ynna Holdings, selon les Panama Papers il est lié aux sociétés Gladys Finance SA et Bagadan SA écrit le web-journal The Moroccan Times.

Kacem BENNANI SMIRES et sa famille - entrepreneur marocain, PDG du groupe Delassus, selon les Panama Papers il est lié aux sociétés Mozika Sa et Bensur Company Limited SA.

Saâd BENDIDI - entrepreneur marocain, directeur général délégué du groupe Saham, selon les Panama Papers propriétaire de la société off-shore Bancock Holding SA.

M'hamed Younes LAHLOU - entrepreneur marocain, selon les Panama Papers il fut incorporé à la société Yomar SA en 2006, son nom et celui de tout les précédents furent révélés le 9 avril.

Abdelrazzak SITAIL - marocain, directeur du quotidien Les Afriques.

Richard ATTIAS - homme d'affaires marocain, époux de Cécilia CIGANEZ-ALBÉNIZ, divorcée de Nicolas Sarkozy, ancien président de la république française, a conservé sa nationalité. Créateur d'évènement, fondateur et ancien directeur de PublicisLive, fondateur en 2009 et directeur de Richard Attias and Associate, société de consultant située à New York mais domiciliée à Dubaï, avec des filiales en France, au Maroc, aux Emirats Arabes Unis, producteur exécutif au forum de Davos 1995-2008, a créé le New York Forum Africa en 2012, qui se déroule chaque année à Libreville, en présence d'Ali Bongo. Le cabinet panaméen voyou a créé en janvier 2010, à la demande d'un cabinet de consultants de Dubaï, une véritable 'coquille vide' avec une société off-shore, The Experience by Richard Attias Limited dont il est l'un des cinq actionnaires et à laquelle son épouse est associée. En 2014 le géant de la communication et de la publicité WPP acquiert 30 % des parts de la holding. Selon Le Monde, le reste de l'actionnariat est composé de holdings domiciliées en Grande Bretagne, Arabie Saoudite, aux îles Caïmans et Îles Vierges britanniques. L'intéressé répondra au magazine Fusion n'en avoir jamais eu connaissance puis, reconnu qu'elle était basée à Dubaï mais ne s'en ait jamais servie jusqu'à sa fermeture en novembre 2014. Au journal Le Monde, en revanche, il la connaît bien et affirme qu'elle resta sans activité. Il annonce qu'il va organiser un grand forum aux Bahamas, dont il vante l'offre hôtelière, et, pas effrayé pour un peu, un autre à ... Panama "*J'ai rencontré le président du Panama, il y a deux mois. Il m'a tellement séduit que je vais organiser un forum au panama en 2017. C'est un type formidable, très business-business ! Il faut se pencher sur ce pays*".

Le site d'information algérien Impact24.Info se fait le relais, le 1er juin, de la querelle opposant les autorités algérienne au web-journal marocain Le Desk, détenu par Ali Amar, un des opposants au Palais royal, accusé par les médias algériens de "salir" Rym Sellal, fille d'un de leur ministre, en produisant des faux. Ce dernier a ajouté des preuves et "*apporté une « mise au point » à ce qu'ont écrit, dit-il, certains médias algériens sur les révélations qu'il a rapportées dans le cadre des « Panama Papers »*". Au moins deux médias, Ennahar et Algerie 1, ont été cités dans la mise au point qu'il a signée lui-même sous le titre "*En réponse à des médias algériens qui tentent d'étouffer l'affaire Sellal*" écrit Impact24.Info. Rappelons que la frontière entre les deux pays est quasi fermée après des décennies de brouilles, ce qui nuit au développement des régions frontalières, c'est particulièrement criant du côté marocain.

Tewfik BENJEDID - homme d'affaires, fils de l'ancien président algérien Chadli Benjedid 1979-1992, jadis client de l'avocat d'affaire tunisien Samir Abdelli, Tewfik Benjedid, dit domicilié à Alger, reçoit 60 parts dans un certificat d'actions de la société immatriculée au Panama, Faygate Corporation où l'avocat est actionnaire, en février 2007. Le web-journal tunisien Inkyfada ajoute que cet homme "*discret*", à la réputation "*sulfureuse*" parce que accusé dans les années 1980-90 d'avoir détourné plusieurs millions de dollars de la Banque Extérieure Algérienne (BEA) est par ailleurs associé avec les frères Fechkeur du groupe Red Med, "*groupe spécialisé dans les prestations de services pétroliers dans le sud algérien*" et qui possède aussi une petite compagnie d'aviation, Red Star Aviation. Dans l'état actuel des choses, ce dernier avatar ressemble à une 'banale' fraude fiscale, sans plus. L'intéressé sollicité par Inkyfada leur répondra "*qu'il s'agit de veilles histoires de plus de vingt ans*", quoiqu'elle ait ... neuf ans.

Rym SELLAL - fille d'Abdelmalek SELLAL premier ministre d'Algérie depuis avril 2014, son nom est révélé par le journaliste algérien Lyes Hallas dans le web-journal marocain Le Desk. Quoique vingtenaire, elle est faite unique bénéficiaire, le 24 février 2005, de la société off-shore Teampart Capital Holdings Limited (TCH) détenue par Omar Habour, décision exécutée par la fiduciaire Multi Group Finance, basée à Lausanne, en Suisse, et en restera propriétaire jusqu'au 30 mars 2010. Ce n'est pas une surprise si l'on se réfère au livre 'Alger-Paris, une histoire passionnelle' où les auteurs, deux journalistes français, notent que Rym Sellal avait acquis en avril 2007 deux studios sur les Champs Élysées, au niveau de la galerie marchande Les Arcades, attenante à l'hôtel Claridge, transformés en un seul appartement richement meublé de 64 mètres carré. Il en coûta pour 860 000 €, sans qu'elle eut besoin d'emprunter, dont 50 000 versés hors vue du notaire, le montant par ailleurs qu'il y avait dans la société-écran quand elle la reçut. Ils avaient appartenus à une fiscaliste afghane, qui les avaient achetés un an auparavant et réalisa dans l'opération une belle plus-value de 420 000 €.

Abdeslam BOUCHAOUREB - ministre algérien de l'industrie et des mines depuis 2014, député 2002-2007 et depuis 2012, ancien ministre de l'industrie 1996-1997, les Panama Papers révèlent qu'il est le président de la société off-shore Royal Arrival Corp, domiciliée au Panama et créée en avril 2015. Il s'agit de la gestion "*d'un portefeuille de valeurs immobilières détenu actuellement à titre personnel*" au capital de 700 000 €. Ses buts sont "*représentation commerciale, négociation et obtention de contrats, travaux publics, transport ferroviaire et maritime en Turquie, Grande-Bretagne et Algérie*". selon le web-journal Tout Sur l'Algérie (TSA) qui reprend Le Monde. L'intéressé répond qu'il s'agit d'un héritage, or ce n'est pas clair. La loi algérienne est sévère pour le détournement de fonds, 2 à 7 ans de prison et une amende du double de la somme. De plus, l'intitulé des buts de sa société et sa fonction ministérielle font présumer qu'il eut pu se livrer au trafic d'influence.

Amine ZERHOUNI - fils de l'ancien ministre algérien de l'Intérieur et des collectivités locales Noureddine Yazid ZERHOUNI 1999-2010, qui natif de Tunisie, passa sa jeunesse à Fès, au Maroc, avant d'adhérer au FLN algérien en 1955, l'année de son BAC, qui au milieu des années 1970 devient le collaborateur du patron des services secrets algériens. Sous la présidence Chadli il est affecté successivement aux ambassades de Washington, Panama, Tokyo et enfin Mexico. Le nom de son fils est révélé le 9 mai dans la base de données du consortium mise en ligne le même jour. Il a été actionnaire durant son existence de la société offshore Carrant Plus Limited, créée en avril 2007 par le cabinet panaméen voyou, notons-le par l'intermédiaire de Portridge Invest Limited, structure à l'origine de la création de 331 sociétés off-shores dans différents 'paradis' fiscaux. Basée au Royaume-Unis et enregistrée aux Îles Vierges britanniques, elle fut "*radiée*" en octobre 2010, puis dissoute dans l'année. Autre fait relevé, Amine Zerhouni aurait une adresse personnelle d'enregistrement à Hong Kong.

Chakib KHELIL - ancien ministre algérien de l'énergie et des mines 1999-2010, président de l'OPEP les années 2001 et 2008, natif de Oujda, au Maroc, d'un tailleur de Tlemcen, débuta comme ingénieur dans des compagnies pétrolières aux États-Unis, sera chef du département 'gisements' à la Sonatrach, conseiller technique auprès du président Houari Boumédiène 1975-1976, travaillera à partir de 1980 à la Banque Mondiale, devant directeur 'énergie' de la branche 'Amérique latine', prenant sa retraite en octobre 1999, rentre en Algérie pour devenir ministre le 1er novembre. Il doit démissionner le 28 mai 2010 en plein scandale Sonatrach et se reconvertis à partir de 2012 comme consultant international. Mais l'affaire le rattrape, un mandat d'arrêt est prononcé contre lui par le procureur d'Alger en août 2013, vite annulé pour vice de procédure, avant que ce dernier soit limogé par le pouvoir en mars 2016. Selon le journal Matin d'Algérie du 24 mai dernier, les Panama Papers l'impliqueraient indirectement, et non plus seulement son neveu Réda Hemche. Après Sonatrach

I en 2010, Sonatrach II en 2013, aura-t-on un Sonatrach III ? L'objet est la livraison de gaz algérien à l'Espagne. Les négociations pour l'établissement d'un contrat gazier entre les deux pays commencent au début des années 2000 et malgré d'intenses échanges connurent de nombreuses ratées, jusqu'à ce qu'une intrigante, la 'princesse' Corinna zu Sayn-Wittgenstein, amie du roi d'Espagne Juan Carlos, joue les bons offices et débloque 'miraculeusement' la situation ! Elle sera même voyage royal que Juan Carlos effectuera en Algérie en mars 2007, répondant à la visite en juin 2002 du président Bouteflika en Espagne. Quelques semaine auparavant, Chakib Khelil se rend les 7 et 8 février 2007 en Espagne. Selon une dépêche de l'AFP du 9 mars suivant, *"il a fait part du soutien de l'Algérie à la participation de l'entreprise espagnole Gaz Natural dans le projet Medgaz, affirmant que Sonatrach allait réduire sa participation dans ce projet pour faciliter l'entrée de Gaz Natural"*. Selon Le Matin d'Algérie, le ministre de l'énergie sera désigné pour accompagner le roi en escapade à Djanet, avec la 'princesse', dans un voyage 'privé', euphémisme pour dire 'en toute discrétion'. Les Panama Papers éclairent les sociétés off-shore de la 'princesse' et en cela pourraient atteindre un jour prochain l'ancien ministre.

Réda HEMCHE - algérien, ex-chef de cabinet du PDG de la Sonatrach, Mohamed Meziane, démissionné pour corruption, et neveu de Chakib Khelil ancien ministre de l'énergie, il était déjà impliqué dans le scandale Sonatrach, auquel les Panama Papers ajoutent maints détails nouveaux. Ainsi, une partie des pots-de-vin des italiens de Saipem transitèrent-ils par la société Sorung Associate Incorporated sur son compte à la banque Edmond De Rothschild de Genève, à hauteur de 1,75 millions d'euros.

Farid BÉDJAOUÏ - algérien, neveu de Mohamed BÉDJAOUÏ ancien ministre algérien des affaires étrangères 2005-2007, il est connu ces dernières années comme 'monsieur trois pour cent' du scandale de corruption Sonatrach II. Un mandat d'arrêt international, émit en juillet 2013 par le parquet de Milan (Italie), court actuellement au-dessus de sa tête. Selon Le Monde, les Panama Papers révèlent qu'il possède *"une myriade"* de sociétés off-shore créées par le cabinet panaméen voyou dans la 1ère moitié des années 2000. Ainsi, est-il le 'fondateur' avec Omar Habour de la société off-shore Teampart Capital Holdings Limited (TCH), créée par le cabinet panaméen voyou le 26 octobre 2004 et domiciliée aux Îles Vierges britanniques. qui, selon le journaliste algérien Lyes Hallas, servit de paravent pour des comptes en Suisse et ailleurs. Plus conséquente est sans conteste Pearl Partners Limited, sur laquelle, selon Le Monde, la société italienne Saipem, impliquée dans l'affaire Sonatrach, a versé près de 198 millions d'euros de pots-de-vin pour l'obtention de marchés en Algérie ! Une partie de cette somme a transité par Sorung Associates Incorporated pour arriver sur des comptes qu'il avait ouvert à la banque privée Edmond de Rothschild SA de Genève, en Suisse. Il est encore co-proprétaire, avec Omar Habour, de la société Minkle Consultants SA, créée comme la précédente par Mosseck Fonseca, détentrice d'une maison au Maryland, aux États-Unis. Son compte recevra un versement de 30 millions d'euros.

Amar BOUDIAB - industriel algérien, actionnaire du club MO Béjaïa (Bougie) depuis novembre 2004. Il est impliqué dans la société off-shore International Trading Capital Corporation qui a comme actionnaires Sadek et Abdennour BOUDIAB. Son adresse commerciale est à Monaco et elle a été enregistrée aux îles Vierges britanniques écrit le journal Le Point.

Omar HABOUR - algérien, résidait en 2014 à Genève, en Suisse, proche de Farid Bédjaoui et du couple Khelil, récemment cité dans le scandale Unaoil, et antérieurement plusieurs fois dans le dossier de l'affaire Sonatrach. Les Panama Papers le montrent seul bénéficiaire de la société Teampart Capital Holdings Limited (TCH) lors de sa création en octobre 2004, et dont le capital se montera à 50 000 dollars quand, en février 2005, il fait de sa compatriote Rym Sellal sa seule bénéficiaire. Lorsque les autorités financières des Îles Vierges britanniques, où est immatriculée cette société, exigent une mise à jour de conformité pour TCH, le cabinet panaméen voyou s'est désisté de sa qualité d'agent dépositaire, au motif que ses propriétaires successifs la géraient directement. Un dernier échange entre eux, le 24 avril 2014 montre de nouveau Habour à la barre, photocopie de son passeport français faisant foi de son identité. Par ailleurs, les Panama Papers le désignent comme bénéficiaire effectif de trois autres sociétés off-shore. Enfin, il est co-proprétaire de la Minkle Consultants SA qui cache ... une maison aux USA.

La BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE - Plus surprenant, l'on retrouve cet établissement dans la base de données de l'ICIJ en tant qu'actionnaire de l'Algerian Saudi Leasing Limited (ASL), selon le Huffington Post Maghreb, une société off-shore dont l'adresse commerciale est en Tunisie, à Tunis précisément, mais qui est enregistrée aux Îles vierges britanniques. Elle fut constituée en décembre 1990 par le cabinet panaméen Mossack Fonseca, par l'intermédiaire de la société Arab Leasing International Finance, filiale du groupe saoudien Al Baraka basé à Jeddah en Arabie saoudite et détenant une adresse à Hingbo City, en Chine.

Tunisie

Zine El-Abidine BEN ALI - ancien président de Tunisie 1987-14 janvier 2011, renversé par la Révolution de Jasmin, même si le fameux kleptocrate n'apparaît pas dans les Panama Papers, il a néanmoins fait surface auparavant avec le scandale Swissleaks. Il détenait un compte à Genève, en Suisse, avec plus de 20 millions de dollars dessus.

Mohcen MARZOUK - ancien responsable du parti Nidaa Tounès, 1ère force politique du pays, ex-directeur de campagne de l'actuel président tunisien Béji Caïd Essebsi, élu le 31 décembre 2014 et âgé aujourd'hui de près de 90 ans. Mohcen Marzouk a eu recours à des sociétés off-shore ainsi que plusieurs autres tunisiens, avocats et policiers, révèle le web-média Inkyfada. Si rien de délictueux ne lui ait reproché, sa stratégie de défense est pour le moins maladroite : pourquoi nie-t-il avoir jamais eu de contact avec le cabinet panaméen voyou quand les Panama Papers l'attestent clairement, alors qu'ayant quitté son parti il a fondé sa formation, le Mouvement du progrès de la Tunisie (MPT) afin de se lancer en politique ?

Jalel DALLELI - tunisien, fondateur de la chaîne de télévision TNN.

Samir ABDELLI - avocat d'affaires tunisien, exerçant dans un cabinet à Tunis, déjà cité dans l'affaire SwissLeaks, révélée par le même consortium de journalistes, où l'on apprenait en 2015 qu'il possédait un compte à la banque suisse HSBC, ouvert en 2006 et alors crédité de 80 000 \$, dont il dira ne pas se souvenir tout en indiquant, au cas où sans doute le fisc tunisien lui chercherait noise, qu'il n'était pas résident en Tunisie mais de Dubaï et donc, ne contrevenait à aucune loi. Les Panama Papers révèlent que sur demande de HSBC au cabinet panaméen voyou, Samir Abdelli entra début 2007 dans le capital de Faygate Corporation, société immatriculée à Panama et créée en novembre 2006 avec un capital de 10 000 \$. " A sa création *"un premier certificat d'actions au porteur est émis (...) L'émission de ce type d'actions anonymes ne permet même pas à la société de connaître leurs détenteurs"*. En février 2007, un second certificat d'actions établit pour lui 40 parts contre 60 pour un associé algérien, Tewfik Benjedid. Notons qu'à cette occasion il est dit domicilié à Gammarth, ville située à 20 km de Tunis et non à Dubaï comme il le prétendra encore. Elle cessera ses activités en octobre 2014, alors qu'il est candidat à l'élection présidentielle. Abdelli est actionnaire enfin d'une 2nde société, Shrack Holding, qu'il considérera comme sienne. Elle est aussi panaméenne et créée en mars 2006 sur le modèle de la précédente, tant pour le capital initial que par ses actions au porteur permettant l'anonymat. En février 2014 il demande à HSBC un transfert de gestion à un employé de Bedrock, société d'investissement basée à Monaco, vers un certain monsieur T***.

Le site d'information tunisien Inkyfada est l'un des 109 médias participant au dépouillement des Panama Papers dans le consortium international de journalistes. Le 5 avril, il annonce sur Twitter *"Notre site subit une grave attaque informatique. Les pirates ont réussi à publier de fausses informations en notre nom"*. Le site a été mis hors-ligne le temps de préparer de nouvelles publications sur d'autres tunisiens mis en cause, M. Marzouk ayant été le 1er épinglé. Dors et déjà, Rachid Gannouchi, le chef du parti islamiste Ennahda, prédit dans une interview le 8 avril à la chaîne qatari Al-Jazeera que *"les résultats de l'enquête sur les Panama Papers changeront le paysage politique en Tunisie"*, ainsi que l'interprète Business New.com.tn. le lendemain. Le webzine Inkyfada publie le 16 avril un nouvel article qui a rendu furieux le parti islamiste, à propos d'une société off-shore liée à une chaîne de télévision considérée comme proche des islamistes, écrit le lendemain le journal Le Figaro. *"Le président du parti islamiste tunisien Ennahda, Rached Ghannouchi, a annoncé qu'il allait porter plainte contre le média local chargé du volet tunisien des Panama papers, l'accusant d'avoir cité son nom "sans justification"*". Une commission d'enquête parlementaire, composée de 22 membres, s'est montée et après déjà trois

réunions plénières au 31 mai va procéder dans la semaine du 6 au 12 juin à l'audition, à huis-clos, des responsables du site Inkyfada pour qu'ils témoignent. Elle travaillera avec la Banque centrale de Tunisie (BCT) et l'État, précise la newsletter tunisienne WMC.

Libye

Muammar KADHAFI - président de fait de la jamahiriya lybienne 1969-23 août 2011, premier ministre 1970-1972, président de l'Union Africaine février 2009-janvier 2010, renversé par la Révolution aidée par une coalition principalement 'occidentale'. Les câbles diplomatiques étasuniens révélés par Wikileaks montre qu'il n'y a aucun altruisme envers le peuple libyen de la part des gouvernements britanniques et français : leur but était de se répartir des parts de marché, notamment avec le pétrole. C'est le journal allemand Süddeutsche Zeitung qui sera notre principale source sur Kadhafi et son 'régime des masses' quant aux Panama Papers. Le quotidien relève que peu avant son lynchage, Kadhafi avait vendu un cinquième de l'or détenu par le pays et qu'une part des fruits de cette vente a tout simplement ... disparue. Des dizaines d'enquêtes ont lieu actuellement pour déterminer comment lui et son clan ont pu amasser une somme colossale estimée, au doigt mouillé, entre 100 et 200 milliards de dollars ! Nous savons que James Cameron et Nicolas Sarkozy ont expressément demandé aux insurgés d'éliminer physiquement Kadhafi, nous privant d'un procès - eut-il été honnête, cela c'est une autre question - qui aurait fait toute la lumière sur ses détournements, les crimes du régime, son rôle dans le financement de la campagne présidentielle de Sarkozy en 2007, dans celui des mouvements armés ou autres forces politiques en Afrique etc.. En 2012, la recherche des actifs de Kadhafi a connu une percée certaine. L'ancien chef de l'espionnage libyen, Abdallah SANUSI, a rapporté aux autorités libyennes un trésor en or dissimulé dans le désert du pays. En outre, un ex-ministre libyen à Vienne a offert d'aider à la recherche de l'argent de Kadhafi. Quelques jours plus tard, hélas, il a été retrouvé mort dans le Danube avant d'avoir pu tout débiller ! Plusieurs millions appartenant à Kadhafi ont été débusqué en Italie, en Allemagne et aux Etats-Unis. La grande partie est toujours portée manquante. On sait encore qu'avec ses fils, il était impliqué dans la gestion de l'ODAC, puissante organisation chargée des marchés publics.

Bashir SALEH BACHIR - chef du personnel et bras droit de Khadafi, il était considéré comme son 'banquier'. Il aurait caché les actifs du clan Kadhafi et dirigé un fond d'État, Libya Africa Investment Portfolio, gros de plusieurs milliards de dollars et dont le rôle était officiellement d'investir en Afrique. Ce fond a été bloqué en février 2011 par l'Union Européenne et la Suisse dans le cadre de sanctions internationales. Selon les Panama Papers ce fond avait des actions dans une société fictive, Vision Oil Services Limited, fondée dès 2007 par le cabinet panaméen voyou et immatriculée aux Îles Vierges britanniques. Cependant, elle fut inactive plusieurs années, parce que ses frais de gestion n'avaient pas été payés puis, le 10 mars 2011, alors que le régime a entamé son agonie, les factures impayées sont réglées en une fois d'où ayant obtenue son 'certificat d'autorisation', la société peut être réactivée, dix jours après la mise à l'index internationale de Bashir Saleh Bachir. Ni son nom ni celui du fond d'État n'apparaissent. Son directeur apparent était un saoudien, également habilité à créer des comptes avec la banque Pictet de Genève, la branche viennoise de Landsbanki Luxembourg et la Standard Chartered Bank à Singapour. Début avril 2011 il démissionne, remplacé à la tête de Vision Oil par un nouvel homme de paille, un britannique vivant en Allemagne. Ensuite, les rebelles ont pris avec eux les experts financiers de Bashir Saleh Bachir et entre ces deux moments, nous perdons la trace de Vision Oil, désactivée à nouveau pour frais impayés par les autorités des Îles Vierges britanniques. Le 'banquier de Kadhafi' a émergé un peu plus tard au Niger, puis a disparu de nouveau. Plusieurs fois, il a été repéré en Afrique du Sud et selon des rumeurs, il ferait résidence permanente au Swaziland, à la frontière nord de ce pays.

Ali DABAIBA - libyen, appartenant au cercle des intimes de Kadhafi, il était de ces "*compagnons du chef*" ainsi qu'on les nommaient au sein de régime. Il présida une autorité chargée des commandes publiques, la gigantesque 'Organisation pour le développement des centres administratifs' (ODAC), qui gérait des milliards. Beaucoup d'entre eux auraient dû aller à des entreprises ayant des liens avec Dabaiba. Dans la traque de l'argent caché de Kadhafi, il est celui qui intéresse actuellement le plus les enquêteurs, avec Bashir Saleh Bashir. Au coeur de la guerre civile, l'homme rejoint les rebelles, finançant même ceux de Misrata, sa ville natale. Malgré cela, ses actifs ont été gelés après le renversement de Kadhafi par le nouveau gouvernement et son nom est sur la liste de ces hommes soupçonnés d'avoir détourné des fonds publics. Il a déménagé à

Londres, où sa famille possède apparemment plusieurs propriétés intéressantes. Les enquêteurs libyens disent qu'il a obtenu des contrats de plusieurs millions de dollars pour des entreprises qu'il contrôlait lui ou des parents. L'argent ainsi obtenu aurait été dissimulé ensuite dans des sociétés boîte-aux-lettres. Selon les enquêteurs libyens, Dabaiba, ses fils ou des tiers dirigeaient prétendument des dizaines d'entreprises de la galaxie Kadhafi. Quand éclate de scandale des Panama Papers, environ 100 avaient été découvertes, tant aux Îles Vierges britanniques, à Malte, au Liechtenstein et au Royaume-Uni. Leur véritable structure était pour la plupart restée opaques, or il appert que certaines étaient gérées par le cabinet panaméen voyou. Leur directeur est un prête-nom, nom pas ici directement Ali Dabaiba, ses fils ou de ses proches, un britannique, Riad G., dont le nom entier n'a pas été divulgué. Ainsi, ce dernier détient des parts dans un hôtel de luxe en Écosse via une société-écran où le clan Dabaiba aurait pu blanchir des fonds publics libyens détournés. Lors de la dernière déclaration de patrimoine au fisc britannique, Ali Dabaibas a déclaré ne posséder que quelques voitures, des bijoux et une ferme avec ... quatre chameaux ! Les enquêteurs tant britanniques que libyens préfèrent ne pas le croire.

Égypte

Alaa MOUBARAK - fils aîné et héritier présomptif de l'ex-président égyptien Hosni Moubarak, très peu de temps après la chute de son père, il devient actionnaire d'une société domiciliée aux Îles Vierges britanniques et gérée par le Crédit Suisse, Pan World Investments Incorporated. Par le biais de sociétés à portefeuille il est propriétaire de biens immobiliers à Londres. Après son arrestation et celle de son père, les Îles Vierges demandèrent en 2011 au cabinet panaméen voyou de geler ce compte en vertu de la réglementation de l'Union Européenne. En 2013, le cabinet Mossack Fonseca a été condamné à une amende 37 500 \$ pour avoir omis de vérifier correctement que Alaa Moubarak est "*un client à risque élevé.*" En interne, celui-ci admet que ses procédures ont été "*sérieusement viciée*" et qu'il n'a pas été identifié assez tôt comme tel. Quant au Crédit Suisse, il a écrit au cabinet panaméen que les activités de Pan World ne contrevenaient pas au gel par la Suisse des actifs de Moubarak.

Soudan

Ahmad Ali AL-MIRGHANI (1941-2008) - ancien président du Soudan 1986-1989, seul chef d'état à être directement impliqué, ayant été moins prudent que les autres. Actionnaire de la société Orange Star Corporation, créée en 1995 et domiciliée aux Îles Vierges britanniques. La même année, cette société acquit un luxueux appartement au nord de Hyde Park à Londres pour un montant de 600 000 \$. Au moment de sa mort, son compte était crédité de 2,72 millions \$, de la petite bière comparée aux kleptocrates qataris, émiratis, russes ou azerbaïdjanais.

Turquie

Vuslat Doğan SABANCI - membre du conseil de Doğan Holding, qui comprend Doğan News Agency.

Ömer SABANCI - ancien vice-président du conseil d'administration au Sabanci Holding, l'une des sociétés les plus riches de Turquie dont le logo est SA et il possède Akbank et droits de distribution pour Carrefour. Il préside également le conseil d'administration de Densa Holding.

Olgun ZORLU - membre du conseil de Zorlu Holding, qui possède Zorlu Energy et la marque d'électroménager Vestel.

Vakkas ALTINBAŞ - préside le conseil d'administration de l'empire bijoutier Altınbaş Holding.

Nurettin ÇARMIKLI - président du conseil d'administration de Nurol Holding qui opère principalement dans le domaine de la construction.

Remzi GÜR - président du conseil d'administration de Gurmen Group, qui opère dans le secteur du tourisme. Il a été affirmé qu'il est le banquier personnel du président Recep Tayyip Erdoğan.

Adnan POLAT - ancien président du Galatasaray FC et président du conseil de Polat Holding.

Serdar BILGILI - ancien président du Beşiktaş FC et président du conseil de Bilgili Holding.

Tuncay Ozilhan - PDG du groupe Anadolu, qui possède Migros, l'équipe de basket-ball Anadolu Efes et les droits à McDonalds et Coca-Cola en Turquie, et président du conseil consultatif de l'Association des Industriels et Businessmen Turcs (TÜSİAD).

Nihat KAHVECI - ancien footballeur turc 1997-2011, ne joua qu'en équipe turque.

Tayfun KORKUT - entraîneur, ancien joueur de football turc 1994-2003, passa par le Real Sociedad de Madrid 2003-2004, cité dans les Panama Papers avec sept autres anciens joueurs du Real.

Le 6 avril, un site turc nationaliste et kémaliste prétendit que la Turquie n'était pas impliquée dans les Panama Papers, provoquant l'incrédulité de nombre de ses lecteurs quand au chef du gouvernement. Avec la publication de la base de données en ligne par le consortium on ne tarda pas à démentir le fait qu'il n'y avait pas que des footballeurs ... Le 10 mai, le journal anglophone The Turkish Sun écrit que ces données donnent "*environ 600 hommes d'affaires, 100 entités off-shore et 21 intermédiaires en provenance de Turquie (...) tels que des présidents des conseils d'administration de plusieurs grandes entreprises, d'anciens présidents de club de football et des personnalités proches du président Recep Tayyip Erdoğan*".

Syrie

Rami et Hafez MAKHLOUF - cousins de Bachar al-Assad président de Syrie, servant de prête-noms au clan AL-HASSAD pour contourner l'embargo financier à l'encontre de sa famille. Le premier est "l'incarnation de la corruption en Syrie" selon le câble diplomatique étasunien de janvier 2008, révélé par Wikileaks. Sa fortune est estimée à 4,6 milliards € peu avant le soulèvement. Les Panama Papers révèlent qu'en 2002 il a co-fondé Syriatel, entreprise de téléphonie mobile dont il détient 73 % des parts. La majeure partie de cette somme est dissimulée dans des sociétés off-shore domiciliées aux Îles Vierges britanniques où il est actionnaire. En février 2008 le Trésor étasunien lui a infligé une énorme sanction, suivi en mai 2011 seulement par l'Union Européenne. Cette même, la banque britannique HSBC, ayant son siège à Londres, a commencé à fermer ses comptes peu à peu en raison des 'événements' en Syrie. Malgré "*un sérieux signal d'alarme*" selon The Guardian, journal britannique, reçu par les services financiers des Îles Vierges en juin 2011, le cabinet panaméen voyou a continué de gérer certains de ses comptes off-shore jusqu'en septembre 2011, avant de les clore définitivement. Les Panama Papers révèlent que HSBC, à Genève et à Londres, s'est opposée à toute force à la rupture des liens avec Hafez Makhlof jusqu'en février 2011. Pis, pour donner le change, elle s'est mis à fermer en 2014 des dizaines et dizaines de comptes de syriens résidants en Grande Bretagne, dans un désordre synonyme de panique, qui des médecins et des étudiants, des réfugiés et des activistes ! Ainsi, Yasmine al-Nahlawi, qui défend les syriens du pays s'est-elle vue restreindre par JSBC son compte commun partagé avec son mari.

Mohamed EYAD KAYALI - homme d'affaires et magnat d'origine syrienne, ami personnel du roi d'Espagne Juan Carlos I, il lui a offert plusieurs chasses, des safaris, dans la savane africaine.

Ahmad BARQAWI et Wael ABDULKARIM - entrepreneurs syriens responsables des sociétés Maxima Middle East Trading et Morgan Additives Manufacturing, toutes deux gérées par le cabinet panaméen voyou, qui sont en lien avec la société syrienne Abdulkarim. Cette dernière possède Pangates International Corporation Limited, créée en 1999 par le cabinet panaméen voyou qui l'avait domiciliée à Niue, île du Pacifique sud puis contraint par ce territoire de s'en aller, elle se déplaça aux Samoa en 2012, puis aux Seychelles. Le cabinet panaméen attendra août 2015 pour "*alerter*" ces dernières. Officiellement, la société Pangates est basée aux Emirats Arabes Unis et spécialisée dans les produits pétroliers. Cette société fournissait de l'essence pour les avions de l'armée syrienne. Pangates, Maxima et le groupe Abdulkarim ont oeuvré ensemble à l'achat en juin 2014 auprès d'une entreprise énergétique russe de pétrole pour les raffineries contrôlées par le gouvernement syrien. On ne peut pas dire depuis la guerre civile commencée en 2011 que leur activité soit crapuleuse mais plutôt politique : il s'agit de contourner l'embargo international contre le régime de Bachar al-Hassad.

Liban

Salim et Jean-Gabriel EDDÉ - franco-libanais et frères, doivent leur fortune à l'éditeur spécialisé de logiciels dans la finance Murex, fondée en 1986 par Salim, ingénieur et ancien élève de l'École Polytechnique. Cela les a propulsés dès 2015 dans les 200 français les plus riches, à la 194^e place selon le mensuel Challenges. Leurs possessions sont estimées à 320 millions € en 2015 contre 250 millions € en 2014. Salim a constitué en novembre 2009 la société Seaview Development Equities Limited, basée aux Îles Vierges britanniques dont le but affiché est de racheter des parts de Murex. En réalité le bénéficiaire réel est un certain Michel EDDÉ qui est probablement leur père libanais, aujourd'hui âgé de 88 ans et de confession chrétienne maronite, licencié en droit à Beyrouth, directeur depuis 1990 du quotidien francophone L'Orient-Le Jour et qui est bien connu au Liban pour avoir été plusieurs fois ministre, des télécommunications et de l'information 1966-1968, de l'information 1980-fin 1982, durant la guerre civile, de la culture et de l'enseignement supérieur 1992-1996 et enfin ministre d'État sans portefeuille 1996-1998. Il est actuellement, entre autres, président de la 'Fondation Maronite dans le Monde' et vice-président de l'association druze 'Al-Orfane'.

Le cabinet panaméen gérait en avril 2011 la société Ovlas Trading, accusée par le département du Trésor étasunien (OFAC) de financer les activités du Hezbollah, organisation chiïte sociale et armée se considérant comme en lutte contre l'Etat d'Israël mais jugée par maints pays comme "*organisation terroriste*". Elle est militairement aux côtés du gouvernement syrien.

Israël

Dov WEISSGLASS - ancien chef du bureau de l'ancien premier ministre Ariel SHARON, seul propriétaire de l'une des quatre sociétés off-shore créées par son associé en affaire Assaf HALKIN. Cette société, Talaville Global, avait été enregistrée en mai 2012 dans les Îles Vierges britanniques, selon le journal Haaretz et sept mois plus tard, toutes ses actions ont été hypothéquées contre un prêt d'une banque de Vienne, en Autriche. Les deux hommes répondent pour leur défense que cette société "*a été enregistrée dans le but de recevoir un prêt de la banque afin d'investir dans des propriétés européennes*" et que son activité a été signalée aux autorités fiscales d'Israël où ils ont payé l'impôt requis.

Yoav GALANT - député et ministre israélien de la construction depuis 2015, diplômé en économie et en gestion, entré dans l'armée en 1977, dans les commandos de marine, il est pressenti pour être chef d'état major de l'armée israélienne en août 2010, proposé par Ehud Barak, ministre de la défense, mais sa nomination est rejetée par le même et le 1^{er} ministre Benjamin Netanyahu en février 2011 après des mois de scandale, le fait qu'il s'est approprié un terrain près de sa maison dans le moshav Amikam, ce qui ne manque pas de piquant quand on sait la politique de colonisation des Territoires Occupés ... Il quitte alors l'armée en 2012, puis rejoindra en janvier 2015 le parti Koulanou et se fera élire à la Knesset, le parlement. Ce parti de centre-droit met l'accent sur le logement et soutient la classe moyenne. En janvier 2016, dans une interview au New York Times il s'est affirmé comme partisan de la paix, de l'égalité entre Arabes et Juifs et pour deux états

côte à côte. Les Panama Papers l'identifient comme un proche du magnat Daniel Steinmetz dans un échange entre l'une de ses sociétés, Diacore et le cabinet panaméen voyou. Il appert qu'il est l'un de ses confidents et à ce sujet le cabinet d'avocats d'affaire demande "*des explications pertinentes*". L'intéressé répond qu'il ne le connaît pas, se sont juste rencontrés "quelques fois dans des circonstances sociales" mais ensuite que "*'Benny' Steinmetz a été un ami de Galand durant de nombreuses années jusqu'à ce jour*". En gros, il est mon ami mais moi, je le connais à peine.

Avigdor LIEBERMAN - ministre des affaires stratégiques depuis le 25 mai 2016, ancien ministre des affaires étrangères 2009-2012, 2013-mai 2015, né soviétique à Kichinev (act. Chişinău) en Moldavie, où il fait des études d'agronomie, émigre en Israël en 1978. Entré au Likoud, le grand parti conservateur, devient chef de cabinet de Benjamin Netanyahu 1996-1997, quitte sa formation pour fonder en 1999 le parti russophone Ysrael Beiteinu, qui signifie 'Israël (notre) maison'. Après un accord avec la formation centriste Kadima, son parti entre au gouvernement en 2006. Selon le quotidien Haaretz, un courriel du cabinet panaméen voyou, envoyé en 2011, soupçonne Dan Gertler d'avoir corrompu par l'argent le leader d'extrême-droite. Malgré cela il est nommé récemment ministre de la défense.

Dan GERTLER - milliardaire israélo-congolais, proche du président Joseph Kabila, ayant pris cette seconde nationalité en raison du fait qu'il arriva tôt dans ce pays, débarquant en 1997 à Kinshasa. La République Démocratique du Congo l'intéresse pour ses mines car il est petit-fils d'un diamantaire, ce pays étant même un véritable 'scandale minier' tant il est bien pourvu, notamment ses provinces de l'Est. Il a bâti ensuite sa fortune dans les mines, estimée en 2015 par le magazine Forbes à 1,36 milliard \$. Les Panama Papers prouvent qu'il est propriétaire de deux sociétés off-shore, Caprikat Limited Company et Foxwhelp Limited Company, créées par le cabinet panaméen voyou en 2010, à la demande d'un avocat d'affaire de Gibraltar bon client de ce cabinet. Il obtempère sans vérifier l'identité réelle de leur possesseur, comme c'est leur habitude et ce en dépit des réglementations internationales, en les immatriculant aux Îles Vierges britanniques. Elles sont détentrices dès le départ de blocs pétroliers sur la partie congolaise du lac Albert. Le cabinet panaméen souhaite tout de même en savoir plus, considérant le pays d'activité de ces sociétés et envoi des dizaines de relances. Mais c'est une enquête des Îles Vierges qui le révèle en 2011, informant alors notre cabinet, où Jennifer Mossack, fille du co-fondateur, voit rouge en découvrant Dan Gertler et ordonne le 2 juin 2011 de fermer toutes les entités en lien avec ce personnage, le qualifiant de "*marchand de diamants de sang*" ! Même le Fond Monétaire International, par ailleurs affameur de peuples par sa politique fanatique d'austérité, le tient dans son viseur depuis 2012, alerté par des ONG qui l'accusent de "pillage" et de corruption en RDC. Ces deux sociétés étaient détenues par un fond d'investissement domicilié aux Îles Caïmans, African Resources Investment Fund, lui-même contrôlé par deux fondations au Liechtenstein à leur tour possédées par deux trusts discrétionnaires à Gibraltar, selon le Le Monde. Seuls deux noms apparaissent dans le montage, un avocat suisse et un neveu affairiste du président sud-africain. Mais cela ne s'arrête pas là ! Cette même année 2011 le cabinet voyou doit enregistrer à Panama les sociétés Burford Commercial SA et Norseville Estate SA, sur requête inhabituelle d'un cabinet d'avocat suisse, ce sans pouvoir connaître ses possesseurs. Après enquête le cabinet voyou découvrira qu'il s'agit de Dan Gertler, de sa femme Anat et de leur fils. Enfin, nous avons en 2015 un brouillon d'accord entre une autre de ses sociétés Rowny Asset Limited et la société Callery Resources pour du consulting à propos des mines du Katanga, au Congo et derrière laquelle se trouve Yitzak Abuhitzeira. Nous y apprenons aussi que Rowny a reçue les dividendes du dernier trimestre 2014 d'une société appelée Mumi et dont les avoirs au Katanga sont estimés à 1,8 milliard \$. Or cette dernière est en fait détenue en commun par Rowny et le géant anglo-suisse du négoce, courtage et extraction minière Glencore PCL, dont le co-fondateur, le trader Marc Rich, est mort en Suisse pour fuir la justice ! Dan Gertler apparaît bien 200 fois dans les Panama Papers. L'intéressé a répondu par la voix de son avocat Boaz Ben Zur à propos de Yitzak Abuhitzeira que leur relation n'est pas commerciale mais de foi, comme celle entre un fidèle et son rabbin. De plus, les deux sociétés signalées sont non actives car ce sont des 'sociétés de plateau' (*shelf company*), leur création étant une routine en affaire, qu'il n'a ni signé ni rempli le contrat et donc que Yitzak Abuhitzeira n'a rien touché.

Benny STEINMETZ - magnat des diamants et de l'extraction minière, associé à son frère Daniel STEINMETZ et à son partenaire en affaires Nir LIVNAT, dirigent le groupe diamantaire Steinmetz BSGR. Tous sont mentionnés dans des centaines de documents du cabinet panaméen voyou. Une correspondance entre le cabinet et Diacore, membre du groupe

Steinmetz BSGR, fait apparaître le ministre israélien de la construction Yoav Galant. D'autres documents des Panama Papers le montrent en relation avec le roumain Remus Truică.

Lev AVNEROVITCH LEVIEV - homme d'affaires israélien, investisseur dans l'immobilier, la chimie et l'industrie diamantifère, né en Ouzbékistan dans une communauté juive orthodoxe hassidim, vit entre Londres et Jérusalem, propriétaire de la société Lexinter International Incorporated qui détient des parts dans la société Vauxhall Incorporated, enregistrée aux îles Vierges britanniques. Dès 1999 par sa société Danya Cebus, il participe à la construction de colonies juives dans les territoires occupés, notamment en concourant pour une partie à l'édification de celles de Har Homa et Maale Adunim, d'où en 2013 le fond souverain norvégien retire ses participations en signe de protestation. Il se positionna sur le marché des prisons privées comme concessionnaire, mais en novembre 2009 la Haute Cour de justice israélienne déclara "*inconstitutionnelle*" les prisons privée. Leviev se lança alors dans le diamant en 2011, mais notons-le à décharge, dans un pays démocratique où les travailleurs ont des droits, puisqu'il s'agit de gisements en Alaska. Enfin, président de la Federation of Jewish Community of the CIS, il fait oeuvre philanthropique auprès des juifs émigrés ou résidents de l'ex-URSS.

Jacob ENGEL - homme d'affaires actif dans l'industrie minière en Afrique.

Teddy SAGI - homme d'affaires israélien milliardaire, domicilié à Knightsbridge à Londres, sa fortune est évaluée en avril 2015 par le magazine Forbes à 3,5 milliards de dollars, fondateur en 1999 de Playtech dont il possède un tiers des parts. Non marié il a deux enfants et des résidences secondaires à Chypre, Berlin, en Israël et aux Etats-Unis.

Idan OFER - magnat des affaires et philanthrope israélien, domicilié à Londres, son père d'origine roumaine était un magnat dans la navigation commerciale, ce que son fils continua à Hong Kong aux années 1980, travaillant aussi à Singapour et New York. En 1989 il fonde une compagnie de tankers, se diversifie dans l'immobilier, les raffineries de pétrole, la chimie et l'énergie. Héritant d'une immense fortune, avec une vaste collection d'art moderne, à la mort de son père en 2011, désigné en 2013 'homme le plus riche' d'Israël. Avec Richard Branson, il fonde à Washington une boîte à idées (*think thank*) pour réfléchir au changement climatique.

Yitzak ABUHATZEIRA - homme d'affaires, fils de rabbi David Abuhatzeira, ancien chef de la Nahariya, millionnaire dont la fortune fut évaluée par Forbes en 2012 à 750 millions de shekels, ce qui en fait le 2nd rabbin le plus riche d'Israël. Son père est lui-même le petit-fils de Baba Sali (1889-1984), un vieux sage du Tafilalet, au sud du Maroc, chef des sépharades, kabbaliste réputé et mort en odeur de sainteté en Israël. Lorsqu'il est enterré à Netivot, 100 000 personnes suivent sa dépouille ! Yitzak son arrière-petit-fils est associé à la société off-shore Callery Ressources, créée en janvier 2015 et basée au Panama, censée faire du consulting pour des affaires minières au Congo-Kinshasa. Elle négocia un contrat avec le magnat des diamants Dan Gertler où ce dernier s'engagea à "*recommander*" que la société Rowri Asset Limited, qu'il détient en fait, paye 10 millions \$ d'honoraires à Callery. Yitzak Abuhatzeira, domicilié à Ramat Gan, signa la procuration. Or le quotidien Haaretz nous apprend qu'ils sont intimes et qu'il serait un confident. Ainsi "*il y a trois ans*" Yitzak Abuhatzeira s'est rendu un week-end au domicile de Gertler, à Bnei Brak, pour fêter la bar mitzvah du fils de ce dernier.

Jacob WEINROTH - avocat israélien, co-fondateur du cabinet Dr. J. Weinroth & Co. et possesseur et directeur de Sapir Holdings, impliqué dans le scandale Panama Papers.

docteur Durgham MARAEE - avocat israélien, membre du conseil d'administration de la Palestinian Commercial Services Company puis de la société qui lui succède, la Palestinian Investment Fund, voyez Palestine. Cela entre en conflit d'intérêt puisqu'il est actuellement et par ailleurs directeur général et un des plus gros actionnaire, à 34 % des actions, de Wataniya Mobile, une des deux grandes entreprises de téléphonie cellulaire dans les territoires occupés. Les câbles diplomatiques

révélés par WikiLeaks montre qu'en avril 2009, au moment où Israël discutait de la reconduction de l'allocation des fréquences, l'autorité palestinienne était tenté de favoriser Wataniya contre son concurrent PalTel.

Assaf HALKIN - avocat d'affaires israélien, selon le journal Haaretz, un des médias à avoir fait partie du consortium de l'ICIJ, il a fait enregistrer quatre sociétés par le cabinet Panaméen voyou. L'une d'elle, GFI Technologies, créée en 2013 et basée sur l'île antillaise d'Anguilla, se proposait d'investir sur une entreprise en Albanie. Il en fut le 'co-proprétaire' avec la société canadienne Global Fluids International SA et un ressortissant albanais.

La BANK LEUMI - grande banque israélienne fondée en 1902 à Londres par le mouvement sioniste pour promouvoir l'agriculture, l'industrie, la construction et les infrastructures, son nom signifie 'Banque Nationale' et plusieurs de ses responsables sont cités dans les Panama Papers. Aujourd'hui elle a des succursales au Luxembourg, aux USA, en Suisse, Grande Bretagne, Mexique, Uruguay, Roumanie, île anglo-normande de Jersey et Chine.

Au total quelques 650 entreprises israéliennes et 850 actionnaires israéliens sont listés.

Palestine

Mohammed RASHID - ancien conseiller et directeur financier de Yasser ARAFAT, selon les Panama Papers, nommé en juin 2000 au conseil d'administration de la société Arab Palestinian Investment Company (APIC), fondée par un saoudien, où il sera président. Un mois après la mort de son patron, le 15 décembre 2004 il la quitte avec huit autres membres du conseil et les cadres supérieurs. Il a été aussi président d'un fond actionnaire de l'APIC, le Palestinian Investment Fund, mais début 2006, il est débarqué pour Mohammed Mustafa.

Tarek ABBAS - second fils de Mahmoud ABBAS président de l'autorité palestinienne, né Tarek Mahmoud Reda, entre en 2011 au conseil d'administration d'une société saoudienne off-shore d'investissement dans les territoires occupés, l'APIC, dirigée par l'homme d'affaire saoudien Omar Aggad. En juin 2013 ses actions dans la société se montent à 982 000 dollars. Selon le quotidien israélien de gauche Haaretz, cette somme proviendrait du Palestinian Investment Fund (PIF), fond créé en 2003 pour remplacer la Palestinian Commercial Services Company (PCSC) jugée trop opaque par les 'occidentaux'. La première, qui détenait depuis le début une part des actions de l'APIC, les transfère à la seconde. Leurs parts dans l'APIC suivent une ligne croissante, montant à 17 % en 2014. En février 2006, juste après la victoire aux élections du Hamas, Tarek Abbas avait publié un décret présidentiel lui donnant presque un entier contrôle sur le conseil d'administration du PIF, selon un câble diplomatique du consul étasunien à Jérusalem publié par WikiLeaks. On sait encore que Tarek Abbas est entré dans la société de relations publiques Sky, qui domine le marché publicitaire dans les territoires occupés. Créée par le journal égyptien El Ahram et la PCSC en co-entreprise, elle est rachetée par l'APIC en 1999 quand Tarek en était vice-directeur avec moins de 10 % des actions. Il en devint directeur général puis président. Selon l'agence Reuter en 2009, les entreprises gérées par Tarek et son frère aîné Yasser ABBAS ont, comme par hasard, remporté des appels d'offres auprès de l'agence internationale de développement étasunienne (USAID) pour un total de 2 millions \$. Ainsi, en 2006, la société Sky s'engage auprès de l'USAID dans une campagne visant à améliorer l'image des Etats Unis dans les territoires occupés. En juin 2012 la revue Foreign Policy pointe que Tarek Abbas est aussi directeur adjoint de l'Arab Palestinian Shopping Center Company et membre du conseil de Unipal General Trading Company, qui a un rôle de premier plan dans la distribution de nourriture, cigarette et cosmétique en territoire occupé. Ces conflits d'intérêts, le cabinet panaméen voyou aurait dû les prévoir et signaler, selon les normes en vigueur, qu'au sein des conseils d'administration, Tarek Abbas ne pouvait pas siéger, en tant que *politically exposed persons* (PEP). En fait, il a mal cherché, se trompant sur l'orthographe d'un de ses prénoms pour conclure que non, il n'est pas le fils de Mahmoud Abbas ! Les Palestiniens se demandent comment les fils du président ont pu devenir millionnaires.

Mohammed MUSTAFA - ancien vice 1er ministre et ministre de l'économie nationale de l'autorité palestinienne, après avoir été conseiller économique du président Mahmoud Abbas. Il est nommé début 2006 à la tête du PIF puis en mars suivant, peu après que le président en ait pris le contrôle, il entre au conseil d'administration de l'APIC. En 2012, un tribunal palestinien le condamnera par contumace, car il a quitté les territoires occupés, pour avoir détourné des millions de dollars, dont une partie provenait du PIF.

Khaled OSSEILI - ancien maire d'Hébron, membre du conseil d'administration de l'APIC, le cabinet panaméen souligna en 2007, tout comme Mohammed Mustafa, que sa présence au conseil pose un problème en raison de ses fonctions politiques.

Mohammed DAHLAN - sulfureux politicien et homme d'affaires palestinien établi en Serbie et Montenegro dont le nom a été révélé par le KRIK, réseau serbe de lutte contre la corruption. Il détient un passeport serbe et est proche du premier ministre serbe. Les Panama Papers citent son frère Abdrabou Shaker Yousef Dahlan, vivant en Jordanie.

Jordanie

Ali Abu AL-RAGHEB - ancien 1er ministre et ministre de la défense de Jordanie 2000-oct. 2003, en juillet 2003, peu avant de quitter son poste, il devient co-administrateur avec Yusra, son épouse, de Jaar Investment Limited Company, enregistrées aux Îles Vierges britanniques et qui possède un compte à l'Arab Bank à Genève, en Suisse. Elle a été mise en sommeil en août 2008, tandis que cette même année, un peu plus tôt, ils le deviennent pour la société Jay Investment Holdings Limited, placée sous même juridiction. Jusqu'en décembre 2014, Al-Ragheb posséda également trois autres sociétés off-shore enregistrées aux Seychelles. Ses enfants ont participé à titre d'administrateurs dans plusieurs sociétés BVI supplémentaires, telle Desertstar Investment Capital Limited., qui a également tenu un compte à l'Arab Bank à Genève, a été utilisée pour investir en Jordanie. Il fut aussi sénateur de 2003 à 2010.

Abdrabou Shaker Yousef DAHLAN - réside en Jordanie, aussi frère de Muhamed Dahlan, un palestinien proche du premier ministre serbe. Abdrabou Dahlan a créé en 2011, avec sa femme, une société off-shore, Al Yasmeeen Company Limited, domiciliée dans les Îles Vierges britannique afin de mener à bien la gestion d'actifs en Grande Bretagne.

Irak

Saddam HUSSEIN Abd al-Madjid al-Tikriti (1937-2006) - ancien président d'Irak et président du conseil de commandement 'révolutionnaire' 1979-2003, premier ministre 1979-1991, 1994-2003. vice-président d'Irak 1971-1979, chef du service de sécurité 1968-1971. Les Panama Papers apportent quelques éclaircissements sur une vieille affaire déjà connue impliquant le Pakistan et la dirigeante du Parti du peuple pakistanais, Benazir Bhutto, chef de l'opposition dans son pays. Avec ses associés et ses deux sociétés off-shore successives, la politicienne a versé en 2000 d'énormes pots-de-vin au gouvernement irakien pour la conclusion de contrats pétroliers avec Petrofine FZC, qui par prudence change de nom l'année suivante. L'embargo étranglait l'Irak et on sait à présent qu'il causa directement ou indirectement la mort de plus de 100 000 irakiens, mais l'on peut douter fortement que le clan Hussain et leurs proches aient redistribué cette manne au peuple. En 2005, une enquête de Paul Volcker, ancien président de la réserve fédérale US, sur le programme des Nations Unies en Irak 'pétrole contre nourriture', révéla que la société de Bhutto avait versé 2 millions \$ rien qu'au président Saddam Hussain et en retour, gagnèrent des contrats pétroliers d'une valeur de 115 à 145 millions \$.

Iyad ALLAWI - homme politique irakien et britannique, ancien vice-président d'Irak sept. 2014-août 2015, premier ministre 2004-2005, président du conseil de gouvernement 2003, débuta comme neurologue, membre du parti Baath années 1960-70, vécu à Londres 1971-1975, il tombe en disgrâce et les baathistes tentent trois fois de l'assassiner, le dernier essais en 1978 lui vaut un an d'hospitalisation. Fonde en 1991 un parti d'opposition en exil l'entente Nationale Irakienne, rentre en

Irak en avril 2003. Par l'intermédiaire de deux sociétés immatriculées au Panama, IMF Holdings Incorporated et Moonlight Estates Limited, dont il est l'unique actionnaire, il gérait des biens immobiliers situés respectivement à Kingston upon Tames et à Londres, en Grande Bretagne. La première est créée en 1985 par le cabinet panaméen voyou, il en est le directeur, puis en 2000 seul actionnaire. En avril 2013 cette dernière a une valeur estimée à 1,5 millions de dollars. Pour sa défense, son attaché de presse a répondu au consortium international de journalistes que cela était pour des raisons de sécurité, "*compte-tenu de la tentative d'assassinat dont il a fait l'objet*".

Arabie Saoudite

Salman bin Abdelaziz AL-SAOUD - roi d'Arabie saoudite depuis 2015, durant ses cinquante ans comme gouverneur de la province de Riyad, la capitale, il était devenu multimillionnaire. Selon Le Monde, lié à une société luxembourgeoise opaque, elle-même actionnaire de deux autres, domiciliées aux Îles Vierges britanniques et créées respectivement en 1999 et 2002. Inrow et Verse, c'est leur nom, ont respectivement contracté un emprunt de 26 (en 2009) et 8 millions de dollars, servant à l'achat de luxueux biens immobiliers à Londres. En tout il a reçu 39 millions \$ de prêts pour cela. De plus, il a fait immatriculer par Crassus Limited, société créée en 2009 et basée aux Îles Vierges britanniques, son yacht Erga, dont il est le principal utilisateur, dans l'enfer fiscal de la City de Londres. S'il n'est jamais nommé, toutes ces opérations le touchent de près. Il est certain que la société luxembourgeoise Shaf Corporation SPF / SA lui appartenait ainsi qu'à sa 1ère épouse et six de ses enfants. Une lettre de 1996 indique qu'elle détenait sept autres sociétés fictives, certaines créées dès les années 1970. Au moins trois sociétés-écrans panaméennes sont encore actives jusqu'à quelques semaines des 1ères révélations de Panama Papers. La question reste à savoir pourquoi un souverain absolu comme Salman bin Abdulaziz voilerait sa richesse. Les lois fiscales ne doivent pas échapper au roi car il peut les dicter. Se rappeler qu'en Arabie Saoudite près d'un jeune sur trois est au chômage et que de cette fracture sociale, peut en résulter l'émeute.

Muhammad bin Nayef AL-SAOUD - prince héritier, ministre de l'intérieur saoudien.

prince N... - demi-frère d'un ancien roi saoudien, mentionné dans le scandale Swissleaks comme bénéficiaire de comptes en Suisse avec un ancien ministre de l'intérieur du Qatar.

Adnan KHASHOGGI - milliardaire saoudien, agent de la CIA étasunienne.

cheikh Omar AGGAD - homme d'affaires saoudien d'origine palestinienne, ancien directeur de l'Arab Palestinian Investment Company (APIC), passée en 2014 à son fils Tarek AGGAD qui en sera le directeur et détiendra 27 % de la société, année où elle entre à la bourse palestinienne. Les Panama Papers la désigne comme société off-shore et implique un des fils du président de l'autorité palestinienne. Créée en septembre 1994 et enregistrée aux Îles Vierges britanniques, elle a un administrateur unique à seule fin d'inscription, un certain Khaldoun SOROUR. Il présente sa démission de prête-nom lors de la 1ère assemblée générale des actionnaires, en mai 1995 à l'hôtel Sheraton de Dubaï, et cède sa place à Aggad. Celui-ci expose les buts de la société, parlant "*de la situation économique dans le monde arabe et des territoires occupés et à propos des obstacles auxquels font face les investisseurs. Il a nécessité la nécessité de créer des emplois, de sorte que l'économie palestinienne ne serait plus victime des israéliens*". L'autorité palestinienne y détient des participations qui iront en croissant au cours des vingt ans qui suivent, faisant de l'APIC une des plus grosse société des Territoires Occupés.

Khalid BUGSHAN - homme d'affaires saoudien, traitant depuis de nombreuses années avec de grands groupes français quand il reçoit en 1996 au plus tôt un mandat de gestion sur la société Parinvest Management Corp, société-écran immatriculée aux îles Vierges britannique qui aurait abrité des commissions occultes dans l'affaire de Karachi. Pour une raison inconnue, un contrat de nantissement est signé entre lui et la fiduciaire Crédit agricole Indosuez en novembre 1998.

Wahib NACER - banquier saoudien, ancien employé de la financière Indosuez quand il reçut en 1996 au plus tôt un mandat de gestion sur la société Parinvest, comme son ex ami Khalid, ex proche de l'homme d'affaire Alexandre Djouhi impliqué dans le scandale de Karachi, dans l'affaire de la vente de tableaux de Claude Géant et l'exfiltration par Sarkozy du bras droit de Khadafi. Pour une raison inconnue, Indosuez demanda au cabinet panaméen voyou que le mandat de Nacer soit annulé en mai 1998. Il se portera garant auprès du cabinet de l'authenticité du passeport de Bugshan lors de l'enregistrement d'une autre société, Tradexim.

N... - saoudien, directeur apparent et directeur général de Vision Oil Services Limited, société off-shore domiciliée aux Îles Vierges britanniques, servant pour des opérations cachées avec des fonds provenant d'un fond d'État du régime Kadhafi, le Libya Africa Investment Portfolio. Cette société longtemps endormie est réactivée en mars 2011, en pleine guerre civile libyenne, et ce dernier préfère laisser rapidement sa place quelques semaines après. Ce saoudien, dont le nom n'a pas été divulgué, avait déjà fait, présume-t-on, de la contrebande de pétrole avec des jordaniens et serait, en avril 2016, emprisonné en Libye.

Les deux grandes fuites de documents que sont Swissleaks et Panama Papers ont révélées que les princes du Moyen Orient sont des clients fidèles des sociétés boîte-aux-lettres, d'autant que chez eux n'existe généralement pas aucune obligation de transparence. De plus, il n'existe pas de distinction bien nette entre les charges publiques et la fortune privée : la corruption est naturelle. 73 membres des dynasties régnantes de cette région, immensément riches, apparaissent dans les Panama Papers, dont 17 liés à la famille al-Saoud. Cette dernière totalise un nombre record de 56 membres impliqués dans les trois grandes fuites récentes ! Par mesure de sécurité le consortium international de journalistes n'a pas révélé les noms des journalistes arabes de cette région.

Koweït

prince N... - fils d'un ancien vice-premier ministre du Koweït, cité dans les Offshore Leaks.

La famille d'AL-SABAH, au pouvoir depuis 250 ans dans ce petit État devenu riche en pétrole occupe toutes les positions clé du gouvernement. Cependant, de nombreux sujets ne veulent pas prendre pour acquis la monarchie puisqu'en 2012 il se trouva environ 100 000 résidents du pays pour protester contre leurs dirigeants. Ceci avait été précédé par un scandale de corruption qui à secoué l'émirat dans ses fondations : les membres du gouvernement et des députés fidèles ont accepté d'être soudoyé pour un montant de 250 millions d'euros ! L'émir Sabah al-Ahmad al-Jabir al-Sabah a du dissoudre ensuite le Parlement. Apparemment, il y a de bonnes raisons pour le puissant Koweït de cacher sa richesse. Ainsi ce sont 20 parents de l'émir apparaissent dans les Panama Papers en tant qu'actionnaires, bénéficiaires ou administrateurs de société. Le scandale Swissleaks en montre sur des comptes de l'argent noir de la banque suisse HSBC. Trois nobles koweïtiens sont également dans les Offshore Leaks, ces données avec lesquelles la série des fuites provenant de paradis fiscaux fuites a commencée en 2013.

Qatar

cheikh Hamad ben Khalifah AL-THANI - ancien émir du Qatar 1995-2013, abdiqua et transmis le pouvoir à son fils Tamim ben Hamad. Les Panama Papers révèlent qu'en mars 2014, moins d'un an après avoir abdiqué, un avocat luxembourgeois a contacté le cabinet panaméen voyou pour lui faire part de l'intérêt porté par Al-Thani dans l'achat d'une société off-shore enregistrée aux Îles Vierges britanniques, Afrodille SA qu'il acquiert ensuite. Elle tient un compte bancaire au Luxembourg et des actions dans deux sociétés sud-africaines, selon l'avocat. Depuis septembre 2013, Al-Thani fut également l'actionnaire majoritaire de Rienne SA et Yalis SA, qui tinrent un dépôt à terme à la Bank of China à Luxembourg. S'il détient une participation majoritaire dans ces deux sociétés, on trouve dans chacune d'elles une autre, à hauteur de 25 %, détenue par membre de sa famille, le cheikh Hamad bin Jassim Al Thani.

cheikh Hamad bin Jassim bin Jaber AL-THANI surnommé 'HBJ' - ancien ministre des affaires étrangères du Qatar 1992-2013, ancien 1er ministre 2007-2013, sa fortune est estimée à 7 milliards de dollars. Il acquiert en 2002 une société off-shore domiciliée aux Îles Vierges britanniques et trois autres aux Bahamas. Elles lui permettent d'acquérir un super-yacht de 133,2 mètres à 300 millions de dollars, nommé Al Mirqab, construit en 2008 au chantier Peter Schiffbau à Wewelsfleth, en Allemagne. C'est d'ailleurs plus un palace flottant, avec 5000 mètres carrés d'espace, un cinéma, des piscines, des bars et dix suites ... pour seulement 24 invités. Il est amarré la plupart de l'année à Faliro, sur la côte grecque près d'Athènes. Plus encore, nous voyons que la construction de son majestueux yacht Kahn est passée par une société fictive, One Trick Limited, basée aux Bahamas. L'activité de la société nous conduit un certain David ATKINSON, qui aurait été le capitaine du navire. En 2003, lorsque l'entreprise a voulu procéder à un contrôle de routine du client en lui demandant deux factures d'électricité pour vérifier son identité et sa résidence, Atkinson a répondu vivement, selon le Süddeutsche Zeitung, qu'il ne le pouvait pas, deux factures de service public c'est tellement trivial ! En 2011 il acquiert quatre sociétés domiciliées à Panama et dont les comptes sont au Luxembourg, pays où le Qatar investit depuis peu en raison de ses faibles taux d'imposition, argument développé dans un document des Panama Papers daté de juillet 2013. Quand la succursale luxembourgeoise du cabinet Mossack Fonseca voulu lui demander une preuve de son identité parce que jugée "*personne politiquement exposée*", le greffier voulut les rassurer. L'un des associés a proposé une décharge de responsabilité, chose trop banale qui irrita le prince.

prince N... - ancien ministre de l'intérieur du Qatar, mentionné dans le scandale Swissleaks.

Bahreïn

Nasser bin Hamad AL-KHALIFA - prince, il était actionnaire avec son frère Khalid AL-KHALIFA d'une société boîte-aux-lettres basée dans les îles Vierges britanniques. L'opposition du Bahreïn a accusé Nasser bin Hamad d'avoir torturé, dans son pays natal, des membres emprisonnés de la population chiïte majoritaire rebellée au début du Printemps Arabe contre la minorité sunnites représentée par la famille régnante. Le gouvernement a toujours nié ces faits.

Émirats Arabes Unis

cheikh Khalifa bin Zayed AL-NAHYANE - président des Émirats Arabes Unis et émir d'Abu Dabi, sa fortune est estimée en 2014 à 19 milliards de dollars. Il semble qu'il soit le recordman des chefs d'état épinglés par les Panama Papers quant à la filouterie, détenant pas moins d'une trentaine de sociétés off-shore enregistrées par le cabinet panaméen voyou dans les Îles Vierges britanniques ! Le Süddeutsche Zeitung n'en évoque quant à lui que 20, selon des documents internes au cabinet panaméen voyou, dont 14 étaient encore actives fin 2015. Au travers de celles-ci il détient des biens immobiliers et résidentiels dans les quartiers les plus huppés de Londres d'une valeur totale d'au moins 1,7 milliard de dollars, encore détenues en quasi totalité en décembre 2015 par le cabinet panaméen, quoique le cheikh, son épouse et son fils et sa fille en restent les bénéficiaires. Comme en 2011 il voulait régler une transaction immobilières, il fit répondre à un avocat de Mossack Fonseca qu'il refusait de fournir une preuve d'identité. Le cabinet d'avocats britannique qui représente ces kleptocrates a dit "*ne pas pouvoir aider*" le consortium de journalistes qui a mené l'enquête.

Khadem AL-QUBAISI - homme d'affaires émirati richissime, résidant à Dubaï, ancien dirigeant du fond souverain émirati IPIIC, déjà accusé d'avoir siphonné plus d'un milliard d'euros en rétro-commissions du fond souverain malaisien 1MDB. Il a fait transiter au moins 600 millions \$ de cette somme par une société off-shore créée par le cabinet panaméen voyou dont le montage complexe a été révélé par l'émission Cash Investigation sur la chaîne publique française France 2. Il abouti à trois sociétés luxembourgeoises imbriquées les unes dans les autres et montée par la branche luxembourgeoise de la banque suisse Edmond De Rothschild.

Yémen

Shaher et Abduljalil ABDULHAK - frères, hommes d'affaires yéménites, parmi les plus riches et les plus importants en chiffres d'affaires du pays, notamment en raison de leurs liens avec l'ancien président Ali Abdullah SALEH, contrôlant des entreprises clés au Yémen, investissant sur plusieurs continents. Ils ont utilisé des sociétés fictives enregistrées en off-shore pendant de nombreuses années, afin de demander et obtenir des contrats du gouvernement, selon une enquête menée par Alaraby. Le fils de Shaher, Farouk, est recherché par les autorités de Grande-Bretagne et de la Norvège pour l'interroger relativement au viol présumé et assassinat de Martine Vik Magnussen, une femme norvégienne et fille d'un autre milliardaire.

Oman

Aucun membre de la dynastie régnante Omani n'est impliqué dans les Panama Papers mais en revanche huit sont mentionnés dans un scandale d'évasion fiscale précédent, Swissleaks.



Panama

Section IV - AFRIQUE SUBSAHARIENNE (auparavant dite 'Noire')

Sénégal

Pape Mamadou POUYE - homme d'affaires sénégalais, arrêté en avril 2013 avec Karim Meïssa WADE, fils de l'ancien président Abdoulaye WADE, par les autorités sénégalaises et condamnés avec d'autres co-accusés en avril 2015 par la Cour de répression de l'enrichissement illicite à cinq ans pour complicité d'enrichissement illégal, sans pouvoir parvenir à l'origine de tout les montages financiers opaques créés pour le rejeton présidentiel. "*De grands hommes d'affaires sénégalais ont créé des sociétés offshore grâce à la firme Mossack Fonseca, sans qu'on puisse établir un lien entre ces sociétés et une quelconque activité illégale*" note Ouestafnews. Certes, les Panama Papers ne le citent pas nommément, son ami Pape Mamadou Pouye apparaissant certainement comme prête-nom puisque ce dernier est propriétaire de trois sociétés off-shore, Seabury Incorporated, Regory Invest et Latvae Incorporated, toutes créées grace au cabinet panaméen voyou. Des documents estampillés "*secrets et hautement confidentiels*" établissent que la première avait ficelé un contrat de plusieurs millions de dollars avec Dubai Port World (DP World). Pour un 1er contrat de "*consulting et de conseils*", Seabury Inc. reçut 7,2 millions d'euros de DP World, puis de nouveau pour du "*conseil*" de 2013 à 2015. Le site Ouestaf.com note que Seabury "*a été créée en 2008, soit un an après la signature d'un contrat entre l'état sénégalais et DP World pour l'exploitation du terminal à container du port autonome de Dakar*".

Pierre Goudiaby ATEPA - architecte sénégalais, Atepa engineering Corp est dans l'annuaire des entreprises établies au Panama sous le n° 548105. Entre 2005 et 2010 elle a échangée plus d'une centaine de mails avec le cabinet panaméen voyou.

Aliou SOW - chef d'entreprise sénégalais, directeur de la Compagnie sahélienne d'entreprises (CSE), une des plus grandes entreprises privées de travaux publics de l'Afrique de l'Ouest.

Guinée

Mamadie TOURÉ - veuve de Lansana CONTÉ, dont elle fut la 4ème épouse, président de Guinée 1984-2008. Accusée par les USA d'avoir reçu 5,3 millions de dollars de pots-de-vin pour aider une compagnie minière étasunienne à remporter les droits d'exploitation du plus riche gisement de minerais de fer au monde. Au contraire de la France, qui ne fait rien pour les 'biens mal-acquis' de ses amis africains, en 2014, sa villa de Floride est perquisitionnée et ses biens sont saisis "*avec du matériel de restauration et un congélateur*", luxe suprême pour les lecteurs du journal d'Abidjan (Côte d'Ivoire) qui relate les faits, en tout il y en a pour plus d'un million \$.

Côte d'Ivoire

Jean-Claude N'DA AMETCHI - banquier ivoirien, ex directeur général de la banque publique Versus Bank sous le régime de Laurent Gbagbo dont il est un proche, selon le web-journal Financial Afrik. Ce dernier estime que l'évasion des capitaux est de 60 milliards de dollars par an pour tout le continent africain, à comparer avec la fraude française.

Ghana

John ADDO KUFUOR - fils de John AGYEKUM KUFUOR, ancien président du Ghana 2001-2009, actif dans l'hôtellerie, son nom apparaît l'année de l'élection de son père dans une entité liée à un compte domicilié au Panama et dans deux sociétés domiciliées aux Îles Vierges.

Kojo ANNAN - ghanéen, fils unique de Koffi ANNAN ancien secrétaire général de l'ONU 1997-2006, il avait déjà été mis en cause dans le cadre du programme de l'ONU 'pétrole contre nourriture' en Irak, avant d'être innocenté en 2005 par un panel 'indépendant' dirigé par Paul Volcker. Actionnaire de la société Blue Diamond Holding Management Corp et de Sutton Energy Ltd, vouée au négoce, à l'investissement et au commerce de "*toutes marchandises*", enregistrées par le cabinet panaméen aux Îles Vierges en 2002, la seconde étant transférée ensuite aux Îles Samoa. Une 3ème société Sapphire Holding Ltd, aux Îles Vierges puis transférée aux Samoa pour acquérir un appartement à Londres pour 440 000 €.

Nigéria

Atiku ABUBAKAR - ancien vice-président du Nigeria.

James IBORI - ancien gouverneur de l'état du Delta, région très pétrolifère.

OLUBUSE II - ancien roi d'Ifé, chef traditionnel d'un 'canton'.

Laolu SARAKI - fils de Abubakar Olusola Saraki, influent sénateur nigérian mort en 2012, Laolu Saraki est l'associé de Kojo Annan dans les deux premières sociétés off-shore précitées.

Ronald CHAGOURI - nigérian, a été un donateur de la fondation Clinton mais a aussi financé une conférence caribéenne de l'ex-président étasunien Bill Clinton en 2003, PDG de l'entreprise de construction portant son nom, Chagoury Group. Les Panama Papers montrent qu'il s'est servi d'une société off-shore dont la finalité reste inconnue.

Gabriele VOLPI - homme d'affaires nigérian d'origine italienne, natif de la région de Gênes, il s'installe au Nigéria dans les années 1970 et en prend la nationalité. Il travaille dans différents secteurs au Nigéria dont l'industrie pétrolière et en Angola, a acheté deux clubs de foot, le Spezia Calcio en Italie et l'HNK Rijeka en Croatie, ainsi qu'un club de water polo italien, Pro Recco. Il a associé ses fils Simone et Matteo à son business et possède un yacht de 60 mètres, le *Givi*. Il est impliqué dans le scandale des Panama Papers.

Gabon

Seydou KANE - milliardaire gabonais, cité depuis le 4 avril par Slate Afrique sans plus de détail, son nom n'apparaît guère dans les médias français en raison de nos juteuses et troubles affaires avec ce pays. C'est le journal français Libération qui révéla son implication, informations reprise en Afrique par Aujourd'hui Mali qui note que cette affaire embarrasse bien le Sénégal et le Mali, puisqu'il est détenteur de trois passeports diplomatique : gabonais, malien et sénégalais et cultive de nombreuses amitiés en haut-lieu dans ces pays. Ainsi il affirme "*haut et fort qu'il a été nommé ambassadeur itinérant par Macky Sall*", président du Mali depuis 2012, entre autre à son "conseiller spécial" Abdulaye Saly SALL. Seydou Kane a eu recours au cabinet panaméen voyou pour la création de deux sociétés off-shore, Smart Key en 2013 et Maxi Gold International Limited en 2014. Ce dernier n'a pas tenu compte du "*caractère sensible*" du personnage, déjà pointé du doigt en 2010 par un rapport du Sénat étasunien dans une affaire de blanchiment présumé impliquant Marie-Yva ASTIER, mère d'une des filles du feu président gabonais Omar BONGO. Plus récemment, il avait été appréhendé à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle et placé en garde à vue par le parquet de Nanterre avant d'être inculpé par la justice française de corruption d'agent à l'étranger et blanchiment aggravé. Il sera libéré contre le versement d'une caution de 655 millions de francs CFA, soit près d'un million d'euros ! Compromis comme lui, le directeur de cabinet du président Ali BONGO, qui reçut du sénégal-malien gabonais un pot-de-vin de 2 millions d'euros sur le compte de sa société AIKM, basée au Bénin, sera lui très vite relâché. Il est encore interpellé brièvement en janvier 2013 à l'aéroport du Bourget alors qu'il se rendait à Miami, en Floride, avec 2,5 millions d'euros. En plus d'être dans le collimateur de TRACFIN, la cellule française anti-

blanchiment, l'auteur et enquêteur Pierre Péan l'avait sérieusement épinglé dans son livre *Nouvelles affaires africaines*. Le site Dakar Actu, reprenant Aujourd'hui Mali, se demande s'il ne faudrait pas lui retirer son passeport sénégalais.

Congo

Denis Christel SASSOU-NGUESSO (Congo Brazzaville) - fils du président de la République du Congo Denis Sassou-Nguesso, député d'Oyo, dans le nord du pays, directeur général adjoint de la Société nationale des pétroles du Congo, années 1990, domiciliée aux Îles Vierges.

Bruno Jean-Richard ITOUA - ministre congolais de la recherche scientifique et des innovations techniques depuis 2011, ancien ministre de l'énergie et de l'hydraulique 2005-2011, ancien président de la Société nationale des pétrole du Congo (SNPC) en 1998, l'année de sa création. En 2003, la justice l'accusa de détournement des revenus du pétrole, mais cela n'entrava en rien sa carrière. Il requerra le cabinet panaméen voyou afin qu'il lui créer une société off-shore, qui sera immatriculée aux Îles Vierges britanniques.

République Démocratique du Congo

Jaynet Désirée KABILA KYUNGU (Congo Kinshasa) - soeur jumelle du président de la République Démocratique du Congo Joseph KABILA, députée, elle fut co-proprétaire avec son compatriote Feruzi Kalume NYEMBWE, un homme d'affaire, de la Keratsu Holding Limited enregistrée en juin 2001 à l'île de Niue, territoire du Pacifique Sud et dépendance néozélandaise, société indirectement actionnaire de l'opérateur téléphonique Vodacom Congo. "*Nombreuses sont les voix qui accusent la famille du président d'avoir amassé une fortune colossale depuis son arrivée au pouvoir*" note Radio France Internationale, une station que les français, quelle chance pour nos 'affaires' de la Françafrique, ne peuvent même pas recevoir ! Les Panama Papers mettent encore en cause Dan Gertler, un richissime israélien proche du président Kabila est impliqué, et qui par ailleurs, a été fait aussi citoyen congolais.

Rwanda

Emmanuel NADIHIRO - général rwandais, proche du président Paul Kagamé, ex patron des renseignements rwandais, directeur de la Debden Investments Limited domiciliée aux Îles Vierges de sa création en 1998 jusqu'à la clôture de ce compte en 2010.

Kenya

Kalpana RAWAL - vice-présidente de la Cour suprême du Kenya depuis 2013, ancienne juge à la Cour d'appel 2012-2013. Avec son mari elle dirige deux sociétés off-shore basées aux Îles Vierges britanniques. D'autres sociétés leur servirent à des opérations immobilières en Grande Bretagne : Montague Real Estate SA pour l'acquisition en 2004 un immeuble à Londres pour 1,12 millions \$, revendu en 2006, Innovate Global Limited pour l'achat d'une maison dans le Surrey à 2,74 millions \$ et un appartement à Londres acheté 967 000 \$ en 2004 et revendu pour 1,62 millions \$ en 2013, Arklyn International Limited pour l'achat de deux autres appartements londoniens en 2005, pour respectivement 1,66 et 1,57 millions \$. Le premier est revendu en 2011 pour 2,23 millions \$ et le second en 2012 pour 2,15 millions \$.

Angola

José Maria BOTELHO DE VASCONCELOS - ministre du pétrole de l'Angola, il fut fondé de pouvoir de la société Medea Investments Limited au capital d'un million de dollars, logé dans le micro-état de Niue, dans le Pacifique puis aux Îles Samoa, entre 2001 et 2009.

Zambie

Atan SHANSONGA - ancien ambassadeur de Zambie aux États-Unis.

Botswana

Ian KIRBY - président de la cour suprême du Botswana, ancien procureur général.

Afrique du Sud

Clive Khulubuse ZUMA - neveu du président sud-africain Jacob ZUMA, lui-même déjà impliqué dans des affaires par la justice sud-africaine au travers de six personnes qui lui sont proches. Ce chef d'état, successeur de l'intègre Nelson Mandela et corrompu jusqu'à l'os est actuellement sous le coup d'une procédure de destitution. Le neveu apparaît avec un avocat d'affaire suisse dans le montage de sociétés off-shore bâtit pour Dan Gertler, milliardaire israélo-congolais, lui permettant de ne pas apparaître comme actif en République Démocratique du Congo.

île Maurice

Mise en cause par les Panama Papers parce qu'un riche britannique détenteur d'une société basée en Ouganda l'a fait transférer fictivement sur cette île afin de ne pas payer les millions de livres d'impôt dus à ce pays d'Afrique subsaharienne. Selon l'Irish Times, il y a 1217 sociétés off-shore basée à l'île Maurice contre 686 aux Seychelles.

Section V - ASIE NON-ARABE (de l'Iran au Japon)

Kazakhstan

Nurali ALIYEV - petit-fils de Nursultan Nazarbayev président du Kazakhstan et sa mère Dariga sont mentionnés dans les Panama Papers. Comble d'ironie, Aliyev a abandonné soudainement le 16 mars 2016 son poste de *deputy major* de la capitale Astana, où il avait été désigné en décembre 2014, afin de se lancer dans le business, invitant à se livrer sur les médias officiels aux délices de la spéculation. Aucun des grands médias français de Marché n'a cru bon de le mentionner. Serait-ce parce que maintes constructions de la nouvelle capitale mégalo initiée par son aïeul voient la participation d'entreprises françaises du BTP, au premier chef Bouygues, propriétaire de la première chaîne de télévision française, en audience et qui a décroché de juteux contrats de construction auprès du kleptocrate Nazarbayev. Les Panama Papers révèlent que son petit-fils apparaît dans deux sociétés enregistrées aux Îles Vierges britanniques, Alba International Holdings, créée en septembre 2014 et dont la seule fonction est la tenue (holding) de comptes bancaires sur l'île de Chypre, et Invigorate Group Limited Company.

Askar TARABAYEV - riche kazakh domicilié à Dubaï, aux Émirats Arabes Unis, président de la société off-shore Alba International Holding pour Aliyev. On se souviendra que son père Baltash avait eut des ennuis avec la justice khazake pour

une affaire de tentative d'extorsion de fond portant sur 160 000 \$... Il est aussi directeur-adjoint en 2013 de la Finesse Executiv Limited Company, enregistrée en Grande Bretagne, avec un certain Mukhamed ...

Ali KURMANBAYEV, un compatriote qui occupe par ailleurs différents postes au sein de plusieurs entreprises et sociétés off-shore britanniques contrôlées par Nurali Aliyev. En avril 2008 Tarabayev a fait acheter un yacht de 23 m de long pour 2,26 millions \$ par la société Baltimore Alliance Incorporated dont l'un des actionnaire est Aliyev.

Sergei KURZIN - kazakh, un des grands donateurs de la fondation Clinton, celle de la famille de l'ancien président des Etats-Unis, apparaît dans les documents de la société off-shore créée par le canadien Franck Giustra, autre grand donateur de cette même fondation.

Iran

Farhad AZIMA - iranien, agent de la CIA étasunienne.

Pour contourner les sanctions internationales, le cabinet panaméen Mossack Fonseca aida le gouvernement iranien en créant en 1998 la société PETROPARS, qu'elle domicilia aux Îles Vierges britanniques. Possédant des bureaux à Dubaï et Londres elle est bien connue pour son rôle d'intermédiaire entre les compagnies étrangères et le ministère du pétrole iranien. Ce n'est qu'en octobre 2010 que le cabinet panaméen, alerté par un de ses employés ayant fait des recherches sur internet, coupa les ponts avec cette société. Mossack Fonseca fera procéder à des audits pour savoir comment elle a pu accepter de collaborer avec l'Iran, en 2012 dans sa filiale londonienne, dans ses bureaux de Dubaï, Singapour, Thaïlande et Brésil.

Selon la web-édition en anglais du journal arménien Massis Post du 10 mai, la base de données du consortium international de journalistes comprend 138 personnes en provenance de l'Iran.

Pakistan

Benazir BHUTTO (1953-2007) - ancienne 1ère ministre du Pakistan 1988-1990, 1993-1996, ministre des finances 1988-1990, 1994-1996, ministre de la défense 1988-1990, dirigeante du Parti du peuple pakistanais 1984-2007, alors qu'elle s'apprête à redevenir 1ère ministre, elle est assassinée. Son père Zulfikar Alî Bhutto l'avait été auparavant avant d'être renversé par les militaires en 1977 puis condamné à être pendu en 1979. Impliquée avec plusieurs membres de sa famille, notamment son neveu Hassan Ali JAFFERY BHUTTO et des proches, tous clients du cabinet panaméen voyou. Ils ont payé d'énormes pots-de-vin en 2000 au gouvernement irakien afin d'obtenir des contrats pétroliers pour leur société Petrofine FZC, basée à Shardjah, un des Emirats Arabe Unis. En 2001 ils établirent une société nommée Petroline International Incorporation, domiciliée aux Îles Vierge britanniques. Pour une fois, le cabinet panaméen, a refusé cette seconde entité, jugeant ses clients comme un "*groupe politiquement sensible*". En 2005, une enquête dirigée par Paul Volcker, ancien président de la réserve fédérale US, sur le programme des Nations Unies en irak 'pétrole contre nourriture', révéla que la firme de Bhutto a payé le président Saddam Hussein et en retour, remporté au moins 115 millions de dollars de contrats pétroliers. L'année suivante, le Bureau des Comptes Nationaux (NBA) pakistanais avait affirmé que Petrofine FZC appartenait en fait à Bhutto, mais elle avait vivement rejetée ces accusations avec son parti, le PPP, en parlant d'un "*complot*".

Maryam, Hassan et Hussein SHARIF, trois des quatre enfants de Nawaz SHARIF - 1er ministre du Pakistan 1990-1993, 1997-1999 et depuis juin 2013, sa fille Maryam et ses fils Hussain et Hassan ont été propriétaires ou ont eu procuration sur au moins quatre sociétés off-shore toutes domiciliées aux Îles Vierges britanniques. Elles détiennent au moins six propriétés de haut standing à Londres avec vue sur Hyde Park ! Quatre de ces propriétés ont été hypothéquées à la Deutsche Bank

(Suisse) SA pour un prêt de 7 millions, tandis que la Bank of Scotland a financé l'achat de deux autres appartements. Sur toutes ces informations, le 1er ministre est resté muet, tandis que le ministre de l'information pakistanais a déclaré à l'agence de presse Reuters que "*N'importe qui à le droit de faire ce qu'il veut de ses actifs (...) Ce n'est un crime ni au Pakistan ni en droit international*". Son fils a réagi plus tard, disant que sa famille ne faisait "*rien de mal*". Tout dépend en effet ... de l'origine de cet argent.

Rehman MALIK - ancien ministre de l'intérieur, ancien directeur général de l'Agence Fédérale d'Investigation, compromis dans le scandale des Panama Papers comme proche collaborateur de Benazir Bhutto quant à l'affaire des contrats pétroliers avec l'Irak.

Malik Mohammed KAYYUM - avocat de la cour suprême et ancien procureur général, possesseur de plusieurs compagnies off-shore

Farruk IRFAN - juge à la cour suprême de Lahore.

Samina X - veuve de Shakur Ullah DURANNI ancien président de la banque centrale, impliquée avec Ilyas MEHRAJ, tous deux étant cousins de Shebaz SHARIF 1er ministre de l'état du Penjab.

Waseem GULZAR - proche parent de Chaudhry Shujaat HUSSAIN, président de la Pakistan Muslim League, parti fondé en 2002, et ancien 1er ministre du Pakistan 2004, ministre de l'intérieur 1990-1993, 1997-1999, nommés dans les Panama Papers.

Zein SUKERA - ami proche du fils de l'ancien 1er ministre Yusuf Raza Gilani 2008-2012.

Salim SAIFULLAH - sénateur pakistanais et leader de la Pakistan Muslim League, Anwar et Osman SAIFULLAH - sénateurs, Humayun SAIFULLAH - député, docteur Iqbal SAIFULLAH - cardiologue, Jehangir SAIFULLAH - PDG de Saif Group, un conglomérat d'entreprises textiles dans le siège est à Islamabad, la capitale. Toute une famille est épinglée.

Ahmed Ali RIAZ - fils du magnat pakistanais Malik RIAZ HUSSAIN, fondateur et propriétaire de Bahria Town.

Yousuf, Shahid, Nadeem et Amer ABDULLAH - propriétaires de Sapphire Group, entreprise de textile basée à Lahore, intégrant toute la chaîne de production, la matière première coton, les fabriques et la finition. En 2012 les bénéfices furent de 800 millions \$.

Hussain DAWOOD - homme d'affaire pakistanais, directeur de Dawood Hercules Corporation Limited, Engro Corporation Limited, Hub Power Company Limited, Pakistan Poverty Alleviation Fund, contre la pauvreté, et de la Dawood Foundation.

Zulfikar LAKHANI - homme d'affaires pakistanais, propriétaire de Lackson Group et Express Media Group, groupe médiatique pakistanais parmi le plus influent, caracolant en tête.

Mir KHALIL-UR-RHAMAN - homme d'affaires pakistanais, fondateur et éditeur du groupe de presse Jang.

Gul Muhammad TABBA - homme d'affaires pakistanais, *managing director* de Lucky Textiles.

Shahid NAZIR et sa famille de Masood Textiles Mills.

Aquil et Tanwir HASSAN - frères et hommes d'affaires pakistanais et propriétaires de la branche pakistanaise de la chaîne de restauration rapide Pizza Hut's.

Sahbaz Yasin MALIK et sa famille - homme d'affaires pakistanais, directeur de Hilton Pharma.

docteur Mahmood AHMAD - homme d'affaires pakistanais et PDG de Berger Paints.

Sultan Ali ALLANA - homme d'affaires pakistanais et directeur d'Habib Bank Limited.

Bashir AHMED - homme d'affaires pakistanais et directeur de Buxly Paints, associé dans les Panama Papers du cabinet panaméen Mossacik Fonseca avec Javed SHAKOOR.

Sadruddin HASHWANI - homme d'affaires pakistanais et directeur de Hashoo Group, nommé dans les Panama Papers avec son fils Murtaza HASWANI.

Azam SULTAN - homme d'affaires pakistanais, directeur de ABE, groupe d'entreprises.

Zulfikar PARACHA - homme d'affaires pakistanais, détient la Universal Corporation (Pvt) Limited.

Abdul Rashid SOORTY et sa famille - possesseur de Soorty Enterprise.

Gohar EJAZ - homme d'affaires pakistanais et financier de Channel 24.

Javed SHAKOOR - homme d'affaires pakistanais, en lien avec Buxly Paints.

Au total c'est plus de 200 riches pakistanais qui sont impliqués dans les Panama Papers. Le journal Daily Pakistan remarque que des concitoyens n'apparaissent que dans les années après 1990. Leur 1er article de révélation fut partagé plus de 118 000 fois.

Inde

Shishir Kumar BAJORIA - industriel indien, à la tête de S K Bajoria Group qui a des unités de production d'acier réfractaire dans six pays pour un chiffre d'affaires annuel de 200 millions \$, issu d'une des plus anciennes familles marchande de Kolkata qui fit sa richesse dans le jute et le thé. Il avait été un proche collaborateur de Jyotirindra 'Jyoti' Basu (1914-2010) ancien chef-ministre du Bengale occidental 1977-2000, membre du Parti communiste de l'Inde (CPI). Bajoria quitta cette formation en août 2014 et rejoint le nationaliste BJP dont il est un des militants clés pour les prochains scrutins d'assemblée du Bengale occidental. Les Panama Papers font de Shishir Bajoria le propriétaire véritable de Haptic BVI Limited, constituée en octobre 2015 et domiciliée comme son nom l'indique aux Îles Vierges britanniques (BVI), avec First Names Group fournisseur de services d'entreprise de l'île de Man, en Grande Bretagne. Ses actifs se montaient à plus d'un million de dollars. First Names Group propose le 2 décembre 2015 de liquider la société. Une autre société off-shore, Core Holdings Corp, placée à Charlestown, île antillaise de Saint-Kitts-et-Nevis, a reçu pouvoir sur Castle Hill (Nominees) Limited, entité basée sur l'île de Man, opération pour laquelle fut donné copie du passeport de

Bajoria avec son adresse. L'intéressé répond à l'Indian Express : "*Ma famille par le biais d'une société à responsabilité limitée détient une participation majoritaire de IFGL Refractories Limited, qui possède une filiale IFGL Worldwide Holdings Limited (IWHL) à l'île de Man. Aussi, ma femme et moi-même sommes actionnaires de Sonnish Limited, donc, je suis un client du First Names Group, île de Man. Je n'ai pas, ni ai jamais possédé (au vrai ou autrement) Haptic BVI Limited. Je crois que toute connexion avec moi a été fait dans l'erreur*". Un représentant de First Names Group, C. G. Hepburn, confirme "*Nous avons fait une erreur administrative sur un formulaire que nous avons envoyé à Mossack Fonseca. La fausse information quant au propriétaire bénéficiaire sur le formulaire fut entièrement notre faute*".

Rajendra PATIL - homme d'affaires indien, gendre de Shamanur SHIVASHANKARAPPA, ministre de l'horticulture et de l'agro marketing de l'état du Karnataka depuis 2008 et vétéran du parti du Congrès, nouveau nom du Mysore depuis 1973, au centre sud-ouest de l'Inde. Son beau-père est un industriel à la tête d'un groupe ayant débuté dans le sucre et les distilleries et aussi 'éducationniste', possesseur une chaîne d'établissements d'enseignement techniques et médicaux au Davengere et président d'une association d'éducation. Un des fils de Shivashankarappa, Shamanur MALLIKARJUN, ancien ministre de la jeunesse et des sports de l'état de Karnataka est député du Davengere du nord à son assemblée législative. Rajendra Patil dirige une compagnie d'exportation de sucre, s'est investi dans l'énergie, l'aviation, le textile, l'éducation et les start-up (*internet firms*) détenues par la famille Shivashankarappa. Selon les Panama Papers il est avec deux associés, Sanjay NADGOUDA et Shashank NANGADI, dans une société off-shore appelée Elgenburg Limited, basée aux Îles Vierges britanniques et créée en 2007 au capital de 50 000 (dollars) dont lui-même en détient 22 500. L'adresse qu'il a donné est celle du complexe commercial de sa belle-famille à Bangalore. L'intéressé répond que son but était d'envoyer du crédit en Europe contre des fournitures agricoles, qu'un seul marché fut conclu où il essuya des pertes d'où la société tomba la même année.

Harish SALVE - grand avocat indien, a défendu devant la cour suprême des célébrités, ancien *solicitor general* de l'Inde 1999-2002, fils de N. K. P. SALVE, un politicien vétéran de l'Indian National Congress, le parti du Congrès de Nehru qui obtiendra l'indépendance du pays. Les Panama Papers le disent co-administrateur avec un certain Salendra SWARUP de Crestbright Limited, créée en 2012. Deux autres entités, Edenal Limited et Pyebush Group Limited, la 1ère étant actionnaire dans la 2nde, ont été enregistrées en 2008 avec pour administrateurs sa femme Meenakshi HARISH et sa fille Sakshi HARISH SALVE. Toutes les trois sont fictivement basées aux Îles Vierges britanniques. L'intéressé répond à l'Indian Express que Crestbright est une société holding pour ses investissements tous issus et basés en Grande Bretagne légalement, mais qu'elle a zéro actif et un revenu nul, qu'il est depuis 2014 "*un résident fiscal double*" en Grande Bretagne et Inde, bien que ne voulut pas, qu'elle a reçu des fonds depuis 2003, certains "*investis dans un portefeuille au Royaume-Uni et un brevet aux États-Unis*" dans ce dernier cas avec trois amis détenant chacun 25 %. Edenal a été mise en place par un ami et Pyebush a été créée par lui pour détenir des actions de la première, ce pour investir hors d'Inde et de Grande Bretagne, mais cela ne s'est pas fait d'où aucun revenu ni actif et qu'enfin ces trois sociétés "*sont pratiquement disparues*".

Anurag KEJRIWAL - politicien indien, ancien président de la branche de Delhi du Lok Satta Party, il en a été expulsé en avril 2014 après une "*opération d'infiltration*". Il est impliqué avec sa femme Uttara pour avoir entretenu des liens, entre 2007 et 2010, avec des sociétés et des fondations basées aux Îles Vierges britanniques. Lok Satta Party était d'abord une ONG à sa fondation en 1996 avant de passer parti politique en 2006. De tendance social-démocrate, cette formation milite pour un meilleur accès à l'information et le droit de connaître le patrimoine des élus et les condamnations éventuelles de chaque candidat à l'élection.

Anil Vasudeva SALGAOCAR (1940-2016) - baron indien de la mine, ancien membre de l'assemblée législative de l'état de Goa, décédé récemment, en janvier 2016 à Singapour. Avec l'aide du cabinet panaméen voyou il avait monté onze sociétés off-shore, domiciliées pour la plupart aux Îles Vierges britanniques et dont la majorité ont été incorporées à la société Vasco De Gama dont l'adresse donnée est à Goa sud, en Inde en 2004-2005, comprenant entre autres Ling Tao Trading Ltd, Horizon Villa Investments Ltd, GBA Shipping Ltd, Jamana Finance Limited, GBA Minerals Limited, Nikon Enterprises Ltd, General Harvest International Ltd et la Crown Bright Trading Ltd. Dans

certaines on trouve comme administrateur son fils Arjun ANIL La plupart de ces onze entreprises ont été rayées des listes de Mossack Fonseca en 2007 et 2008. Le journal The Indian Express note qu'en 2007 Anil Salgaocar n'a pas divulgué ces sociétés à la commission électorale lorsqu'il a contesté et gagné les scrutins d'assemblée de Sanvordem. Un membre de la famille répond qu'il ne peut rien en dire, que cela n'est pas bon pour les affaires et qu'il ne connaît pas toutes ces sociétés.

Jehangir Sori SORABJEE - médecin consultant honoraire à l'hôpital de Bombay, fils de Soli Sorabjee, ancien procureur général de l'Inde. Il termina des études de médecine en Grande Bretagne avec un diplôme en médecine tropicale et hygiène obtenu à Londres, ayant en parallèle travaillé durant cinq ans dans différents hôpitaux britanniques. Aujourd'hui professeur de médecine dans deux établissements indiens et l'auteur de nombreuses publications académiques. Par ailleurs, il est photographe de talent, ses images de Mumbai, près de Bombay, ont été exposées à la Biennale de Venise en 2006, la Tate Modern en 2007 et la Biennale des Îles Canaries en 2009. Les Panama Papers révèlent que Jehangir Sorabjee fut le seul actionnaire et directeur de Moonglow Investments Global Limited, entité off-shore incorporée aux Îles Vierges britanniques en novembre 2010. L'intéressé a répondu que ce fut fait dans les normes, que "*les faits sont exacts*" et que tout a été déclaré aux services fiscaux.

Vinod ADANI - frère aîné de Gautam ADANI, magnat de la finance indienne, fondateur de Adani Group, sa fortune est estimée en septembre 2014 par le magazine Forbes à 7,1 milliards \$, alors qu'il fait l'objet de controverses à propos des élections cette année-là.

Zavaray POONAWALLA - frère du milliardaire docteur Cyrus POONAWALLA, Zavaray dirige le comité directeur de la Royal Western India Turf Club (RWITC) et est membre du comité de quatre sociétés respectivement dans l'immobilier, la construction, l'hôtellerie et les haras. Selon les Panama Papers, lui-même, son épouse Behroze et ses filles Simone et Delna sont co-administrateurs de la société Stallast Limited, constituée en 2013 dans les Îles Vierges britanniques, avant d'être radiée des registres en 2014. L'intéressé reconnaît cela mais que tout s'est fait dans la légalité et a été déclaré aux autorités fiscales indiennes.

Mohand Lal LOHIA - industriel indien, père du milliardaire Sri Om Prakash LOHIA. Mohand Lal Lohia est président émérite de Indo Rama Synthetics, passé à son fils, et président d'Indo Rama Holdings Limited. Les Panama Papers montrent qu'il est *first director* de Venton Group Limited, enregistrée en 2007 dans les Îles Vierges britanniques, dont les objectifs sont décrits comme "*large*". Il chargera le cabinet panaméen voyou de la faire "*mourir de mort naturelle*" en novembre 2012. L'on apprend encore qu'une association de bienfaisance, la Lohia Charitable Foundation, est créée en novembre 2010 avec un corpus de 10 000 \$ et domiciliée au Panama. Dans son conseil d'administration l'on trouve sa belle-fille Seema LOHIA et son petit-fils Amit LOHIA. Elle est encore active en juillet 2015 et rien n'indique que cette dernière ait été fermée avant ces révélations. L'intéressé fait répondre au journal l'Indian Express que sa brue et son petit-fils sont résidents à l'étranger et que cela ne concerne pas l'Inde.

Ashok, Aditya et Sushma GARWARE - membres de la famille de Abasaheb Garware, pionnier de l'industrie dans l'état de Maharashtra. Ashok Garware est actionnaire de Rondor Overseas Limited, enregistrée en mai 1996 aux Îles Vierges britanniques avec un capital de 10 000 \$, tenant 1000 actions de 1 \$ chacune. Aditya Garware et Sushma Garware détiennent une procuration dans un certain nombre de sociétés panaméennes qui ont émis des actions au porteur, Ashok Garware est président exécutif de Global Services Offshore, nommée auparavant Garware Offshore Services, qui possède et exploite une flotte de navires de ravitaillement, de remorqueurs à l'ancre pour la manutention et des plate-formes d'approvisionnement de navires en Inde, en Europe et en Extrême-Orient. Le fils de Garware Aditya est le directeur général de Global Offshore. Le groupe Garware détient encore les sociétés Garware Goa Nets, Garware Marine Industries et Garware Offshore International Services. Mais encore, les Panama Papers montrent Aditya et Sushma Garware tenant une procuration pour trois ans, une *PoA* en anglais des affaires, dans au moins six sociétés panaméennes initiées en 2008 : Avior SA, VRA équipe Corp SA, UR Great SA, Wellman SA, Yukon Portfolio SA et Python Corporation. Mais dès 2009 ces sociétés sont inactives et finalement dissoutes en juillet 2014. Une autre entité panaméenne, Orel Corporation SA, a émis

une PoA à Ashok Garware et Maneesha SHAH, respectivement en janvier 2011 et novembre 2010, mais seront révoquées en juillet 2012. Le Garware ont également mis en place Team Foundation Fujiyama, fondée en octobre 2010 avec des actifs initiaux de 10 000 \$ où Ashok, Sushma et Aditya sont les principaux bénéficiaires, avant d'être radiée du registre en janvier 2013. La famille fait répondre que ces procurations concernaient "*des entités appartenant à des amis étranger qui envisageaient des investissements en Inde*" mais comme cela ne s'est pas fait, ces procurations étaient caduques et les entités furent dissoutes.

Lakshmi MITTAL - industriel indien, la base de donnée du consortium international de l'ICIJ montrent qu'il est associé, lui et des membres de sa famille à une dizaine de sociétés off-shore dont les adresses commerciales sont en Inde et en Indonésie. Pourtant la presse n'a rien dit.

Onkar KANWAR - indien, président de l'Apollo Tyres, membre du conseil de la Société de Développement Industriel de l'Etat du Kerala (KSIDC) de mai 2010 à septembre 2014, le cabinet panaméen le jugera "*politiquement exposé*" à cause de ce dernier poste. Les Panama Papers le montre détenant une entité off-shore, J & S Systems Corporation, enregistrée en juillet 2010 aux Îles Vierges britanniques, avec un million d'actions à 0,01 pence chacune, seulement, cotées Mercom Oil Sands plc à la bourse de Londres, un appartement dans la célèbre *The Tower* de Londres et des comptes dans la Barclays Bank à Singapour, la Cayman National Bank et dans la Trust Company Limited de l'île de Man. Outre lui-même, Neeraj KANWAR et Simran KANWAR furent les premiers actionnaires de J & S en octobre 2010, son épouse Taru ayant ensuite des actions. Tous sont déclarés résider à la même adresse à Delhi. Selon ses promoteurs, les fonds proviendront du commerce de l'entreprise. En novembre 2013 Onkar détient 440 actions, Neeraj 570, Simran 430, Taru 100. Simran et Neeraj en tinrent chacun 200 autres pour leurs enfants, Jai Karan et Syra. Onkar en resta actionnaire jusqu'au 14 mars 2014. Nous les retrouvons en outre dans deux fiducies en 2014, dont nous n'aborderons pas le détail. L'intéressé fait répondre à The Indian Express que l'Inde autorise les investissements étrangers et que "*une grande partie de la famille mentionnée dans votre courrier sont non-résidents de l'Inde (NRI). Ils sont couverts par les lois en vigueur des autres nations pour leurs investissements à l'étranger*". Tiens donc, ils n'habitent pas tous Delhi ?

Kushal Pal SINGH - promoteur immobilier indien, études supérieurs d'aéronautique en Grande Bretagne, servit dans un régiment de cavalerie de l'armée indienne, entré en 1960 dans une compagnie électrique étasunienne, à la tête avec un associé d'une grande entreprise en 1979, membre d'un groupe d'étude urbanistique prospectif Delhi 2021, consul honoraire à Monaco. On estime à sa fortune à 2,5 milliards de dollars et l'étendue de ses propriétés totalise 42 kilomètres carré. Selon les Panama Papers, acquit la société Willder Limited, basée aux Îles Vierges britanniques où il est co-actionnaire avec sa femme. Son fils et sa fille, Rajiv et Pal SINGH, eurent chacun leur société off-shore en 2012 où des parents sont co-actionnaires. On estime au total que les trois entités représentent 10 millions de dollars.

Indira SIVASAILAM (1935-2008) - épouse de Anantharamakrishnan SIVASAILAM, président du Amalgamations Group, morte à 73 ans en décembre 2008, elle laissa deux filles - Malika SRINIVASA, présidente et chef de la direction de Tractors and Farm Equipment Limited (TAFE), le troisième plus grand constructeur de tracteurs dans le monde, qui épousa Srinivasan VENU, président de TVS Motors, et Jayshree VENKATRAMAN, directrice de la TAFE. Indira fut actionnaire de la société off-shore Stanbridge Company Ltd, constituée en 1999 dans les Îles Vierges britanniques. Les actions du couple ont été transférés ensuite à leurs filles en 2011 et finalement, en octobre 2011 Malika Srinivasan renonce à ses actions "*pour des raisons personnelles*" en faveur d'un certain Ved Prakash AHUJA. Les actions d'une autre entité des Îles Vierges, Auto Engineering Development and Research Limited, ont été transférées à Stanbridge, l'entreprise de prêt-à-porter. La société a été radiée des dossiers en septembre 2015. L'intéressée répond qu'elle n'a rien à voir avec la Stranbridge Company Ltd, constituée au seule bénéfice de V. P. Ahuja, qui le confirme de son côté.

Sameer GEHLAUT - fondateur en 1999 à Gurgaon, en Inde et directeur du groupe Indiabulls, compagnie financière qui se vante de 'faire du social'. Il acquiert au moins trois propriétés à Londres au moyen de sociétés off-shore basées aux Bahamas, sur l'île anglo-normande de Jersey, sur le sol de Grande Bretagne, à Delhi et Karnal, en Inde.

Tabasum et Abdul Rashid MIR - fondateur et président de la Cottage Industries Exposition, les Panama Papers renseignent sur Mondale SA, société off-shore créée le 4 septembre 2002 et domiciliée au Panama, au capital autorisé de 10 000 \$ divisé en cent parts. Le cabinet panaméen voyou lui fournit trois directeurs et un secrétaire. Dix jours après, des actions au porteur en son tirées puis en octobre son fils Mujeed MIR devient actionnaire avec une pleine autorisation. En décembre son père reçoit procuration de Mondale SA pour ouvrir un compte dans la banque suisse Barings Brothers dont Mujeed, donné comme domicilié à Bangkok, en Thaïlande, devient propriétaire. Le 31 janvier 2005 hélas, Mujeed est assassiné sur l'île Maurice, située dans l'Océan Indien et cinq mois après, en juillet, ses parents Abdul Rashid et Tabasum MIR sont appointés directeurs additionnels de la société off-shore. En mars 2011 Mondale SA remplace l'administrateur, le cabinet suisse d'avocats Secretan Troyanov, basé à Genève, par Swiss LSS. Le dernier document est du 15 janvier 2013, quand la société paye une cotisation annuelle comme une entreprise privée au ministère de l'économie et des finances de Panama. The Indian Express rapporte que Tabasum Mir est par ailleurs administrateur dans 17 sociétés indiennes, y compris Cottage Industries Exposition dont le site internet prétend qu'elle vaut des milliards avec sa seule activité tapis de soie ! La société a ses débouchés en Indonésie, Thaïlande, Cambodge, l'île Maurice, Dubaï et Abu Dhabi. Tabasum répondra que s'il est résident indien, Abd Rashid est domicilié à l'étranger, qu'il n'a jamais tenu Mondale SA jusqu'à ce qu'elle soit incorporée dans un trust fondé par Mujeed qui "*sa vie durant fut un expatrié*". Après sa mort infortunée, il a été distribué entre les membres de sa famille.

Amitabh BACHCHAN - ancien député indien 1984-1987, célébrité populaire dans son pays, un des plus emblématiques acteurs de Bollywood au XXe s., ayant tourné dans plus de 200 films jusqu'en 1982 où, grièvement blessé durant un tournage, il met fin à sa carrière et fonde une société de production, l'Amitabh Bachchan Corporation Limited (ABCL). Ami de Rajiv Gandhi il entre au parlement sous l'étiquette du parti du Congrès avant d'être contraint de démissionner suite à son implication dans l'affaire Bofors. Essayant de revenir au cinéma, cela ne marche pas fort et il doit accepter de présenter durant deux saisons la version indienne de 'Qui veut gagner des millions ?' et reçoit les lazzis de la critique ! Les Panama Papers révèlent qu'il a quatre compagnies dédiées à la livraison, Sea Bulk Company Limited, aux Îles Vierges britanniques, Lady Shipping Limited, Treasure Shipping Limited et Tramp Shipping Limited, aux Bahamas, avec 5000 à 50 000 € dedans, alors que ces livraisons s'évaluent à des millions ! Elles ont toutes été enregistrées des ces 'paradis' fiscaux en 1993.

Aishwarya RAI - brue du précédent, mariée à son fils Abhishek BACHCHAN, actrice populaire de Bollywood et ancienne Miss Monde. Avec sa famille elle détient des parts dans une société basée aux Îles Vierges, Amic Partners Limited, savoir son père Kotedadi RAMANA RAI KHRISNA RAI, sa mère Vrinda KHRISNA RAJ RAI et son frère Aditya RAI, tous co-directeurs de cette firme créée en 2005 avec un capital de 50 000 \$. Un courrier interne du cabinet panaméen voyou indique que madame Aishwarya Rai a souhaitée, "*pour des raisons de confidentialité*" raccourcir son nom en A. Rai. La société est dissoute en 2008.

Nandi AHUJA - homme d'affaires indien et organisateur de fêtes excentriques (*fancy parties*) de fantaisie à Londres, il fait des affaires en Serbie, membre du conseil de Surveillance d'une des entreprises agricoles serbes les plus connues, le groupe Victoria. Les Panama Papers montrent également qu'il est co-propriétaire d'une société off-shore aux Bahamas, mais on ne sait pas quel est son but. Ahuja a déclaré que son entreprise fait des investissements, mais n'a pas précisé quoi et où. Il a ajouté qu'elle n'a jamais fonctionné en Serbie ou avec des personnes venant de Serbie et qu'il a agit dans la légalité.

Iqbal MIRCHI - seigneur d'un gang à Mumbai, en Inde, mort le 14 août 2013. Il avait été le bras droit de Dawood IBRAHIM, le criminel indien le plus recherché.

Au total 500 riches indiens sont impliqués dans le scandale des Panama Papers. L'article de l'Indian Express relatif à certains d'entre eux et mis en ligne le 5 avril a été partagé plus de 37 000 fois. Les opinions exprimées par les émoticônes signalent que 71 % des lecteurs qui ont réagi, plus de 1660 personnes, sont 'en colère'.

Bangladesh

Muhammed Aziz KHAN, Mohiuddin MONEM et Samson H. CHOWDHURY - personnalités bangladaise du monde des affaires, toutes mise en cause par les Panama Papers.

Kazi ZAFARULLAH - membre du presidium de la ligue Awami, compromis par les Panapa Papers avec son épouse Nilufar ZAFAR dont le beau prénom signifie 'nénuphar'.

Au total sont listés deux conglomérats et 32 bangladeshi actionnaires de sociétés off-shore, ce qui au vu de la grande pauvreté et importante population du pays peut signifier que ce pays est peut-être plus honnête que la moyenne et / ou extrêmement inégalitaire. Le 7 avril la commission anti-corruption du Bangladesh a lancé une enquête pour obtenir des précisions sur les affaires et les personnes, promettant le procès aux évadés fiscaux.

Chine

CHEN Dongsheng - petit-fils par alliance de l'ancien président MAO Zedong.

DENG Jiagui - beau frère de XI Jinping, président de la République Populaire de Chine et secrétaire général du Parti Communiste Chinois, celui-là même qui affiche sa détermination à combattre la corruption dans son pays. Homme d'affaire ayant fait fortune dans l'immobilier, fut en 2009 l'unique actionnaire de deux sociétés-écrans basées dans les îles Vierges britanniques quand Xi était un des neuf membres du comité permanent du Parti communiste chinois. Il les mis en sommeil en 2012 dès que Xi fut désigné secrétaire général.

LI Xiaolin - fille de l'ancien 1er ministre chinois LI Peng, ancienne vice-présidente de China Power Investment Corporation, entreprise publique de production d'électricité, et déléguée auprès de l'assemblée consultative chinoise. Elle et son mari étaient les bénéficiaires d'une fondation du Liechtenstein, unique actionnaire d'une société immatriculée aux îles Vierges britanniques du temps où son père était premier ministre.

HU Dehua - fils de HU Yaobang, ancien secrétaire général du Parti Communiste Chinois.

Jasmine LI - petite-fille de JIA Qingli, ancien n° 4 du PCC, elle servit de prête-nom depuis son adolescence en 'dirigeant' une société off shore qui lui fut officiellement 'cédée' pour un dollar par un grand distributeur chinois de montres de luxe, selon Les Echos. Elle fut membre du comité permanent du bureau politique du PCC jusqu'en 2012.

ZHANG Gaoli - vice-premier ministre chinois, membre du comité permanent du PCC, impliqué dans le scandale des Panama Papers par son gendre en lien avec des sociétés off-shore.

LIU Yunshan - chef de la propagande, membres du comité permanent du PCC, impliqué dans les Panama Papers par son fils et sa belle-fille JIA Liqing, fille de JIAN Chunwang procureur suprême du Peuple, qui sont en lien avec des sociétés off-shore.

LEE Shing Put - gendre de ZHANG Gaoli, membre du comité permanent du PCC.

ZENG Qinghuai - frère de l'ancien vice-président ZENG Quinghong.

GU Kailai - avocate d'affaires chinoise, née en 1987, épouse de CHONGQING Bo Xilai, ancien maire de Dalian de 1992 à 2000, puis ministre du commerce et secrétaire du PCC, arrêté en 2012 et jugé coupable en 2013 de détournement de fonds, corruption et abus de pouvoir. Son épouse avait été l'associée de l'homme d'affaire français Patrick Henri Devillers, cf. France, qui aida la jeune femme à constituer une société-écran afin de cacher l'acquisition d'une villa dans le sud de la France, qui sera financée grâce au pot-de-vin d'un homme d'affaire.

WANG Zhongjun - magnat chinois du divertissement, milliardaire, grand collectionneur d'art.

Aucun mot dans la presse chinoise, les révélations tombant en plein Qingmingjie, la fête des morts, mais le gouvernement a fortement restreint le lendemain, 5 avril, l'accès aux réseaux sociaux et bloqué toute recherche du mot 'Panama'. Les internautes parviennent à contourner la censure avec des mots-clés tels que 'Poutine', 'document', 'fuite' ... Officiellement on affirme que ces fuites "*ont une cible politique, ce qui pose des questions*" parce que le consortium est basé à Washington. Hong Lei, porte-parole du ministère des affaires étrangères a répondu ce même jour qu'il avait "*pas de commentaire*" pour "*ces accusations sans fondement*".

Jackie CHAN, né CHAN Kong-San - acteur, réalisateur et producteur chinois, chorégraphe de scène d'action, spécialiste en arts martiaux, révélé par le cinéma de Hong Kong, une fortune estimée en 2015 à 350 millions \$. Les Panama Papers présentent un autre aspect du justicier de cinéma. Chan est actionnaire de six sociétés toutes basées aux Îles Vierges Britanniques, dont l'une s'appelle Dragon Dream Services Limited, le dragon étant, dans la culture chinoise, un animal fabuleux qui porte chance. Il a associé son fils Jaycee CHAN.

Taiwan

TSAI Ying-Yang - frère aîné de TSAI Ing-Wen présidente de Taiwan depuis le 20 mai 2016.

Nicky WU - acteur taïwanais.

Corée du Nord

KIM Chol Sam - fonctionnaire coréen, co-'propriétaire' depuis sa création en 2006 de DCB Finance Limited avec le banquier britannique Nigel Cowie, domicilié depuis vingt et un an dans ce pays très fermé. C'est une filiale de la Daedong Credit Bank, établissement bancaire de Pyongyang dont Cowie est justement le PDG. Officiellement, DCB Finance est censée fournir des "services financiers" à la Korea Mining Development Corporation, en fait le principal marchand d'armes nord-coréen, et à la Tanchon Commercial Bank, en réalité principale division financière de la précédente. Cette société bidon permet de vendre du matériel militaire nord-coréen et d'étendre son industrie nucléaire, notamment son programme de missiles, contournant par ce moyen l'embargo international. En juin 2013, les États-Unis ont imposé des sanctions sur Daedong Credit Bank, DCB Finance et son co-propriétaire Kim Chol Sam ainsi qu'au deux sociétés par 'son' établissement. Kim Chol Sam est soupçonné par le Trésor américain d'avoir "*facilité des transactions d'une valeur de centaines de milliers de dollars et géré les comptes liés plusieurs millions de dollars du Nord-Corée*".

Corée du Sud

ROH Jae-Hun - fils de ROH Tae-Woo ancien président de Corée du Sud 1988-1993.

Japon

Makoto LIDA - co-fondateur de Secom, créée en 1962, première compagnie de sécurité privée du Japon, elle opère aussi dans les pays suivants : tats-Unis, Grande Bretagne, Australie, Nouvelle Zélande, Corée du Sud, Taïwan, Chine, Thaïlande, Viet Nam, Malaisie, Singapour et Indonésie, impliqué par les Panama Papers avec Juichi TODA - co-fondateur de Secom.

Philippines

Maria Imelda 'Imee' MARCOS MANOTOC - gouverneure d'Ilocos Norte depuis 2010, fille aînée de Ferdinand MARCOS ancien président des Philippines 1965-1985 et de Imelda ROMUALDEZ MARCOS, avec ses fils Fernando 'Borgy' MARCOS MANOTOC, Matthew Joseph MANOTOC et Fernando Richard Michael MARCOS MANOTOC, ainsi que sa soeur cadette Irene MARCOS ARANETA, son mari Gregorio MARIA ARANETA III et enfin son frère Ferdinand 'Bongbong' MARCOS Junior, sénateur, représentant d'Ilocos Norte à la chambre.

Ricardo Gabriel KALAW MANOTOC - de la famille de Tommy MANOTOC, homme d'affaire, golfeur, président de l'association nationale de golf des Philippines, ancien entraîneur de basket, divorcé de Maria Imelda 'Imee' Marcos Manotoc.

Antonio 'Tonyboy' ONGSIAKO COJUANGCO - ancien président de la Philippine Long Distance Telephone Company, cousin au second de la présidente des Philippines Benigno AGUINO III, fils d'une personnalité mondaine, Imelda COJUANGCO, amie de la 1ère dame Imelda Marcos, ainsi que ses deux frères, Ramon ONGSIAKO COJUANGCO et Miguel ONGSIAKO COJUANGCO, et sa soeur Trinidad COJUANGCO YULO.

Thaïlande

N... - dirigeant de la très grande entreprise Bangkok Land.

N... - dirigeant de la très grande entreprise Phatra Finance.

Le Bangkok Post a déclaré que le « *bureau de lutte contre le blanchiment d'argent (AMLO) est à la recherche d'informations sur ses homologues étrangers en ce qui concerne vingt-et-un de ses ressortissants* » pour des affaires de blanchiment et de fraude fiscale passées par le cabinet panaméen voyou. On est en droit de s'inquiéter en se demandant pourquoi seulement 21 noms quand les Panama Papers donnent au moins 780 personnes résidant en Thaïlande et une cinquantaine d'entreprises dans le même cas. Certains sont étrangers mais, une fois enlevés, il demeure encore 634 adresses personnelles en Thaïlande.

Cambodge

Ang Vong VATHANA - ministre de la justice du Cambodge.

Malaisie

Mohd Nazifuddin NAJIB - fils de Najib RAZAK 1er ministre de Malaisie, dirigea deux sociétés off shore domiciliées aux Îles Vierges britanniques, Jay Marriot International et PCJ International Venture Limited. L'intéressé répond qu'elles n'ont exercé "*aucune activité commerciale*" d'où il s'était retiré de leur direction selon le web-journal Asia Lyst. Les médias malais traitent des Panama Papers mais s'interdisent de citer le rejeton.

Singapour

Le ministère des finances et de l'autorité monétaire de Singapour a pondu un communiqué illustrant bien le faux-culisme, déclarant que "*Singapour adopte une vision sérieuse sur l'évasion fiscale et ne tolérera pas que son centre commercial et financier soit utilisé pour faciliter les délits fiscaux. S'il existe des preuves d'actes répréhensibles d'un individu ou d'une entité à Singapour, nous n'allons pas hésiter à prendre des mesures fermes*".

Indonésie

Garibaldi THOHIR - son nom fut choisi par son père Teddy en l'honneur du héros de l'unification italienne, un des hommes les plus riches de l'archipel, classé 42ème fortune indonésienne en 2015, elle était évaluée par le magazine Forbes à 605 millions de dollars. Selon le journal italien L'Espresso, il est le frère le magnat Erick THOHIR, l'homme qui en 2013 est devenu l'actionnaire majoritaire et président du club de football de l'Inter de Milan, en investissant 75 millions d'euros. Néanmoins, seul son frère Garibaldi est nommé dans les Panama Papers. Il devient actionnaire le 4 décembre 2012 de Harold Heights Group Limited, société basée aux îles Vierges britanniques et le même jour la Harold Heights est créée par la succursale de Singapour de l'étude du cabinet panaméen voyou. Garibaldi Thohir est pas le seul partenaire de Harold Heights. Parmi les actionnaires il y a une autre société offshore, Lawnfield Pacific Limited, a également enregistrée aux îles Vierges britanniques et active depuis 2002, dont on ignore les propriétaires. L'usage de telles entités n'est pas nouvelle pour les deux frères, relève L'Espresso. La structure d'entreprise complexe au moyen de laquelle Erick Thohir contrôle l'Inter le démontre : au sommet de la pyramide se trouve la Merdeka Investment, basée aux Îles Caïmans. Selon le journal italien Corriere Della Sera, son propriétaire est un parfait inconnu.

Robbyanto BUDIMAN - homme d'affaires indonésien, PDG de PT Wahanaartha Harsaka Tbk, grande entreprise de vente de deux roues motorisés de la marque japonaise Honda et de PT Wahana Makmur Sejati et directeur de plusieurs autres compagnies. En 2013, il acheta une maison à Beverly Hills, en Californie, à 4,2 millions \$ pour sa soeur. Il est marié et a trois filles. Il apparaît dans les Panama Papers comme lié à Garibaldi Thohir.

Subianto Arpan SUMODIKORO et Rani Imanto RACHMAT - issus de familles indonésiennes des plus importantes. Avec les Thohir, les Sumodikoro et Rachmat se partagent ce jour le contrôle de Adaro Energy, une des plus grandes sociétés indonésiennes, principalement actifs dans le charbon, cotées à Djakarta et administrée par Garibaldi Thohir.

Rani Imanto RACHMAT - homme d'affaires indonésien.

Le ministre des Finances, Bambang P.S. Brodjonegoro, a immédiatement réagi aux fuites en chargeant la direction générale de la fiscalité (DGT) d'en suivre les résultats. Le 5 avril, Ken Dwijugiateadi, directeur général des impôts, promet d'agir.

Section VI - OCCIDENT D'AMÉRIQUE

Canada

Anthony MERCHANT - époux de la sénatrice Pana PAPPAS sénatrice libérale de la province de Saskatchewan, enseignante et femme d'affaire, fit des oeuvres de charité envers les français, les femmes immigrées, son mari est nommé dans les Panama Papers.

Franck GIUSTRA - magnat canadien des mines, un des grands donateurs de la fondation Clinton, entachant la candidate aux présidentielles des États-Unis en 2016, selon Le Monde, aura utilisé en 2005 une société off-shore basée aux Îles Vierges britanniques pour développer des activités d'extraction au Kazakhstan, "*quelques mois après avoir accompagné Bill Clinton dans ce pays du Caucase (sic) pour une initiative caritative de la fondation Clinton*".

Louise Thérèse BLOUIN - femme d'affaires, née à Montréal, philanthrope, propriétaire de Louis Blouin Média, entreprise d'édition de magazines du domaine culturel et artistique, une des vingt cinq femmes les plus riches du monde en 2009.

Hélène MATHIEU, avocate d'affaires du Québec, sa firme Helene Mathieu Legal Consultants est partenaire d'affaire aux Emirats Arabes Unis et à Dubaï pour le cabinet panaméen voyou. Elle a montée pour lui 'seulement' 500 sociétés off-shore des années 2000 à fin 2015.

Annette LAROCHE - administratrice dans 150 sociétés *incorporated* au Québec.

Le cabinet DE GRANPRÉ CHAIT - cabinet d'avocats à Montréal.

Le cabinet LAVERY DE BILLY - cabinet d'avocats au Québec.

Le premier ministre canadien Justin Trudeau a nié toute implication "*Je suis entièrement et complètement transparent à propos des mines dans les finances de ma famille. Une chose que j'apprends très tôt, c'est ce que les Canadiens attendent de leurs dirigeants*".

La Banque Royale du Canada (RBC) a avouée à la presse avoir eu recours au cabinet Fonseca pour créer plus de 370 sociétés off-shore basées au Panama et aux Îles Vierges, mais se dit à présent honnête. Son directeur, David McKay a annoncé qu'elle a mise en place une équipe qui va dépouiller les quarante années d'archives du cabinet panaméen voyou. Bill Downe, directeur de la Banque de Montréal, au Québec, a précisé que son établissement à "*considérablement*" renforcé depuis sept à dix ans ses contrôles anti-blanchiment et que donc, les liens entre les entreprises canadiennes et le cabinet Mosseck Fonseca ne seront pas récents.

États-Unis

Ronald REAGAN - ancien président des États-Unis d'Amérique 1980-1988.

Donald J. TRUMP - milliardaire, candidat à l'élection présidentielle de 2016.

Tony PODESTA - patron de Podesta Group, l'un des plus grands cabinets de lobbying à Washington DC et frère de John PODESTA, ancien chef de cabinet de William 'Bill' Clinton et actuel directeur de campagne d'Hillary Clinton. Le web-journal kosovar Prishtina Insight a rapporté, le 30 mars 2012, que le cabinet avait signé un contrat d'une valeur de 50.000

dollars par mois avec Hashim Thaçi, premier ministre du Kosovo. Selon l'accord, Podesta Group était censé fournir des conseils au ministère du développement économique, dirigé par Besim Beqaj. Le Courrier des Balkans qualifie cet accord de "foireux". John Podesta en personne a rencontré le premier ministre kosovar au cours d'une réunion officielle en présence de ... Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'état aux affaires étrangères de Georges Walker Bush. À l'époque, sa société, Albright Capital Management, était intéressée à acheter 75 % des actions de Postes et Telecom du Kosovo. Selon le Washington Free Beacon, Podesta Group a fourni des services à la banque russe Sberbank et à sa filiale Troika Dialogue, basée aux îles Caïmans. Tony Podesta était le gestionnaire de compte pour la Sberbank. Selon l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), Troika Dialog est directement connecté au réseau qui a canalisé l'argent pour le président russe, Vladimir Poutine.

Gabrielle FIALKOFF - ancienne directrice financière de la campagne sénatoriale d'Hillary Clinton en 2000, grande donatrice de la campagne présidentielle de la même en 2016, elle a ouvert en juin 2012 une société off-shore aux Îles Vierges britanniques. L'intéressée a été maladroite, changeant plusieurs fois de version. En dernier, elle a affirmé qu'elle a entrepris cette action pour favoriser l'exportation de biens en Chine avant d'abandonner.

Bill GATES - milliardaire étasunien, fondateur et PDG de Microsoft.

Igor OLENICOFF - milliardaire étasunien, né en 1943 à Moscou dans une famille restée tsariste, ils s'échappent vers l'Iran, où il sera éduqué par des missionnaires chrétiens, avant qu'elle ne s'installe aux États Unis en 1957. Sa fortune était évaluée en 2005 par le magazine Forbes à 1,6 milliard de dollars, déjà convaincu de fraude fiscale avec des sociétés off-shore suisses, le journal étasunien le listera ensuite parmi les "*dix fraudeurs fiscaux les plus infâmes*". Il a plaidé coupable d'avoir menti sur ses déclarations de revenu en 2007 après avoir affirmé qu'il ne tenait pas de sociétés ou des comptes à l'étranger. En réalité, il planquait 200 millions \$ dans des comptes off-shore. Après accord avec le fisc étasunien pour un redressement de 52 millions \$ et ce afin d'éviter la prison, restant tout de même deux ans en probation, il a poursuivi la banque UBS en 2008, affirmant qu'il avait été dupé par ses montages et sans en avoir eu aucune connaissance préalable. Les Panama Papers n'ajoutent pas grand chose, si ce n'est qu'il fut actionnaire de la société Olen Oil Management Limited. Mais on ne se refait pas. En 2014, il a été reconnu coupable de la fabrication de répliques de sculptures de prix et fut condamné à les 'restituer' aux sculpteurs dont le travail avait été copié.

la famille NAKASH - étasuniens d'ascendance juive syrienne qui vivaient dans la Palestine du mandat britannique. Joseph émigre le premier à New York en 1962, où il aura un fils, Steave, faisant venir en 1966 ses frères Raphaël 'Ralf' et Abraham 'Avi'. Le 'patriarche' Joseph est un homme d'affaire et un investisseur dans l'immobilier et ne possédait que quatre magasins en 1977. La famille a des affaires à New York, Miami, dans le New Jersey, en Israël où ils apprécèrent d'investir dans l'agriculture au sein de kibboutz.

David GEFFEN - magnat de la finance étasunienne, producteur de films, en studio ou exécutif, co-fondateur de DreamWorks en 1994, débuta comme producteur de disque, philanthrope, sa valeur est estimée, selon le magazine fusion, à 6,8 milliards de dollars. Le cabinet panaméen voyou a établi des contrats pour le vente de son yacht de 377 pieds de long, le Pelorus et pour ce faire créa une société off-shore panaméenne.

Benjamin WEI - étasunien né chinois, financier à la bourse de Wall Street, PDG de New York Global Group (NYGG), il débuta fin années 1990 comme *investment advisor* et *broker*. Inculpé en 2015, avec son banquier suisse, pour avoir utilisé des comptes off-shore pour masquer des transactions complexe entre des sociétés d'exploitation chinoises cotées en bourse et des sociétés fictives étasuniennes, leur rapportant des dizaines de millions de dollars.

Evan Kevin MARTIN - consultant étasunien en vente.

Antoine BERNHEIM - nationalité inconnue, manager basé à New York s'occupant de hedge fund, co-président de la société off-shore McIntyre holding Limited, créée en 1995 par le cabinet panaméen voyou et domiciliée aux Îles Vierges britanniques avec l'entrepreneur italien Rodolfo De Benedetti. Le journal italien l'Espresso a vérifié qu'il n'est pas le fameux financier français homonyme, président des assurances Generali, décédé en 2012.

Marianna OLSZEWSKI - businesswoman et écrivaine étasunienne bien connue, seul nom rendu public au 5 avril. Elle avait eut recours au cabinet panaméen voyou pour dissimuler son argent dans des comptes off-short enregistrés au nom d'un britannique ... de 90 ans.

Stanley KUBRICK (1928-1999) - réalisateur étasunien, lauréat de nombreux prix, n'est pour rien dans ce que les Panama Papers révèlent, ce sont ses héritiers, ses filles Anya KUBRICK, morte en 2009 et Vivian KUBRICK ainsi que sa belle-fille Sam FINNEY qui ont tout monté après sa mort afin de contrôler son domaine du manoir de Childwickbury. Ils se partagèrent en 2008 la société Wilmington Trust Limited basée aux Îles Caïmans.

Emilio ESTEVEZ - acteur, réalisateur et écrivain étasunien, réside à Malibu, Floride.

Ella FONTANALS CISNEROS - philanthrope, entrepreneuse et collectionneuse d'art, une des plus en vue de Miami, en Floride, où elle a une galerie d'art. Elle parcourt l'Amérique Latine pour y promouvoir les artistes et paraît avoir un goût excellent où du moins, conforme à l'habitus de sa classe sociale ... qui ne goûte guère Facebook : sa page est assez peu visitée.

Tina TURNER - star étasunienne de la chanson, a pris la nationalité suisse en 2013.

Bobby FISHER - dernier étasunien à avoir été grand-maître des échecs.

Tiger WOODS - champion étasunien de golf.

Andrew MOGILYANSKY - millionnaire étasunien né russe, déménagea adolescent avec son père aux USA, diplômé en mathématique à l'université de Columbia, marié et père de trois enfants, directeur d'IFEX Global, entreprise d'import-export basée à Philadelphie (USA) vendant tout ce qui a trait à la pêche et des systèmes anti-incendie pour véhicules d'occasion, aujourd'hui âgé de 45 ans. Il recueillit plus d'un million de dollars en faveur des victimes d'attentats à Moscou, accusa Poutine d'assassinat prémédité de 130 otages sur 850 pour avoir fait envoyer un gaz neuro-toxique par des conduits de ventilation pour neutraliser les terroristes, lors du siège du théâtre Dubrovka en 2002 et aida le FBI à enquêter sur ce sujet. S'affichant proche de certains dissidents russes, il fera équipe avec Alex Goldfarb, ami proche d'Alexandre Litvinenko, ancien espion du KGB qui mourra d'empoisonnement au polonium en Grande-Bretagne en 2006, et de Boris Berezovsky, retrouvé mort dans sa salle de bain dans ce même pays en 2013. Goldfarb, à présent résident à New York, et la veuve de Litvinenko écriront un livre pour dénoncer Mogilyansky comme ayant été, en fait, mis en place par Poutine ! Notre jusqu'ici philanthrope se mue alors en l'ordure qu'il est : arrêté pour tourisme sexuel et mis à l'isolement, pour éviter sans doute que d'autres prisonniers ne lui fassent la peau, il plaida coupable devant la justice fédérale étasunienne et sera condamné en 2008 à huit ans de prison, sous quatre chefs d'inculpation, pour relations sexuelles tarifées illégales avec mineures dans plusieurs pays, notamment dans un orphelinat en Russie avec trois fillettes de 13 et 14 ans. Il dut alors payer 13 000 \$ (seulement) de dédommagement à ses jeunes victimes. Concernant les jeunes russes, une plainte au civil l'a par ailleurs accusé d'avoir "*introduit ces filles dans un réseau de prostitution afin de tirer profit de leur exploitation*" et de blanchir ces revenus aux États-Unis, mais ces derniers points ne pourront être prouvés. Aujourd'hui, l'intéressé réaffirme son innocence sur cet aspect particulièrement sordide. Il faut dire qu'au cours de ce voyage en Russie, en 2003, il 'aida' ces orphelines en les installant dans un bordel qu'il avait lui-même contribué à financer ! Il est libéré début 2016, moyennant une indemnité, cette fois-ci conséquente, de 8 millions \$ aux (à présent) jeunes femmes dont il abusa. Il a prétendu que parmi les *escort girls*,

prostituées de luxe, logées au bordel, toutes semblaient avoir la vingtaine ! Les Panama Papers révèlent qu'il a utilisé une société basée aux Îles Vierges britanniques pour IFEX Global depuis 1995 et a requis les services du cabinet panaméen voyou. Quand les autorités des Îles Vierges britanniques avertirent Mossack Fonseca de son sulfureux passé par mail en 2014, le cabinet reconnut que leur client est pédophile, plus exactement éphébophile sur moins de 15 ans, ne s'étant pas livré à telle infamie sur des enfants impubères, mais cela revient au même. Un autre employé du cabinet répondra, avec un sacré culot et une froideur réaliste, "*Je ne vois pas comment cette société aurait pu faire de l'argent de la pédophilie du client*" et ... continuera de faire affaire avec lui !

John Michael 'Red' CRIM - homme d'affaires étasunien bien nommé, reconnu coupable avec deux associés par les juges fédéraux de Philadelphie, en janvier 2008, de 'complot en vue de frauder les États-Unis' où, co-fondateur du groupe Texas, il avait encouragé les investisseurs à placer leurs actifs à l'étranger pour échapper à l'impôt. Le fisc étasunien dira avoir perdu 10 millions \$ dans l'affaire. Crim se défendit en prétendant que sur ses 14 000 clients, seulement 23 abusèrent le fisc. Il a été condamné à payer 17,2 millions \$ en dédommagement et à huit ans de prison. Il sera libéré en 2014 pour passer en 'maison de transition', un régime plus doux, à Los Angeles. Dans une interview donnée au magazine Fusion le 6 avril 2016, l'intéressé plaida son innocence et nia toute responsabilité dans les fautes de ses clients : "Je ne voulais pas passer tout mon temps à enquêter sur ce qu'ils font". Il apparaît dans les Panama Papers comme un intermédiaire qui enregistra une entreprise avec Mossack Fonseca, grâce à leur bureau basé à Malte. Mais l'homme semble plutôt narguer les autorités en auto-éditant coup sur coup deux ouvrages avec chacun un titre explicite, *From Here to Malta*, 'Depuis ici, à Malte' et *I've been arrested, now what ?*, 'J'ai été arrêté, et maintenant quoi ?'.

Jonathan KAPLAN - étasunien, actuellement défendeur plaidant coupable, dans une affaire de fraude, devant une cour fédérale à Bridgeport, Connecticut, les Panama Papers ont appris aux enquêteurs qu'il détenait un compte off-shore créé par le cabinet panaméen voyou. Il avait accepté en 2007 un pacte de corruption commerciale l'ayant conduit à accepter plus de 400 000 dollars. De même les autorités ne savaient pas qu'il avait établi une société offshore dans les îles Vierges britanniques en 2004, appelée SGA Wireless c'est-à-dire 'sans fil', son objet étant le téléphone par internet, et qu'elle est restée active jusqu'en mai 2010. Joint par téléphone dans le New Jersey par le McClatchy DC, il lui fut demandé s'il a parlé aux autorités de SGA Wireless. Il balbutia "*Je vais devoir m'expliquer. Je vais vous parler*" mais il a brusquement raccroché tout de suite après, peut-être sur les conseils de son avocat.

Robert MIRACLE et Mukhtar KECHIK - escrocs étasuniens ayant monté une pyramide de Ponzi, comme Bernard Madoff, un système où les premiers arrivés sont les mieux servis en dividendes d'affaires fictives faisant miroiter des profits importants et rapides financés en fait par arrivants suivants. Depuis Seattle, dans l'état de Washington, ils ont ainsi brassé 65 millions \$ on faisant miroiter des gains sur des champs pétrolifères d'Indonésie et pour ce, Robert Miracle avait fondé la société MCube Petroleum. Ce dernier fut capturé par le FBI et condamné par le tribunal de Seattle, le 23 mai 2011, pour "*courrier frauduleux et évasion fiscale*" à 13 ans de prison, ainsi que nous avons pu le lire sur le site de l'agence étasunienne. Les Panama Papers révèlent qu'ils avaient deux comptes off-shore entretenus par le cabinet panaméen voyou et que Miracle lui-même en ouvrit un au nom de sa fille ... alors qu'il était en attente de son procès ! Il fut l'actionnaire actif de plusieurs sociétés off-shore basées aux Îles Vierges britanniques. Son complice Mukhtar Kechik est actuellement en fuite.

Martin FRANKEL - criminel financier étasunien, né en 1954, il est le 4e enfant de son père et le 2ème de sa mère, avec qui il fit une seconde union. Après son échec à l'université de Toledo, il se lance dans le trading, utilisant l'astrologie pour s'aider à prendre des décisions, s'installe en Floride en 1987, investissant à Palm Beach, mais les affaires ne marchent pas bien. On le retrouve à Toledo, où il fonde une nouvelle société, Creative Partners, masquée sous le nom prestigieux de Rothchild International Investments et cachant son nom grâce à un compte ouvert dans une banque suisse. Il s'aboucha avec l'épouse de son boss, Sonia SCHULTE qui avait mis en place une maison de courtage en concurrence directe avec son mari, duquel elle souhaitait se séparer. Elle dirigea ses clients à Creative Partners, tandis que Frankel mettait en place une autre société, Donar Corporation, qui paiera la nouvelle maison de Sonia Schulte, son divorce et ses frais d'avocats en lui versant 300 000 \$ sur le compte bancaire suisse. Ces manoeuvres feront qu'il écope d'une amende de la part de la Securities and Exchange Commission en 1992. Il va alors utiliser plusieurs pseudonymes, dont David Rosse est le plus connu,

pour continuer ses 'affaires'. Il embobinera l'église catholique en créant une fondation Saint François d'Assise basée dans les Îles Vierges britanniques dont la mission officielle est d'investir dans des compagnies d'assurance afin de financer avec les plus values des hôpitaux ! Pour garantir sa bonne image, il souhaite avoir dans son conseil d'administration un ancien présentateur télé de CBS Evening News, Walter Crondike, mais ce dernier refuse. Qu'à cela ne tienne, il passe outre et se sert de son nom. Mieux, il obtint la signature d'un fonctionnaire de la Curie romaine, monseigneur Emilio Colagiovanni, sur un faux stipulant que sa fondation a reçue un financement du Vatican. Il siphonne ensuite les compagnies d'assurances en transférant des fonds colossaux discrètement et mène la belle vie. C'en est trop, il doit fuir les États-Unis en mai 1999, se rendant en avion privé à Rome, puis Hambourg, en Allemagne, où il sera arrêté le 4 septembre, jugé et condamné à trois ans de prison pour faux-passeport, avant d'être extradé vers les États-Unis en août 2001, où il sera appréhendé à Cleveland, Ohio. Quand son procès s'ouvre en mai 2002, Frankel plaida coupable des 24 chefs d'inculpation fédéraux dont on l'accuse, tels que fraudes, racket et complot. Quinze de ses associés, y compris Colagiovanni et Sonia Schulte, plaidèrent de même sur des délits connexes. Il sera condamné une première fois en décembre 2004 avec seize de ses complices. Frankel dira au juge que sa seule intention était de gagner assez d'argent pour subvenir aux besoins de Sonia Schulte (alors Sonia Howe) et de ses deux enfants. Ce dernier n'en cru rien, lui rétorquant "*Alors, vous avez volé 209 millions de dollars afin de prendre soin des enfants ?*". Il sera condamné à 200 mois (16 ans 8 mois) dans une prison fédérale, un tribunal de l'Etat du Tennessee le condamnant également à 16 ans, peines qui seront confondues exceptionnellement à la condition qu'il aide les fonctionnaires fédéraux à récupérer les biens perdus ou pillés par ses compagnies d'assurance au Tennessee. Les autres états lésés sont l'Arkansas, le Mississippi, le Missouri, l'Oklahoma et la Virginie. Les Panama Papers ont montré que le cabinet voyou lui monta plusieurs sociétés, actives dans cinq états étasuniens.

Olga SANTINI - représentante du cabinet d'avocats Mossack Fonseca à Miami.

Trois étasuniens, seulement, avaient été retrouvés dans les Panama Papers par les journaux McClatchy, participant étasunien du consortium international de journalistes. Tous avaient été antérieurement soit accusés par le fisc étasunien soit reconnus coupables par la justice de crimes financiers comme la fraude et l'évasion fiscale. Les internautes des USA critiquent cette absence, quand on sait que le cabinet panaméen voyou avait 617 intermédiaires aux États-Unis, selon un web-journal italien. Le magazine étasunien Fusion, qui a participé au recensement des données Panama Papers, a compté 211 personnes ayant enregistré une société par ce cabinet panaméen voyou et domiciliés sur le territoire des États-Unis. La plupart étant anonyme l'on ignore donc s'ils sont résidents fiscaux des États-Unis ou même citoyens de ce pays. Le Süddeutsche Zeitung, journal allemand à l'origine des fuites, prévient les impatientes : "*attendez seulement de voir ce qui va venir*".

Notons à décharge que la lutte anti-corruption et contre l'évasion fiscale a été renforcée avec le Foreign account tax compliance act (FACTA) promulguée en 2010 et qui stipule que les banques doivent déclarer au fisc chaque année tout client étasunien détenant plus de 50 000 \$ et tout les comptes étrangers de plus de 10 000 \$. Compte-tenu de l'opacité des mécanismes d'évasions une fois de plus révélées on peut penser que l'administration étasunienne nous prend un peu pour des benêts. Relevons qu'il y a d'autres cabinets voyou de même importance, comme Morgan & Morgan, son principal concurrent, et que trois états du pays, le Delaware, le Wyoming ou le Nevada sont déjà des 'paradis' (enfer) fiscaux. Du second, par exemple, le web-journal suisse Bilan.ch écrit le 13 avril dernier que "*le Wyoming est au cœur des Panama Papers car il y accueille 24 sociétés écrans ouvertes par M.F. Corporate Services Wyoming, une société liée au cabinet panaméen Mossack Fonseca*". Ce 5 mai, les autorités étasuniennes ont annoncées, selon le journal France Soir, "*une série de mesures visant à mieux contrer les techniques d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent via les sociétés-écrans*".

Le web-journal US.Uncut croit que ce scandale propulsera Bernard 'Bernie' Sanders à la présidence des États-Unis d'Amérique. Cela n'a pas raté, le consortium international de journaliste a révélé le 16 avril que trois des donateurs d'Hillary avaient joué avec les paradis fiscaux ! Un second élément de réponse sera fourni avec la reprise des primaires le 19 avril, dans l'état de New York où fut sénatrice sa rivale Hillary Clinton et qui a un paquet de délégués, 291 en tout, à offrir au vainqueur. Hillary Clinton est la seule à accepter d'être financé par des grandes firmes, dont les pétroliers, l'industrie du fast food, les grands semenciers et d'autres si peu écologiques alors que Sanders a posté sur son site de financement de campagne que les milliardaires n'étaient pas les bienvenues ! Peu après le scandale Panama Papers, 'Bernie' Sanders a pointé

le fait que madame Clinton a soutenu un accord de libre échange avec l'état panaméen, le *Panama Free Trade Agreement*. L'intéressée lui répond par un tweet le 7 avril, à 18h53 : "*Que sont en train de dire les journaux à travers tout le pays à propos d'Hillary ? 'Knowledgeable', 'Prepared', 'Qualified'*".

Porto Rico (territoire)

Ramón Luis ATALA alias Daddy YANKEE - auteur-interprète et producteur de chansons, et subsidiairement acteur étasunien portoricain. Il chante du reggaeton, un de ses morceaux, *Gasolina*, atteint les sommets des charts. Mais malgré ses 39 ans de carrière réussies dans la chanson, ses sociétés médiatiques El Cartel Records et Los Cangris Incorporated ne génère que de faibles revenus. Peut-il n'a-t-il tout simplement aucun flair ou pas assez de culture musicale, pour repérer les talents. Quien lo sabe ? Il n'a pas répondu aux sollicitations du consortium et de la presse quand a sa présence dans les Panama Papers.

Bahamas (dépendance)

Solomon HUMES (1951-2014) - évêque protestant de la secte Church of God of Prophecy, il fut vice-président de la société Blairmore Holdings, tenue par le père de David Cameron.

Section VII - AMÉRIQUE CARAÏBE & LATINE

République Dominicaine

Juan Luis GUERRA - chanteur dominicain.

Saint Christophe et Niévès

Malchus Irvin BONCAMPER - comptable de l'île de Saint Kitts, en français Saint Christophe, membre de la fédération formée avec l'île de Neves, nous disons Niévès, indépendante depuis 1983 et membre depuis décembre 2014, défense de rire de ce 'paradis' fiscal, de l'Alliance Bolivarienne pour Les Amériques (ALBA) initiée par Hugo Chávez. Il fut embauché par le bureau tchèque du cabinet Mossack Fonseca pour servir de prête-nom pour des comptes off-shore de leurs clients. Cela est devenu un problème majeur pour la succursale après que Boncamper ait été condamné en août 2012 à huit ans dans une prison étasunienne pour avoir conspiré pour blanchir le produit d'un système de vente de fausses polices d'assurance ! La fraude fonctionna dix ans, avant d'être révélée dans des circonstances tragiques. Un opérateur d'excursion en bateau sur le pittoresque lac George, dans l'État de New York, a découvert que sa police d'assurance était falsifiée après l'un de ses navires a coulé le 2 octobre 2005, tuant 20 touristes retraités. Le cabinet panaméen voyou est au courant de l'affaire en mai 2013, réalisant que Boncamper était administrateur de 46 de ses sociétés off-shore, dont 15 toujours actives. "*Enlevez Boncamper en tant que directeur. Les changements seront antidatés, vérifiez auprès de conformité pour la date*" explique un e-mail du 14 août 2013. Sa succursale tchèque a fourni une liste de 18 entreprises pour lesquelles Boncamper avait signé leurs documents. Pour au moins trois d'entre elles, Garton, Faros et Westmore, la branche tchèque a alors fournie des résolutions antidatées et nommé un nouveau 'directeur'. Ainsi, la résolution pour Faros Corporation est daté d'octobre 2003, soit une décennie complète avant.

Mexique

Juan Armando HINOJOSA CANTÚ - un des plus importants clients mexicains du cabinet voyou panaméen, PDG du groupe Higa, une entreprise de construction, c'est un proche de Enrique PEÑA NIETO, le président du Mexique. Ainsi que le révéla une enquête journalistique, qui l'impliqua fin 2014 dans un scandale de conflit d'intérêt parce qu'il avait vendu à l'épouse du président une maison appartenant à son entreprise pour 7 millions de dollars. Le Wall Street Journal ajouta ultérieurement qu'il en vendit une autre au ministre des finances Luis VIDEGARAY. Selon un rapport de 2015 du New York Times ses sociétés et leurs filiales ont amassées pour au moins 2,8 milliards \$ dans des contrats avec les organismes gouvernementaux. Les Panama Papers noircissent fortement le tableau. Une semaine après que le président ait ordonné une enquête sur le scandale des logements dont on a parlé, le 20 mars 2015, Hinojosa fit 'don' à sa mère Dora Patricia CANTÚ MORENO de ses cinq sociétés off-shore, Noble Advisors Limited, Notable Worldwide Corporation, Afrika Venture Limited, Cabbits Marketing Limited et Starbright Investment Incorporated, tandis que son épouse faisait de même pour sa société avec la sienne, effaçant ainsi leur nom de famille ! Puis, à partir de juillet 2015, il a utilisé le cabinet panaméen voyou pour faire transiter plus de 100 millions \$ sur le compte de ces six sociétés off-shore au nom de sa mère et de sa belle-mère vers trois trusts basés en Nouvelle Zélande, dont un au centre-ville d'Auckland. D'autres entités aboutissent à la Grande Bretagne et aux Pays Bas. Circonstance aggravante, le 1er juillet suivant, un conseiller du cabinet d'avocats d'affaire travaillant pour Hinojosa demande au cabinet panaméen de clore les six comptes off-shore dès que toutes les sommes seront versées dans les entités néozélandaises. En novembre, un avocat d'affaire du cabinet Mossack Fonseca écrit au Panama, informant le service de conformité qu'il a découvert les liens entre Hinojosa et le président mexicain et que cela pose donc un problème. L'intéressé répond que ce sont les médias amis de ses rivaux en affaire qui cherchent à lui nuire, comme par exemple le fait que le milliardaire mexicain Carlos Slim soit actionnaire du New York Times. En bon voyou, le cabinet panaméen rassure son employé scrupuleux : "*Toutes les accusations sur tout conflit d'intérêt ont été étudiées et le mois dernier, il a été disculpé (...) de toutes ces accusations*". Le porte-parole de la présidence a refusé de commenter, disant l'autorité fiscale du pays a déjà publié une déclaration sur les fuites. L'intéressé, n'avait toujours pas répondu à la presse au 5 avril.

Ramiro García CANTÚ - directeur de Petróleos Mexicanos (Pemex), il amassa une fortune. Avec l'aide de trois sociétés off shore montées par le cabinet panaméen et toutes domiciliées à Miami, en Floride (USA), sa compagnie passa des contrats pour des millions de dollars avec au moins quatre de ses concitoyens, qui suivent.

Amado YÁÑEZ et Martín DIAZ, partenaires du précédent, et les frères Oscar et Francisco Javier RODRÍGUE, océanographes, sans doute pour prospecter du pétrole en mer, furent tous rémunérés par la Pemex.

Omar YUNES-MÁRQUEZ - homme d'affaires mexicain, fils du député mexicain Miguel Ángel YUNES, du Parti de l'Action Nationale (PAN) et actuellement candidat au poste de gouverneur de l'état de Veracruz.

Ricardo Benjamín SALINAS - président à la fois de TV Azteca, chaîne privée de télévision, de Banco Azteca et de la fondation Azteca.

Guillermo CAÑEDO - ancien cadre de la télévision, vice-président de la Confederación Norte, Centroamérica y del Caribe del Fútbol (Concacaf), l'instance de direction du football latino-américain.

Rafael CARO QUINTERO - trafiquant de drogue mexicain, un des fondateurs du Cartel de Guadalajara, à présent désintégré, cité dans les papiers du cabinet panaméen voyou.

L'entreprise Altos Hornos de México (AHMSA), selon le web-journal mexicain Noticias Tlaxcala.

Guatemala

Otto PEREZ MOLINA - ancien président du Guatemala de 2012 au 2 septembre 2015, date où il a dû démissionner après un scandale de corruption, l'affaire *La Linea*.

Marllory Dadiano CHACÓN - trafiquante de cocaïne, 43 ans, elle régnait sur un empire de la drogue au Guatemala, son pays natal, mais aussi sur le Honduras et le Panama, fournissant en cocaïne colombienne les cartels mexicains. Chaque mois c'est plusieurs centaines de tonnes de drogues qu'elle supervisait ! En janvier 2012, selon le département du Trésor étasunien, accusée d'être "*une des trafiquante de drogue les plus actives d'Amérique centrale*". Grâce au cabinet voyou panaméen elle créa en 2008 la société Broadway Commerce, officiellement pour acquérir des biens immobiliers à Panama. Selon les Panama Papers, sa bras droit Corina SAEZ continuait de diriger cette société début 2013, bien que plusieurs mois avant les autorités étasuniennes l'ait démasquée comme associée à Marllory Chacón. Cette dernière s'est livrée aux autorités étasuniennes à Miami en mai 2015, acceptant de collaborer avec elles en échange d'une remise de peine. Elle n'a écopée 'que' de dix ans de prison.

Francisco PALOMO - selon le journal guatémaltèque Prensa Libre du 10 avril, il a fait enregistrer en 2009 une société off-shore par le cabinet panaméen mais ce dernier, qui mentionne aussi la précédente mais ne dira pas, par prudence légitime, quelle est la nature de son 'bizness'.

Honduras

César ROSENTHAL - fils de Jaime ROSENTHAL, ancien vice président du Honduras.

Belize

Eamon COURTENAY et Christopher COYE - co-fondateurs du cabinet d'avocats d'affaire Courtenay Coye and Co., impliqués dans les Panama Papers parce que la société MF ans Co. Limited, créée par la Belize Bank International, filiale de la Belize Corporation Service (BCS) elle-même propriété de la Ashcroft's BCS Holdings, gérée par un milliardaire britannique, a pour propriétaires principaux les deux fondateurs du cabinet panaméen voyou. Dans le passé tout les deux furent des employés du groupe Belize Bank, le second étant même *managing director* de la Belize Bank International jusqu'en avril 2013. Eamon Courtenay est aussi un parlementaire expérimenté, récemment élu sénateur sous l'étiquette du People's United Party, tandis que son associé dans les affaires, Christopher Coye, quelle coïncidence, a été introduit dans ce parti, devenant son nouveau trésorier dans la 1ère semaine d'avril 2016.

Le journal Carribean News Now ! s'inquiète de constater que se trouve domiciliée au Belize une *international business company* off-shore, Robertson Financial Corp, agissant pour la Morgan and Morgan Trust Corporation Limited Company et que ce soit aussi le cas du bureau belizéen d'un cabinet d'avocats d'affaire spécialisée dans les domiciliations panaméennes, la Morgan and Morgan Group, fondée en 1923 au Panama par Eduardo Morgan Alvarez (1902-1988) et qui a des succursales aux Îles Vierges britanniques et aux Bahamas, à Bogota (Colombie), Guayaquil et Quito (Équateur), Londres, Luxembourg, Genève et Zurich (Suisse), Nicosie (Chypre), Tel Aviv (Israël), Singapour (Malaisie), Beijing (Pékin), Shanghai et Hong Kong. Son antenne belizéenne est dirigée par un trio d'avocats d'affaire, Oneyda FLORES, Rishi MUNGAL et Naïm MUSA, neveu de l'ancien 1er ministre du Belize, Said MUSA. Morgan and Morgan Group est donné comme le grand rival du cabinet panaméen voyou et lui, n'a rien laissé fuiter.

San Salvador

Le 7 avril les autorités du San Salvador ont fait perquisitionner les locaux de la succursale locale du cabinet panaméen voyou, saisissant des documents et du matériel informatique.

Panama

JURGEN MOSSACK et Ramón FONSECA - fondateurs du cabinet d'affaire panaméen éponyme à l'origine du scandale des Panama Papers, dont on a parlé dans l'introduction. Plus de 25 journalistes du consortium qui étudia leurs archives vinrent devant le siège de leur cabinet pour recevoir leur réponse. Ils se cloîtrèrent, appelèrent la police, qui arrivée sur les lieux se montra fort molle. Lassés de voir les investigateurs rester devant leur siège, ils firent sortir sans laisser entrer personne un porte-parole. Celui-ci se contenta de distribuer un communiqué général d'une page, rédigé à la hâte, ne répondant à rien, où il est affirmé qu'ils n'étaient pas responsables des activités de leurs clients. Or nous savons déjà qu'une de leurs (modeste) employée servit de prête-nom comme 'directrice' de pas moins 3000 sociétés off-shore créées par le cabinet ! Mieux, eux-même se retrouvent en novembre 2013 propriétaires de d'une *international business company* (IBC) créée par la Belize Bank International Limited Company dont on sait qu'elle appartient à lord Ashcroft, milliardaire britannique, associés à un certain Christopher ZOLLINGER et créée à l'initiale de leurs noms MF and Co. Limited.

Riccardo FRANCOLINI - ancien président de la banque publique Savings Bank.

Olga SUAREZ - assistante de l'escroc français Jean 'Richard' Charbit à Panama, se livra en 2014 à des attaques personnelles contre tout résident panaméen révélant le passé trouble de son patron, selon Ralf Henrich, directeur d'une société de sécurité. cf. supra, section France.

Irena BRAXATOR - résidente du Panama, servie de prête-nom à des centaines de sociétés off-shore de par le monde pour le cabinet panaméen voyou, dont pour son bureau tchèque.

Jan STOCKHAUSEN - employé de Mossack Fonseca, dans un courriel de février 2006 adressé à un client de la filiale autrichienne de l'Anglo Irish Bank il dévoile que sa principale fonction est de trouver des établissements accommodants (voir Irlande) pour l'ouverture de compte anonyme. Par ailleurs faisait parvenir à ses clients une liste de 17 banques !

Colombie

Hollman CARRANZA - fils de Victor CARRANZA magnat colombien de l'émeraude.

Jorge Milton CIFUENTES-VILLA - trafiquant de drogue colombien, chef de la Cifuentes-Villa Drug Trafficking Organization, associé de Joaquín Archivaldo Guzmán Loera dit 'El Chapo'.

Juan Esteban ARISTIZÁBAL VÁSQUEZ alias JUANES - chanteur, guitariste, auteur-compositeur colombien, natif de Medellín, combine les rythmes colombiens de la cumbia et du vallenato avec le rock et la pop, membre du groupe de métal Ekhyrosis de 1987 à 1999, lorsqu'il se dissout il part s'installer en Californie, à Los Angeles, pour suivre une carrière solo. Les documents du cabinet panaméen montre son frère Jaime ARISTIZÁBAL VÁSQUEZ est propriétaire de Linthal Holding Corporation que le cabinet tenta de mettre sur un autre frère en tant que client, José Luis ARISTIZÁBAL en lui proposant maints services, y compris de le faire chercher à l'aéroport. L'artiste a par ailleurs une fondation philanthropique où à son conseil d'administration siègent ses deux frères. Elle n'apparaît pas dans les Panama Papers.

La direction nationale des impôts et des douanes a lancée une enquête sur tous les 850 clients de Mossack Fonseca Colombie, filiale du cabinet panaméen voyou créée en 2009. En 2014, la Colombie avait placé le Panama sur sa liste noire des 'paradis' fiscaux.

Venezuela

Hugo Rafael CHÁVEZ FRIAS - ancien président de la république du Venezuela 1999-2013, rien de crapuleux le concernant, puisqu'il s'agit selon les Panama Papers d'un montage financier avec la fondation CPES afin qu'elle puisse verser 7 millions d'euros au 'parti' espagnol Podemos, pour "*créer en Espagne des forces politiques bolivariennes*", fonds remis à la fondation CEPS, dirigée par trois espagnols "*pour apporter dans leur pays des changements favorables au gouvernement bolivarien*". L'actuel président Nicolás Maduro a demandé dès le 11 avril que les juges s'intéressent aux vénézuéliens cités dans les Panama Papers.

Victor CRUZ WEFER - ancien commandant-en-chef de l'armée vénézuélienne.

Queiroz Adrián José VELÁSQUEZ FIGUEROA - 38 ans, capitaine retiré de l'armée vénézuélienne, ancien chef de la sécurité du palais présidentiel sous Chávez, installé à Punta Cana, en République Dominicaine, bientôt rejoint par sa femme, Claudia Patricia DÍAZ GUILLÉN, ex présidente de l'Office National du Trésor vénézuélien et fonctionnaire de l'armée. Il obtint de ce pays un permis de résidence temporaire en juin 2014. Créé le 18 avril 2013, quatre jours après l'élection du président Nicolás Maduro, successeur de Chávez, grâce au cabinet panaméen, la société Bleckner Associates Limited basée aux Seychelles et administrée par la société suisse V3 Capital Partners LLC, apportant un capital 'seulement' de 50 000 \$. Or, reconnaît la société suisse à un journal allemand, son entité disposa de 200 000 à 20 millions de dollars. Le couple résida jusqu'au 30 juin 2015 à Punta Cana où il dépensa entre 400 000 et 1,6 million \$.

Jesús VILLANUEVA - ancien PDG de la Petróleos de Venezuela SA (PDVSA), sa société, vitale pour l'économie vénézuélienne, a été ensuite nationalisée par le président Hugo Chávez.

Juan Carlos ESCOTET - économiste vénézuélien, PDG de Banesco.

N... - propriétaire vénézuélien d'un compte off-shore mentionné par le cabinet panaméen voyou lors d'un projet de contrat entre lui-même et un entrepreneur brésilien, Carlos De Queiroz Galvão. Celui-ci s'est vu confié une tâche de "*consultant*" par le gouvernement vénézuélien pour des travaux d'irrigation et il propose de verser 3 % de tout ce qu'il recevra au vénézuélien ! On ignore si ce contrat de pots-de-vin fut effectivement signé.

Équateur

Galo CHIRIBOGA - ancien procureur général de l'Équateur.

Pedro DELGADO CAMPAÑA - ancien gouverneur de la banque centrale, par ailleurs cousin de Raphael Correa, l'actuel président de l'Équateur qui ne semble pas lui devoir être en cause.

Javier MOLINA BONILLA - ancien conseiller du directeur des services secrets Rommy Vallejo.

X DE BUCK - homme d'affaires.

Pérou

César ALMEYDA - ancien directeur des services secrets péruviens.

Francisco Javier PARDO MESONES dit 'Pancho' PARDO - banquier péruvien, président de l'association des banques péruviennes dans les années 1980, ancien président de la Banca Mercantil de Lima, opposé en vain à sa nationalisation en 1987 par le président Alan Garcia, député il nous des liens tant avec le parti de l'ancien secrétaire de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar que celui, ultra-libéral de l'ex président Alberto Fujimori, aujourd'hui réfugié au Japon pour échapper à la justice péruvienne pour corruption massive. Principal bénéficiaire de la société off shore Billingsley Global Corp, montée avec le cabinet panaméen, et qui servit au gouvernement cubain à revendre au Venezuela chaviste la technologie nécessaire pour établir des passeports. Là encore, pas d'intention crapuleuse, mais un moyen de contourner pour Cuba le honteux embargo étasunien en cours depuis 1961, mais pour l'homme doutons-en. Sa société déposa 63 millions de dollars qui en Allemagne qui à Panama.

marquis Jorge Mario Pedro VARGAS LLOSA, nom de plume Mario VARGAS LLOSA - écrivain péruvien, homme politique, journaliste, essayiste, professeur de collègue, prix nobel de Littérature en 2010, d'abord marxiste il rompra avec Cuba en 1971, membre de la commission sur le massacre d'Uchuraccai 1983, devenu conservateur, anobli par le roi d'Espagne en 2011.

Brésil

Eduardo CUNHA - président de la chambre des députés depuis 2015, député depuis 2003, déjà compromis dans le scandale Petrobras où il se laissa corrompre, les Panama Papers révèlent que lui et Joao HENRIQUES eurent le même gestionnaire de compte off-shore, un banquier suisse. Un des comptes de Cunha fut ouvert par Penbur Holdings, administré par le cabinet panaméen voyou. Cela corrobore à la description donnée lors de la négociation pour la défense de l'entrepreneur Ricardo PERNAMBUCO qui a affirmé que Cunha aurait utilisé un compte au nom de Penbur pour recevoir des pots-de-vin à l'étranger. L'intéressé nie avoir le moindre compte hors du Brésil.

Edison LOBÃO - sénateur brésilien du parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre), ancien ministre des mines et de l'énergie, a contraint Nestor CERVERO, ancien directeur de la firme pétrolière Petrobras, entre 2009 et 2010, *"de ne pas perturber un investissement de Petros, le fonds de pension de Petrobras géré par la banque BVA"*. Cette banque appartient à José Augusto FERREIRA DOS SANTOS, un *"ami"* de Lobão selon Cervero. Les responsables de Petros répondent qu'ils n'ont *"jamais investi directement dans BVA, mais dans des fonds qui ont été gérés par la banque"*. Cette transaction s'est terminée par un désastre, rapporte le journal O Estado de Sao Paulo. Les Panama Papers l'accable, le lien entre Ferreira et João HENRIQUES, considéré comme l'opérateur du parti PMDB, s'exerce dans une véritable nuée de comptes en Suisse, ce qu'ignoraient les enquêteurs.

Newton CARDOSO Júnior - député brésilien.

João LYRA - député brésilien.

Les Panama Papers mettent en cause des politiciens brésiliens de sept partis, dont le plus important, le PMDB, retiré de la coalition au pouvoir en 2016, le PSDB, premier parti d'opposition, le PDT, PP, PSB, PSD et PTB. Ironie de l'histoire, aucun politicien du parti de l'actuelle présidente Dilma Rousseff et de son prédécesseur Luiz Inácio Lula Da Silva n'est mentionné dans les fuites, selon le journal O Estado de Sao Paulo.

Joaquim BARBOSA - ancien président et juge de la cour suprême fédérale du Brésil, les Panama Papers révèlent qu'il a acheté comptant une maison dans le centre-ville de Miami, en Floride.

Carlos DE QUEIROZ GALVÃO - entrepreneur brésilien, impliqué dans le scandale Petrobras et l'enquête sur ses commissions occultes, que les brésiliens surnomment *Lava Jato*, il est le seul client du cabinet panaméen voyou dans cette affaire, jusqu'ici, à n'avoir absolument pas eu froid aux yeux, puisque les Panama Papers révèlent qu'il a ouvert un compte à l'étranger avec l'aide du cabinet Mossack Fonseca en juin 2014, un mois après l'arrestation de l'agent changeur Alberto YOUSSEFF, qui a été réduit à rien par le *Lava Jato*. À l'époque, avait été déjà citée l'entreprise de construction familiale de Queiroz dans l'opération. Un autre document du cabinet voyou est un projet de contrat entre Queiroz Galvão et une société offshore appartenant à un citoyen vénézuélien. Il s'engage à verser au propriétaire de l'entité 3 % sur ses rémunérations qu'en tant que "*consultant*" il est censé recevoir du Venezuela.

Milton DE OLIVEIRA LYRA FILHO - entrepreneur brésilien, bénéficiaire du compte Venilson Corp. ouvert en 2013 au Panama, une société off-shore non déclarée à la *Receita Federal do Brasil*, le fisc brésilien. Milton Lyra l'a utilisé pour ouvrir un compte en Allemagne dans une agence d'UBS. Quelques mois plus tard la banque allemande le ferme, alors qu'il a servi à faire transiter des dizaines de millions de dollars ! Connu pour ses bonnes relations avec la classe politique dans la capitale Brasilia, il aura obtenu que le fisc ne s'y intéresse pas.

Luis Eduarda DA ROCHA SOARES, Carlos Eduardo SCHANHIN, Jésus MURILO VALE MENDES, Ângelo Marcus DE LIMA COTA, X DA MENDES Júnior, Jefferson EUSTÁQUIO - hommes d'affaires et cadres dirigeants brésiliens déjà liés au scandale Petrobras, les Panama Papers ajoutant des informations assez confondantes.

William BORGES DA SILVA - joueur de football brésilien, évoluant à Chelsea, Grande Bretagne, selon les Panama Papers il apparaît depuis septembre 2014 comme seul actionnaire de la société Saxon Sponsoring Limited, basée aux Îles Vierges britanniques.

L'entreprise PETROBAS - grande société pétrolière brésilienne, déjà sur la sellette pour avoir corrompu 57 personnes de haut rang, dont le président de la chambre des députés et des membres de la gauche, les Panama Papers révèlent l'ahurissant montage de la firme, avec le cabinet panaméen voyou, de 106 sociétés off shore.

L'entreprise TV GLOBO - grande chaîne de télévision brésilienne, un groupe de journalistes néerlandais du quotidien Trouw, étudiant les Panama Papers, a montré que ce média est cité à "*plusieurs reprises*" dans une enquête sur le blanchiment d'argent par la Nederlandsche Bank qui a montré que durant plusieurs années elle s'est livrée à plusieurs "*opérations financières irrégulières*" dans des 'paradis' fiscaux afin de payer les droits de retransmission de la Copa Libertadores, la coupe de football annuelle des pays d'Amérique Latine.

Paraguay

Nicolás LEOZ - ancien président de la Confédération sud-américaine de football (Conmebol) 1986-2013, réélu en février 2006 pour la 6e fois, auparavant à la tête de clubs paraguayens, débuta sa carrière comme journaliste sportif à la radio et dans la presse.

Uruguay

Eugenio FIGUERIDO - uruguayen puis aussi étasunien, 83 ans, ancien président de l'association uruguayenne de football 1997-2013, ancien vice-président de la Confédération sud-américaine de football (Conmebol) 1993-2013, puis président de cette instance en avril 2013, en remplacement de Nicolás Leoz, l'un des sept responsables de la FIFA arrêté dans le scandale éponyme sur requête du FBI, pour lui en Suisse le 27 mai 2015, ses deux pays demandant son extradition, il agréa à la seule

demande de l'Uruguay la veille du Noël suivant. Les Panama Papers nous ont révélé de troubles relations d'affaires avec Juan Pedro Damiani.

Juan Pedro DAMIANI - président de Penarol, un des deux clubs de Montevideo, avec le Nacional, qui dominant le championnat de football uruguayen, membre du comité d'éthique de la FIFA depuis sa création en 2006 et de sa chambre de jugement de ce comité, devant le scandale des Panama Papers, il démissionne du comité d'éthique de la FIFA le 6 avril.

Daniel FONSECA - agent sportif, ancien footballeur uruguayen 1988-2003, passa l'essentiel de sa carrière en Italie, évoluant successivement à Naples, à l'AS Roma et à la Juventus de Turin.

Diego FORIÁN - footballeur uruguayen évoluant au Club Atlético Peñarol de Montevideo, mentionné dans les Panama Papers avec son frère Pablo et sa mère Pilar CORAZO.

Chili

Alfredo OVALLE RODRÍGUEZ - avocat jusqu'en 1967, puis entrepreneur, chef d'entreprise et consultant chilien, vice-président de la chambre de la Chambre Chilienne de la Construction 1976-1979, union des patrons du bâtiment, président de l'organisation patronale Confederación de la Producción y del Comercio (CPC) 2006-2008, la plus importante du pays. Il a étudié le droit comparé à New York et le développement économique à Londres. Les Panama Papers révèlent qu'Alfredo Ovalle était co-administrateur, avec l'avocat Raymond LANGLOIS VICUÑA, de la société chilienne Sierra Leone SA, enregistrée au Panama, dissimulant des 'fonds triangulaires' détenant l'exploitation minière de Las Cenizas.

Iván ZAMORANO - ancien joueur de football 1983-2003, évolua au Real Sociedad de Madrid 1992-1996 comme sept autres, c'est le club le plus concerné par l'affaire des Panama Papers.

Gonzalo DELAVEAU - à la tête de la branche chilienne de l'observatoire de la corruption chien-de-garde 'watchdog', l'ONG Transparency International, il est obligé de démissionner le 4 avril !

Argentine

Mauricio MACRI - président de l'Argentine depuis le 10 décembre 2015, ancien chef du gouvernement de Buenos Aires 2007-2015, les Panama Papers apprennent qu'il fut directeur de la société off-shore Fleg Trading Limited, enregistrée aux Bahamas en 1998 et dissoute en 2009, avec son père et son frère. Pour sa défense, il prétend qu'il ne l'a pas déclarée lorsqu'il fut élu maire de la capitale, comme la loi l'y argentine oblige, parce qu'il n'était pas encore actionnaire de celle-ci. Le procureur fédéral Federico Delgado a ouvert une information le 7 avril sur cette société panaméenne. Le juge Sebastián Casanello a demandé d'ouvrir une enquête. Déjà, rien que pour avoir menti, le président Macri pourrait être reconnu coupable de parjure. Enfin, il appert qu'il a des connexions avec une autre société off-shore créée en 1981, Kagemusha SA, nommée d'après le nom du film d'Akira Kurosawa.

Daniel MUÑOZ - ancien conseiller et confident des anciens présidents argentins Néstor Kirchner puis Cristina Kirchner née Fernández épouse du précédent.

Alessandra MINICELLI - épouse de Julio DE VIDO, député argentin et ancien ministre de la planification et de l'investissement public.

Néstor GRINDETTI - maire de Lánus en Argentine.

Luis SAGUIER - directeur du groupe de presse La Nacion SA.

Hugo et Mariano JINKIS - businessmen argentins, déjà impliqué dans le scandale de la FIFA.

Gabriel Iván HEINZE dit 'Gabi' - entraîneur de football argentin, ancien footballeur où après un passage au Paris Saint Germain, il avait été la star du Manchester United, en Grande Bretagne. Selon les Panama Papers, il créa une société off-shore alors, Old Trafford.

Gabriel SCHÜRRER - ancien footballeur défenseur argentin 1988-2007, évolua au Real Sociedad de Madrid 2002-2004, tout comme sept autres joueurs cités dans les Panama Papers.

Leonardo ULLOA - footballeur argentin ayant pris la nationalité chilienne, évoluant au Leicester City, en Grande Bretagne, au poste d'attaquant. Les Panama Papers révèlent que lorsqu'il évoluait dans l'équipe nationale argentine, il avait signé avec une société la concession de ses droits à l'image. L'intéressé nie toute volonté d'évasion fiscale.

Lionel MESSI - footballeur argentin, quintuple ballon d'or, évoluant au FC Barcelone et dans l'équipe nationale argentine. détenteur avec son père, Jorje Horacio MESSI, d'une société au Panama, mentionnée pour la 1ère fois dans les documents de Mossack Fonseca le 13 juin 2013, le lendemain de leur mise en examen sous trois chefs d'inculpation de fraude fiscale en Espagne, accusés d'avoir fraudé le fisc de 2007 à 2009 pour un montant total de 4,1 millions d'euros. Pour ces faits, ils risquent deux ans de prison. Les entreprises fictives épinglées semblent de même nature que celle que révèle les Panama Papers, Mega Star Enterprises Incorporated. Sa famille répondit à l'agence de presse Reuters, le 4 avril, que cette société n'a jamais eu de capital ni de compte courant actif. Pour cette saison, Messi sera le footballeur le mieux payé du Monde, 74 millions d'euros, soit 9 de plus que pour la précédente.

Section VIII - OCCIDENT AUSTRAL & OCÉANIE

Australie

Malcolm TURNBULL - premier ministre australien depuis le 15 septembre 2015, chef du Parti libéral australien 2008-2009, depuis 2015, ministre des communications 2013-2015, ministre de l'environnement et de l'eau 2007, représentant de la circonscription de Wentworth depuis 2004.

Neville WRAN - ancien premier ... de Nouvelle Galle du Sud.

Rupert MURDOCH - magnat australo-étasunien, lié au roumain Elan Schwartzberg.

Frank TIMIȘ - homme d'affaires roumain et australien dans les mines et les hydrocarbures, le magazine roumain Capital évalue sa fortune à 290 millions de dollars, en faisant le 9ème roumain le plus riche, mais le Sunday Times britannique l'évalue en avril 2008 à 238 millions de dollars. Après des études de mécanique en Roumanie il débarqua à Perth, en Australie, avec le statut de réfugié. Il commença avec une compagnie de transport ne comportant qu'un camion, le sien et qu'il conduisait, mais fit faillite en 1986. Il se lance dans la prospection d'or australien avec des associés puis sa famille en 1992, mais quatre entreprises quatre échecs. En 2001 il prit des parts dans une entreprise pneumatique, administrée par une

autre, Regal Group Services, domiciliée aux Îles Vierges britanniques. Elle changea de nom pour devenir Regal Petroleum, cotée à la bourse de Londres, qui s'associera à une compagnie roumaine, Global Mineral Ressources, tenue par le fils d'un ancien sénateur du Parti Démocratique, secrétaire de la commission économique au Sénat de 1996 à 2000. En 1998 il fonde Gabriel Resources qui extraira 300 tonnes d'or et 1600 d'argent en Australie au mépris de certaines règles environnementales. En 1996 il fonde Regal Petroleum et extrait du pétrole et du gaz en Roumanie et Ukraine. En 2005 il achète discrètement 30 % des parts dans une société diamantifère du Sierra Leone, via un trust off-shore enregistré aux Bermudes, Timis Diamond Corporation Limited, renommé African Mineral Limited en août 2007 quand il se lance sur un formidable gisement de fer. Il y accroît ses parts jusqu'à 34,6 % en septembre 2006. L'épidémie d'ebola lui causant des pertes de non négligeable, ses alliés investisseurs chinois finissent par posséder African Mineral. Sans donner le détail de d'autres affaires dans les mêmes secteurs, bornons-nous à dire qu'il se dit aussi philanthrope, fut convaincu de possession d'une quantité non négligeable d'héroïne et dû quitter l'Australie pour la Grande Bretagne où il fera don de 100 000 livres sterling au Christian Party lors des élections de 2010, une formation mineure, sociale-conservatrice et 'eurosceptique' fondée par un pasteur pentecôtiste en 2004.

Plus de 800 ressortissants, selon le service des impôts australien, dont plus de 120 ont eu recours à une société off-shore basée à Hong Kong dont le nom n'a pas encore été divulgué.

Nouvelle Zélande

Ken WHITNEY - conseiller officiel du premier ministre de Nouvelle Zélande, John Key.

Ian TAYLOR - résident de Nouvelle Zélande, servi de prête-nom à des centaines de sociétés off-shore de par le monde pour le cabinet panaméen voyou, dont pour son bureau tchèque.

Le journal New Zealand Herald fait état du mécontentement de l'état face aux pratiques illégales sur son territoire, notamment le fait qu'un puissant entrepreneur mexicain et un ministre maltais aient domiciliés une société-écran dans le centre-ville d'Auckland, la capitale. Mais la douche froide viendra le 8 avril par la voix de Gerard Ryle, directeur du consortium international des journalistes d'investigation, qui déclara à Radio New Zealand que la Nouvelle-Zélande est un paradis fiscal bien connu et un *nice front* pour les criminels.

Niue (état associé)

Cette île du Pacifique Sud située à 2400 km au nord est de la Nouvelle Zélande est un état associé de ce dernier depuis 1974 et reste un protectorat britannique. Il n'est donc pas encore reconnu comme souverain par l'ONU bien qu'il en prend le chemin. Les Panama Papers la mentionne au moins une fois comme hébergeur de sociétés off-shore et il ne fait nul doute qu'elle deviendra LE 'paradis' fiscal néozélandais et un de ces micro-états fantoches fiscalement voyou.

Liens vers les principales sources d'information (surtout en anglais)

Center for Public Integrity | Investigative journalism from a nonprofit newsroom

<https://www.publicintegrity.org/>

International Consortium of Investigative Journalists

The International Consortium of Investigative Journalists is an active global network of 160 reporters in more than 60 countries who collaborate on in-depth investigative stories.

<https://www.icij.org/>



Those Who Are (and Are Not) Sheltered From the Panama Papers

On April 3, the Panama Papers hit media outlets around the world, and the fallout was swift. A prime minister lost his job, and other global leaders are under mounting pressure to account for their

<https://www.stratfor.com/analysis/those-who-are-and-are-not-sheltered-panama-papers>



The who's who of Middle East leaders and their secret billions

Middle East and North African leaders and their families have used secret offshore accounts to stash billions of dollars of cash and manage investments and assets, according to information from the

<http://www.middleeasteye.net/fr/news/complete-guide-secret-dealings-middle-east-leaders-revealed-panama-papers-leak-662088930>



Regardez l'émission "Cash Investigation" consacrée aux "Panama Papers"

23h55 : Il affirme n'avoir commis aucun "méfait". Gianni Infantino, le nouveau président de la FIFA, est cité dans les "Panama Papers" pour son rôle dans la signature, en 2006 et 2007, de contr...

http://www.francetvinfo.fr/economie/fraude/panama-papers/direct-panama-papers-des-enquetes-ouvertes-dans-plusieurs-pays_1391055.html

Lien vidéo dans les archives de Citizen Nantes, le sociologue canadien Alain Deneault fait en 2010 un exposé général sur ce que sont les 'paradis' (enfer) fiscaux à l'Alter Café, situé sur l'île Beaulieu, à Nantes, invité par OXFAM, une ONG internationale d'information sur la corruption et le crime économique.

Publié dans [Panama Papers](#)

Partager cet article

Share 2

Repost 0

« Clip de "Notre-Dame des..." [Disparition de Marcel...](#) »

Commenter cet article

Kruger44 15/09/2016 23:50 Répondre

URGENT OFFRE DE PRÊTE-NOM

Je suis une savonnette et un blanchisseur / lessiveur agréé qui fournit des bilans à divers types, tels que maffieu, 1er ministre, chef de grosse firme, avocat 'affaire ... Ne manquez pas une belle occas' comme celle là, l'argent ça file à la voitesse de la lumière. PoulAnderson#scfi.com

Mr Louis Anderson 12/09/2016 01:24 Répondre

URGENT OFFRE DE PRÊT

Je suis une marque et un prêteur d'argent / investisseur agréé qui fournit des prêts de divers types, tels que salaire personnel, prêt hypothécaire, d'affaires, prêts auto graves et les parties intéressées à un coût très faible disponible Vitesse. Contact nous sur notre e-mail aujourd'hui à: Louisandersonfinance@gmail.com

Ne manquez pas cette belle occasion! viennent à nous aujourd'hui pour que nous puissions mettre fin à tous vos problèmes financiers une fois pour toutes!

Karl von Thulé 17/04/2016 17:08 Répondre

Toutes les off-shores ne sont pas des repaires de voyous: il faut distinguer les off-shores bancaires des off-shores non-bancaires, ces dernières permettant de sauvegarder les brevets scientifiques, ou des biens de famille de la rapacité des états dits de droit, tel la France... aujourd'hui plus de 15% des personnes concernées fuient la France avec juste raison...

Notamment celles sous forme de fondations... mais il existe d'autres formes qui permettent, notamment en France, aux petits paysans de sauvegarder leur patrimoine des taxation arbitraires de tous ordres, MSA comprise, cette MSA qui a été déclarée illégale en UE par deux jugements de la Cour Européenne, l'un en CEJ l'autre en CEJCE...

certes ces off-shores normales sont comme ces arbres qui cachent la forêt... quant aux bancaires, elles ne peuvent décider que si la banque l'accepte... la Société Générale ment à tour de bras, et aux autorités françaises, et à leurs clients... il faut quand même savoir réfléchir...

Thierry Kruger 17/04/2016 22:05

Merci de vos éclaircissements qui permettent de ne pas tout mettre sous la même aulne.

ZeK 14/04/2016 01:51 Répondre

Bonjour. Un véritable travail de bénédictin, merci pour cette liste qui en dit long sur les collusions qui existent entre les millionnaires et les politiques qui nous dirigent. Tout cela laisse, hélas, peu de doutes sur leurs intentions...